This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

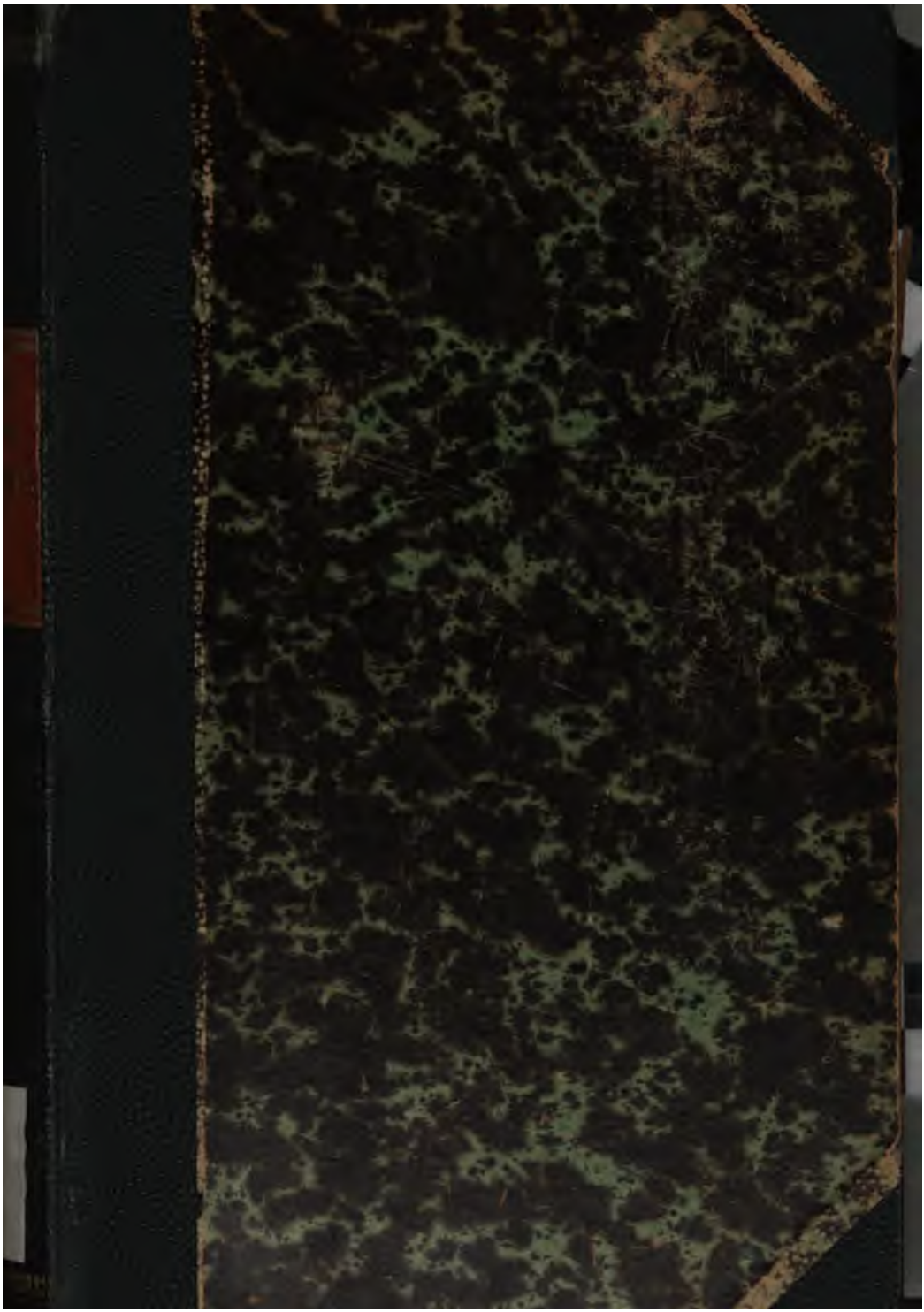
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

LEES-MUSEUM
BIBLIOTHEEK
TE AMSTERDAM

STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

LEES-MUSEUM
BIBLIOTHEEK
TE AMSTERDAM

MÉMOIRES

DU

COMTE HORACE DE VIEL CASTEL

SUR

LE RÈGNE DE NAPOLÉON III

(1851—64)

TOUS DROITS RÉSERVÉS

Imprimerie B.-F. Haller, Berne

MÉMOIRES

DU

COMTE HORACE DE VIEL CASTEL

SUR

LE RÈGNE DE NAPOLÉON III

(1851 — 1864)

PUBLIÉS D'APRÈS LE MANUSCRIT ORIGINAL

ET ORNÉS D'UN PORTRAIT DE L'AUTEUR

AVEC UNE PRÉFACE

PAR

L. LÉOUZON LE DUC

VI

1860—1864

LEES-MUSEUM
BIBLIOTHEEK
TE AMSTERDAM

PARIS
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES
1884

JC216
.L65
1583
v.6

SOMMAIRE.

ANNÉE 1860.

JANVIER.

Pages

Le discours du nonce — Un article de Prévost Paradol — Attitude du clergé — Réponse de l'Empereur au nonce — L'attitude de l'Angleterre — L'enlèvement du jeune Mortara — Changements ministériels — Démission du comte Walewski — Mme Walewska, les récompenses de son mari — Mme de Cadore — Lettre du Pape à l'archevêque de Dublin — Proclamation de Garibaldi — Un article du *Journal de Rome* — Le caractère de Walewski — L'expédition en Chine — Le président Benoît Champy, sa conversation — Communiqué à *l'Ami de la Religion* — L'agitation religieuse — Un article du *Journal des Débats* — Réponse du Pape au général de Goyon — Lettre de l'Empereur au Pape — Lettre de l'Empereur au ministre d'Etat — Garibaldi aux étudiants de Pavie — Le mariage de Garibaldi — La Papauté — Lettre encyclique du Pape — Suppression du journal *L'Univers* . . . 3 à 39

FÉVRIER.

L'évêque d'Orléans — Nomination du P. Lacordaire à l'Académie — Opinion du général Mellinet sur le livre de M. de Bazancourt — L'annexion de la Savoie — Le faubourg St-Germain . . . . . 39 à 42

Pages

MARS.

Les affaires d'Italie — Cavour joue la France — Suite du mariage de Garibaldi — Hostilité de l'Angleterre à l'annexion — Protestation du Pape — Nos hommes d'Etat — L'agitation religieuse — Acquittement de Monseigneur Dupanloup — Le journal *Le Nord* — Le Pape prononce l'excommunication — Députation Savoisienne — Attitude de la Suisse — Un article du *Bund* — L'élection de M. de Dalmas — Une soirée au Louvre, une pièce d'Arsène Houssaye — Mort de M. Sauvageot — Dissentiment de la Prusse avec la Confédération Germanique — La politique de l'Empereur — Départ du général Lamoricière pour Rome — La politique Sarde — L'Impératrice et Mme Walewska 42 à 57

AVRIL.

Les révolutionnaires Italiens — Ed. About envoyé à Rome, son livre — Bal donné par l'Impératrice à l'hôtel d'Albe — Avidité pécuniaire de l'Impératrice — Le budget du Musée . . . . . 57 à 60

MAI.

Expédition de Garibaldi dans les Etats du roi de Naples — Les partis politiques — Un article d'Ed. About — Mesure prise par le comte de Nieuwerkerke — Débarquement des Garibaldiens à Marsala, la protection Anglaise — Victor-Emmanuel — L'unité Italienne — Nieuwerkerke et les restaurations du Louvre — La Russie et la Turquie — Opinion du général Béville sur les Italiens — Mouvement dans les Etats Romains — Nomination de M. de Soubeyran au Crédit foncier — Le père du duc de Bassano, les papiers de Napoléon Ier . . . . . 60 à 69

JUIN.

La politique Italienne — Mort du prince Jérôme, le prince Napoléon — Une anecdote sur le mariage de Mlle de Montijo — La grande-duchesse Marie à Paris, les racontars — Opinion de la Princesse Mathilde . 69 à 72

Pages

JUILLET.

Situation du roi de Naples, ses concessions — Mazzini à Palerme — L'Empereur et la Papauté — Obsèques du prince Jérôme — Attitude du prince Napoléon, le testament — La succession — Un mot du docteur Rayer — Une lettre de Garibaldi — Réponse du *Messager* de Paris à *l'Opinione* de Turin — Nouveau Ministère Italien — Le massacre des chrétiens en Syrie, rapport au *Moniteur* — Abd-el-Kader — Les Druses et les Maronites — Cruautés commises par les troupes Turques — Nos guerres — La princesse de Metternich raconte une histoire à l'Empereur . . . 72 à 82

AOUT.

Départ des troupes pour la Syrie — Les massacres — Les agents Piémontais — La non-intervention — Brouille de la Princesse Mathilde avec son frère — Hostilité de la presse étrangère, déchaînement contre les Bonaparte — L'Angleterre soutient Garibaldi — Une lettre de Pierre Bonaparte — La Syrie — La conférence de Tœplitz — Monseigneur le duc de Bordeaux à Genève . . . . . 82 à 87

SEPTEMBRE.

Inquiétudes Européennes — Mazzini — L'armée de Garibaldi — Armements de l'Angleterre — Provocation de la Suisse — Rencontre de la reine Victoria et du prince Régent de Prusse — L'insolence du prince Napoléon — Les légitimistes — Les Orléanistes . . 88 à 90

OCTOBRE.

L'ambition Sarde — Le cabinet de M. de Cavour — Un article au *Constitutionnel* — Approbation de l'Empereur — Le roi Victor-Emmanuel et M. de Cavour 90 à 93

NOVEMBRE.

Nouvelles occupations de l'auteur — La politique Franco-Italienne — Paroles de l'Empereur à la Princesse Mathilde — Ordre du jour du général Cialdini

Pages

— Le silence impérial — Hostilité manifeste du clergé — Deux circulaires de M. Billault — Départ de l'Impératrice pour l'Ecosse — Retour de Mme de Castiglione — Ed. About sollicite la croix de St-Marin — L'Empereur chez la Princesse Mathilde — Départ de Fould du Ministère d'Etat — Changements ministériels — Nomination du comte Walewski — Fould et le général Fleury — Répartition du million de dotation du feu prince Jérôme — Décret Impérial accordant au Sénat le droit d'adresse — Les ministres sans portefeuille — Suppression du Ministère de l'Algérie — Publication au *Moniteur* . . . . . 93 à 101

(Fin de l'année 1860.)

ANNEE 1861.

JANVIER.

La politique de l'Empereur — Le roi François II, assiégé dans Gaëte — Le procès de M. Bonaparte Patterson — Consultation remise par l'Empereur — Mauvais effet de ce procès à l'étranger — Un manuscrit de Napoléon I — Une brochure de l'auteur — Avertissement au *Courrier du Dimanche* — Ordre d'expulsion contre M. Ganesco — Circulaire du roi François II aux puissances étrangères — La conduite de Victor-Emmanuel — Le suffrage universel — Attitude des souverains Européens . . . . . 105 à 112

FÉVRIER.

Soirée au Louvre — M. de Laborde et la Princesse Mathilde — Capitulation de Gaëte — Ordre du jour du général Pinelli, sa destitution — Le Sénat et le Corps législatif . . . . . 113 à 116

Pages

MARS.

Adresse du Sénat — Discours du prince Napoléon — L'amendement — Discussion au Corps législatif — Remarquable discours de M. Billault — La situation Européenne, pronostics de guerre — La révolution — La religion — Vente par l'Impératrice de l'hôtel d'Albe — Les morts . . . . . 116 à 121

AVRIL.

Agitations révolutionnaires — Rupture de Garibaldi et de Cavour — Persigny — M. Delangle — Le gouvernement et le clergé — Le Danemark arme — Les affaires du Holstein — L'Amérique — Une brochure du duc d'Aumale — La considération du prince Napoléon — Désapprobation de l'Empereur et de l'Impératrice sur la conduite du prince Napoléon — La réponse du prince, un quatrain — Réconciliation de Garibaldi, Cavour et Cialdini — Propos de M. Brenier — Acquisition par la France de la collection Campana . . . . . 121 à 126

MAI.

Irritation de la France et de l'Angleterre — Les colères Anglaises — Le prince Napoléon garde le camouflet reçu du duc d'Aumale — L'Angleterre et l'Espagne — Les hommes de l'Empire — Le parti de l'ordre — Départ du comte de Nieuwerkerke pour Rome . . . . . 126 à 129

JUIN.

Mort du comte de Cavour — L'Empereur biffe les traités de Villafranca et de Zurich — Reconnaissance de l'unité Italienne — Ebranlement Européen — La *franc-maçonnerie* — Le prince Murat au Sénat — Le prince Napoléon fuit les soufflets — Propos de l'Empereur à la Princesse Mathilde — M. About défend le prince Napoléon — L'Impératrice contrecarre la politique de l'Empereur, sa prédilection pour les étrangers, son avarice, dures pa-

Pages

roles de l'Empereur à son égard, son rôle politique, son singulier rôle privé, ses favorites — La Princesse Mathilde, son cercle intime, ses parasites — L'abbé Coquereau — Le comte de Nieuwerkerke — La domesticité — Les préjugés de la Princesse . . 129 à 135

OCTOBRE.

Interruption du journal de l'auteur — M. Imhans à la direction de la Presse — Un rapport remis au général Fleury — Plaintes de l'ambassadeur de Russie à la Princesse Mathilde — Le rôle du prince Napoléon dans la question Polonaise — Paroles du comte Kisseleff — Walewski, Persigny et l'Impératrice agissant de concert — La situation Européenne, nos troupes — Le roi de Prusse attendu à Compiègne — La presse flatte le roi Guillaume et malmène l'Autriche . . . . . 136 à 139

NOVEMBRE.

Rentrée de M. Fould au Ministère, son rapport financier — L'Empereur renonce à son droit de crédits par décrets — Disgrâce de M^me^ Walewska, sanglante riposte du maréchal Vaillant — Notre armée continuera d'occuper Rome . . . . . 139 à 141

DÉCEMBRE.

Le Senatus consulte soumis au Sénat — Mort du prince Albert d'Angleterre — L'affaire Masson et Slidell — Le message du président Lincoln — Agitation en Irlande — L'insurrection dans l'Inde — La société S^t^-Vincent de Paul — Ouverture des deux nouvelles salles du Louvre — Révocation de l'académicien Laprade — La présence de François II à Rome, réclamations de Victor-Emmanuel . . . 141 à 144

(Fin de l'année 1861.)

LEES-MUSEUM
BIBLIOTHEEK
TE AMSTERDAM

Pages

MAI.

Retour du général de Goyon, départ du marquis de La Valette — La guerre contre l'Eglise est déclarée — Les *Commentaires de César* — Le Mexique — Procès de Chaumont Quitry contre Mirès — Le roi des Pays-Bas et Victor-Emmanuel — Le prince Napoléon à Naples — Mot de la Princesse Mathilde sur la grossesse de la princesse Clotilde — Revue au Champ de Mars — *La société du Prince Impérial*, les dames patronesses — Fondation d'un nouveau journal — Déjeûner chez la reine des Pays-Bas — Un mot de M. Thiers sur la Papauté — Mariage du roi de Portugal — Nomination à Rome du général de Montebello — Récit du général Mellinet sur Cambronne . . . . . 169 à 180

JUIN.

Les intrigues chez la Princesse Mathilde — Un échec au Mexique — Envoi de renforts . . . . 180 à 181

JUILLET.

La société de la Princesse Mathilde . . . . 181 à 182

AOUT.

Le journal *La France* — Reproches de la Princesse à l'auteur — Garibaldi en Sicile — La situation au Mexique — Le Sud Américain — Réconciliation de la Princesse et de son frère — Destitution de Chaix-d'Est-Ange — Pluie de décorations — Le prince Demidoff — Mutisme de l'Empereur — Madagascar . . . . . 182 à 185

SEPTEMBRE.

Colère de la Princesse contre l'auteur — Le manifeste du journal *La France* — Vive approbation de l'Impératrice — Les ministres au petit conseil — Paroles de l'Empereur — L'Impératrice et M. de Thouvenel — La cour à Biarritz — M. de Persigny et les élections . . . . . 185 à 189

MÉMOIRES

DU

COMTE HORACE DE VIEL CASTEL

SUR

LE RÈGNE DE NAPOLÉON III

(1851—64)

TOUS DROITS RÉSERVÉS

Pages

dats de Paris — Avertissement au journal *La France* — La Guéronnière se plaint à l'Empereur — Mort de Mme de Lamartine — La candidature de E. Baroche — Mme de Persigny et le duc de Gramont Caderousse — Réveil des idées libérales — La politique de l'Empereur — Attitude de M. Thiers — L'administration aux élections — Paroles de l'Impératrice à M. Nigra — Ouverture du salon de peinture — Les achats de l'Etat — Le budget du Louvre — L'Empereur et le Corps législatif — Les *bonnes élections* — Persigny et l'Empereur — Discussion de Morny et de Persigny — Les candidatures ouvrières — Malaise général — L'expédition au Mexique — Le parti religieux — La lutte électorale en province — La disgrâce de M. de Jouvenel — Changements ministériels — Les demandes du général Forey — Le marquis de Gallifet blessé — Création du grand prix continental — Velléités belliqueuses de l'Empereur . . . . . 224 à 228

JUIN.

Triomphe des oppositions aux élections — Grave échec du gouvernement — Conseil des ministres — Paroles de M. de Persigny, réponse de l'Impératrice — Mocquard propose sa démission, refus de l'Empereur — Démission du maréchal Randon, son incurie envers l'armée du Mexique — Paroles de M. de Villemain — Mécontentement de l'Empereur — La cour à Fontainebleau — Les démêlés du journal *La France* — La prise de Puebla — Les invités au château de Fontainebleau, le prince de Reuss — L'opposition triomphe encore aux scrutins de ballottages — Circulaire aux préfets — Sanglant combat au Mexique — La crise ministérielle — Paroles de M. Thiers — Son siége au Corps législatif — Conversion de la Guéronnière vers la Pologne . . . 228 à 238

JUILLET.

Bouleversements ministériels — Suppression des ministres sans portefeuille — Les nominations —

Pages

Singuliers choix de l'Empereur — La question de Madagascar — Les comités Polonais — La presse catholique — Inquiétudes politiques — Dissimulation de l'Empereur — Cinq évêques déférés au Conseil d'Etat — Les plaintes du comte de Budberg — L'Emperenr et la *vie de Jules César* — L'imminence d'une guerre générale — Le traité de commerce — Le sujet aux élèves du grand concours d'histoire — La Prusse se prépare — Aveuglement de l'Empereur — Considérations générales . . . . . 239 à 249

AOUT.

Les notes diplomatiques — Communication du prince Gortschakoff — L'opinion publique contraire à la guerre — L'archiduc Maximilien proclamé empereur — Stagnation des affaires — La fête du 15 août, mutisme de l'Empereur — Mort d'Eugène Delacroix . . . . . 249 à 251

SEPTEMBRE.

Le congrès catholique de Malines — L'organisation de l'association catholique — La situation de la Prusse — Le congrès de Francfort — Remise par la France de cinq prisonniers Italiens — La famille de M. Duruy — Rapport secret de M. Sapia sur les finances de l'Empire — M. de Persigny titré duc — Pillage de la caisse du Ministère de l'Intérieur — Les femmes des ministres — Le vicomte de La Guéronnière, sa vie, M^me^ de La Châtre, etc. etc. . 252 à 262

OCTOBRE.

Barbet de Jouy et le plat de Bernard de Palissy — Exposition des Beaux-Arts appliqués à l'industrie — La commission d'organisation — Opinion de Gustave Aymard sur Garibaldi — Fould paie les dettes de La Guéronnière — L'Europe et les traités de 1815 — Le congrès des sciences sociales à Gand — M^lle^ Clémence Royer — Les bandes Napolitaines — Le clergé — *La révolution* — Opinion du consul

Pages

de Prusse sur les intentions de l'Empereur — La nouvelle alliance — Evanouissement de l'Empereur à Biarritz, sa nouvelle maîtresse — Visite de l'Empereur à l'Exposition — La presse Italienne et le prince Czartoryski — Mort de M. Billault et du maréchal d'Ornano — Attitude de l'Empereur à ce sujet — M. Rouher — Mouvement diplomatique — M. de Sartiges à Rome — Le caractère de l'Empereur, ses fautes, ses favoris — Le maréchal Canrobert, sa vanité . . . . . 263 à 280

NOVEMBRE.

Le discours de l'Empereur au Corps législatif — Projet d'un congrès, annulation des traités de 1815 — Paroles de M. Rouland — L'Empereur froissé par la reine d'Espagne — colère de l'Empereur contre l'Autriche — Une note secrète de l'Empereur — Le rapport de M. Fould — Les millions du Mexique — Un emprunt — La fête de l'Impératrice, refus du prince Napoléon de porter un toast — Excuses du prince à l'Impératrice . . . . . 280 à 282

DÉCEMBRE.

Les ouvertures de l'Empereur en vue d'une entente avec la Prusse et la Russie sont repoussées — — L'évêque de Mexico joué par l'Empereur — La corruption électorale employée avec audace par le gouvernement — Plaintes du commerce Parisien — Divertissements de la cour à Compiègne — Révélations honteuses sur l'élection de M. Boitelle — Morny corrige le procès verbal du Corps législatif — Le gouvernement maintient Boitelle — La famille Boitelle — L'Angleterre refuse le congrès — Paroles de Lord Cowley à Drouyn de Lhuis et au chevalier Nigra — La question du Holstein — Le Mexique — Les tripoteurs . . . . . 283 à 288

(Fin de l'année 1863.)

ANNÉE 1864.

JANVIER.

Pages

La question Romaine — La question Hongroise — La question Italienne — La situation Européenne — Le congrès — La politique Française — Le prince Couza — La politique Anglaise — La politique Allemande . . . . . 291 à 300

FÉVRIER.

La lutte engagée — L'alliance Austro-Prussienne — La guerre des Duchés — Considérations politiques — M. de Bismarck — L'alliance Anglo-Française — Le but de l'Empereur Napoléon — Attitude de la Suède — Lord John Russel — La question du Rhin . . . . . 301 à 313

MARS.

Une note politique de l'auteur — Le Jutland — Les dépêches — La coalition — Attitude de la Prusse — Réserve de la France — La presse Anglaise — Les deux combinaisons — Attitude de la Russie — L'Empire et l'Empereur — M. Drouyn de Lhuis et Lord Palmerston — Garibaldi en Angleterre . . . . . 313 à 331

AOUT.

Maladie de l'auteur — Sa dernière appréciation sur la politique impériale . . . . . 331 à 332

Note de l'éditeur . . . . . 333 à 335

(Fin des Mémoires du comte Horace de Viel Castel.)

ANNÉE
1860

LUNDI 2 JANVIER.

On attendait avec une certaine inquiétude le discours que le nonce devait adresser à l'Empereur au nom du Corps diplomatique. Quelques personnes prétendaient qu'il y serait fait allusion à la fameuse brochure, il n'en a rien été. Le nonce a fait un discours de quatre lignes, il s'est contenté au nom du Corps diplomatique de présenter à l'Empereur des vœux à l'occasion du jour de l'an. Discours très froid et très concis. Ce soir, je transcrirai le texte de la réponse de l'Empereur.

En Bretagne et dans une partie du Midi il règne de l'irritation, on y est exaspéré non-seulement par les conclusions de la brochure, mais le ton général soulève l'indignation.

Le *Courrier du Dimanche* contient un article de Prévost-Paradol, ancien rédacteur des *Débats*, extrêmement vif et bien adroitement fait, il y a un paragraphe qui est presque une provocation quand on le rapproche des sarcasmes adressés aux catholiques qui se prétenden trompés :

« L'émotion pourrait s'accroître et la scène s'élever « s'il y avait encore dans le monde quelques hommes ca- « pables de sacrifier leur repos et tout le reste à l'idée « qu'ils doivent se faire du devoir et de l'honneur. Mais « cela n'est pas trop à craindre dans le temps où nous « sommes. L'histoire a vu des siècles plus méchants que « le nôtre, elle n'en a guère vu de plus lâches, à ce point « qu'un grand exemple de courage ressemblerait à un « miracle et que celui qui le donnerait paraîtrait inspiré « par Dieu même ! »

Monsieur Prévost-Paradol appuie sur toutes les énormités que j'ai signalées, hypocrisie envers le Pape, défaut de logique, etc. etc.

On parle du changement de Walewski qui aurait pour dédommagement l'ambassade de Pétersbourg. On parle aussi du renvoi de Chasseloup, on ne croit plus beaucoup au congrès, enfin, il y a malaise dans la situation.

St-Marsault, préfet de Seine et Oise, me disait avant-hier que son évêque, homme très calme et très prudent, lui avait avoué que le clergé de son diocèse était très *travaillé* en faveur du Pape.

L'Empereur à la réception, hier matin, se montrait calme et souriant; il tenait son fils par la main. Le public se demande si l'Empereur compte nous agiter ainsi tous les ans pour nos étrennes.

MARDI 3 JANVIER.

Voici le discours du nonce, si tant est qu'on puisse donner à une phrase le nom de discours:

« Sire,

« Dans ce premier jour de l'an qui réunit autour de « Votre Majesté le Corps diplomatique, j'ai l'honneur, Sire, « de vous offrir ses vœux et ses hommages respectueux. »

L'Empereur a répondu:

« Je remercie le Corps diplomatique des vœux qu'il « veut bien m'adresser au retour du nouvel an, et je suis « particulièrement heureux cette fois d'avoir l'occasion de « rappeler à ses représentants que depuis mon entrée au « pouvoir j'ai toujours professé le plus profond respect « pour les droits reconnus. Aussi, soyez en persuadé, le « but constant de mes efforts sera de rétablir partout, « autant qu'il dépendra de moi la confiance et la paix. »

Il s'agit maintenant de savoir ce que l'Empereur entend par *droits reconnus*. Est-ce les droits créés par des traités ou les droits créés par des révolutions préparées et perpétrées, on sait dans quelles officines!

En attendant, il est à peu près certain, si quelque chose peut être certain dans le siècle où nous sommes, que le congrès n'aurait pas lieu.

Les journaux Anglais en sont assez satisfaits; la fameuse brochure atteint peut-être en cela un des buts qu'elle se proposait; ce serait alors un nouveau sacrifice à l'alliance Anglaise.

Persigny que j'ai vu hier au Cercle Impérial est très partisan de cette alliance qu'il considère comme indispensable et j'avoue que j'en suis beaucoup moins enthousiaste que lui.

Jamais l'alliance Anglaise ne tolèrera l'accroissement de notre puissance maritime, ni la concurrence de notre commerce sur les marchés d'outre mer. Partout et toujours, même sur le continent elle cherchera à nous entourer d'ennemis et elle regardera comme siens ceux des Etats souverains qui seront trop dans notre alliance.

L'Angleterre nous tolère quand nous ne cherchons pas à ronger une maille du filet de 1815, mais si nous tendons à reprendre notre place dans le monde, si nous voulons lui disputer même pacifiquement l'empire des mers, elle nous hait.

Voyez la, fortifiant ses côtes et jusqu'aux îles qui sont à peine à deux ou trois lieues de notre littoral, s'opposant au percement de l'Isthme de Suez, cherchant à miner notre influence à Constantinople, dépréciant l'Espagne parce qu'elle la croit notre alliée, applaudissant aux attaques contre la Papauté parce que la Papauté est comme une émanation Française en Italie.

Elle nous flatte lorsque nous allons pour elle combattre la Russie en Orient, ou que pour d'injustes motifs nous voulons forcer l'Empereur de la Chine à recevoir une ambassade armée dans sa capitale.

L'Angleterre accepte avec joie notre concours pour assurer à son commerce d'empoisonneurs le débit de l'opium que l'Inde est employée à fabriquer.

Aussi longtemps que l'Empereur consentira à reconnaître la *Papauté* de l'Angleterre, sa suprématie et son

infaillibilité, il sera choyé par le gouvernement et le peuple Anglais ! . . .

Nous étions plus grands et plus puissants en Europe avant la guerre d'Italie que nous ne le sommes aujourd'hui; nous sommes ébranlés au-dedans comme au-dehors.

La guerre d'Italie ne nous a pas même fait conquérir l'amitié des Italiens !

L'assassinat commis le 5 octobre à Parme, sur le colonel Anviti, n'a pas été puni, il n'en est plus question.

La populace qui tue est une chose sacrée.

Mais nous apprenons de Modène que le gouvernement révolutionnaire a fait arrêter le père Feletti comme ordonnateur de l'enlèvement du jeune Mortara. La justice informe sous l'accusation d'enlèvement d'enfant.

La pièce de la *Tireuse de cartes* dont j'ai parlé dernièrement et que Leurs Majestés l'Empereur et l'Impératrice applaudissaient à la Porte S^{t}-Martin, est de Mocquard, secrétaire particulier de l'Empereur !

MERCREDI 4 JANVIER.

Il est question de grands changements dans le Ministère Français.

Walewski prendrait l'ambassade de S^{t}-Pétersbourg et serait remplacé par Thouvenel, notre ambassadeur actuel à Constantinople. Ce choix recevrait l'approbation générale.

Le maréchal Niel aurait le portefeuille de la guerre. On espère encore que cet emploi ne lui sera pas confié; il n'est point aimé, l'armée ne l'estime guère.

Laity viendrait à l'Intérieur. Cette nomination ressemble fort à l'erreur qui porta le général Espinasse à ce même Ministère. Laity n'a pas même pu être préfet. Aujourd'hui, les partisans des ministres *accomplis* prétendent que tout le monde se trompe et que Laity est un homme intelligent.

Baroche quitterait le Conseil d'Etat où il serait remplacé par Rouher, pour s'installer à la Justice.

On ne dit encore rien des autres ministres.

Cette dislocation venant après la brochure prouverait ce que j'ai avancé, que le Ministère ne l'avait pas approuvée.

Il est possible qu'il n'y ait pas de congrès; s'il n'y en a pas, la situation politique devient plus tendue, les difficultés s'augmentent et ce Ministère replâtré est bien faible.

Le choix de Thouvenel seul me paraît bon; c'est un homme sage et ferme, peu enthousiaste de l'alliance Anglaise dont son séjour à Constantinople lui a appris le peu de sûreté.

Quant à Laity, sa nomination serait due à un souvenir des expéditions de Strasbourg et Boulogne, à la confiance en son dévouement; quant à sa capacité, à son intelligence . . .

L'Empereur tient à prouver qu'il n'y a que lui dans le gouvernement de la France, que les autres hommes ne sont que des instruments qu'il peut changer et briser sans inconvénient pour la chose publique.

Au-dessous de lui règne l'égalité; l'honnête homme et le coquin sont traités de même, ils sont utiles dans des voies différentes, c'est tout ce qu'il faut. L'Empereur est comme les Valère des anciennes comédies, il lui faut des

Frontin ou des Scapin pour le servir; tant qu'il vivra, cela pourra marcher, mais quel héritage il laissera à son fils . . . et la France! La France qu'il habitue à se passer de morale, chez laquelle il incruste plus profondément la religion du savoir faire.

L'honnêteté n'a plus rien à faire ici-bas, nous sommes au siècle des sciences exactes, mais il y a la coquinerie habile et la coquinerie de bas étage.

La coquinerie qui sait faire ses affaires en se rendant utile et la coquinerie qui gaspille pour elle-même sans savoir moissonner pour les autres. La première va au Ministère ou au Sénat, la seconde va au bagne.

JEUDI 5 JANVIER.

On lit ce matin au *Moniteur* l'acceptation de la démission du comte Walewski et son remplacement par Thouvenel. Baroche, jusqu'à l'arrivée de Thouvenel, fera l'intérim. Un décret inséré également au *Moniteur* ce matin donne 100,000 francs de traitement aux membres du Conseil privé qui n'ont pas de fonctions. Walewski se trouve dans ce cas. L'Empereur lui devait au moins cette indemnité qu'aura à enregistrer le Corps législatif sans publication de motifs . . .

Madame Walewska est toujours en faveur et c'est véritablement elle que l'Empereur récompense en la personne de son mari: 1° une belle et bonne terre dans les Landes; 2° une place de sénateur 30,000 francs; 3° membre

du Conseil privé 100,000 francs; plus, une *intervention armée* dans l'acquisition du château d'Etioles.

On parlait ces jours-ci de la faveur de la jolie Madame de Cadore: Le Fuel le répétait ce matin à Nieuwerkerke qui le niait avec une certaine animation, car dit-il, il n'en a pas entendu souffler mot. Ceci ne prouve rien, Nieuwerkerke ne sait quelquefois pas les choses les plus connues.

Ce qui est positif, c'est que l'Empereur faisait grande attention à Madame de Cadore, que l'Impératrice la choyait beaucoup comme elle a choyé Mesdames Walewska, Castiglione, Labédollière, etc. etc.

Que Monsieur le marquis de Cadore, lieutenant de vaisseau avant la campagne d'Italie, a reçu sans qu'aucun fait particulier motivât cet avancement, le titre de capitaine de frégate, que depuis il a abandonné la carrière maritime pour aller contre tout droit et en violation des règlements, prendre le poste de premier secrétaire d'ambassade à Naples, et qu'enfin il est nommé chambellan honoraire.

M. de Cadore jouit de tous les avantages d'un mari de favorite, et cependant sa femme ne l'est pas! . . . je le veux bien.

L'Angleterre, par l'organe de ses journaux, redouble de tendresse envers l'Empereur et la France, aurions-nous commis quelque grande faiblesse politique?

Le Pape a adressé une lettre à l'archevêque de Dublin, voici un paragraphe qui la résume très bien:

« Nous ne doutons pas, vénérable frère, et vous en-
« fants bien aimés, que par l'aide du Tout-Puissant vous
« ne désiriez rien davantage que de remplir avec plus de

« zèle et d'ardeur encore tous les devoirs qui accomplis « sagement, sérieusement et avec zèle peuvent concourir « si puissamment à la défense de la cause de Dieu, de la « Sainte-Eglise et du salut des âmes, à la confusion et à « la réfutation des hommes pervers en ce temps de mons- « trueuse iniquité. »

Dans un autre paragraphe j'extrais aussi cette phrase « remarquable :

« Partout éclate votre douleur amère à la vue des « tribulations dans lesquelles nous ont plongé les machi- « nations perverses et les efforts de ces hommes qui font « la guerre la plus acharnée à l'Eglise catholique, au trône « apostolique et au patrimoine de S^t^-Pierre et qui travaillent « à ruiner les fondements de tout droit divin et humain. »

La lettre du Saint-Père est datée du 1^er^ décembre 1859.

Maintenant il est bon de dire un mot de Garibaldi à propos du libre arbitre laissé aux Italiens.

Garibaldi, dit-on, agit d'après les conseils du roi, *galant homme,* et de Monsieur Ratazzi, *vice-galant homme.*

Donc il signor Garibaldi a envoyé à la société nationale Italienne sa démission de président.

Cette pauvre société fondée par M. Farini n'est plus à la hauteur des circonstances ; mais il a accepté la présidence des *libres comices* transformés en société de la *nazione armata.* Puis, comme il signor Garibaldi est très amateur de proclamations, il en adresse une aux *libéraux* Italiens :

« Au nom de l'union Italienne sans laquelle la liberté « et l'indépendance ne pourront jamais réjouir l'Italie, je « viens vous appeler sous le drapeau unificateur du roi « Victor-Emmanuel.

« Vous tous qui avez l'âme embrasée du saint amour « de l'Italie, laissez là vos dissidences et embrassez-vous « au nom de la Patrie.

« Dans ce noble dessein, les libéraux des *libres comices* « ont transformé leur association en celle de *Nation armée* « et c'est dans cette même intention que j'en ai accepté « la présidence.

« Que notre exemple soit suivi de tous, de façon à ce « que la concorde entre frères cesse d'être un désir pour « devenir un fait accompli.

« Que le droit soutenu par les armes soit notre pro- « gramme, que la libération de l'Italie soit notre vœu « unique. Serrés en une seule phalange, nous n'aurons « dorénavant qu'un seul ennemi, l'oppresseur étranger, et « nous ne vivrons que dans une seule espérance, la liberté « Italienne.

« *Turin,* 31 décembre.

« G. Garibaldi. »

La proclamation de Garibaldi prouve deux choses :

1° La peine que se donnent les révolutionnaires pour conserver à leur agitation l'apparence d'un grand mouvement populaire.

2° Le peu de concorde qui règne entre *libéraux* au sujet de l'union avec le Piémont.

Les *drapeaux unificateurs* ne charment pas tous les Italiens . . .

La grande comédie de ce siècle sera la fable de *l'Italie délivrée !* . . .

Quel grand poëte chantera cette grande épopée de la blague moderne ?

VENDREDI 6 JANVIER.

Il est grandement question d'élever le marquis de Cadore au poste de ministre à l'Etranger.

Le journal de Rome du 30 décembre publie la note suivante :

« Il a paru récemment une brochure anonyme im-
« primée à Paris chez Didot, et intitulée *Le Pape et le*
« *Congrès.* »

« Cette brochure est un véritable hommage rendu à
« la révolution, une thèse insidieuse pour ces esprits faibles
« qui manquent d'un juste criterium pour bien connaître
« le poison qu'elle cache, et un sujet de douleur pour
« tous les bons catholiques.

« Les arguments que renferme cet écrit sont une re-
« production des erreurs et des outrages vomis tant de fois
« contre le Saint-Siége, et tant de fois victorieusement
« refutés, qu'elle qu'ait pu être l'obstination des contra-
« dicteurs de la vérité à les soutenir.

« Si le but que s'est proposé l'auteur de la brochure
« était par hasard d'intimider celui que l'on menace de si
« grands désastres, cet auteur peut être assuré que celui
« qui a en sa faveur le droit, qui s'appuie entièrement
« sur les bases solides et inébranlables de la justice, et
« surtout qui est soutenu par la protection du roi des
« rois, n'a certainement rien à craindre des embûches des
« hommes. »

Telle est l'opinion du gouvernement Romain.

La *Gazette Autrichienne* du 2 janvier donne quelques indices de la pensée Autrichienne sur le même sujet :

« Nous ne pouvons croire qu'aucun Etat comprenant « la tendance dangereuse de la brochure *Le Pape et le « Congrès* qui établit un tribunal jugeant les souverains, « veuille prendre part au congrès. De quelque manière « donc qu'on interprête les paroles prononcées par l'Em- « pereur des Français le jour de l'an, on peut reconnaître « néanmoins dans la promesse que le but constant de ses « efforts sera de rétablir, autant que cela dépendra de lui, « la confiance et la paix, l'intention de ne laisser nulle- « ment son cabinet agir suivant des principes qui ren- « draient la confiance et la paix impossibles.

« L'intelligence du prince qui régit la France est un « fait trop bien reconnu pour que l'on puisse croire qu'il « ne se prononcerait pas contre un pamphlet de nature à « exciter des inquiétudes dans toutes les cours.

« Nous n'avons jamais pensé que le *Moniteur* désavoue- « rait la brochure *Le Pape et le Congrès.*

« Le gouvernement Français aurait fort à faire de dé- « mentir tout ce qu'on dit de lui. Si on avait désavoué « cette brochure qui ne dit pas qu'elle ait été publiée sous « les auspices du gouvernement, on aurait même pu être « considéré comme la reconnaissant à moitié ; mais les « mouvements de la France même exigeaient que le gou- « vernement Français fît quelque chose pour calmer l'agi- « tation du clergé, et il est probable que les paroles « adressées au nonce avaient ce but. Du reste, le temps « et les faits ne tarderont pas à nous expliquer le véri- « table sens de ces paroles. »

La Patrie, sur la foi de son correspondant, annonce que le Piémont aurait déclaré à Rome qu'il considérait l'enrôlement des volontaires Allemands pour le service du Pape, comme une violation du principe de non-intervention, et il aurait menacé si ces enrôlements continuaient, de faire entrer ses troupes dans les légations!

Le Piémont qui intervient dans toute l'Italie par suite de cette rabelaisienne et révolutionnaire fiction de l'unité Italienne; le Piémont qui n'est autre chose que la transformation Mazzinienne, son passeport, qu'une pression exercée sur l'Italie pour lui faire vouloir son absorption, doit procéder ainsi qu'il menace de le faire, il faut voir ce qui en sortira.

Les Italiens ne voulaient pas être Autrichiens, voilà qui est vrai, mais ils ne souhaitaient pas d'être Piémontais, voilà qui est tout aussi vrai.

Cavour, Garibaldi et tous les acteurs des parades qui se jouent, n'en imposent point à l'Europe. Le roi *galant homme* est une enseigne entre les mains de rusés filous; il est dans cette heureuse période d'encensement qui énivrait Louis XVI. Les révolutionnaires les plus ardents n'ont que son éloge à la bouche, c'est le *père de la patrie*, le roi *galant homme,* le *héros des champs Italiens,* etc., mais le pouvoir sur les masses appartient à Cavour et à Garibaldi; le roi est un drapeau qui sert à aveugler les *honnêtes gens.*

Jamais politique n'a été plus machiavélique et plus dénuée de bonne foi que celle qui préside aux affaires d'Italie.

La réponse du roi *galant homme* aux commissaires Bolonais est bonne à rappeler:

« Il ne faut pas que l'Europe puisse m'accuser de « n'agir que par ambition personnelle, et de substituer « l'absorption Piémontaise à l'oppression Autrichienne. Le « Saint-Père, le chef vénéré des fidèles, est resté à la tête « de son peuple ; il ne s'est pas, comme les souverains de « Parme, de Modène, de Toscane, démis de son autorité « temporelle, que nous devons non seulement respecter, « mais consolider.

« Je désapprouverai donc tout acte subversif contraire « à l'équité, et nuisible à la noble cause que nous ser- « vons. N'oublions pas non plus que Pie IX est un prince « Italien. »

Telles sont les paroles du roi *galant homme*, du *Bayard* Savoyard, titre dont brevet lui a été délivré par Cavour et Garibaldi.

Le roi *galant homme*, fidèle à sa parole, ne doit pas approuver la brochure.

SAMEDI 7 JANVIER.

On parle de la rentrée au Ministère de l'Algérie et des colonies du prince Napoléon, et du remplacement du maréchal Randon au Ministère de la guerre par le maréchal Niel.

Il a été question un moment de mettre Walewski au Ministère d'Etat et de placer Fould aux finances en lui laissant la maison de l'Empereur.

La Valette est ravi du renvoi de Walewski qu'il a toujours trouvé mauvais ami et ingrat camarade.

Walewski se trouvait en 1845 dans une situation fâcheuse; lié avec Thiers, il était très mal vu de Monsieur Guizot et par conséquent sans espoir d'être employé dans la diplomatie; d'un autre côté, la situation financière de Walewski n'était pas brillante. La Valette lui prêta de l'argent, qui, j'ai tout lieu de le croire, n'a jamais été rendu; il fit plus, se servant de son crédit sur Armand Bertin il le décida à solliciter un emploi diplomatique pour Walewski. Monsieur Guizot résistait à cause de la liaison de Walewski avec Monsieur Thiers; vaincu cependant par les instances de Bertin et de La Valette, il demanda à ce dernier s'il répondait de Walewski, s'il pouvait lui garantir qu'il ne le trahirait pas pour Monsieur Thiers. La Valette répondit: Si j'avais eu cette inquiétude, je n'aurais point appuyé Walewski.

Walewski fut nommé à la Plata!

A partir de ce moment, tout ce qu'il a pu mettre de morgue et de désobligeance dans ses relations avec La Valette, il l'a mis. Tous les mauvais tours qu'il a pu lui jouer, il les a joués. Au point qu'un jour il accueillit une invitation à dîner de La Valette par un refus si dédaigneux que certes, l'Empereur n'aurait jamais eu l'idée de refuser de cette façon une invitation inconvenante.

Walewski tombe sans laisser de regrets, il est du nombre de ces favoris de la fortune, dont le fumier n'a jamais rien engraissé, qui bâtissent sur du sable et qui ne laissent après eux qu'un sable stérile. Il sort du Ministère, déshonoré par sa femme qui lui a fait compter en espèces sonnantes et ayant cours, le prix de faveurs intéressées. Madame Walewska a inscrit son nom sur la liste des sultanes impériales.

DIMANCHE 8 JANVIER.

J'ai reçu hier la visite de Monsieur Montigny, notre envoyé à Siam, ancien consul en Chine et qui arrive de ce dernier pays. Il m'a longtemps entretenu des affaires qui servent de prétexte à notre expédition en Chine :

« Je suis d'avis, » m'a-t-il dit, « que nous devons inter-« venir parce qu'il y aurait de grands inconvénients à « laisser l'Angleterre agir seule, mais toute cette affaire « est issue d'injustice et c'est véritablement une infamie.

« L'Empereur de la Chine ne se refusait pas à recevoir « les plénipotentiaires à Pékin, il offrait au contraire aide « et concours pour faciliter leur voyage, mais ce qu'il ne « voulait pas, c'est que les plénipotentiaires vinssent avec » une armée, du canon, tout un attirail belliqueux destiné « à soutenir les intentions hostiles que leurs actes et leurs « discours annonçaient. Là, l'Empereur Chinois était dans « son droit, personne ne peut dénier la justice de ce droit. « Si le monde politique nommait un tribunal pour juger « la cause pendante entre la France, l'Angleterre et la « Chine, les nations Européennes seraient à coup sûr con-« damnées.

« Ce qu'il est regrettable d'avouer, c'est que la suffi-« sance et l'ignorance des deux envoyés Français et Anglais « est la cause de toute cette affaire. Monsieur Bourboulon, « l'envoyé Français, est aussi incapable que dénué d'initia-« tive et d'activité intelligente. En résumé, le jour où sera

« jugée impartialement la cause de notre expédition en « Chine, notre honorabilité et notre bonne foi n'en tireront « pas grand honneur. »

LUNDI 9 JANVIER.

Après avoir passé la matinée, hier, chez la Princesse Mathilde, je revenais vers 6 heures avec le président Benoît Champy et nous causions des événements avec une grande liberté; je dois dire que j'ai trouvé ce magistrat très raisonnable et sa conversation m'a paru assez intéressante pour la noter.

« Je suis fâché, » m'a-t-il dit, « de la publication de la « fameuse brochure, nous sommes dans un moment de « crise qu'attestent l'allanguissement du commerce et la « stagnation des affaires dont par ma position je suis « meilleur juge que personne. L'opinion publique est in- « quiète, il circule mille bruits qui entretiennent une cer- « taine agitation et beaucoup de gens se demandent en « lisant *Le Pape et le Congrès* et en se reportant aux ré- « ceptions du jour de l'an 1857 si l'Empereur a un parti « pris de surexcitation annuelle.

« Les projets mis en circulation, vrais ou faux, irritent « le public, un surtout a ce privilège, ce projet énoncé par « quelques journaux blesse notre sentiment de dignité na- « tionale, parce qu'il briserait s'il était réalisé toutes les « justes idées et qu'il nous créerait un danger.

« Le bruit court que dans l'arrangement des affaires « Italiennes, la Savoie serait abandonnée à la France;

« l'Italie centrale et la Vénitie formeraient un royaume « pour Victor-Emmanuel qui céderait la Sardaigne à l'An- « gleterre. »

Je me récriai vivement et je dis au président:

« Cela n'est pas possible, jamais un souverain Français « ne consentira à livrer la Sardaigne à l'Angleterre, jamais, « quelle que soit son infatuation pour l'alliance Anglaise, « il ne permettra l'établissement de l'Angleterre sur notre « frontière Méditerranéenne, il ne lui facilitera l'érection « près de notre littoral Méditerranéen d'un Gibraltar. Et « puis, de quel droit des cabinets qui professent le respect « des nationalités adjugeraient-ils la Sardaigne à l'Angle- « terre ? »

M. Benoît Champy reprit:

« Vous avez raison, ce projet serait insensé, il cause- « rait une profonde irritation en France. »

« Dites, » lui répondis-je, « qu'il ravirait toute popu- « larité, qu'il enlèverait tout prestige au souverain qui « l'approuverait.

« Depuis quelques jours, je me sens déjà blessé en « lisant dans le *Moniteur*, les *satisfecit* délivrés au gou- « vernement Français par la presse Anglaise et que la « feuille officielle récolte avec soin et place en tête de ses « colonnes, ainsi qu'un éloge ridicule de Walewski, que le « *Morning Chronicle* transforme en grand homme d'Etat. « Tout cela est humiliant et ridicule, malheureusement « l'Empereur ne prête pas assez d'attention à ce qui se « passe en France, et surtout il ne connaît la France que « par des gens peu honnêtes; mais il compte pour rien « leur peu d'honnêteté; ce sont d'adroits compères, des

« instruments dont on fait ce qu'on veut, c'est tout ce « qu'il faut.

« L'Empereur regarde le monde comme un échiquier « sur lequel il joue sa partie; peu lui importe que son « adversaire soit maté par le cavalier ou par le fou, pourvu « qu'il le soit. »

« Vous avez raison, » dit M. Benoît Champy, « car je « me souviens très bien qu'il fut un temps où l'Empereur « voulait que j'entrasse au Conseil d'Etat, et il s'exprimait « ainsi :

« *Quoique toutes mes* ***cases*** *soient remplies, si vous « voulez une place au conseil, je supprimerai un de mes « pions.* »

Le soir, au cercle des Tuileries, on causait dans les embrasures de fenêtres, d'une mission près du Pape qui serait confiée au maréchal Canrobert. L'opposition du Pape aux projets dévoilés par la brochure sera vive. On prétend même que si la force devait être employée contre lui, il se retirerait aux îles Baléares où l'Espagne lui offre un asile.

Monsieur Thiers prépare, dit-on, une brochure en réponse à la brochure *Le Pape et le Congrès.*

A Venise, on a tenté un assassinat politique, mais l'assassin s'est trompé et il a tué un Anglais qui sortait de la boutique d'un pharmacien.

M. Carletti, chef de la police des provinces de l'Emilie, continue d'arrêter des prêtres, et l'inquisiteur qui l'a été dernièrement, ne l'est plus pour l'affaire Mortara, mais pour conspiration et comme promoteur des scélérats qui ont jeté des bombes dans les salons du palais de la Crocetta où le gouverneur général, Monseigneur Buoncompani,

donnait un bal. Des curés ont été condamnés comme embaucheurs de soldats par des conseils de guerre, etc.

Monseigneur Filetti, arrêté dans le couvent des Dominicains, serait donc accusé de complicité d'assassinat ?

Les journaux Français du gouvernement ont la permission de livrer toutes ces choses à la publicité, mais les autres journaux sont arrêtés par des avertissements s'ils repoussent les mensonges journaliers, s'ils dévoilent les hypocrisies des fusionistes Italiens.

On ne parle plus de poursuivre les assassins du colonel Anviti. L'exagération patriotique des Parmesans est excusable, pourquoi s'en étonner ? les assassins des Berthier et des Foulon ont trouvé des apologistes.

Lafayette *cadet*, autrement dit Garibaldi, va, dit-on, être nommé inspecteur général des gardes nationales Italiennes. Il a prononcé la dissolution de la société, la *nation armée*, dont il avait accepté la présidence. Voici à ce sujet une nouvelle proclamation de lui, le langage en est plus démagogique que celui de ses précédentes proclamations.

« Aux Italiens !

« Appelé par quelques-uns de mes amis à essayer du « rôle de conciliateur entre toutes les fractions du parti « libéral Italien, je fus invité à accepter la présidence « d'une société qui s'appellerait *la nation armée.*

« Mais comme la nation Italienne armée est un fait « qui épouvante tout ce qui est déloyal, corrupteur et « tyrannique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Italie, « la foule des modernes jésuites s'est effrayée et a crié : « *anathème !* »

« Le gouvernement du roi *galant homme* a été impor-
« tuné par les alarmistes, et pour ne pas le compromettre,
« je me suis décidé à abandonner le noble but qui nous
« était proposé.

« D'un accord unanime entre tous les sociétaires, je
« déclare donc dissoute la société de la *nation armée,* et
« j'invite tout Italien qui aime sa patrie à concourir par
« sa souscription à l'acquisition d'un million de fusils. Si
« avec un million de fusils, l'Italie en présence de l'étran-
« ger, n'était pas capable d'armer un million de soldats,
« il faudrait désespérer de l'humanité.

« Que l'Italie s'arme, et elle sera libre!

« *Turin,* le 4 janvier 1860 — 5 heures du soir.

« G. Garibaldi. »

MARDI 10 JANVIER.

Le 15 juin de l'année dernière, le ministre de l'Intérieur adressait au journal *L'Ami de la Religion* un communiqué dans lequel on trouve les phrases suivantes :

« La proclamation de l'Empereur empreinte de cette
« haute modération qui est la règle invariable de sa poli-
« tique, n'a fait qu'un appel au patriotisme et à la dis-
« cipline du peuple Italien. Elle a répudié toute intention
« *d'un système préconçu de déposséder les souverains.*

« L'Empereur a en outre formellement reconnu la
« neutralité des Etats de l'Eglise.

« Il suffit de rappeler cette déclaration pour mettre
« l'opinion publique à même de juger combien sont repré-

« hensibles les insinuations qui tendent à faire croire que « la France cherche à ébranler l'autorité politique du « Saint-Père qu'elle a relevée, il y a dix ans, et qui est « encore sous la garde respectueuse de ses armées. »

Ce communiqué ne ressemble pas aux conclusions de la brochure *Le Pape et le Congrès*. On aura beau jouer cette comédie du Walewski dont la politique agissait et parlait contrairement à celle de l'Empereur, on ne le persuadera à personne.

Le renvoi de Walewski a été exécuté pour masquer un revirement, mais qui donc est dupe ? qui donc peut imaginer un ministre n'agissant et ne parlant pas suivant les vues de l'Empereur ?

L'agitation religieuse produite par la brochure inquiète le gouvernement qui affectait d'abord de la mépriser. Le gouvernement menace par la voie du *Constitutionnel*, on lisait hier dans cette feuille :

« Combien ne serait-il pas regrettable par exemple, « que les légitimistes et les ultramontains qui cherchent « aujourd'hui, mais vainement, à couvrir d'un prétexte « sacré leurs passions politiques, qui s'efforcent de créer « au nom de la religion une agitation factice, ne se fissent « pas scrupule d'envahir et d'exploiter au profit de leurs « projets les associations charitables qui se sont organisées « sous le patronage du clergé et qui s'étendent sur la plus « grande partie de notre territoire ! Quel coup funeste ne « porterait-on pas à *l'existence même* de ces institutions « qui ont rendu et qui peuvent rendre encore de si grands « services ! A quels reproches sévères ne s'exposeraient « pas ceux qui se seraient laissé entraîner au point de « sacrifier à de vaines rancunes la noble cause qu'ils

« s'étaient engagés à servir, la cause de l'amélioration des « classes souffrantes. »

Plus loin se trouve la menace directe, l'épée de Damoclès :

« Comment se sont formées ces associations ? Elles « se sont organisées, il faut bien le dire, spontanément, « sans réclamer l'autorisation administrative et sous la « direction du clergé. Les membres qui les composent « sont presque toujours des laïques unis par des sympa- « thies religieuses et que les écclésiastiques encouragent « ou patronnent. . . .

« Si ces associations cessaient de rester sur le terrain « exclusivement charitable, si elles étaient détournées de « leur but, si elles venaient s'imiscer aux querelles des « partis, on verrait alors surgir des questions de légalité « qu'il est prudent de laisser dormir.

« Il faut s'attendre à voir les journaux qui les ont « toujours considérées avec défiance, signaler leur illégalité « et mettre le gouvernement en demeure de faire respecter « les lois. Aussi les imprudents qui voudraient trans- « former la charité en instrument d'agitation n'auraient « réussi qu'à compromettre ces généreuses associations « que le gouvernement de l'Empereur, plus que tout autre « a su honorer et couvrir de son patronage. »

Le *Journal des Débats* dit ce matin à propos de ces menaces :

« Nous nous souvenons d'avoir lu maintes fois dans « le *Siècle*, l'article publié par le *Constitutionnel* sur les « associations religieuses en général, et en particulier sur « la société de *Saint-Vincent de Paul;* cependant nous re-

« connaissons volontiers que publié dans le *Constitutionnel* « cet article acquiert une importance toute nouvelle ....

« Je suis plein de bon vouloir pour vous, » dit le « *Constitutionnel* à ces sociétés, mais prenez garde à mon « ami *Le Siècle;* si vous n'écoutez pas mes conseils, vous « tomberez sous ses réclamations. »

Tout cela prouve que l'opposition religieuse est plus embarrassante qu'on ne l'avoue. Tout cela est maladroit. Il ne sert de rien d'interdire la publication des mandements des évêques et de permettre aux journaux du pouvoir d'en interpréter quelques-uns faussement et dans leur sens. La vérité se fait à la fin. Ainsi malgré tous les éloges prodigués à Monseigneur de Troye, malgré les louanges adressées à son mandement pour persuader qu'il se rapprochait de la brochure ; ce mandement enfin connu révèle les fausses manœuvres de *La Patrie* et autres journaux du même bord.

« Qu'on ne s'arrête donc pas aux serviteurs, c'est le « Pape qui répond pour lui-même ; c'est par ses actes qu'il « doit être jugé, c'est par ses actes qu'il est glorifié. Qui « donc autant que Pie IX a aimé sa nation ? En pourrait-« on citer un autre dans toute l'Italie pour qui la *patrie* « ait été plus sacrée et qui l'ait protégée avec plus de cou-« rage ? Si les contemporains ne s'en souviennent plus, « oubliera-t-on dans la postérité la lettre généreuse qu'il « écrivait en 1848 à l'Empereur d'Autriche dont l'amitié « pourtant lui était précieuse et dont les puissantes armées « intimidaient tant de fermes consciences ? Perdra-t-on « la mémoire des efforts magnanimes qu'il a tentés pour « élever son peuple et le glorifier dans ses institutions ?

« Que si l'exécution de ses desseins a été suspendue, « le tort en est-il au Pontife ? demandez plutôt á Caïn ce « qu'il a fait d'Abel !

« Où donc est-il ce ministre éminent que Pie IX avait « choisi comme un grand initiateur pour conduire son « peuple avec mesure et selon la prudence à toutes les « hauteurs de la vie sociale ? . . .

« Ah maintenant, si le noble Pontife doutait de la « valeur morale et des aptitudes d'un peuple qui s'est des- « honoré par de tels excès devant l'Europe entière ; si « peut-être il n'estimait pas qu'il fût assez mûr encore « pour avoir la responsabilité de lui-même, assez fort pour « porter le fardeau de la liberté qui n'est véritablement « glorieux que par les qualités et les mérites qu'il suppose ; « s'il croyait que la robe virile ne va pas à son âge et « qu'il faut le retenir dans les vêtements de l'enfance ; « s'il arrêtait à cette détermination son jugement auguste, « est-il un sage dans l'univers, est-il un homme politique, « est-il un souverain qui osât lui en faire un reproche ? »

M. Villemain fait imprimer une réponse à la brochure.

La Patrie se prétend autorisée à démentir les bruits qui circulent sur l'intention qu'aurait le Pape d'abandonner Rome.

MERCREDI 11 JANVIER.

Le *Moniteur* de ce matin rapporte la réponse faite par le Pape aux félicitations qui lui étaient adressées à propos du 1er janvier par le général de Goyon comman-

dant les troupes Françaises en garnison à Rome, et il fait précéder l'allocution du Saint-Père de l'observation suivante :

Cette allocution n'aurait peut-être pas été prononcée si Sa Sainteté eût reçu la lettre que Sa Majesté l'Empereur lui a adressée à la date du 31 décembre dernier.

Voyons maintenant ce qui donne lieu à ce paragraphe du *Moniteur* :

Après des remerciements à l'armée Française le Pape a ajouté :

« En nous prosternant aux pieds de ce Dieu qui fut, « est, et sera dans l'Eternité, nous le prions dans l'hu- « milité de notre cœur, de faire descendre abondamment « ses grâces et ses lumières sur le chef auguste de cette « armée et de cette nation, afin qu'éclairé de ces lumières, « il puisse marcher sûrement dans sa route difficile, et « reconnaître encore la fausseté de certains principes qui « ont été produits ces jours derniers dans un opuscule « qu'on peut appeler un monument insigne d'hypocrisie « et un tissu ignoble de contradictions. Nous espérons « qu'à l'aide de ces lumières, disons plus, nous sommes « persuadés qu'avec l'aide de ces lumières, il condamnera « les principes contenus dans cet opuscule. Nous en sommes « d'autant plus convaincus, que nous possédons quelques « pièces qu'il y a quelque temps, Sa Majesté eut la bonté « de nous faire parvenir et qui sont une véritable con- « damnation de ces principes.

« C'est avec cette conviction que nous implorons Dieu, « pour qu'il répande ses bénédictions sur l'Empereur, sur « son auguste compagne, sur le Prince Impérial et sur « toute la France. »

Voici maintenant la lettre de l'Empereur :

« Très Saint Père,

« La lettre que Votre Sainteté a bien voulu m'écrire « le 2 décembre m'a vivement touché, et je répondrai avec « une entière franchise à l'appel fait à ma loyauté.

« Une de mes plus vives préoccupations avant comme « après la guerre a été la situation des Etats de l'Eglise, « et certes, parmi les raisons puissantes qui m'ont engagé « à faire si promptement la paix, il faut compter la crainte « de voir la révolution prendre tous les jours de plus « grandes proportions.

« Les faits ont une logique inexorable et malgré mon « dévouement au Saint-Siége, malgré la présence de mes « troupes à Rome, je ne pouvais échapper à une certaine « solidarité avec les effets du mouvement national provo- « qué en Italie par la lutte contre l'Autriche.

« La paix une fois conclue, je m'empressai d'écrire à « Votre Sainteté pour lui soumettre les idées les plus « propres selon moi, à amener la pacification des Ro- « magnes, et je crois encore que si dès cette époque Votre « Sainteté eût consenti à une séparation administrative de « ces provinces, et à la nomination d'un gouverneur laïque, « elles seraient rentrées sous son autorité.

« Malheureusement cela n'a pas eu lieu, et je me suis « trouvé impuissant à arrêter l'établissement du nouveau « régime. Mes efforts n'ont abouti qu'à empêcher l'insur- « rection de s'étendre, et la démission de Garibaldi a pré- « servé les Marches d'Ancône d'une invasion certaine.

« Aujourd'hui, le congrès va se réunir. Les puissances « ne sauraient méconnaître les droits incontestables du « Saint-Siége sur les légations ; néanmoins il est probable

« qu'elles seront d'avis de ne pas recourir à la violence « pour les soumettre ; car si cette soumission était obtenue « à l'aide de forces étrangères, il faudrait encore occuper « les légations militairement longtemps.

« Cette occupation entretiendrait les haines et les ran- « cunes d'une grande portion du peuple Italien, comme « la jalousie des grandes puissances ; ce serait donc perpé- « tuer un état d'irritation, de malaise et de crainte.

« Que reste-t-il donc à faire ? car enfin cette incerti- « tude ne peut pas durer toujours.

« Après un examen sérieux des difficultés et des dan- « gers que présentaient les diverses combinaisons, je le « dis avec un regret sincère et quelque pénible que soit « la solution, ce qui me paraîtrait le plus conforme aux « véritables intérêts du Saint-Siége, ce serait de faire le « sacrifice des provinces révoltées. Si le Saint-Père pour « le repos de l'Europe renonçait à ces provinces qui depuis « cinquante ans suscitent tant d'embarras à son gouverne- « ment et qu'en échange il demandât aux puissances de « lui garantir la possession du reste, je ne doute pas du « retour immédiat de l'ordre.

« Alors, le Saint-Père assurerait à l'Italie reconnais- « sante la paix pendant de longues années et au Saint- « Siége la possession paisible des Etats de l'Eglise.

« Votre Sainteté, j'aime à le croire, ne se méprendra « pas sur les sentiments qui m'animent, elle comprendra « la difficulté de ma situation, elle interprêtera avec bien- « veillance la franchise de mon langage, en se souvenant « de tout ce que j'ai fait pour la religion catholique et « *pour son auguste chef.*

« J'ai exprimé sans réserve toute ma pensée et je l'ai « cru indispensable avant le congrès, mais je prie Votre « Sainteté quelle que soit sa décision de croire qu'elle ne « changera en rien la ligne de conduite que j'ai toujours « tenue à son égard.

« En remerciant Votre Sainteté de la bénédiction « apostolique qu'Elle a envoyée à l'Impératrice, au Prince « Impérial et à moi, je lui renouvelle l'assurance de ma « profonde vénération

« de Votre Sainteté.

« Votre dévot fils

« *Napoléon.*

« Palais des Tuileries, 31 décembre 1859. »

Le Pape ne s'y est en effet pas trompé, il avait à choisir entre l'Empereur entrant en Italie avec son armée et protestant de son respect pour le pouvoir temporel du Saint-Père qu'il voulait raffermir, et l'Empereur auteur de la brochure *Le Pape et le Congrès!* . . .

Il a choisi !

Aujourd'hui, la lettre que je viens de transcrire montre l'Empereur sous une nouvelle face, l'embarras est grand pour deviner la pensée véritable.

L'Empereur sait mieux que personne qui a fait le mouvement des Romagnes, et en avouant que le généralat de Garibaldi menaçait de nouvelles insurrections les Etats du Pape, il avoue par cela même la part prise par le Piémont aux mouvements qui se produisent en Italie.

VENDREDI 13 JANVIER.

On a hier répandu le bruit de la démission du cardinal Antonelli et du regret exprimé par le Pape des paroles amères prononcées par lui. On s'entretient aussi beaucoup de la probabilité de l'annexion au Piémont de l'Italie centrale et de la cession à la France de la Savoie.

Quant à la cession de la Sardaigne à l'Angleterre, c'est une plaisanterie des *coalisés* contre la politique de l'Empereur.

J'ai beaucoup réfléchi depuis hier en lisant tous les factums écrits pour et contre la politique Française et je dois avouer franchement que j'ai beaucoup modifié mon sentiment. Je m'étais laissé entraîner au-delà du juste, et j'avais fait trop peu de compte des difficultés de la situation, de la position plus que délicate où se trouve la France et de la nécessité d'une solution dans les affaires Italiennes.

En lisant tout ce qui se publie, je me suis aperçu qu'un entraînement irréfléchi m'éloignait de la modération et par conséquent de l'appréciation raisonnable des choses; que j'allais sans m'en douter en dérive vers les oppositions passionnées. Je me suis arrêté; j'ai dit au lyrisme politique: tais-toi, et j'ai écouté la voix plus froide de la raison.

S'il était possible de ne toucher en rien au pouvoir temporel du Pape, je le préférerais, parce que toute atteinte à une de ses autorités affaiblit l'autre, et que je voudrais

les placer hors de toute discussion. Mais malheureusement cela n'est pas possible. Tous les *catholiques fervents* qui se déclarent aujourd'hui ne peuvent pas entre eux tous formuler une contre-proposition.

Le Pape est en danger au milieu de l'Italie Piémontisée ou Mazzinienne ; les troupes Françaises ne peuvent éternellement le garder, il faut donc en finir. Je ne crois pas qu'il faille absolument suivre la lettre de la brochure, mais il faut se rallier à la politique de l'Empereur et ce qui m'y ramène en me donnant tout espoir en sa sagesse et sa modération, c'est que l'agitation qui se fait en ce moment se produit par des colères *facticement* catholiques de gens qui n'ont aucun esprit religieux. Le jour d'une bataille, les murmures partiels des soldats se taisent pour ne plus écouter que la voix du général ; les coalitions renaissent, je repousse toute défaillance et je rentre dans mon rang.

Dieu sauve l'Empereur ! . . . . L'Empereur sauve la Papauté ! . . .

MARDI 17 JANVIER.

Il a paru ces jours derniers en tête du *Moniteur* une lettre de l'Empereur au ministre d'Etat, lettre très importante qui annonce l'abaissement des droits de douane sur les cotons, les laines, les fers et qui est le premier pas dans la voie du libre échange, l'abandon du système protectionniste. La même lettre assigne aux cent cinquante

millions restés libres sur l'emprunt fait pour la guerre d'Italie, un emploi qui ne peut produire qu'un bon effet: prêts à l'agriculture, travaux d'utilité publique, améliorations des voies de communications, etc etc.

Dans les premiers temps, l'abandon du système protecteur causera un peu d'émotion, mais la libre concurrence amènera le perfectionnement de nos industries et l'abaissement des prix à l'avantage du consommateur.

En réalité, l'Empereur prend une juste, grande et féconde mesure.

Les journaux religieux publient une proclamation de Garibaldi aux étudiants de Pavie. Il faut que cette proclamation soit officiellement démentie, ou que Garibaldi soit répudié officiellement par le roi *galant homme.*

Garibaldi fait un appel aux assassins contre les prêtres, voici un extrait de cette pièce infâme:

« Oh! en pensant aux tortures de Galilée! et à celles « de tant de siècles de notre malheureuse Italie! tout « homme né sur cette terre devrait mettre la main au « pavé des rues... et venger sur ces misérables hypo- « crites à soutane noire les malheurs, les injures, les « souffrances de vingt générations passées!... et cepen- « dant cette race maudite siégera demain et protégée... « à côté des représentants des nations les plus illustres, « et demandera avec insolence la continuation, la confir- « mation de pouvoir opprimer quelques millions de mal- « heureux Italiens!... comme une calamité, une malé- « diction... la continuation d'un pouvoir qui ne s'attache « qu'à corrompre la nation... qu'à voler à nos pauvres « frères leur or, pour ripailler salement et acheter des « mercenaires étrangers pour combattre les Italiens... la

« continuation d'un pouvoir qui ne compte d'amis que « parmi les ennemis de l'Italie et parmi ceux qui la veu- « lent diviser, ruiner, assujétir . . . un pouvoir qui a lancé « l'anathème sur le peuple et sur l'armée régénérateurs ; « sur le roi preux et généreux que Dieu a donné aux « Italiens . . . . . « mais un ennemi terrible existe encore, le plus redou- « table . . . redoutable parce qu'il est sacrilégement couvert « du manteau de la religion . . . redoutable parce qu'il vous « sourit avec son sourire de Satan ! . . . et qu'il est glissant « comme le serpent quand il veut vous mordre ; et cet « ennemi redoutable, si redoutable aux jeunes gens, c'est « le prêtre à peu d'exceptions près, sous quelque forme « qu'il se présente à vous ! »

Dans un autre paragraphe, Garibaldi s'exprime ainsi sur la Papauté :

« Dans le centre de cette Italie, au cœur de cette « Italie, il y a le chancre appelé la Papauté . . . l'imposture « appelée la Papauté ! . . . etc. etc. »

Si la proclamation est vraie, comment pourrait-on parler encore de faire garder le Pape dans Rome par les hommes de Garibaldi ?

MERCREDI 18 JANVIER.

Le comte Vimercati qui est à Paris l'agent intime du roi de Sardaigne auprès de l'Empereur, me montrait hier une lettre autographe de quatre pages de son souverain pour me convaincre de la position qu'occupe Garibaldi.

Cette lettre m'a convaincu que le roi subit le révolutionnaire, mais qu'il cherche à s'en débarrasser.

« Assurez à l'Empereur, » dit Victor-Emmanuel, « que « je fais tout mon possible pour éloigner Garibaldi; je l'ai « envoyé se marier avec la fille du marquis Raimondi, et « j'espère que pour quelque temps il se tiendra en repos. »

L'avènement de Cavour à la présidence du Ministère que m'annonce ce matin Vimercati, va couper court, m'assure-t-il, aux intrigues de Garibaldi que n'encourageait que trop le parti Ratazzi pour combattre le parti Cavour. Dieu le veuille!

La fille du marquis Raimondi est une jeune et fort belle personne folle de Garibaldi; lors de la guerre elle a passé seule au milieu des lignes Autrichiennes pour aller prévenir Garibaldi de la présence des ennemis, qu'il ignorait.

Vimercati prétend qu'avec Cavour aux affaires l'importance de Garibaldi disparaît. Il a expédié à son souverain la proclamation de Garibaldi pour savoir ce qu'il faut en penser.

Plus, j'étudie les affaires d'Italie, plus, j'arrive à penser que je me suis peut-être laissé entraîner à trop de précipitation dans le jugement que j'en ai porté; mais en écrivant ces mémoires, je me suis promis d'être toujours vrai avec moi-même et de n'avoir point ce faux amour-propre d'écrivain jugeur qui ne veut jamais avouer ni les erreurs de son jugement, ni les entraînements où peut le conduire le poëtisme de son imagination.

J'ai quelque peine, je l'avoue, à descendre de son piédestal cette grande et noble figure de la Papauté, cette

magnifique personnification du pouvoir que les âges et les révolutions avaient laissé debout. Comme ces beaux débris de l'antiquité qui à distance ne laissent point apercevoir les mutilations du temps, de même la Papauté restait pour mon imagination un superbe symbole ; la transformation sous les souverains Pontifes du peuple-roi en peuple de Dieu, la destinée de la ville éternelle assise sur les débris du paganisme et sur les catacombes des premiers martyrs, tout ce résumé de l'histoire de deux grandes civilisations parlait si vivement à mon imagination que ma conscience et mon raisonnement en demeuraient paralysés ; j'ai d'ailleurs toujours vu avec tristesse, crouler les vieux édifices et les vieilles institutions ; j'aime cependant le progrès en toutes choses, mais il faut quelque temps à mon esprit pour s'accoutumer aux substitutions.

J'ai donc embrassé vivement la cause de la Papauté, j'ai combattu, dans la première ferveur de mes regrets, pour ce vieux colosse dont on sapait la base. J'ai exprimé une irritation que la réflexion devait calmer et maintenant je viens confesser mon erreur et confier aux pages de mon livre que le calme s'est fait dans mon esprit.

Sans doute, je n'approuve pas tous les moyens mis en usage contre le pouvoir temporel du Pape ; du côté de l'attaque, comme du côté de la défense, les passions ont fait entendre leur voix, les intérêts humains ont exagéré les paroles de tous ceux qui ont pris part au débat. Ce qu'il faut, cependant reconnaître, c'est que Rome ne se tient plus sur ses antiques fondements et que ce gouvernement purement théocratique ne peut être maintenu ; qu'il y a en Italie deux dangers : l'entêtement du passé et la menace des folles orgies socialistes.

Dans de telles circonstances, il est bon de prévenir une conflagration générale, et de sauver des orages tout ce qui peut être sauvé; la brochure de l'Empereur propose un moyen, il faut sagement discuter ce moyen, ou en proposer d'autres, c'est ce que personne ne fait, c'est ce que moi-même, je n'ai pas fait; je le répète encore, la passion archéologique m'a emporté.

Je n'approuve pas toute la brochure, je ne partage pas sa confiance dans l'efficacité des moyens d'exécution, mais je pense qu'elle est plus près de la vérité que la lettre de Monseigneur d'Orléans. Je crois surtout que l'Empereur sait mieux que nous ce qui est possible, qu'il juge avec plus de connaissance de la situation du véritable état de choses. La forme et la logique de la discussion adoptées dans la *brochure* me blessent, tâchons de les écarter pour juger les événements.

LUNDI 30 JANVIER.

Une lettre encyclique du Pape a paru hier; le gant est définitivement jeté entre Rome et l'Empire Français. J'ai beaucoup causé de la situation actuelle avec La Gué-ronnière, nous sommes dans un moment de crise et je dois faire taire les sympathies que je puis éprouver pour ne voir que la chose publique en danger.

Je persiste à penser que la politique Française n'a pas été exempte de blâme, dans les affaires d'Italie, qu'on n'a pas toujours tenu le même langage au Pape et qu'entre

autres roueries, la révolution des Romagnes est une des plus caractérisées. Je pense aussi que les conclusions de la fameuse brochure sont inadmissibles; mais aujourd'hui, soit par trop de condescendance envers la politique de l'Angleterre, soit pour toute autre raison, la position est difficile, les partis se remuent, il pourrait y avoir danger si tous les amis de l'ordre ne se ralliaient pas à la politique de l'Empereur.

La Guéronnière m'a demandé mon concours pour la rédaction du journal *Le Nord* et je l'ai promis.

Le Pape est mal conseillé, je crains qu'en poussant les choses à l'extrême il n'en sorte rien de bon et que nous ne commencions une longue ère de troubles.

A la suite d'un rapport du Ministère de l'Intérieur, le *Moniteur* publie ce matin un décret de l'Empereur qui supprime le journal *L'Univers*.

Veuillot est supprimé du même coup, mais ce rude pamphlétaire prendra une autre forme; une partie du clergé sera vivement mécontente.

JEUDI 2 FEVRIER.

L'évêque d'Orléans cherche à pallier ses deux lettres, il se rend chez tous les puissants et chante la palinodie; hier matin, il s'est fait annoncer à 10 heures chez La Guéronnière et il a causé pendant une heure avec lui. Le soir, chez Morny, Thouvenel disait qu'il *s'aplatissait* avec humilité. *Pauvre* évêque!...

On commence à concevoir des inquiétudes sur la position du Ministère Palmerston : les Irlandais du Parlement se sont alliés pour le combattre aux Torys.

JEUDI 9 FEVRIER.

La guerre continue entre le haut clergé et la presse, l'évêque d'Orléans a publié une nouvelle lettre très violente et comme le *Siècle* s'y trouve diffamé, il annonce ce matin qu'il citera l'évêque devant les tribunaux.

Le P. Lacordaire a été nommé de l'Académie par toutes les oppositions, ce qu'il y a de curieux dans cette nomination, c'est que la majorité en sa faveur est formée de philosophes et de protestants ; ce sera M. Guizot qui répondra à son discours de réception, mais avant le R. P. Lacordaire doit payer ses électeurs au moyen d'un livre qu'on lui a imposé l'obligation d'écrire, sur le pouvoir temporel des Papes.

La passion politique qui s'est emparée de cette question dont on fait une arme de troubles, impose de plus en plus l'obligation à tout bon Français d'adopter la politique de l'Empereur ; il est malheureux de ne pouvoir se déclarer pour la justice du droit, mais le salut de l'Etat passe avant le triomphe des convictions particulières et nous sommes dans un de ces moments critiques où la raison individuelle doute d'elle-même et s'abdique, comme un soldat fait taire son propre sentiment au moment d'une bataille, pour ne plus obéir qu'à l'ordre de son général.

Je causais hier avec le général Mellinet qui me disait : « Le livre de Bazancourt est indigne du caractère officiel « qu'on lui donne ; c'est un roman d'un bout à l'autre, « écrit sans connaissance des faits et avec un malheureux « amour de petites anecdotes, de vrais racontages de por- « tière. Pour vous en donner une idée, il prétend qu'à « Magenta, j'ai plusieurs fois fait dire à l'Empereur que « ma position n'était plus tenable et chaque fois l'Empe- « reur m'a fait répondre : *n'importe, tenez encore.* Rien « n'est plus faux, car ma situation n'a pas un moment été « compromise et je n'ai rien fait dire de pareil à l'Em- « pereur. »

C'est avec de tels livres qui passeront un jour pour documents officiels qu'on fausse l'histoire et déjà cette version a été, je ne sais dans quel but, tellement répandue dès les premiers moments que je l'ai inscrite.

« Si à la fin de la bataille de Solferino », a ajouté le général Mellinet, « l'Empereur avait voulu poursuivre « son succès, il le pouvait aisément, ma division seule « présentait 17 bataillons parfaitement intacts et qui n'a- « vaient pas donné, mais tout était un peu confusion à « l'état-major général et l'ennemi, quoique fuyant dans un « grand désordre, n'a pas été poursuivi. »

Le gouvernement Français semble plus rassuré sur la position du Ministère Anglais.

Le célèbre Veuillot, rédacteur en chef du journal *L'Univers*, récemment supprimé, abandonne la polémique ; le fougueux catholique entre dans la haute administration des chemins de fer Romains, sous la direction du juif Mirès.

Vimercati part samedi pour accompagner le roi de Sardaigne à Milan, il m'a prié de lui écrire tous les deux jours une lettre politique pour être lue par le roi.

L'affaire de l'annexion de la Savoie à la France est une chose décidée, mais le gouvernement Sarde demande au gouvernement Français d'arrêter la polémique des journaux sur cette question, il craint les embarras des oppositions qui lui feraient la guerre à ce propos et le gouvernement Français prête d'autant plus d'attention au désir du roi de Sardaigne, qu'il craint en agitant cette question de prêter des armes aux *Torys* contre le Ministère Palmerston. Toute la presse gouvernementale est devenue prudente à l'égard de la Savoie, moins cependant le journal *La Patrie* qui ne s'apaisera que le jour où Delamare, son propriétaire, sera commandeur, comme Havin, du journal *Le Siècle*, de l'ordre de Saint-Maurice, Delamare est furieux de n'avoir pas reçu de grade.

Au faubourg S^{t}-Germain, on fait courir mille bruits plus bêtes les uns que les autres:

L'Empereur est fou, on le garde à vue!

Les prêtres ne veulent plus dire la messe aux Tuileries!

Le 24 février verra la chûte de l'Empire!... etc. etc.

JEUDI 8 MARS.

Les affaires d'Italie sont à leur plus haut point d'embrouillement. D'un côté, depuis l'avènement de M. Thouvenel au Ministère, la France a beaucoup modifié sa poli-

tique et cherche les combinaisons qui peuvent empêcher l'envahissement de toute l'Italie par la Sardaigne; de l'autre, ainsi que je l'avais prévu, la Sardaigne favorisée, soutenue par l'Angleterre, ne comprend qu'une chose, ne poursuit qu'un but, l'annexion totale de l'Italie; elle s'érige même en protectrice des Etats qui sont encore *gouvernés*, comme la Vénitie et Naples, elle se plaint de ce que l'Autriche n'exécute pas les stipulations du traité de Villafranca! .... Ceci est superbe, invoquer un traité dans quelques-unes de ses clauses, et ne pas l'accepter dans quelques autres.

La Sardaigne fomente partout des agitations, à Rome, en Vénitie, à Naples, en Sicile, puis elle jette les hauts cris lorsque les gouvernements menacés se défendent. Après l'avoir laissée pendant un an gouverner, administrer à sa guise les anciens Etats Italiens, après lui avoir donné le temps de préparer par ses dictateurs, Ricasoli, Fanti, Farini, etc., une manifestation à sa guise, l'Europe va jouir de la comédie d'un vote universel! ...

En ce moment, nous sommes mieux placés que pas un autre peuple pour apprécier la vérité d'un tel suffrage. Deux élections récentes, celle de M. de Dalmas, secrétaire de l'Empereur, et de M. de Laferrière, frère d'un chambellan, contestées devant le Corps législatif et soumises à une enquête, annoncent les plus révoltantes révélations. Menaces à des fonctionnaires, argent donné, etc. etc. Cette affaire aura du retentissement et sera portée à la tribune par l'opposition.

Le vote de l'Italie aura de grands points de ressemblance avec les deux que je viens de signaler. Les choses de ce monde sont une éternelle comédie.

La Sardaigne fait tout ce qu'elle peut pour ne pas céder Nice et la Savoie. L'Angleterre l'y aide et le Parlement Anglais, surexcité par les Torys, émettra lundi un vote d'une grande importance sur l'attitude que l'Angleterre compte prendre dans cette affaire.

J'ai écrit à Vimercati (et ma lettre a été remise au roi de Sardaigne et lue par le comte de Cavour) que :

« Le jeu joué par la Sardaigne est très dangereux : « qu'en France, dès que l'amour-propre est froissé, les « sympathies, les alliances même disparaissent et qu'enfin « *on* prît garde que les roueries ne fussent menées trop « loin, parce que tout serait fini entre la Sardaigne et la « France. »

Cavour qui se croit le plus fin et le plus habile des hommes d'Etat, nous joue évidemment, tout cela finira mal.

L'agitation religieuse n'est nullement apaisée, notre voisine, la Belgique, est furieuse des atteintes portées au pouvoir temporel du Pape, ultramontains et libéraux sont réunis.

Le moment est d'une haute gravité pour l'avenir du pouvoir impérial Français ! . . . sortira-t-il victorieux des embûches où comptent le faire tomber ses deux alliés, la Sardaigne et l'Angleterre, surmontera-t-il l'inimitié jalouse de ces deux excellentes amies ? . . .

Je le crois et je l'espère.

Garibaldi, on s'en souvient, s'est marié à une jeune héroïne de roman, fille du marquis Raimondi, belle comme le jour, etc. etc. Elle s'était, dit-on, éprise du *héros* et pour le prévenir de la marche des Autrichiens, elle s'exposait pendant la guerre à traverser les avant-postes, à passer à cheval entre les sentinelles ; jamais héroïne ne

fit plus et n'aima mieux. Garibaldi, quoiqu'il soit un héros républicain, s'est laissé prendre par toutes ces vanités; le vieux partisan a trouvé très simple qu'une jeune fille de dix-sept ans devint fort amoureuse de lui, il l'a donc épousée.

Mais, amère déception, la jeune fille enchanteresse *était grosse de quatre mois!*

Depuis cette découverte, l'Actéon de l'indépendance, livré à sa douleur, parle moins, s'agite moins, il craint de voir son ombre.

LUNDI 19 MARS.

Plus va cette malheureuse affaire d'Italie. plus s'obscurcit ce qu'en style de journaux en langage parlementaire, on nomme l'horizon politique.

L'Angleterre se montre hostile à l'annexion de la Savoie et de Nice à la France. La Prusse se joint à l'Angleterre; l'Autriche et la Russie ne se prononcent pas. La Suisse fulmine des notes et des mémorandums pour prouver à l'Europe que sa neutralité et son indépendance sont compromises, si on ne détache pas à son profit de la Savoie, le Chablais et le Faucigny.

D'autre part, le suffrage universel fonctionnant sous la direction des agents Piémontais, a donné gain de cause au roi Victor-Emmanuel dans la Toscane et les Romagnes, ainsi qu'à Parme et à Modène; Victor-Emmanuel est roi de l'Italie centrale.

La France insiste pour que la Toscane forme, sous un prince Sarde, une vice-royauté et que les Romagnes soient tenues du roi de Sardaigne comme vicariat sous l'autorité nominale du Pape.

A Rome, le souverain pontife proteste contre l'usurpation de son territoire; il se renferme dans son droit strict et ne veut pactiser ni avec la révolte, ni avec l'usurpation. Il a réclamé, dit-on, le départ des troupes Françaises qui seraient remplacées par les troupes Napolitaines, et le jour où le roi de Sardaigne fera entrer ses troupes dans les Romagnes, l'excommunication tombera sur lui du haut du Vatican.

Malgré les excitations de son ministre Cavour et les consolations philosophiques qu'il cherche à lui donner, Victor-Emmanuel sera très malheureux de cette excommunication.

La Sardaigne pousse activement ses armements et ne ralentit pas sa propagande dans les pays Italiens qui ne sont pas encore révoltés contre leurs souverains. Elle fomente des troubles dans le royaume des Deux Siciles, dans les Marches Romaines et dans la Vénitie, et chose qui ne s'était pas encore vue, elle reçoit des adresses des réfugiés ou des conspirateurs des pays dont les souverains sont en paix avec elle.

Si Naples, Venise ou Rome, en présence de cet état de choses, prennent de justes précautions, s'ils sévissent contre les fauteurs de troubles et contre leurs partisans, s'ils exilent ou emprisonnent les agents de troubles, aussitôt les journaux Sardes et la presse soudoyée par le comte de Cavour en Europe, prodiguent aux souverains de ces pays, les accusations les plus vives et les plus injurieuses,

puis le comte de Cavour publie une note ou une circulaire pour réclamer contre ce qui se passe à Venise, à Rome ou à Naples; cette manière d'agir habitue l'opinion publique à considérer le comte de Cavour comme le grand justicier de toute l'Italie.

La France prendra avant peu possession de la Savoie et de Nice; rien de mieux, mais elle aura inquiété l'Europe, et pour arriver à ce but, elle a prodigué son or, le sang de ses soldats, elle a donné les mains à l'agrandissement de la Sardaigne dont elle a fait un Etat de douze millions d'habitants et elle a détruit l'influence Française en Italie en permettant ou tolérant l'abaissement de la Papauté.

L'Angleterre a déjà pris le rôle que j'avais prévu, elle n'a rien fait pour délivrer l'Italie de la domination Autrichienne, mais maintenant par ses discours elle s'efforce de persuader aux Italiens, qu'elle fait et a plus fait pour eux que qui ce soit. Je ne donne pas dix ans à la politique pour réunir dans une alliance anti-Française l'Italie et l'Angleterre; la reconnaissance pèse à l'Italie, Cavour supporte impatiemment le rôle de protégé; c'est un homme habile et qui ne recule devant aucun moyen, nous verrons avant peu ses larges finesses à l'œuvre sur un grand théâtre.

Dans toute cette affaire d'Italie, la France s'est fait de nombreux ennemis et elle n'a pas gagné un allié. Nos hommes d'Etat se sont montrés timides et pauvres de ressources, ils ont oublié qu'il fallait dès le premier jour faire ce qu'on était résolu de faire, s'établir dans les pays dont on convoitait la possession et mettre ainsi l'Europe étonnée, en face *de faits accomplis* au lieu de lui présenter

des faits à venir. Notre politique a été sans vigueur, étroite et mesquine, flottante indécise, une politique d'Etat de second ordre.

Quant aux affaires de Rome, nous avons agi sans bonne foi, malgré nos promesses. Nous savons parfaitement comment s'est faite la révolution des Romagnes, comment l'agitation est entretenue à Rome, et tous les discours, toutes les notes auront beau dire que le Pape a tort, ils ne nous persuaderont pas. L'Empereur a bien pu convertir dans son discours d'ouverture de la session notre inqualifiable guerre contre la Chine en un acte de justice.

L'agitation religieuse en France est toujours très grande, et dans le procès que le *Siècle* et la famille de Monseigneur Rousseau ont intenté à Monseigneur Dupanloup, M. Berryer, défenseur du prélat, a produit une adhésion de tous les évêques, archevêques et cardinaux Français à la conduite tenue par cet évêque. C'est aujourd'hui que le jugement dans cette affaire sera rendu.

De tout ce qui précède, il résulte que notre position est difficile et que personne ne prévoit clairement la solution. Le commerce souffre, les affaires languissent, le mécontentement existe et les partis hostiles cherchent à en faire leur profit. Lorsque l'Empereur partit pour la guerre d'Italie, Dieu sait avec quel enthousiasme le peuple Parisien le conduisit au chemin de fer, on ne prévoyait pas où devait aboutir cette chevaleresque entreprise; la France a retiré les marrons du feu; la Sardaigne et l'Angleterre les mangeront.

MARDI 20 MARS.

Monseigneur Dupanloup est acquitté. Le parti Romain triomphe ; le *Siècle* est furieux. Au Ministère de l'Intérieur, on était fort mécontent du réquisitoire de Chaix d'Est-Ange qui a plus que ménagé l'évêque d'Orléans. Walsh, le chambellan de l'Empereur, s'agitait beaucoup à l'audience en faveur de Monseigneur Dupanloup, il allait de Falloux en Falloux colportant les propos favorables.

La Guéronnière a été obligé de faire arrêter la distribution du journal *Le Nord* hier et il m'a dit : « *C'est trop « fort qu'un journal nous fasse de l'opposition avec notre « argent.* »

Le roi de Sardaigne a accepté le résultat du vote universel Italien.

Le Pape a prononcé son excommunication.

JEUDI 22 MARS.

L'Empereur a reçu officiellement, ainsi que l'Impératrice et le Prince Impérial, la députation de la Savoie qui lui a exprimé les vœux de ce pays, son désir d'être réuni à la France et son opposition à toute séparation qui tendrait à distraire une fraction de son territoire en faveur de la Suisse.

L'Empereur a répondu longuement et avec la plus grande bienveillance. Sans dire positivement: l'annexion est accomplie, il la donne à entendre et personne n'en doute plus.

La députation Savoisienne dîne samedi aux Tuileries.

L'Angleterre continue à faire opposition et s'occupe activement en ce moment de préparer les voies à une révolution Napolitaine.

Les dépêches du commodore Elliot commandant l'escadre Anglaise dans la baie de Naples, dépêches que publient les journaux Anglais, contiennent une vive censure des actes du gouvernement Napolitain et prédisent la chute du roi s'il n'écoute pas ou plutôt n'obéit pas aux conseils de l'Angleterre. Lord John Russel, dans une lettre publiée également, approuve la conduite du commodore Elliot.

Le nouveau roi d'Italie lève une armée considérable et qui semble une menace plutôt qu'une défense.

L'ancienne Sardaigne nous causera bien des ennuis. Je crains malgré nos idées pacifiques que nous ne soyons entraînés à la guerre.

SAMEDI 24 MARS.

La Suisse tient décidément à faire du bruit, elle se campe fièrement le poingt sur la hanche et la voilà qui entre en campagne. Vainement lui a-t-on démontré pièces en mains qu'elle n'a aucun intérêt dans la question Savoisienne, qu'en 1815 la neutralisation du Chablais et du

Faucigny a été reconnue malgré ses protestations, dans l'intérêt seul de la Sardaigne et moyennant l'abandon par la Savoie au canton de Genève, de quelques portions de territoire qui devaient l'indemniser de la charge résultant pour lui de l'obligation dans certaines éventualités prévues d'occuper militairement ces deux provinces. Vainement lui a-t-on dit : les bénéfices vous demeurent acquis, vous voyez seulement disparaître les charges. Vainement l'Autriche a-t-elle répondu à ses doléances par Monsieur de Rechberg :

« Que la Suisse, aujourd'hui si préoccupée de sa neu-
« tralité, a cependant souffert qu'elle soit méconnue lors-
« que les troupes Françaises en route pour l'Italie ont été
« transportées par le chemin de fer de Culoz à Chambéry. »

La France pourrait encore à juste droit demander à la Suisse « ce qu'elle avait fait de sa neutralité en 1814? »

Mais la Suisse ne veut entendre à rien, elle se sent « appuyée par l'Angleterre! aussi lit-on dans le *Bund*, journal de Berne, sous la date du 21 mars :

« Douze membres du Grand Conseil de Berne ont
« proposé hier à cette assemblée de voter la déclaration
« suivante :

« Le Grand Conseil du Canton de Berne déclare par
« ces présentes, qu'avec le Conseil fédéral il considère la
« question des provinces neutralisées de la Savoie comme
« une question vitale; qu'il regarde la conservation des
« droits qui appartiennent à cet égard à la Suisse, comme
« un devoir de conservation de soi-même, et que d'accord
« avec le peuple de Berne, il est prêt à faire tous les
« sacrifices nécessaires dans ce but. Le Conseil du gou-

« vernement est invité à communiquer au Conseil fédéral « la présente déclaration. »

La Suisse en sera pour ses frais de rodomontade, nous l'espérons, et notre armée qui abandonne la Toscane et commence à occuper la Savoie et Nice mettra fin à ces velléités de *Capitan Fracasso.*

L'élection de Monsieur de Dalmas, sous-chef du cabinet de l'Empereur, a été validée par le Corps législatif par 121 voix contre 109.

Ce résultat qu'accepte M. de Dalmas est un blâme, et en effet il ne pouvait en être autrement; tous les abus les plus criants et les plus vexatoires ont été commis; le préfet d'Ile et Vilaine et le sous-préfet de Fougères ont gravement compromis l'administration, en un mot la discussion de cette misérable élection fait grand tort au gouvernement. M. de Dalmas a le courage de siéger et hier soir je l'ai vu à notre soirée du Louvre où les comédiens Français ont joué une petite pièce d'A. Houssaye d'une niaiserie, d'une prétention, tranchons le mot, d'une bêtise incroyable. A. Houssaye a commis ce péché pour placer sa maîtresse qui y jouait un rôle en face d'un public d'élite.

M^lle^ Garcia est fort jolie, très médiocre actrice et la pièce faite pour elle est stupide. Elle est pleine de jolies choses dans le genre de celle que nous allons citer:

« Nos mains ne sont pas assez pures, pour manipuler « les choses du mariage. »

Le public d'élite s'est presque endormi. A. Houssaye n'a pas paru après la pièce.

Je crains que cette rapsodie ne lui soit jamais un titre pour l'Académie.

VENDREDI 30. MARS

Mon vieil ami Sauvageot qui donna, il y a trois ans, ses collections au Musée, est mort cette nuit à 4 heures après avoir subi l'opération de la pierre. C'était un excellent homme que je regrette beaucoup. Il avait une vive affection pour moi et nous nous voyions presque tous les jours, car il était mon voisin, logeant au Louvre à côté de ses collections.

Les événements politiques se pressent et je ne les suivrai point; l'immense publicité dont nous jouissons les fait assez connaître.

Ce matin, le *Moniteur* contient le traité conclu avec la Sardaigne relativement à la cession de la Savoie et de Nice.

La Prusse est en dissentiment avec la Confédération Germanique.

L'Angleterre est toute échauffée par sa colère contre la France, elle cherche en Europe d'autres alliances. Les journaux Anglais épuisent dans leur rage le catalogue des invectives, enfin c'en est fait au dire du *Times* de l'entente cordiale.

Plus j'observe, plus je réfléchis, plus je me sens amené à penser que l'Empereur atteint un but secret qu'il a gardé, jusqu'à ce jour, enseveli dans sa conscience impériale.

Héritier de Napoléon I^er^, son alliance avec l'Angleterre n'a pu être *qu'une union de* raison, de circonstance, mais

quelle que soit sa magnanimité, l'abnégation même de ses sentiments personnels, il n'est pas possible qu'il ait mis en oubli les malheurs de sa famille, et ceux de la France, causés par l'inimitié persévérante de la Grande Bretagne.

Il n'est pas possible qu'il n'ait jamais tenu aucun compte de cette inimitié toujours vivace, qui après avoir placé l'Angleterre à la tête de toutes les coalitions contre la France, la plaçait encore en antagoniste jaloux, de tous les intérêts Français, pendant la paix. L'Angleterre veut bien être l'alliée de la France, mais à condition d'empêcher le développement des éléments de sa grandeur.

L'Empereur Napoléon III, j'en ai la conviction, n'aime pas plus l'Angleterre que l'Empereur Napoléon Ier ne l'aimait, il sait qu'elle est et qu'elle sera éternellement opposée à tout ce qui tendrait à faire reprendre à la France le grand rôle qu'elle a joué et qu'elle doit jouer en Europe, mais averti par l'expérience il a compris qu'il ne devait pas renouveler la menace sans résultat du camp de Boulogne; que l'Angleterre n'était pas un pays qu'on dût menacer comme pour l'avertir de se mettre en défense.

Avec cette calme dissimulation de sa pensée, qu'il possède plus que personne des temps passés ou du temps présent, avec cette patience dont il a puisé l'exercice dans la solitude de sa longue prison, il a continué par une autre voie l'œuvre de son oncle.

Il s'est fait l'écho intime de l'Angleterre; il l'a isolée dans cette fameuse entente cordiale à laquelle on lui a reproché de trop sacrifier. Il a supporté avec stoïcisme tout ce que la morgue et l'outrecuidance Anglaise lui ont fait souffrir depuis dix ans. Il a été d'un pas mesuré à

son œuvre; il suivait d'un œil calme les progrès qu'elle faisait, et enfin il peut dire aujourd'hui: *c'est bien!*

En effet, ce n'est pas lui qui se sépare de l'alliance Anglaise, c'est l'Angleterre qui se sépare de l'alliance Française, pour une cause où la justice n'est pas de son côté, c'est l'Angleterre qui démasque son inimitié, qui révèle le peu de fond qu'il fallait faire de cette alliance; c'est elle qui injurie, qui menace, mais seulement dans l'avenir parce qu'aujourd'hui elle n'est pas prête.

L'Empereur est soutenu par le sentiment national, il est calme, il est fort, il est résolu; il a voulu l'annexion de la Savoie et de Nice; elle s'accomplit malgré l'Angleterre, la Prusse et la Suisse. Il a seul abaissé l'Autriche, et de concert avec l'Angleterre, il avait prudemment arrêté les visées ambitieuses de la Russie. Il a encouragé l'Espagne à châtier le Maroc, malgré l'Angleterre, et il soutient contre l'Angleterre la compagnie qui a entrepris le percement de l'isthme de Suez.

Aujourd'hui, l'Angleterre cherche des alliances, et elle ne trouve, encore dans une certaine mesure que la Prusse et la Suisse.

L'entente cordiale est rompue par l'Angleterre, le jour où la paix le sera, ce sera encore par l'Angleterre; l'Empereur n'a pas voulu autre chose. Isoler l'Angleterre et lui laisser tout en se préparant, l'initiative des inimitiés.

Les *papalins* du pouvoir temporel se remuent et cherchent à faire parler d'eux. Le Sénat a passé hier à l'ordre du jour après avoir entendu un rapport sur la pétition présentée pas ces messieurs et par ces dames.

Lamoricière est parti pour Rome; on ignore encore s'il se décidera à prendre le commandement de l'armée

Romaine. Il est question parmi la jeunesse du faubourg St-Germain de se croiser pour le suivre.

Le bruit qui avait couru de la grande excommunication du roi de Sardaigne, n'avait rien de vrai.

L'Impératrice écrit malheureusement des lettres particulières fort en opposition à la politique de l'Empereur; un de mes amis a tenu entre ses mains et a lu une de ces lettres dans laquelle l'Impératrice dit entre autres choses :

« La politique de l'Empereur en Italie manque de « loyauté et de bonne foi. »

L'Empereur paraît en ce moment fort satisfait du roi de Sardaigne; Dieu veuille que l'expérience ne réforme pas cruellement sa bonne opinion.

J'ai quelque peine à me fier à Cavour qui joue maintenant peut-être la confiance de la bonhomie et qui rejette sur Ratazzi et sa coterie les difficultés que nous éprouvons dans les affaires d'Italie.

Cavour s'écriait, il y a peu de jours, dans l'intimité :

« Que l'Empereur prenne donc confiance en moi ... « s'il le voulait, lui, le vieux Palmerston et moi, nous « mènerions le monde à notre guise; et s'il lui fallait les « limites du Rhin, nous les lui donnerions sans difficultés. »

Ceci n'est pas sincère, le Piémont est plus près d'une entente cordiale avec l'Angleterre qu'avec nous, et la limite du Rhin si libéralement octroyée par Cavour, est une fascination bonne tout au plus à présenter à des enfants.

La Sardaigne souhaite qu'on lui donne carte blanche en Italie et ses agents disent déjà qu'elle n'attendra pas d'être attaquée par l'Autriche, Naples ou Rome, mais qu'elle attaquera si ces Etats se constituent des armées

trop fortes. Ses agents disent qu'alors ils feraient éclater des révolutions à Rome et à Naples *où ils n'ont qu'à faire parvenir un ordre.*

Ceci peut édifier sur la politique de la Sardaigne.

J'oubliais de noter les causes qui font de l'Impératrice une *papaline* opposante. Elle est fort liée avec Madame Walewska dont la faveur a été peut-être augmentée par la sortie de son mari du Ministère.

L'Impératrice et Madame Walewska sont toujours ensemble, elles portent les mêmes toilettes, tiennent les mêmes discours, et l'une par position de femme légitime, l'autre par position de femme illégitime jalouse, se concertent pour blâmer l'Empereur dans la question Romaine. Walewski inspire cette petite coalition.

MARDI 24 AVRIL.

Depuis près d'un mois je n'ai rien écrit sur mon livre, parce que je suis attristé de tout ce que je sais et que je ne lis plus bien net dans la politique extérieure de mon pays.

Si notre politique est habile, elle l'est trop à la manière des renards; nous marchons par mille voies tortueuses et je n'aime pas cette façon d'agir.

La Sardaigne nous portera malheur; la force que nous lui laissons prendre se tournera un jour contre nous, et l'Angleterre est déjà en meilleure position que nous dans l'Italie.

Aujourd'hui nous assistons au spectacle d'une sédition fomentée en Sicile par Mazzini recommandant l'union sous la royauté de Victor-Emmanuel. Les révolutionnaires Napolitains et Siciliens réfugiés dans les Etats de ce monarque, ont voulu par une démonstration publique, l'entraîner à donner un encouragement aux révoltés de la Sicile, à leur promettre son concours.

Le roi (qui est en paix avec le roi de Naples) leur a répondu: vous n'êtes pas encore assez nombreux, quand vous serez tous révoltés, nous verrons!...

Voici où en est un souverain appuyé par l'élément révolutionnaire. A Turin, il fait appuyer l'élection de Garibaldi qui perd son siége au Parlement par suite de l'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France.

Cette annexion votée par les populations à la presque unanimité devra encore subir l'épreuve de la discussion du Parlement Italien, puis les protocoles des puissances signataires du traité de Vienne qui sont saisies par les bouffones réclamations de la Suisse.

La destruction du pouvoir Autrichien, l'anéantissement des duchés, l'enlèvement de la Romagne au Pape, n'émeuvent pas les puissances, mais la Suisse se pose en ennemie de la France, elle se prétend lésée par la cession de la Savoie; aussitôt l'Angleterre crie: haro! la Prusse se pose en rodomond, les autres puissances se croient le droit d'intervenir, et toutes ensemble veulent mettre la France en une sorte de tutelle, pour s'établir à Nice et en Savoie, elle aurait besoin d'une sorte d'*exequatur!*

Toutes ces fourches caudines subies, la France devra encore compter cent cinquante millions au Piémont pour la part de la Savoie dans la dette de la Sardaigne!!...

Nous avons bonne laine, on fait bien de nous tondre.

Le général Lamoricière avec l'agrément du gouvernement Français, a accepté le commandement de l'armée du Pape qu'il organise avec une grande activité.

Le Pape n'a pas l'intention d'attaquer l'usurpation des Romagnes, mais il veut l'empêcher de *tenter l'annexion* des autres provinces Romaines. Tous les révolutionnaires sont furieux, ils avaient si bien compté ne faire qu'une bouchée de ce qu'il restait au Pape de pouvoir temporel.

J'ai dit que j'étais affligé de la politique tortueuse et renardière de mon pays, et je le répète avec un sentiment douloureux.

About qui a fait imprimer un si violent livre contre Rome et son gouvernement, avait été envoyé avec la mission de l'écrire. Le duc de Gramont a reçu de Walewski plusieurs lettres à ce sujet.

Le livre d'About et la brochure *Le Pape et le Congrès* sont deux coups de chapeau donnés à la révolution, et je déplore cette politesse, nous verrons si j'ai tort.

Ce soir, je vais à un grand bal que l'Impératrice sous le nom de la duchesse de Tascher donne à l'hôtel d'Albe. On dépense trois cent mille francs pour cette fête!... mais on n'a pas d'argent à donner aux Musées pour l'augmentation des collections!

L'Impératrice, je le dis avec chagrin, ne songe qu'à elle, à se faire donner par l'Empereur diamants, bijoux, argent, etc., elle ne conçoit pas qu'on donne aux Musées. L'Impératrice touche *cent mille francs* par mois et elle est défrayée de tout. Le Musée touche 70,000 francs par an pour ses acquisitions, et le trésor impérial s'enrichit du produit des livrets, de la calcographie et du moulage.

Fould déteste le Musée et il entre parfaitement dans la manière de voir de l'Impératrice.

Hélas! pourquoi faut-il que je me trouve si souvent obligé de blâmer un gouvernement que j'aime? pourquoi faut-il que l'Empereur se préoccupe si peu des hommes qu'il emploie, et des actes qui s'accomplissent par son entourage.

SAMEDI 12 MAI.

Les affaires s'embrouillent en Italie; les plus graves complications pourront surgir des événements qui viennent de s'accomplir.

Garibaldi à la tête d'une expédition de 3000 hommes bien pourvus d'armes et d'argent a pu s'embarquer à Gênes pour venir en aide aux insurgés de la Sicile. Le gouvernement Sarde n'y a pas mis d'opposition, ou pour mieux dire son opposition n'a été qu'une plaisanterie, une vaine formalité.

Encouragé par le nouveau gouvernement Italien, favorisé par l'Angleterre, Garibaldi va porter la guerre dans les Etats du roi de Naples; des souscriptions et des enrôlements en faveur de son expédition se font ouvertement à Gênes à Milan, à Turin.

Le journal *Le Nord* payé par Cavour applaudit à l'expédition; il raille les journaux Français qui la blâment, et ce matin il s'étonne de la réprobation que l'on veut infliger à *l'héroïque Garibaldi* qui ne fait, dit-il, autre chose que ce qu'a fait le général Lamoricière, et encore

avec cette différence que Lamoricière a mis son épée au service du despotisme, tandis que Garibaldi a voué la sienne à la liberté.

J'avais prévu que nous ne serions pas longtemps à nous repentir des *services* que nous avons rendus aux Italiens, et que notre fidèle alliée l'Angleterre, sans avoir rien sacrifié pour leur cause, prendrait bientôt la direction des affaires.

L'Angleterre veut être la protectrice des *côtes* de l'Italie, de la Sicile, et surtout elle flatte, elle échauffe l'ambition de Victor-Emmanuel ; on le pousse en avant ; Mazzini lui prête son concours, et dans moins d'un an, on verra de belles choses.

Naples attaquée, Rome et l'Autriche menacées, que feront-ils, et si ces trois puissances s'entendent pour une défense commune, que ferons-nous, nous autres Français ?

L'avenir est obscur, incertain, plein de périls ; notre situation est difficile en Europe et la *révolution* en Europe se fait forte par les jalousies des puissances entre elles.

Depuis quelque temps, je me sens découragé par la mauvaise foi ou la stupidité des partis politiques ; nos hommes d'Etat sont des scapins et les royautés agissent comme si les couronnes étaient bien solides sur leurs têtes.

Nous verrons encore de tristes jours si la sagesse et l'habileté de l'Empereur n'y mettent ordre.

About attaque violemment la direction des Musées, dans *l'Opinion nationale ;* aujourd'hui il déclare que ce n'est pas Nieuwerkerke qu'il blâme, mais les conservateurs, que les conservateurs abîment les tableaux, etc. etc.

Nous serons mal protégés par notre ministre dont About est l'enfant chéri. Arago cherche à prouver qu'About son ami, n'en veut qu'aux conservateurs.

La détestable mesure par laquelle Nieuwerkerke admet l'avis préalable de l'Institut lorsqu'il s'agira de restaurer un tableau, sert de prétexte à About pour renouveler ses dénonciations. Nous sommes mis à l'index et Monsieur About aura raison de nous.

J'avais prévenu Nieuwerkerke, il y a deux ans, de ce qu'il adviendrait à propos des restaurations de tableaux ; il s'est presque fâché contre moi, nous avons été plusieurs jours sans nous parler, et aujourd'hui que la bombe éclate, nous en porterons la peine.

MARDI 15 MAI.

Deux bâtiments faisant parti de l'expédition de Garibaldi ont débarqué le 11 à Marsala les volontaires qu'ils avaient à bord. Canonnés par les vaisseaux Napolitains, ils ont dû de pouvoir débarquer leur monde à l'intervention de deux navires de guerre Anglais qui se trouvaient sur les lieux et dont les capitaines ont demandé aux officiers de la marine des Deux Siciles de suspendre leur feu pendant deux heures pour donner le temps aux officiers Anglais débarqués de regagner leur bord.

Le feu a donc été suspendu, et les insurgés ont pu débarquer avec sécurité.

Cette intervention Anglaise est merveilleuse ; la mau*vaise foi et la violation* du droit des gens éclatent de tous

côtés. L'Angleterre se trouve à point à Marsala pour paralyser les forces Napolitaines et favoriser les flibustiers que Mazzini envoie sous le commandement de Garibaldi.

Le Piémont argue de son impuissance contre Garibaldi et *l'opinion publique*. Ce gouvernement n'en est plus un, il est désormais le jouet des passions plus ou moins factices de ses populations, et les puissances ne peuvent plus compter sur la foi des traités par lesquels le nouveau gouvernement Italien se serait engagé.

Quant à Victor-Emmanuel, ce n'est qu'un soldat finassier et gourmand entre les mains des partis qui divisent l'Italie; Garibaldi, par la permission de Mazzini, le loue à tout propos, mais il ne lui obéit guère; il laisse même entrevoir qu'il croit le servir suivant ses intentions en lui désobéissant.

Victor-Emmanuel est un mannequin que Mazzini destine au rôle de centralisateur, puis lorsqu'il aura fait son œuvre, qu'il restera seule royauté en Italie, qu'il ne faudra qu'un coup contre un seul trône, alors la révolution sociale s'occupera de lui. Maintenant il la sert et elle l'adule, ce qui n'empêche pas que l'opposition organisée dans le Parlement de Turin contre le Ministère Cavour est forte et nombreuse, et nous ne sommes qu'au début.

Cavour commence à perdre de sa popularité parce qu'il ne marche pas aussi vite que les sociétés secrètes. Les temps de révolution usent promptement les hommes.

Les révolutions exaltent ceux qui au lieu de les diriger, leur obéissent. La France entière avait acclamé Necker, sa retraite avait été considérée comme un deuil public, des arcs de triomphe lui avaient été élevés: mais peu de temps *après il partait* du Ministère et de la France

chargé de malédictions ; il avait voulu s'arrêter dans sa marche révolutionnaire.

Roland, ministre en 1792, a eu aussi son jour d'ovation pour avoir sans danger insulté Louis XVI dans une lettre restée fameuse ; mais il ne voulut pas descendre jusqu'à Marat et il fut mis hors la loi.

Les gens qui se font une arme des passions populaires périssent sous les fureurs des passions populaires.

C'est un superbe texte que l'unité de l'Italie, sous le prétexte de la réunion d'une même race, mais c'est un mensonge contre lequel l'histoire proteste. Le Piémontais, le Romain, le Napolitain, le Florentin et le Vénitien ne forment point un peuple identique de race.

Les Lombards ne sont pas des Italiens, ce sont des Germains implantés, et lorsque Charlemagne fortifia la Papauté en lui donnant un pouvoir temporel, il avait pour but de délivrer l'Italie de la tyrannie des Lombards. Aujourd'hui, on prend en sens contraire la pensée de Charlemagne.

Le conservatoire du Musée a demandé au ministre de l'Intérieur qu'un avertissement soit donné à *l'Opinion nationale* à cause de l'article d'About, ou tout au moins qu'un *communiqué* sévèrement motivé soit envoyé à ce journal.

La Guéronnière viendra à 2 heures nous rendre réponse.

Nieuwerkerke voudrait que Villot donnât sa démission ; on le ferait officier de la légion d'honneur !!

On vantait et *on* admirait ses restaurations quand je m'efforçais d'en faire prévoir le danger. *On* allait s'épanouir devant les Rubens !... aujourd'hui *on* l'abandonne !

VENDREDI 18 MAI.

Il paraît que l'insurrection dans le royaume des Deux Siciles, favorisée par l'Angleterre, fomentée par la Sardaigne, ravivée par le débarquement de Garibaldi, gagne du terrain.

Tous les gens sensés se demandent : qu'adviendra-t-il si Garibaldi réussit complètement ?

D'un autre côté, les affaires s'embrouillent de nouveau en Turquie. La Russie demande aux puissances d'aviser à mettre fin aux exactions des Musulmans envers les Chrétiens.

La Russie a un corps de troupes rassemblé sur le Pruth ; la Turquie concentre ses forces et Omer Pacha qui était en disgrâce a été rappelé et chargé du commandement.

Je dînais hier chez Oswald, ami du duc d'Hamilton, et je me trouvais à table à côté du général Béville, aide de camp de l'Empereur. Je lui disais que l'agrandissement éxagéré de la Sardaigne ne me plaisait pas, que je ne me fierais nullement aux assurances amicales de la cour de Turin et que je craignais de la trouver ingrate plus tôt qu'on ne le prévoyait.

Béville m'a répondu qu'il partageait ma manière de juger les choses ; qu'il avait vu de près et étudié attentivement l'Italie et les Italiens ; qu'il n'a trouvé en eux que des vantards et des blagueurs et que leur affection pour nous était plus que problématique.

« J'ai vu affiché et j'ai lu », a-t-il ajouté, « après la « bataille de Solferino une adresse de Victor-Emmanuel « aux Italiens, dans laquelle ce roi *galant homme,* si mal- « mené pendant la bataille que les Autrichiens l'avaient « forcé pendant plusieurs lieues à battre en retraite, osait « dire que ses succès avaient été arrêtés par l'obligation « dans laquelle il s'était trouvé de voler au secours de « l'armée Française, menacée d'une déroute par les ma- « nœuvres Autrichiennes. Dans ces circonstances, le roi « *galant homme* avait dû avant tout voler au secours de « son allié ! »

Béville m'a dit aussi que les fabuleux succès de Garibaldi contre les Autrichiens se réduisent à des affaires contre des douaniers Autrichiens et que son bataillon, son corps d'armée sacré de jeunes Italiens était en grande partie composé de Piémontais, de Français et de Polonais.

Béville a peu d'estime pour la valeur guerrière des Italiens. Pendant la campagne d'Italie, il avait été laissé à Milan un dépôt de la légion étrangère pour recevoir des recrues, et dans cette intention les appels aux armes pour assurer l'indépendance de l'Italie n'avaient pas été ménagés.

Les *fiers* Lombards ont répondu à ces appels; 200 enrôlements ont eu lieu; mais sur ces 200 enrôlements 110 ont été annulés à la requête de pères et de mères comme ayant été contractés par des mineurs. 73 ont été cassés comme contractés par des impropres au service militaire; il restait donc une vingtaine de *héros* Lombards engagés qui ont déserté en grande majorité lorsqu'ils ont été ha*billés.*

Tous ces gens là commencent à trouver peu agréable leur annexion au Piémont. Les Florentins surtout aiment peu la conscription et trouvent lourds les impôts Sardes.

Le temps approche où Victor-Emmanuel va de nouveau rencontrer l'obstacle Mazzini.

JEUDI 24 MAI.

Garibaldi est-il victorieux ? Garibaldi est-il vaincu ? telles sont les questions que tout le monde s'adresse. Les journaux suivant leur couleur politique résolvent ces questions dans un sens favorable ou défavorable à l'aventurier. Le fait le plus certain, c'est qu'on ne sait rien de positif.

Nous vivons dans un temps où les plus étranges maximes sont mises en avant sous prétexte de cette nationalité qui reconnaît une même origine aux Piémontais, aux Lombards et aux Siciliens, Garibaldi est un héros parce qu'il tente une entreprise de flibustier, mais Lamoricière se déshonore pour avoir pris le commandement des troupes du Pape avec l'assentiment du gouvernement Français. On croirait vraiment à lire les journaux plus ou moins révolutionnaires que c'est la première fois que les généraux Français ont pris du service à l'étranger. Il me semble que le maréchal Magnan après 1830 a été au service de la Belgique.

Ces journaux n'auraient que des applaudissements pour un de nos généraux qui rejoindrait Garibaldi ; mais servir le gouvernement pontifical que la France soutient

et protège depuis dix ans par un corps d'armée, c'est bien différent. En blâmant Lamoricière on se donne le plaisir de blâmer le gouvernement qui ne croit pas d'une bonne politique d'abandonner le chef de l'église catholique et l'œuvre de Charlemagne, et puis enfin on fait acte d'adhésion aux idées révolutionnaires.

Que dirait l'Angleterre si un débarquement avait lieu sur les côtes d'Irlande, trouverait-elle bon qu'en France on souscrivît pour les insurgés et les envahisseurs?

Toutes les notions politiques du juste et de l'injuste sont bouleversées, il n'y a plus qu'un droit: le succès!

Le nouvel Etat Piémontais use de toute la duplicité et de toute la rouerie dont il est coutumier. Il tolère l'organisation des bandes révolutionnaires sur son propre territoire; il les lance sur ses voisins en les désapprouvant en apparence, et il se tient prêt à recueillir les fruits des expéditions, si fruits il y a.

Une bande de 350 hommes commandés par le frère d'Orsini (l'assassin) a tenté un mouvement dans les Etats Romains. Rencontrée par 60 gendarmes Romains elle a été mise en déroute, et son chef a été tué. Les débris de cette bande sont rentrés en Toscane.

L'Opinion Nationale rapporte hier le passage suivant d'une correspondance adressée à la *Gazette du Midi:*

« Tous les navires qui arrivent de Gênes annoncent « que les préparatifs pour envoyer des renforts, des vivres, « des armes et des munitions à Garibaldi se faisaient « presque publiquement.

« Tous les soirs à la sortie du spectacle, le public se « portait à la plage pour assister à l'embarquement qui « avait lieu la nuit afin de sauver les apparences; l'agi-

« tation du reste était à son comble, et il paraît que les « autorités seraient impuissantes si elles voulaient s'opposer « à l'expédition. »

Le moyen dont se sert M. de Cavour et le gouvernement de Victor-Emmanuel n'est pas neuf. Les assassins du colonel Anviti n'ont pas été punis par suite de la même impuissance. Qu'est-ce donc qu'un gouvernement qui ne peut rien que ce qu'approuve Mazzini ?

Si Mazzini triomphait en Sicile et à Rome nous verrions bientôt Cavour et lui en présence et la lutte commencer entre ces deux alliés d'aujourd'hui.

M. Fould a fait nommer Soubeyran, son chef de cabinet (fils qu'il a eu de Mlle de Rovigo, mariée à un assez piètre sujet nommé le baron de Soubeyran), sous-directeur du Crédit foncier.

Le père du duc de Bassano actuel a vendu huit caisses des papiers de Napoléon Ier au gouvernement Russe par l'entremise du prince Lieven en 1816 ou 1817 ; ces papiers qui sont maintenant à St-Pétersbourg avaient été confiés par l'Empereur au duc de Bassano en 1815 ! ...

JEUDI 28 JUIN.

Je me suis volontairement abstenu de rendre compte depuis plus d'un mois des événements.

Les affaires du royaume des Deux Siciles sont de la part des gouvernements intéressés, la cause d'une si étrange énonciation de moralité politique, que le dégoût m'a pris de raconter l'invasion de Garibaldi en Sicile, ses succès

favorisés par les révolutionnaires de tous les pays et la prétendue non-intervention que les monarques tolèrent au profit des révolutions.

L'Autriche commet la grande faute, si elle veut conserver la Vénitie, de ne pas défendre la monarchie Napolitaine, et tous les souverains commettent l'énorme faute de reconnaître le droit des peuples aux annexions et changements de domination. Ils font d'avance une concession aux révolutions futures, et quand on sait comment les manifestations s'organisent, l'avenir n'offre aucune sécurité.

D'ailleurs, que signifie ce droit des peuples vanté si haut par l'Angleterre, de choisir leur gouvernement : l'Irlande, l'Inde, les îles Jonnienes, ont-elles le choix ? le leur laisse-t-on ?

La Pologne est-elle Russe par goût ?

La non-intervention est une honteuse comédie !

Garibaldi est parti de Gênes avec l'approbation et l'encouragement du roi *galant homme.*

Les navires arrêtés par la flotte Napolitaine et réclamés par les ministres de Sardaigne et des Etats-Unis, seront-ils rendus avec indemnité ? Naples restituera-t-elle les révolutionnaires armés contre elle, ainsi que leurs canons ?

Toute cette comédie est ignoble : ce qu'on laisse faire contre Rome et Naples est un déni de justice.

La France s'est amèrement repenti d'avoir laissé partager la Pologne ; elle se repentira d'avoir laissé détruire les Etats italiens au profit d'un prince de Savoie dont la maison ambitieuse n'est pas connue historiquement pour sa fidélité aux alliances Françaises.

Le prince Jérôme est mort, il a été administré par le cardinal Morlot, malgré le mécontentement du prince Napoléon.

On parle beaucoup de tentatives faites par ce prince Napoléon pour se faire remettre les clefs des meubles de son père, du bris d'un secrétaire, etc. Je ne sais encore rien à ce sujet; mais le public ne met pas en doute ces infamies, c'est dire à quel point de mépris le prince Napoléon est tombé dans l'opinion.

J'ai appris une assez jolie anecdote, et je la tiens de si bonne source que je puis garantir son authenticité.

Pendant le voyage de Compiègne qui précéda le mariage de l'Empereur, M^lle^ de Montijo se trouvait avec sa mère au nombre des invités.

L'Empereur, très amoureux, poursuivait M^lle^ de Montijo de ses obsessions tellement, qu'une nuit il pénétra dans son appartement et voulut employer la violence pour vaincre l'énergique résistance de l'héroïne. Dans la lutte qui fut acharnée, M^lle^ de Montijo repoussa avec une telle force *l'arme terrible* de l'assaillant qu'elle en fut *foulée* dans sa monture.

L'Empereur dut se retirer, et lorsqu'il fut guéri, il jugea devoir emporter par une alliance, la place qui avait résisté à un assaut. Les portes furent alors ouvertes et nous eûmes une Impératrice.

La grande-duchesse Marie vient de séjourner un mois à Paris, mais elle s'est dit malade et n'a vu personne. On raconte ainsi la cause de cette retraite :

A Nice, le comte Strogonoff son mari, l'a trouvée en conversation criminelle avec un garçon coiffeur. Le comte Strogonoff a pris le garçon et l'a si bien lancé par la fenêtre

qu'il est mort sur le coup. L'affaire a été assoupie, le coiffeur est officiellement mort d'un coup de sang en regardant par la fenêtre. Il paraît que le comte Strogonoff est indigné d'avoir été cocufié par un coiffeur ! . . . si c'eût été un prince, un comte seulement, il y est habitué, mais un coiffeur ! La grande-duchesse, j'en conviens, vaut mieux qu'un coiffeur, c'est une femme élégante, spirituelle et distinguée qui est très désirable. Quant au comte Strogonoff, je ne saurais le plaindre, il a été pris comme étalon, il est remplacé *momentanément* par un autre étalon, c'est une querelle de haras.

La Princesse Mathilde ne croit pas cette histoire vraie, parce que, m'a-t-elle dit, elle a vu la grande-duchesse au retour de Nice prodiguer ses tendresses et ses protestations d'amour à Strogonoff.

Belle preuve ! . . .

JEUDI 5 JUILLET.

Le roi de Naples, vaincu en Sicile par la trahison ou l'impéritie de ses généraux, harcelé de tous côtés, victime d'une neutralité qui tolère toutes les attaques et ne trouvant aucun appui auprès des souverains, a rendu les vaisseaux porteurs d'insurgés capturés par sa marine, il a de plus adopté le drapeau Italien et proposé son alliance au roi de Piémont. Tout cela est fort grave et sert grandement le parti révolutionnaire.

Le roi [redacted] Naples pauvre esprit dominé par sa belle-mère a trop tard fait des concessions, il n'a pas compris

qu'un roi devait devancer les concessions, mais qu'il était perdu s'il se les laissait arracher. Dans sa situation, il fallait qu'il tombât avec honneur et il s'est abaissé en rendant les bâtiments flibustiers, en sollicitant l'alliance du Piémont qui répond avec insolence à ses avances. Quoi que fasse le roi de Naples, je le crois perdu ; il cédera devant toutes les prétentions, et le Piémont les poussera si loin, que malgré sa bonne volonté, le roi de Naples sera forcé de résister et alors il sera perdu. C'est le point auquel on espère l'amener.

Mazzini et son état-major dont fait partie Miss White, sont à Palerme ; avant peu la révolution partira en opposition au roi *galant-homme*.

Les puissances du Nord commencent à s'émouvoir de ce singulier et nouveau droit des gens inauguré depuis la guerre d'Italie ; de ce traité de Villafranca suivi de celui de Zurich si peu respectés, de cette neutralité qui permet au Piémont l'expédition de Sicile, et de la situation du Pape auquel l'Empereur avait écrit au début de la campagne : *Je ne viens pas attaquer votre pouvoir temporel, mais le raffermir*.

Il faut avouer que la bonne foi et le respect des promesses ont trop été mis de côté. L'Italie en souffrira un jour, car ce qu'elle a fait n'est reconnu par aucun traité Européen. Le Piémont a agi en flibustier ; la révolution d'abord et l'Europe ensuite le lui feront payer cher un jour, je le crains.

Les obsèques du prince Jérôme ont été magnifiques et l'abbé Cœur a prononcé, dit-on, un très beau panégyrique du défunt.

Le prince Napoléon a touché l'assistance par l'apparence de sa profonde douleur; le matin, il avait embrassé le cadavre de son père avant de laisser pour jamais fermer la bière qui le contenait.

Toute cette douleur est une comédie, le prince Napoléon n'avait ni estime, ni affection pour son père; il le méprisait comme se méprisent entre eux les gens sans moralité. Il avait fallu la présence et l'ordre de l'Empereur pour faire arriver l'archevêque de Paris auprès du moribond, et le prince Napoléon n'a point assisté à l'administration de l'extrême onction, il avait trouvé plus convenable de fumer une cigarette dans une pièce voisine.

Pendant la courte et dernière agonie du prince Jérôme, le prince Napoléon est sorti deux ou trois fois de la chambre où toute sa famille était réunie, pour *fumer!*

C'est un misérable prince sans cœur, sans âme et sans respect humain; mauvais fils, mauvais frère, mauvais époux, sujet peu fidèle; il a tous les vices qui déshonorent. Il songe avant tout à l'argent, aussi a-t-il fait ôter à sa sœur tout ce que la loi permettait d'ôter.

Un mois avant sa mort, le prince Jérôme disait à la Princesse Mathilde:

« *Après ma mort, les affaires seront faciles entre ton « frère et toi, vous n'êtes que deux à partager égale- « ment.* »

Mais le prince Napoléon a poussé son père à faire plus, c'est-à-dire à demander le rapport à la succession d'une somme de 250,000 francs que le prince Jérôme était censé avoir donné à sa fille en la mariant.

Le prince Napoléon sait mieux que personne que cette somme n'a jamais été comptée, puisque le prince

Jérôme n'avait pas le sou et que son fils et lui ont vécu jusqu'en 1849 d'une pension de 50,000 francs que leur faisait la Princesse Mathilde.

Le vieux Jérôme ne valait pas mieux que son fils quand il s'agissait d'argent; il a contrefait l'écriture et la signature de sa fille pour s'emparer d'une somme de 25,000 francs qu'elle avait déposée entre les mains de la Princesse Bacciochi!

Par son testament, il laisse à son bien aimé Plancy, *pour les services qu'il lui a rendus,* la somme de 25,000 francs et six de ses plus beaux chevaux. Il avait précédemment remis 200,000 francs de la main à la main à M^me^ de Plancy.

Le prince Napoléon, trois jours avant la mort de son père faisait vendre les chevaux et renvoyait les domestiques; le fait est vrai.

Le prince est capable de tout ce qui est bas et vil; il est hypocrite, sans audace lorsqu'on lui tient tête, et aucun fond ne peut être fait sur sa parole; débauché sans dissimulation, il croit pouvoir braver l'opinion publique, et il oublie trop qu'en France, un prince qui à tort ou à raison a la réputation d'être lâche, est un prince sans appui et sans pouvoir.

On raconte qu'il insistait la veille de la mort de son père pour aller près de son lit, lui demander de ses nouvelles. Le docteur Rayer lui dit:

« Ne troublez pas le repos de votre père, Monseigneur, « ce serait bien inutilement d'ailleurs, car il ne vous re- « connaîtrait pas. »

Le prince insista et s'approcha du lit; au bruit de ses pas le prince Jérôme sembla sortir de son affaissement.

« c'est toi, mon brave ? » prononça-t-il d'une voix chevrotante.

« Vous le voyez, Monseigneur, votre père *ne vous re-*
« *connaît pas.* »

Ceci donne une idée de l'opinion populaire sur le prince ; il est vrai qu'il a pour se consoler l'estime et l'amitié de Ferri-Pisani, l'amant de Madame Villot et d'Arago le faiseur de calembourgs.

Le prince Napoléon affiche l'incrédulité la plus complète et il n'épargne pas à sa pauvre jeune femme les sarcasmes sur ses penchants religieux.

VENDREDI 13 JUILLET.

Il semble que ce que j'ai toujours prévu commence à se vérifier ; voici la lettre de Garibaldi qu'insèrent les journaux d'avant-hier ; je n'en rapporte que le dernier paragraphe, elle est adressée à Monsieur Parcker, armateur à Liverpool.

« Je vous remercie de tous vos bons souhaits et je
« puis vous assurer que je ressens vivement la sympathie
« que l'Angleterre manifeste pour notre cause. Elle doit
« se rappeler qu'elle n'a point d'alliés sincères, si ce n'est
« parmi les peuples libres, et il y en a si peu sur le conti-
« nent. Une Italie libre et unie remplirait cette lacune et
« deviendrait un des plus grands obstacles aux projets du
« gouvernement Français ! »

L'Opinione, journal gouvernemental de Turin, oppose indirectement les conseils de l'Angleterre aux conseils de

la France et de la Russie qui se prononcent pour l'alliance avec Naples, *elle se retranche derrière la crainte de troubler les relations du Piémont avec certains alliés.*

Déjà l'alliance Anglaise prévaut, je ne croyais pas avoir sitôt raison.

Le Messager, journal de Paris, répond ainsi à *l'Opinione :*

Nous demanderons à l'Opinione, pourquoi l'alliance proposée par Naples n'est pas acceptable, nous l'inviterons aussi à décliner le nom des puissances avec lesquelles le Piémont a des engagements et qui verraient d'un mauvais œil la réussite d'un plan d'association pour une mutuelle défense entre le Piémont et Naples . . . est-ce que le Piémont et l'Angleterre se seraient entendus par avance sur la destinée de l'Italie !

Si le Piémont et l'Angleterre se sont liés par un pacte secret, en ce qui concerne l'Italie, le Piémont déchirera le pacte.

L'Angleterre est toujours dans son rôle en révolutionnant quand même les Etats du continent, mais les peuples et les gouvernements se tiennent en garde contre ces dangereuses menées, même en Italie.

MARDI 17 JUILLET.

Garibaldi entraîné par le parti Mazzinien a fait arrêter et embarquer M. Farina, l'homme de Cavour, représentant la politique de cet homme d'Etat ; aussitôt le ministre et les hauts fonctionnaires ont donné leur démission qui a

été acceptée, et un nouveau Ministère formé d'avocats et de journalistes a été installé. Garibaldi, avant de procéder à l'annexion, voudrait soulever Naples et Rome, mais voilà qu'enfin l'Europe justement émue de tant de brigandages y met son veto et qu'elle pèse sur le Piémont pour l'amener à s'allier au roi de Naples.

En Angleterre, le ministère lui-même reconnaît par la bouche du Lord J. Russel que la réunion sous un même sceptre de l'Italie du Nord et de l'Italie du Midi offrirait peu de chances favorables. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'en Piémont il y a deux politiques: celle de M. de Cavour, qui est la politique officielle, puis il y a celle qui se fait sans M. de Cavour par le roi et Garibaldi, politique de déloyauté et de flibusterie qui donne chaque jour le spectacle des plus hideuses violations du droit des gens.

Les nouvelles provinces du Piémont sont agitées; on y est de moins en moins satisfait d'être *piémontisé*.

En Syrie le massacre des Chrétiens se fait sur une grande échelle; dans le Liban les Druses procèdent à l'extermination des Maronites sous les yeux des autorités et des troupes Turques; nous avons envoyé des vaisseaux avec ordre de s'assurer de l'inefficacité de la protection Turque, avant de procéder au sauvetage des Chrétiens.

Tous les bons philanthropes Anglais qui mettraient le feu aux quatre coins du globe pour un chargement de nègres ne secourent les Chrétiens qu'à contre-cœur parce que la Russie pourrait se réjouir de l'abaissement de la Turquie! La question du thé et de l'opium est tellement importante que deux guerres contre la Chine ne sont pas

superflues pour la résoudre, mais un massacre de Chrétiens en quoi cela importe-t-il au commerce Anglais?

Le *Moniteur* insère ce matin le rapport suivant du commandant en chef de notre escadre du levant:

Beyrouth, 11 juillet.

L'attaque des Chrétiens a commencé à Damas le 9, après-midi. Les consuls Français, Russe et Grec sont réfugiés chez Abd-el-Kader. L'attitude des autorités Turques à Damas a été nulle, et comme partout plutôt nuisible qu'utile.

Le soir, il avait déjà beaucoup d'hommes tués et de femmes emmenées pour les harems. On dit que les consulats sont brûlés à Damas sauf le consulat Anglais. 3000 soldats Turcs sont arrivés aujourd'hui sur un vaisseau et deux frégates Turques; les craintes des Chrétiens redoublent. On attend avec impatience les commissaires Vely et Namick Pacha.

Vely est un fanatique ennemi des Chrétiens quoique fils d'une Chrétienne.

Abd-el-Kader se prononce hautement pour la défense des Chrétiens et protège tous ceux qui viennent près de lui chercher un refuge.

Le *Moniteur* nous dira, je l'espère, quel chiffre de massacrés est nécessaire pour motiver une intervention efficace. . . . . A la gloire du XIX^e^ siècle quand le coton, l'opium ou les Mazziniens sont compromis, on ne saurait trop tôt faire la guerre. Mais quand il s'agit de l'extermination des Chrétiens en Syrie, on peut attendre!

MARDI 24 JUILLET.

Les massacres en Syrie ont été effroyables. De l'aveu des Druses le nombre des Chrétiens égorgés s'élève à 22,000. Puis, il faut compter les femmes violées et conduites dans les harems; les villes et villages pillés et incendiés. La complicité des gouverneurs et des troupes Turques est démontrée, prouvée surabondamment.

Maintenant que l'Angleterre voit la France décidée à intervenir pour réprimer ces actes de sauvagerie, elle annonce que la paix est faite entre Druses et Maronites.

C'est-à-dire on a fait souscrire une paix par quelques Druses, échappés aux massacres et qui auraient été massacrés s'ils ne l'avaient pas signée.

Mais quelles réparations sont accordées? quelle garanties données?

Peut-il y avoir des garanties lorsque la protection des Chrétiens est abandonnée à un gouvernement complice de ces assassins!

Les Maronites de la ville de Der-el-Kammar ont été livrés par Taer Pacha, commandant Turc, qui les a désarmés, puis les a livrés aux Druses. 3000 hommes ont été égorgés. Des prêtres Français l'ont été également et le drapeau national ne les a pas sauvés.

A Zahlet, les troupes Turques égorgeaient, pillaient et incendiaient avec les Druses. Là aussi des prêtres Français ont été tués. Rachoïa et Jedaida, petites villes *de l'anti-Liban, ont* été devastées et leurs habitants mas-

sacrés par la trahison des gouverneurs Turcs. Le gouverneur de Der-el-Kammar s'était fait remettre 150,000 piastres par les Maronites, ainsi qu'un billet de 400,000 piastres pour les protéger contre les Druses: il les a livrés!!!

Eh bien! c'est au moment où les troupes et les généraux sont déjà désignés pour partir, où les transports sont prêts que l'Angleterre voudrait nous dire: la paix est faite, l'intervention est inutile!

Si nous obéissions à une telle insinuation, nous aurions à en rougir pour l'Eternité aussi longtemps qu'une histoire transmettra à la postérité le récit des faits actuels!

Nous allons coûteusement en Chine pour punir les violences faites à quelques missionnaires, mais plus réellement pour protéger l'opium et les cotons Anglais et lorsque le sang chrétien coule à flots nous aurions besoin d'un laissez-passer de l'Angleterre, nous n'oserions pas ce qu'a osé l'Espagne en allant au Maroc!!! C'est impossible!

Nous avons fait la guerre de Crimée et nous faisons celle de Chine pour l'Angleterre; nous avons fait celle de l'Italie pour les révolutionnaires: il serait *temps* d'en faire une pour l'honneur et les intérêts de la France.

Madame la princesse de Metternich qui a pris les manières et le ton des lorettes de bas étage est une favorite de l'Impératrice qui la met de toutes les parties; elle boit, elle fume, elle jure, elle est laide à faire peur et elle raconte des histoires!...

En voici une dite à Trianon en présence de l'Empereur et des services de Leurs Majestés.

« Oh ! c'est moi qui sais une belle histoire d'enfant « terrible ! . . . elle est fameuse, je vous en réponds ! Le « comte de Heldefzik vint l'été dernier en visite chez la « baronne Vellanpdzic Hassanlern. L'enfant de la ba- « ronne était seul au salon . . . charmant enfant, plein de « grâce et de gentillesse. — Votre mère est-elle chez elle ? « demanda le comte. — Ma maman est dans sa chambre, « mais je vais lui dire que vous voulez lui parler. L'en- « fant partit en courant, mais revint au bout de trois « minutes : Ma maman va venir ; *elle a fait caca* avec le « chevalier Rudoviustorp et ils se réhabillent et se débar- « bouillent. »

Telle est l'histoire racontée par la princesse, et comme elle hésitait à en raconter une seconde, l'Empereur lui dit : « Il me semble, princesse, qu'après l'histoire de l'enfant « terrible, rien ne doit vous arrêter. »

Les derniers avis transmis de Constantinople par La Valette disent que l'agitation y est extrême et qu'on peut s'attendre à tout. La Turquie est perdue, mais il y aura d'affreux massacres.

LUNDI 6 AOUT.

Enfin, nos troupes partent pour la Syrie.

La conférence des plénipotentiaires s'est mise d'accord et nous intervenons, malgré l'Angleterre qui ne s'est rendue que parce qu'elle a compris que l'intervention aurait lieu avec ou sans son concours.

Depuis un mois, 20,000 Chrétiens ont été massacrés dans le Liban; ils n'ont eu pour protecteur qu'Abd-el-Kader qui s'est héroïquement comporté et à qui l'on doit le salut de 10 à 12,000 chrétiens.

Quant aux Turcs, pachas et soldats ont été complices des Druses et il n'est plus possible, malgré les assertions du Lord Palmerston de s'en remettre au gouvernement Ottoman du soin de sauvegarder les chrétiens de l'Empire.

En Italie, les affaires ne me satisfont pas. Les Mazziniens commencent à faire sentir leur influence. Victor-Emmanuel joue un double jeu et tandis que suivant les conseils de la France il paraît vouloir traiter avec Naples, qu'il demande même à Garibaldi de suspendre les hostilités, cet aventureux partisan qui est l'homme du roi, débarque en Calabre et s'avance vers Naples.

Les agents Piémontais ne se cachent plus pour dire qu'après Naples viendra le tour de Rome qui doit être la capitale de l'Italie.

Quant à la non-intervention proclamée comme principe il est curieux de voir en quoi elle consiste. Le Piémont décrète que les Napolitains, les Toscans, les Lombards, les Vénitiens sont Piémontais, vu que les Piémontais sont Napolitains ou Toscans et en vertu de cette proclamation en pleine paix ils laissent partir et encouragent même une expédition qui va porter la guerre chez son voisin le roi de Naples. Il y a parmi les soldats de cette expédition des hommes de tous les pays. Cela ne fait rien: le pavillon couvre la marchandise. Mais il est interdit au roi de Naples d'avoir recours à ses alliés.

Telle est la loyale politique d'aujourd'hui.

La Princesse Mathilde est totalement brouillée avec son frère. Elle a dit à l'Empereur que même au lit de mort elle ne le verrait pas. Le prince, aidé de Fould, s'est conduit comme un vrai filou dans l'affaire de la succession du roi Jérôme.

Hier, sur le lac d'Enghien, nous avons rencontré le prince Napoléon dans une compagnie digne de lui. Sur son bâteau *brillaient* Pisani, Girardin, Roqueplan !

DIMANCHE 12 AOUT.

Le déchaînement d'une partie de la presse étrangère contre l'Empereur Napoléon est arrivé au plus haut point d'extravagance.

Les affaires d'Italie et l'expédition en Syrie qui vient de partir sont les deux thèmes favoris sur lesquels brodent sans cesse les écrivains de ces journaux. En Angleterre, le *Times* presque seul approuve l'expédition et approuve en cette circonstance l'attitude prise par la France. En Prusse et en Autriche, les journaux rétrogrades exhalent leur fureur en termes peu ménagés. La *Nouvelle Gazette de Prusse* invoque une sainte alliance pour expulser les Bonaparte et en finir avec le Bonapartisme.

En Italie, le Piémont se trouve débordé par la révolution que représente Garibaldi. Le roi Victor-Emmanuel qui a cru pouvoir la dominer et qui a de concert avec ce chef de partisans préparé l'expédition en Sicile, n'est plus le maître de la situation.

Les Italiens se sont enthousiasmés de Garibaldi. Ses agents sont plus ministres et ont plus de pouvoir que les agents du roi. Le gouvernement Sarde est forcé de traiter avec eux et ne se tire pas brillamment de ses négociations. Le comte de Cavour chèrche à parer aux graves événements qui se préparent. Il les a prédits depuis trois mois, mais le roi ne l'a pas écouté, lui aussi ne jurait que par Garibaldi. Aujourd'hui, ce dictateur résiste aux ordres du roi et lui répond qu'il viendra se mettre à ses ordres lorsqu'il aura soumis Naples, Rome et Venise; il a même promis, dit-on, de reprendre Nice à la France.

L'Angleterre pousse et soutient Garibaldi. En Sicile, où le Mazzinisme triomphe, grâce à Crispi, ministre dirigeant, la tranquillité et la sûreté des personnes sont loin d'être établies: les assassinats sont nombreux, l'action de la justice nulle. A Naples, tout semble désorganisé, les libéraux abandonnant le roi et l'œuvre qu'ils lui ont inspiré, les exilés qui ont obtenu de rentrer, se sont remis à conspirer. On s'attend à la première attaque de Garibaldi à voir le roi trahi par tout le monde s'embarquer sur un vaisseau Autrichien.

A Milan, on a effacé pendant la nuit le mot *nobles* dans l'enseigne de la rue des *nobles,* et on y a substitué *de Garibaldi.*

Près de Rome, il a fallu l'intervention des gendarmes pour dissiper les rassemblements de paysans qui se partageaient socialistement les biens du prince Borghèse.

Garibaldi, pour intéresser encore plus à sa personne l'opinion publique, a voulu et veut faire croire à des tentatives d'assassinat qu'il met sur le compte de la cour de Naples et de la police Française.

En expulsant de Sicile, La Farina, il a expulsé en même temps deux Corses, dont l'un se nomme Pricalli, et ce sont ces deux Corses qu'il désigne comme des agents envoyés de France pour l'assassiner.

Pierre Bonaparte, la plus abjecte canaille qu'il soit possible d'imaginer, digne enfin de la famille des Canino, écrit à ce sujet au docteur Bertani, agent général de Garibaldi, et il a l'impudence d'accuser M. de Cavour et la police Française d'avoir lancé de concert avec M. La Farina ces deux assassins contre le dictateur. Pierre Bonaparte termine en disant que Garibaldi aux yeux des Corses est une espèce de San-Pierro et que les Corses voueraient un million de vendetta *à celui qui toucherait à un seul cheveu de sa tête*, qu'entoure le souffle du patriotisme, et qu'environne l'auréole des espérances de l'Italie.

M. Pierre Bonaparte est un gredin, qui vit d'une belle pension que lui fait l'Empereur.

Les armements qui ont lieu en Piémont sont faits en vue des événements que l'on prévoit à Naples. *On craint* que la République n'y soit proclamée et alors le Piémont *interviendrait.*

A Damas, le gouvernement Turc, excité par l'Angleterre, semble, si les nouvelles sont sincères, décidé à montrer quelque énergie.

Fuad Pacha a, dit-on, fait arrêter quatre cents personnes qui vont être jugées sommairement et exécutées, si elles sont condamnées; les objets pillés sont en grande partie retrouvés; Damas est calme, les troupes continuent à faire preuve de dévouement.

Tout cela est tellement exagéré, le calme de Damas à [illegible]uite, la continuation du dévouement des

troupes Turques qui ont pris part au pillage et au meurtre que l'on a peine à y croire. L'Angleterre voudrait que l'expédition Française trouvât la Syrie pacifiée et tout terminé. Mais la France voudra qu'une sérieuse enquête établisse la culpabilité qui incombe à chacun ; tout est-il fini, tout est-il pacifié, parce que quatre cents bandits sont arrêtés et que des effets précieux sont retrouvés ?

Il y a vingt mille chrétiens de moins en Syrie ; deux ou trois mille femmes ou filles ont été vendues pour les harems ; les villages chrétiens n'existent plus et les traités anciens ou nouveaux ont toujours reconnu à la France le droit de protéger ses coréligionnaires en Syrie. Il faut donc que la France fasse siéger à Damas une justice inflexible qui épouvante les assassins et décourage leurs fauteurs et leurs complices ; il faut qu'elle fasse peser sur les Druses le poids d'une juste vengeance, et que leur tribu se souvienne à tout jamais de l'inexorable justice Française. Il le faut non-seulement pour la Syrie, mais pour le reste de l'empire Turc ; pour Constantinople même, où le fanatisme musulman menace les chrétiens de semblables extrémités.

La conférence de Teplitz entre le régent de Prusse et l'empereur d'Autriche défraye toujours la polémique des journaux ; on veut y voir l'indice d'une alliance contre la France et les partis extrêmes s'en réjouissent.

M. le duc de Bordeaux a récemment reçu les légitimistes de France avec une certaine solennité à Genève. En les quittant il leur a annoncé de prochains et graves événements qui lui permettraient de leur donner rendez-vous à Paris. Pauvre prince et pauvre légitimité ! Le roi de Naples, le duc de Bordeaux, *et* Montemolin, quels malheureux !

VENDREDI 7 SEPTEMBRE.

Chargé par le Ministère de l'Intérieur d'entretenir une correspondance quotidienne avec la presse Italienne, j'ai eu peu de temps à moi et je n'ai pu depuis bien des jours écrire dans ce livre.

Aujourd'hui, j'ai quelques moments pour constater l'état de surexcitation et d'inquiétude dans lequel se traîne l'Europe.

En Italie, la révolution conduite par Garibaldi, poussée en avant par le Piémont, est aux portes de Naples. Le roi François II entouré de traîtres est au moment de perdre sa couronne.

Mazzini reparaît sur la scène. Garibaldi donne des inquiétudes et le Piémont profite de tous ces sujets de désordre mis par lui en avant pour légitimer aux yeux de l'Europe, son intervention officielle à Naples. Il réclame du Pape le renvoi des étrangers qui sont dans son armée et qui peuvent être un danger pour la cause Italienne. Il n'est vraiment pas permis de se moquer à ce point de la conscience publique.

L'armée de Garibaldi qui promène la révolution en Italie est un ramassis de tous les aventuriers que Garibaldi recrute ouvertement en Angleterre.

Vimercati qui est arrivé de Turin pour trois jours hier matin, m'a confié que le Piémont allait envahir les Etats du Pape et que, si Garibaldi voulait résister à l'an-

nexion et maintenir à Naples ses idées de dictature, l'armée Piémontaise marcherait contre lui.

Les plus graves événements peuvent donc surgir en Italie.

L'Angleterre s'oppose à l'attaque de la Vénitie ; la révolution obéira-t-elle ?

Partout en Europe, l'Angleterre qui continue ses armements sur un pied formidable cherche à soulever les cabinets contre la politique et l'ambition Françaises. Les souverains ont des entrevues, se promettent un appui mutuel et les Etats *roquets* comme la Belgique et la Suisse nous injurient dans leurs journaux.

A Genève, ces jours derniers, les fiers descendants de Guillaume Tell, ont insulté et maltraité nos nationaux et lacéré notre drapeau.

L'Empereur ne veut pas la guerre en cet instant.

Lorsqu'elle aura lieu, il veut y avoir été provoqué par les ennemis extérieurs et forcé par l'opinion nationale. La guerre viendra au jour et à l'heure qu'il a marqués, pas avant.

Nos soldats sont en Syrie, mais je pense qu'il faudra se décider à des mesures plus importantes et plus graves contre le fanatisme musulman.

L'Empereur est partout accueilli avec enthousiasme, soit en France, soit en Savoie.

La reine Victoria doit rencontrer sous peu de jours à Cobourg le prince régent de Prusse qui de là se rendra à Varsovie où il rencontrera l'empereur de Russie.

Le prince Napoléon est chaque jour plus impossible par son insolence, son absence de toute moralité, sa ladrerie et son manque absolu de bon sens. Il croit être quelque

chose par lui-même. Le malheureux ne brille que par un reflet de l'Empereur qui pourrait lui dire comme Auguste à Cinna :

Si je t'abandonnais à ton propre mérite, Rome se détournerait de toi avec dégoût.

Le comte de Chambord entretient toujours chez ses fidèles l'espérance de les recevoir prochainement aux Tuileries.

Les Orléanistes font une petite guerre de journaux et de brochures au nom du parlementarisme. M. Forcade raillait le 1er septembre dernier dans la *Revue des Deux Mondes* le malheureux roi de Naples qui perd son trône si facilement et qui ne trouve personne pour le défendre.

Parlementaires aveugles, cela vous sied bien ! qu'avez-vous fait de votre roi Louis Philippe appuyé sur un gouvernement parlementaire, de votre roi qui *régnait et ne gouvernait pas !* Il est parti en fiacre oubliant ses belles filles au milieu de l'émeute et vous êtes allé porter vos hommages à la république de Louis Blanc.

VENDREDI 19 OCTOBRE.

Depuis le jour où le Ministère m'a chargé de représenter sous son véritable aspect la politique Française dans la presse Italienne, j'ai, forcé par la nécessité de mon travail, laissé chômer mon livre.

J'ai quelques minutes à moi aujourd'hui et je me hâte d'y [illegible] quelques lignes.

L'ambition Sarde s'est enfin démasquée par l'envahissement des Etats Romains et de l'Etat Napolitain ; je ne me suis jamais trompé sur ce point et rien n'a pu me tromper.

Le cabinet de M. de Cavour se croit assez puissant pour braver le mécontentement de l'Europe, la France comprise. Je crois qu'il s'abuse, mais nous sommes à la veille d'une entrevue qui va avoir lieu à Varsovie entre les empereurs de Russie et d'Autriche et le prince régent de Prusse. Nous saurons donc avant peu, je l'espère, à quoi nous en tenir à cet égard.

Nous avons retiré notre ambassadeur de Turin ; notre corps d'occupation à Rome a été porté à 25,000 hommes, et nous avons blâmé énergiquement la conduite injustifiable du roi Victor-Emmanuel.

Un article *envoyé* au *Constitutionnel* a même accusé la Sardaigne de violer le droit des gens et le droit international. Cet article a fort occupé la presse Française et la presse étrangère.

Les amis du Piémont prétendent que l'Empereur en le lisant a témoigné son déplaisir du ton incisif de cet article et des condamnations qu'il contient de la politique Sarde.

Ce qu'il m'est permis d'affirmer c'est que cet article a été écrit par La Guéronnière sous l'inspiration de l'Empereur et que la minute qui lui en a été communiquée est revenue de S^{t}-Cloud avec cette apostille de sa main. . . . *Très bien, . . . mais pas assez incisif.*

Le comte de Cavour prétend réformer le code du droit des gens ainsi que celui des rapports internationaux. Il ne saurait y avoir, dit-il, en ce moment aucune appli-

cation à faire aux affaires d'Italie des règles d'un droit quelconque. L'Italie fait son droit de ses intérêts. Malgré l'opposition de l'Europe il proclame qu'avant peu l'envahissement de la Vénitie sera une vérité et malgré la protection de la France qui couvre Rome et le patrimoine de S^{t}-Pierre, ces affranchis dont nous avons rompu hier le collier de servage disent dans leur Parlement que Rome doit être la capitale où siégera le roi Victor-Emmanuel dont la libéralité connue tolérera à ses côtés le Pape prisonnier et privé de tout pouvoir temporel.

L'audace de la mauvaise foi est poussée si loin de la part de M. de Cavour qu'il prend pour prétexte de l'envahissement des Etats Romains la présence dans les troupes du Pape d'un grand nombre d'étrangers et il intervient à Naples pour faciliter à Garibaldi dont l'armée est composée d'étrangers la prise de Capoue et Gaëte que le roi François II défend énergiquement à la tête de son armée.

Le roi Victor-Emmanuel se dit appelé par les populations Napolitaines. J'ignore comment on va les faire voter sur la question d'annexion, mais ce que je sais c'est que les Napolitains ne s'engagent pas dans les bandes de Garibaldi, que les soldats trahis par leurs officiers rejoignent l'armée du roi et que les vaisseaux pris par Garibaldi ne peuvent pas trouver de matelots.

La politique de M. de Cavour qui a pour avant-garde le Mazzinisme est un composé de mensonges et de roueries. Son grand moyen d'action consiste dans l'épouvantement qu'il sème parmi les populations au moyen de son avant-garde, et alors il offre son roi *galant homme* à de pauvres diables que les révolutionnaires ont terrifiés.

Il me semble de la plus haute insolence de prendre le titre de *galant homme* quand on pourrait tout au plus réclamer celui de Scapin politique. M. de Cavour a inventé cette belle maxime : *les Italiens ne sont qu'un peuple* et alors ce n'est pas une intervention étrangère lorsque Victor-Emmanuel vole les Marches et l'Ombrie au Pape et les Etats Napolitains à François II.

Le Piémontais, le Vénitien, le Romain, le Lombard, le Napolitain, ainsi que les Siciliens sortent de même souche. Les sots et les ignorants répètent cette énormité et le *vol de famille* s'accomplit.

C'est ainsi que vont les choses.

SAMEDI 17 NOVEMBRE.

Mon travail pour la presse Italienne m'absorbe toujours et je regrette de ne pouvoir noter jour par jour les choses curieuses que je recueille.

La politique actuelle est bien misérable, c'est à qui mentira le plus au public et à sa conscience, les ministres comme les souverains ont perdu toute honte et n'éprouvent aucun embarras à ne tenir compte ni de leurs paroles, ni de leurs actes.

Victor-Emmanuel, quoique signalé par toutes les grandes puissances, l'Angleterre exceptée, comme un violateur du droit des gens, est toujours nommé le roi *galant homme*. Il a beau envahir traitreusement les Etats de l'Eglise et le royaume des Deux Siciles après avoir maintes

fois protesté qu'il répudiait toute complicité avec Garibaldi et ses bandes, il a beau accepter un prétendu vote universel organisé et opéré sous la surveillance de la force Garibaldienne, il ne reste pas moins *galant homme.*

Les lettres que je reçois de l'Italie, écrites par des hommes honorables et qui sont prononcés pour l'indépendance, me donnent d'ignobles détails sur les apostasies, les trahisons et les mensonges qui y foisonnent.

Quant à l'union des populations, elle n'a pas fait un pas et elle aura de la peine à le faire.

La Toscane voit de mauvais œil les Romagnols, les Romains, les Parmesans, les Napolitains, les Siciliens qui le leur rendent avec usure, puis tous ensemble détestent le Piémontais.

La politique Franco-Piémontaise cherche les moyens d'inspirer au Pape la volonté de quitter l'Italie.

Quant au roi de Naples qui tient encore à Gaëte, on espère en avoir fini avec lui dans un mois; le tour de Venise viendra ensuite.

L'Empereur disait, il y a cinq jours, à la Princesse Mathilde:

« *Le Pape témoigne de nouveau l'intention de quitter* « *Rome; je voudrais que la chose fût faite, cela avance-* « *rait bien les affaires.* »

Nous sommes officiellement les soutiens du Pape, nous avons envoyé de nouvelles troupes pour le défendre, nous avons même protesté contre l'envahissement de ses Etats, et très respectueusement, nous formons des vœux pour sa chûte.

Nous avons proclamé en vertu du principe de non-intervention que le roi de Naples ne pouvait intervenir

dans les Etats du Pape, mais nous laissons le Piémont intervenir dans un sens contraire en Sicile, à Naples, dans les Marches et dans l'Ombrie et s'emparer de tous ces Etats.

Nous laissons le Piémont colorer sa violation des droits internationaux du prétexte de délivrer l'Italie des bandes étrangères soldées par le Pape, et ce même roi de Piémont organise avec les révolutionnaires cosmopolites de Garibaldi, des légions étrangères. Enfin, le roi *galant homme* a refusé d'accueillir dans la marine Sarde les officiers Napolitains qui ont bombardé Palerme, et la *presse libérale* qui a si énergiquement flétri cet horrible attentat du nouveau roi *Bomba,* après nous avoir annoncé le mois dernier les heureux résultats des bombardements de Capoue et d'Ancône, constate avec satisfaction qu'avant peu de jours l'armée Piémontaise commencera le bombardement de Gaëte !

Le général Cialdini, un des héros Piémontais, traite de lâche dans un ordre du jour le général Lamoricière vaincu à Castel Fidardo et nos volontaires Français qui servaient sous ses ordres, *d'ivrognes mercenaires.*

Ce même Cialdini qui parle sans cesse des cruautés exercées par le gouvernement Napolitain, ordonne de fusiller tous les paysans Napolitains qui seront pris les armes à la main.

Tout est ignoble dans l'affaire de l'Italie, l'hypocrisie Française et Sarde qui protestait l'année dernière de son respect pour le Saint-Père dont elle n'avait nullement l'intention d'attaquer le pouvoir, comme du reste la couardise de l'Europe qui laisse faire.

fois prod… …nce et de mystère,
et ses … prendre une haute
versel … la Russie et l'Au-
Garib… …de Naples et lorsque
… …cuper l'Autriche et les
hon… …uerre vers Venise et le
dan… …craser la Prusse et soufflera
les …

… …de aura à faire à la Russie
… …nce rendra maîtresse de donner
… …à l'arquie et l'Inde.

… …e vois lentement se développer
… …ait accord avec ces paroles : *l'Em-*
… …craius que nous commencions l'ère
… …ations ; je ne trouve de bonne foi nulle
… …ces gens *honnêtes*, employés politiques
… …ire :
… …s *principes ?*
… …s *puis ?*
… …*national ?*
… …naissons que le droit des intérêts et la
… …ait accompli.
… …nce est ouvertement hostile au gouvernement,
… …de rigueur commencent. Deux récentes cir-
… …M. Billault servent de premiers coups de canon
…

… première, il interdit les associations pour ex-
… …collectes d'argent en faveur du Pape ; par la deu-
… soumet au timbre et à la formalité du dépôt les
… des évêques qui se rattacheront d'une façon
… …la politique.

L'Impératrice que rien ne pouvait tirer de l'abattement dans lequel elle était plongée depuis la mort de sa sœur Madame la duchesse d'Albe, est partie pour l'Ecosse où elle va passer quelques semaines chez la duchesse d'Hamilton.

Madame Castiglione est depuis deux mois à Paris, mais on n'a pas encore parlé d'elle.

About, l'auteur de Tolla, le pamphlétaire si rude aux courtisans, aux rois absolus et à l'Eglise, a sollicité la croix de la République de S^{t}-Marin qui lui a été refusée, aussi se venge-t-il de ce refus dans son dernier ouvrage, en injuriant la dite République.

Je tiens le fait du comte d'Avigdor, envoyé de la République de S^{t}-Marin ; il a entre les mains la demande d'About !

VENDREDI 23 NOVEMBRE.

Hier, chez S. A. I. la Princesse Mathilde, a eu lieu une petite soirée de quarante personnes.

L'Empereur avait dîné chez sa cousine. J'y suis arrivé vers dix heures et j'ai trouvé tout le monde préoccupé, les visages étaient presque joyeux, la Princesse semblait radieuse, et quoique sachant la cause de cette joie, je lui ai dit :

« *Qu'a donc ce soir Votre Altesse Impériale? je n'ai « jamais vu un pareil air de contentement!* »

La Princesse m'a répondu :

« *Vous ignorez donc qu'il part?* »

« *Qui part?* » ai-je demandé.

« *Fould!... Fould!... enfin c'est fini!* »

En effet, Fould est remplacé au Ministère d'Etat par le comte Walewski, et l'Intendance générale de la maison de l'Empereur passe dans les attributions du grand maréchal du palais, le maréchal Vaillant.

Billault devient garde des sceaux. Laity le remplace, dit-on, à l'Intérieur.

Le comte de Persigny quitte aussi, dit-on, l'ambassade de Londres, dont on aurait voulu affubler Morny qui aurait refusé en allégant la notoriété de sa prédilection pour l'alliance Russe.

Morny reste à la présidence du Corps législatif.

Le ministre des finances serait changé, assure-t-on, mais cela n'est pas encore certain.

Quant à Haussmann dont les projets viennent de subir deux échecs au Conseil d'Etat, il aurait, si j'en crois des personnes bien informées d'ordinaire, donné sa démission.

Hier soir, on étudiait les physionomies, on observait l'Empereur qui paraissait très satisfait, et qui s'est entretenu une grande heure avec Morny de la façon la plus cordiale.

Je n'ai remarqué à cette soirée que les ambassadeurs de Prusse et de Russie.

Parmi nos ministres, j'y ai vu Thouvenel, Billault, Rouher, Rouland.

Les conjectures vont leur train, les suppositions, les projets, etc.

Chacun témoignait sa satisfaction d'être débarrassé de Fould qui demeure membre du conseil privé avec cent mille francs de traitement.

C'est Walewski qui étrennera ce beau mobilier de 600,000 francs récemment décrété pour le Ministère d'Etat.

SAMEDI 24 NOVEMBRE.

La nomination de Walewski au poste de ministre d'Etat est ce matin au *Moniteur*, le reste est encore ajourné.

L'influence qui a peut-être déterminé, la chute de Fould est celle de Fleury qui a toujours été d'avis que ce ministre nuisait à l'Empereur, puis comme il faut toujours que l'intérêt personnel soit mêlé à toutes choses, Fleury avait une grande irritation contre Fould, dont voici la cause :

Lorsqu'il obtint de l'Empereur l'autorisation de faire la campagne de la Kabylie, il eut besoin de 10,000 francs qu'il alla demander au ministre.

Le ministre le reçut assez mal et lui dit à peu près clairement :

« *Vous avez été toute votre vie un bourreau d'argent,* « *il n'y aurait pas de sûreté à vous prêter, je ne vous* « *prêterai pas.* »

Fleury n'a jamais oublié cette bêtise insolente et il a depuis cette époque fait mille efforts pour renverser Fould, il a enfin réussi.

Le comte de Flahaut prend, dit-on, le poste d'ambassadeur à Londres.

Fould, malgré Madame Castiglione est définitivement vaincu.

Sur le million qu'avait le prince Jérôme comme rente, l'Empereur alloue trois cent mille francs de dotation annuelle à la Princesse Mathilde; le reste rentre au trésor. Le prince Napoléon, quoiqu'ayant déjà un million de dotation annuelle, comptait encore grapiller sur le million de son père; il n'est pas satisfait du décret qui augmente la dotation de sa sœur qui a maintenant:

200,000	francs	sur la fortune de Demidoff,
200,000	»	d'ancienne dotation,
300,000	»	nouvelle dotation,
700,000	»	de dotation annuelle.

Il y a de quoi tenir maison comme elle le fait, et représenter dignement.

MARDI 27 NOVEMBRE.

Hier, un décret Impérial accordait au Sénat et au Corps législatif le droit de présenter une adresse en réponse au discours du trône, et le droit d'amendement discuté en séance préparatoire.

Par ce même décret, des ministres sans portefeuille, mais assistant aux séances du Conseil étaient institués Ces ministres conjointement avec le Conseil d'Etat soutiendront les discussions.

Le Ministère de l'Algérie et des Colonies est supprimé, les colonies sont réunies au Ministère de la Marine sous le comte de Chasseloup.

L'amiral Hamelin, M. Billault et M. Magne sont nommés ministres sans portefeuille.

Ce matin, le *Moniteur* complète cette réorganisation.

Le comte de Persigny est nommé ministre de l'Intérieur et M. Forcade de la Roquette, directeur général des douanes, prend le Ministère des Finances.

M. le comte de Flahaut devient notre ambassadeur à Londres.

L'Empereur a contremandé les invités qui devaient aller avec lui à Compiègne, il s'y rend seul pour deux ou trois jours.

L'Impératrice est toujours en Ecosse.

(Fin de l'année 1860.)

ANNÉE
1861

LUNDI 28 JANVIER.

Plus je me trouve mêlé aux discussions politiques, plus je sens un certain dégoût des choses de l'humanité ; j'arrive à me sentir froissé de la mesquinerie de certaines grandeurs. Ce qui se passe en Italie sera jugé bien sévèrement un jour. Le rôle que nous jouons dans cette intrigue, les moyens honteux dont on ne craint pas de se servir, les arguments et les raisonnements plus honteux encore sur lesquels on se base pour élever l'iniquité à la hauteur d'un sacrilège, tout cela contriste l'âme à un point que je ne saurais bien dire.

Je ne crois pas qu'il soit d'une bonne politique de déchaîner en Italie ce qui est justement enchaîné en France, d'y encourager l'esprit révolutionnaire et de chercher à fausser le jugement de la conscience en qualifiant du titre de non-intervention les monstrueuses interventions du roi de Piémont.

La politique suivie par l'Empereur a pour résultat jusqu'à présent de n'avoir pu faire triompher aucun des principes mis par elle en avant. *L'unité* triomphe de la *Confédération ;* le principe de *non-intervention* qui, pré-

tend-on, serait violé si le roi de Naples entrait dans les Etats de l'Eglise pour y assurer le maintien de l'ordre et de l'autorité du Saint-Père, a été violé par le roi de Piémont dans les Deux Siciles et dans les Etats de l'Eglise. La France s'est tue!

Ce principe a été violé de la manière la plus couarde et la plus honteuse sous le prétexte dans les Etats du Pape qu'il composait son armée d'étrangers alors que Garibaldi partait pour la Sicile à la tête d'une troupe d'aventuriers de tous les pays. La France a protesté pour la forme contre l'invasion des Etats Romains et elle a laissé faire comme elle laisse le Piémont après avoir anathémisé Garibaldi et ses bandes, après avoir désavoué leurs œuvres, se substituer à ces condottieri, voler le royaume des Deux Siciles en vertu d'un faux suffrage universel contre lequel proteste aujourd'hui la guerre civile.

Enfin le Piémont tient le roi François II assiégé dans Gaëte; notre flotte a longtemps protégé cette place du côté de la mer, mais sur les injonctions de l'Angleterre et les instances du comte Vimercati, envoyé du Piémont, notre flotte s'est rétirée et maintenant Gaëte est bombardée par terre et par mer.

Les journaux Piémontais eux-mêmes avouent que les Bourbons ont un très puissant parti dans le royaume des Deux Siciles. Ce n'est donc pas le vœu des populations qu'ils accomplissent; le vote dont ils se prévalent a été une dérision; les urnes étaient surveillées par des Garibaldiens, et les électeurs qui ont voulu protester par leurs votes contre l'invasion Piémontaise ont été molestés, quelques-uns même ont été assassinés.

En ce moment, les paysans qui tiennent encore pour le roi sont fusillés lorsqu'ils sont faits prisonniers et la ville de Gaëte, dernier refuge du roi François II, de sa jeune femme et de ses frères, est bombardée par un Cialdini et un amiral Persano qui ne respectent ni le drapeau noir des hopitaux, ni la demeure de la reine.

Voilà ce que font les Piémontais qui ont ameuté l'Europe contre le roi *Bomba,* qui ont refusé de recevoir dans l'armée les officiers qui, pour défendre Palerme, bombardaient Garibaldi retranché dans une partie de la ville.

L'Europe se tait; les souverains laissent écraser le jeune roi de Naples par le plus odieux des agresseurs; ils protestent, mais ils laissent faire. La révolution le leur fera payer plus cher.

Nous-mêmes, nous aurons un jour à nous repentir de ce que nous avons fait et permis en Italie et dont l'Angleterre profitera seule.

Le procès de M. Jérôme Bonaparte, fils d'un premier mariage du prince Jérôme avec M^lle^ Patterson, se plaide en ce moment. Le prince Napoléon lui dénie la qualité de fils légitime, et malgré ses droits évidents je crains beaucoup que M. Bonaparte ne perde son procès.

En France et à l'étranger l'opinion publique lui est pourtant favorable. La justice *indépendante*, le barreau indépendant lui sont également favorables; il y a plus, l'Empereur Napoléon III lui a remis à S^t^-Cloud en 1854 une consultation délibérée par Messieurs

Abbatucci, ministre de la Justice,
Baroche, président du Conseil d'Etat,
Troplong, président du Sénat,

qui déclarent sa légitimité irrécusable suivant la loi française.

Il est vrai que comme *membres du Conseil de famille* ces Messieurs émettent une opinion diamétralement opposée.

Dans la même année 1854, l'Empereur Napoléon III écrit au prince Jérôme :

« *Je dois reconnaître comme parent celui qui est votre* « *fils légitime suivant la loi Française.* »

Malgré tout, M. Bonaparte perdra son procès, je comprends cela à l'attitude de Benoît Champy, le président du tribunal, qui ne bouge de chez la Princesse Mathilde, ainsi qu'aux discours de Chaix d'Est-Ange, procureur général.

Les secrétaires de l'ambassade Russe me parlaient hier du mauvais effet produit, à l'étranger, par ce procès. Son effet en France est déplorable ; le prince Jérôme ou du moins sa mémoire en sortira avec une déconsidération de plus, la justice avec un soupçon, le prince Napoléon est le seul qui n'y peut rien perdre, parce qu'il n'a rien à perdre.

Nous allons retrouver les discussions parlementaires, et les journaux affranchis par Persigny recommencent leur opposition hostile qui ne satisfait pas complètement certains niais, qui demandent la liberté illimitée de la presse.

O novis, referent in more te novi
Fluctus ! O quid agis ?

MARDI 29 JANVIER.

Dentu devait publier un manuscrit portant pour titre: *Ma vie privée.* Ce manuscrit entièrement de la main de l'Empereur Ier, a été présenté dimanche dernier à l'Empereur Napoléon III qui l'a gardé: la publication n'aura donc pas lieu.

Gaëte tient toujours; il paraît que la flotte Sarde a été maltraitée; trois bâtiments sont rentrés à Naples pour s'y réparer.

La résistance dans les Abruzzes est aussi fort vive; les Piémontais fusillent un grand nombre d'habitants.

Un des grands obstacles à un congrès, c'est que l'Angleterre ne veut pas reconnaître la cession à la France, de Nice et de la Savoie; je tiens ce fait de Tolstoï, conseiller à l'ambassade Russe.

MERCREDI 30 JANVIER.

Aujourd'hui paraît chez Dentu ma brochure intitulée *Le Pape et Jérusalem, solution des questions Italienne et orientale.*

Le journal *Le Courrier du Dimanche* a reçu un avertissement motivé par son opposition systématique et par ses attaques contre le principe même du gouvernement

Français. Le *Moniteur* contient ce matin une lettre très vigoureuse de Persigny à ce sujet, et l'ordre au préfet de police d'expulser de France M. Ganesco, sujet valaque, rédacteur en chef du dit journal.

Hier, à 6 heures du soir, un brouillard aussi infect et aussi opaque que ceux qui règnent sur Londres à certains jours de l'hiver, s'étendait sur tout Paris; on ne voyait pas à quatre pas devant soi: c'est une *importation du libre échange*, disait le peuple.

JEUDI 31 JANVIER.

Le président du Conseil des ministres du roi François II a adressé une nouvelle circulaire aux représentants des puissances accréditées, près de S. M. Sicilienne. Il y déduit les motifs qui ont porté le roi à s'entourer jusqu'à la dernière extrémité des envoyés des puissances alliées ou amies.

M. Casella, président du Conseil, dit qu'un des motifs de la détermination de son auguste maître a été le conseil que lui a donné le corps diplomatique de prolonger sa résistance même après le départ de la flotte Française.

En conséquence, Sa Majesté n'hésite plus aujourd'hui et elle a pris immédiatement la résolution de s'enfermer dans Gaëte et d'en défendre jusqu'au dernier instant ce reste de la monarchie. Mais comme il est possible si l'état de choses actuel continue que cette place isolée, abandonnée finisse par tomber et qu'alors la personne du

roi, celle de la reine et celle du prince soient à la merci du vainqueur, Sa Majesté qui veut céder en roi et supporter son sort en roi a besoin auprès de sa personne de ministres étrangers pour recourir en cas de besoin à leurs conseils et les avoir pour témoins irrécusables des faits accomplis.

Le ton de cette circulaire est digne, elle restera comme un singulier monument des couardises en notre époque.

Les puissances étrangères font conseiller à François II de prolonger la résistance de Gaëte, mais tous les souverains laissent bombarder ce malheureux roi dans son dernier asile.

La conduite de Victor-Emmanuel a été depuis le commencement des mouvements qui agitent l'Italie un tissu de ruse et de mauvaise foi qui déshonorerait un particulier; c'est lui, c'est le Piémont qui partout attisait les conspirations et les séditions; c'est lui qui prêtait sa force à la révolution, et c'est lui enfin qui après avoir fait tant de bruit des prétendues barbaries des Bourbons de Naples se montre plus impitoyable fusilleur et bombardeur que pas un seul des princes qu'il accusait.

De toutes les politiques, la plus lâche est celle qui procède par le mensonge et qui a pour alliée la trahison; la politique Sarde peut à ce titre passer pour la plus lâche de toutes; elle ne cesse de provoquer, et quand elle est menacée de représailles, elle dit en montrant la France: *Touchez-moi, vous aurez affaire à mon grand frère!*

Elle a flétri ou faussé ce qu'elle a touché, elle a menti dans chacune de ses expressions; le suffrage universel n'a été qu'un indigne leurre; le *Journal des Débats* de ce matin l'avoue autant que peut l'avouer un défenseur

du gouvernement Sarde, un amant platonique des révolutions.

Le suffrage universel a été employé en Italie plutôt comme moyen diplomatique, et personne ne demande à l'introduire dans le mécanisme régulier du gouvernement.

Le système de mensonge est le système favori de M. de Cavour et du Piémont, toutes les nouvelles qui arrivent par cette voie sont fausses; ainsi il y a trois jours, on nous annonçait l'ouverture de la brèche à Gaëte, puis l'envoi de parlementaires pour traiter de la reddition de cette place, puis de l'immense effet produit dans Gaëte par le bombardement, puis enfin du beau rôle de la flotte Piémontaise, imposant silence aux batteries du môle.

Tout cela est faux, archi-faux, Cialdini et Persano ont plutôt éprouvé un échec.

Quant à la pacification des Abruzzes faux, archi-faux, on s'y bat toujours avec acharnement; ce qu'il y a de vrai, c'est que les Piémontais fusillent comme rebelles les prisonniers qu'ils font.

Le général Sonnaz, une des gloires militaires du Piémont a violé le territoire de l'Eglise pour aller brûler un couvent.

Les journaux Piémontais déclarent aussitôt que ce couvent était plein de gravures obscènes.

Les rois de l'Europe sont atteints d'aveuglement, ils se tiennent sur la défensive, laissant à la révolution le temps d'accomplir son travail de taupe; ils n'osent plus avoir le courage de leur conscience, ils subissent en ce moment la dégradation de chevalerie.

SAMEDI 2 FÉVRIER.

Hier a eu lieu la première soirée du Louvre.

Nieuwerkerke m'a dit lorsque je suis entré dans son salon :

« *Vous allez trouver de Laborde, Morny nous a rac-*
« *comodés, faites, je vous prie, comme s'il ne s'était rien*
« *passé entre vous !* »

Je n'ai rien répondu, et j'ai trouvé en effet de Laborde, mais nous ne nous sommes ni parlés, ni salués.

Je suis curieux de savoir si la Princesse qui a déclaré qu'un voleur comme de Laborde ne remettrait jamais les pieds chez elle, le recevra.

Cela ne m'étonnerait nullement, je m'attends à tout et le courant qui s'est fait chez la Princesse et chez Nieuwerkerke mène aux de Laborde et aux Delessert.

La Princesse a entre les mains la note toute de l'écriture de Fortoul, ministre de l'Instruction publique, qui conclut ainsi :

De Laborde est non-seulement un voleur, mais il est un faussaire !

Voilà le monde !

De Laborde est directeur général des archives de l'Etat, membre de l'Institut ; l'Impératrice le protège, la Princesse et Nieuwerkerke l'accueillent de nouveau, quoique voleur et faussaire.

LUNDI 18 FÉVRIER.

Gaëte a capitulé, le roi de Naples et sa famille, ainsi que son état-major et sa cour, se sont embarqués sur la corvette Française *La Mouette* qui les a conduits à Civitta Vecchia d'où ils se rendent à Rome, mais ils n'y séjourneront que peu de temps et se dirigeront ensuite vers Cadix à ce que l'on assure.

Dans les derniers jours du siége, les poudrières de la place ont sauté, si l'on en croit les versions qui circulent, le feu y aurait été mis par une malveillance à la solde du Piémont. Ce qui ne s'est jamais vu, c'est que ni les hopitaux, ni le palais de la reine n'ont été respectés par les bombes Piémontaises.

Pendant les pourparlers de la capitulation et jusqu'à sa signature, Cialdini n'a pas voulu suspendre le bombardement.

Contraint par les clameurs de l'opinion Européenne, le gouvernement Piémontais a destitué le général Piémontais Pinelli qui le 3 de ce mois a adressé aux soldats sous ses ordres dans la province d'Ascoli l'ordre du jour dont nous extrayons les passages suivants :

Officiers et soldats,

Vous avez beaucoup fait, mais l'œuvre n'est pas complète tant qu'il y a encore quelque chose à faire. Une partie de cette race de voleurs (les insurgés) se cache encore dans les montagnes ; élancez-vous sur eux, et soyez

inexorables comme le destin. Contre de tels ennemis la pitié est un crime. Ils sont vils et rampants lorsqu'ils vous voient en nombre ; ils vous attaquent vivement quand ils vous croient peu nombreux et ils assassinent vos blessés. Indifférents à tout sentiment politique, ils sont avides de pillage et de rapines ; ce sont les sicaires payés du Vicaire, non du Christ, mais de Satan, prêts à vendre à d'autres leurs poignards quand l'or qu'ils auront enlevé à la stupide crédulité des fidèles ne suffira plus à satisfaire leurs passions.

Nous les anéantirons, nous écraserons ce vampire sacerdotal qui depuis des siècles suce de ses honteuses lèvres le sang de notre mère. Nous purifierons par le fer et par le feu les régions infestées de sa bave immonde, et de ses cendres surgira plus radieuse encore la liberté de la noble province d'Ascoli.

Le major-général commandant les colonnes mobiles des Abruzzes et d'Ascoli:

Ferdinand Pinelli.

Quelques naïfs s'étonnent de cette proclamation qui rappelle celle de Rossignol et Thureau dans la Vendée ; elle n'est que l'imitation de celle adressée par Garibaldi en janvier 1860, aux étudiants de Pavie. Le gouvernement du roi *galant homme* a remplacé le général Pinelli dans son commandement des Abruzzes ; l'imbécile a fait trop de bruit quand il ordonnait de brûler des villages et qu'il faisait fusiller leurs habitants, les Piémontais applaudissaient, mais enfin la clameur de la vindicte publique s'est élevée contre l'incendiaire et le fusilleur et le roi *galant homme* a puni sa maladresse.

Les Piémontais, en parlant du roi de Naples, osent encore dire le roi *Bomba!* Heureusement la justice de l'histoire rendra quelque jour son arrêt!

La discussion sera vive au Sénat sur la question de la Papauté; elle sera un peu moins vive au Corps législatif, mais ces discussions révèleront d'étranges choses. Au Sénat les Barthe, Bourqueney, St-Arnould, Flamarens, Heckeren se font remarquer parmi les plus vifs opposants à la politique du Piémont. Chaque soir dans les clubs et les salons la question Romaine fait les frais de la conversation, les anciens parlementaires en sont dans la jubilation.

LUNDI 11 MARS.

Le Sénat a voté son adresse, après une longue discussion dans laquelle la question du pouvoir temporel du Pape a été vivement discutée.

Le prince Napoléon a prononcé le discours le plus révolutionnaire que le palais du Luxembourg ait jamais entendu.

Un amendement destiné par ses auteurs à engager plus fortement la politique Française au maintien de la souveraineté temporelle, n'a été repoussé qu'à la majorité de 79 voix contre 60. Cette minorité d'ailleurs se changerait en majorité si parmi les 79 voix on retranchait celles appartenant à des sénateurs, dont l'opinion favorable au maintien de la souveraineté temporelle est connue et *qui par position* et par recommandation ont, comme le

comte Walewski et le baron de Bourgoing, voté contre l'amendement. Le gouvernement Français joue une comédie de roueries dont tout le profit, il faut l'espérer, ne reviendra pas au Piémont.

Ce que je dois constater en terminant ce cahier, c'est que, droit des gens, droit international, loyauté, alliance des souverains sont aujourd'hui mots vides de sens; il n'y a plus qu'une puissance, c'est la révolution; elle marche et tous nos stupides souverains d'Europe, jaloux les uns des autres, mesquins, couards et envieux se mettent l'un après l'autre à la fenêtre de leur chambre et disent avec un air de jubilation:

Elle ne va que chez mon voisin.

SAMEDI 23 MARS.

Hier ont été clos, au Corps législatif, les débats sur l'adresse. La discussion a été vive et prolongée, mais enfin l'Empereur a obtenu un vote de confiance pour la continuation de sa politique en Italie et surtout dans les affaires Romaines. Le vote favorable du Corps législatif a été acquis, après un remarquable discours de M. Billault, dans lequel il a été nettement énoncé que la France ne retirerait pas ses troupes de Rome et qu'elle attendrait en protégeant la Papauté, le moment où les conseils de la raison, où les nécessités de la conciliation, pourront être compris par tous les partis.

Le gouvernement Italien n'accueillera pas avec plaisir cette déclaration, lui qui fait chaque jour annoncer par

ses journaux que les Piémontais seront prochainement à Rome.

La situation politique a de la gravité ; du nord au midi de l'Europe, la guerre semble imminente ; on la voit arriver avec un certain effroi et ces appréhensions font régner un malaise général qu'exploitent les partis hostiles au gouvernement.

La Prusse, mal embarquée dans les affaires du Holstein, peut demain allumer en Allemagne un vaste incendie ; l'Autriche se débat contre la désagrégation des diverses parties de son Empire et en Italie dans les diverses provinces Vénitiennes, elle est au moment d'être attaquée par les Italiens ; sera-ce demain, ou après-demain ? Nul ne le sait, mais elle le sera quand le moment de le faire paraîtra favorable à l'Italie.

La Russie est absorbée par les événements de la Pologne et par l'émancipation des paysans ; le Piémont, après avoir annexé l'Italie centrale et méridionale se trouve en présence de la révolution qui le pousse vers Rome gardée par l'armée Française ; la Turquie, épuisée, lutte contre son agonie, sous une nuée de corbeaux prêts à se disputer son cadavre ; et par delà les mers enfin, les Etats-Unis divisés se préparent à la guerre civile.

Il n'est donc pas possible de regarder du côté de l'avenir avec tranquillité ; il court par les veines de chacun comme un instinctif frisson de fièvre et les idées de repos et de bien-être s'éloignent, non pas tant à cause d'une guerre prévue, mais parce que l'affranchissement de l'Italie qui devait être une ère d'appaisement, inaugure au contraire, une ère de troubles. La révolution est devenue plus puissante après la guerre d'Italie, elle a son

général, son armée, sa politique, elle affiche ses principes et elle les fait admettre dans le code du droit des gens.

En 1821, nos Jacobins se ralliaient au cri de « vive la charte » ; en 1830, ils ont fait bon marché de cette charte et en 1848 ils étaient devenus socialistes et ils promulgaient le droit au travail.

En 1861, le grand comité révolutionnaire des Mazzini et autres réfugiés ne se contente plus de l'affranchissement, ou du moins il généralise cet affranchissement en l'étendant à toutes les nationalités. Ils veulent à la faveur du morcellement de l'Europe, arriver au règne du socialisme. Déjà l'Europe conservatrice est tombée dans ce piège connu sous le nom de *non-intervention* qui consiste à briser les alliances en mettant chaque souverain aux arrêts chez lui.

La révolution attaque aujourd'hui telle monarchie que son plus proche allié, qui doit être attaqué demain, ne peut secourir en vertu du droit de *non-intervention* et ainsi la révolution poursuit son œuvre en se riant de la simplesse de ses adversaires.

L'Europe a fait la révolution puissante par ce principe de non-intervention qui ne lie pas la révolution passée à l'état de puissance Européenne; elle intervient partout, car son domaine est partout et elle intervient avec des bataillons composés d'agitateurs de tous les pays; la révolution pousse en avant des hordes bigarrées de Français, d'Anglais, d'Italiens, d'Allemands, de Hongrois et de Polonais et elle traite de vils mercenaires les soldats réguliers étrangers qu'elle rencontre dans les armées des rois, contre lesquelles elle se rue !

Plus grave encore que la question politique se dresse encore la question morale, la bonne foi, les serments, les principes les plus sacrés du droit des gens disparaissent, les intérêts sont tout; le monde n'a plus que trois dieux: le charbon, le fer et le coton; trouvez un Pape pour cette religion, crient les *positifs*, que nous importe le Pape catholique, dont nous n'avons un besoin de convention, qu'à notre naissance, à notre mariage ou à notre mort.

Emancipez le monde de la croyance en Dieu, beuglent les Viollet-le-Duc et les Penguilly renforcés des Mérimée et des Maxime Du Camp; le dieu charbon suffit à notre intelligence; le dieu fer suffit à notre cœur, le dieu coton suffit à nos sens!

Avec l'idée de Dieu, l'idée sainte de la famille s'efface; les liens, les affections de la famille sont aujourd'hui un fardeau, l'émancipation de la famille est à l'ordre du jour, le souvenir de la famille importune; on le secoue comme un voyageur secoue le givre qui blanchit son manteau. Les exemples partent malheureusement de haut!

L'Impératrice a vendu pour être démoli l'hôtel situé aux Champs-Elysées, dans lequel la duchesse d'Albe, sa sœur, est morte l'année dernière; elle a voulu faire disparaître ce dernier et douloureux souvenir d'une sœur!

Depuis quand ne va-t-on plus pleurer et porter des fleurs, sur la tombe des êtres qui nous ont été chers? Jadis des générations se succédaient dans la maison de famille, et c'était une relique sacrée pour les enfants que le lit dans lequel leur père était mort, ils le contemplaient avec un saint respect, ils devaient y mourir à leur tour en baisant le même crucifix qu'avaient pressé les lèvres père mourant. A table, la place vide du père,

son verre que personne ne touchait, mais qui gardait fièrement sa place sur le dressoir, le rappelaient sans cesse au souvenir et à la conversation des enfants. On aimait à s'entretenir de ses chers morts, on ne les vouait pas par sentiment à un romanesque oubli.

Aujourd'hui la tendresse est plus raffinée, les âmes sensibles craignent la douleur des souvenirs; on vend le lit dans lequel le père de famille vient de mourir, ou bien comme l'Impératrice, on rase l'hôtel où une sœur vient de rendre le dernier soupir, on en disperse les matériaux, et lorsqu'une autre maison a remplacé la maison mortuaire importune, on s'est appaisée en tuant le souvenir.

En vérité! En vérité! Nous ne valons pas même les sauvages qui transportent partout, avec eux, les os de leurs parents! . . . Si ces malheureux étaient civilisés, ils en feraient de la gélatine ou du noir animal et l'industrie y gagnerait!

SAMEDI 20 AVRIL.

Partout en Europe c'est au nom du *principe des nationalités,* que la révolution s'agite; la Pologne a fait démonstrations *pacifiques* sur démonstrations *pacifiques,* jusqu'au jour où le prince Gortschakoff a vu que *pacifiquement* ses soldats allaient être désarmés et alors il a fait charger les groupes qui entouraient son palais; il y a eu des morts et des blessés que la presse *libérale* de l'Europe traite de martyrs, il y a eu et il s'opère encore à Varsovie

de nombreuses arrestations, les gens arrêtés sont des martyrs de la *sainte* cause Polonaise! . . .

A Naples on fusille les gens qui se révoltent contre la suppression de leur autonomie, les mêmes journaux qui ont tant déclamé contre les sévérités du roi de Naples, racontent avec une charmante bonhomie que dans telle localité on a fusillé 60 révoltés, mais ils nous rassurent promptement en ajoutant: ce n'était que de la canaille réactionnaire.

Garibaldi a rompu ouvertement avec M. de Cavour; Garibaldi a été vaincu par l'éloquence du ministre, devant les Piémontais; j'ajoute que comme orateur c'est possible, mais en plein air, devant les masses, Garibaldi a vaincu Cavour qui se voit contraint de céder sur un grand nombre de points aux exigences du général! . . .

L'Italie passera par l'anarchie et l'unité ne se fera point, je le crois; Rome est toujours occupée par nos troupes et le gouvernement Français cherche un honnête moyen d'abandonner la cause de la Papauté, sans révolter le monde catholique. Persigny est devenu très hostile au parti de l'Eglise; Delangle ressuscite les vieilles pénalités édictées contre le clergé par le premier Empire et qui n'ont point été appliquées, puis on expulse les P. P. rédemptoristes, en un mot, la guerre est commencée entre l'Eglise et l'Etat.

Le gouvernement traite le clergé d'ingrat, il *énumère les bontés* qu'il a eues pour l'Eglise, les cathédrales reconstruites, les tolérances envers les évêques, les congrégations respectées, les sociétés religieuses protégées, le Pape gardé par nos troupes.

Le clergé répond à ces reproches:

Votre protection a été une hypocrisie, vous aviez besoin de nous et nous n'avons pas nui au succès de votre suffrage universel; vous nous avez chargé lorsque vous partîtes pour la guerre d'Italie de rassurer les catholiques sur les dangers qu'elle ferait courir au Pape; vous nous engagiez alors à traiter la question politique du haut de nos chaires, à protester en votre nom de votre respect pour le pouvoir temporel du Pape, qui, disiez-vous alors, *est indispensable* au libre exercice de son pouvoir spirituel; nous vous avons cru et l'Eglise a été par vous trahie et livrée à la révolution!

Vous avez souffert que le Piémont, sauvé par vous, s'emparât de la majeure partie des Etats de l'Eglise et qu'il annonçât publiquement sa résolution de s'emparer de Rome; puis lorsque nous avons anathématisé dans nos mandements les infractions aux promesses qui nous ont été faites, vous avez sévi contre nous, vous nous avez menacé de la prison et du bannissement!

Les Persigny et les Delangle s'abusent et ils vous conseillent mal, ils oublient que leurs menaces et leurs persécutions annoncent trop clairement quel serait le sort de l'indépendance spirituelle de la Papauté, si tout pouvoir temporel lui était retiré.

En Turquie, en Hongrie, la révolution se remue, le Danemark arme pour résister à l'intervention de la Confédération Germanique dans les affaires du Holstein; les Yoniens protestent contre le protectorat Anglais; les Druses et les Turcs n'attendent que le départ de nos troupes pour recommencer le massacre des chrétiens, sous le protectorat de l'Angleterre; l'Amérique inaugure l'ère des guerres civiles; le *monde entier* est sous les armes; sur les rives

du Pô, le Piémont et l'Autriche sont en présence, on répète cependant chaque matin qu'il n'y aura pas de guerre!...

Le duc d'Aumale, sous le titre un peu vague de *Lettre sur l'histoire de France,* a publié une brochure en réponse aux insultes prodiguées à la famille d'Orléans, par le prince Napoléon, dans son discours du Sénat. Cette lettre aussi injurieuse que possible frapperait le prince dans sa considération... s'il avait une considération, le soufflèterait dans son honneur... s'il avait un honneur, ferait douter de son courage, si jamais personne avait cru à son courage. Cette brochure a été saisie et depuis trois jours le public n'est occupé que de savoir si le prince Napoléon ira demander raison au duc d'Aumale.

L'Impératrice lui a reproché dimanche dernier de ne l'avoir pas déjà fait; l'Empereur, le Conseil des Ministres, les hommes d'honneur le lui ont, dit-on, conseillé, le public a cru que le prince Napoléon finirait par comprendre la nécessité d'obéir à ces conseils et pendant deux jours on se disait: le prince est parti pour Londres!...

Il n'en était rien cependant, le prince ne partira pas; il m'a été affirmé qu'il préparait une brochure en collaboration avec About!...

Les montagnes ne se rapprochent pas, mais les égouts se rencontrent et mêlent fraternellement leurs immondices!

SAMEDI 27 AVRIL.

Le prince ne part pas et il a paru une misérable réponse que des agents distribuaient avant-hier gratuitement dans les galeries du Palais Royal. Le prince Napoléon est tombé dans un mépris général. On dit qu'il s'est brouillé avec Arago parce qu'il fait toujours des jeux de mots; le prince déteste la pointe.

Voici un des mille quatrains qui courent sur lui:

« Prince, gardez-vous de partir
« Pour une lettre sur l'histoire;
« Pour Dieu! n'allez pas convertir
« Le champ d'honneur en champ de foire. »

Depuis quelques jours, les craintes de guerre sont moins vives, cependant, il y a encore quatre ou cinq causes pendantes qui pourraient bien l'amener. La question de Syrie est une des plus pressantes: nos troupes se retirent, dit-on, le 5 juin et, dit-on encore, les massacres recommenceront aussitôt, l'Angleterre protège ouvertement les Druses. On ajoute que si les massacres recommencent, nos troupes reviendront en Syrie sans la permission de qui que ce soit; permission que nous ne demanderons pas. L'Angleterre a une forte escadre, sur les côtes de la Syrie.

Garibaldi, Cavour, Cialdini, après s'être, dit-on, écrit forces injures, se sont embrassés devant le roi *galant homme*. Le royaume de Naples est très agité, la résistance

aux Piémontais s'y renouvelle à chaque instant, aussi le roi *galant homme* qui a tant insulté les Bourbons pour les rigueurs de leurs répressions politiques, fait-il fusiller sans compter; les prisons de ce royaume sont encombrées.

Brennier, notre ancien ambassadeur à Naples, me disait avant-hier :

« *Dans le royaume des Deux Siciles, le peuple sera « très bien, si vous ne craignez pas de fusiller ou de « pendre ; la rigueur est nécessaire pour le manier.* »

Pourquoi donc alors, avoir tant déclamé contre les rigueurs du vieux roi de Naples ? ai-je répondu.

Brennier s'est enfermé dans un silence diplomatique.

En Pologne, la Russie a pris de grandes mesures pour comprimer le mouvement et je crois la révolution avortée.

L'Empereur vient de décider l'acquisition de la collection Campana pour la somme de quatre millions de francs. Nieuwerkerke ira la chercher à Rome le mois prochain.

C'est une magnifique collection d'objets d'art contenant les plus beaux spécimens de l'art antique.

JEUDI 23 MAI.

Les relations de la France avec l'Angleterre deviennent de plus en plus tendues et l'irritation grandit en France contre cette alliée de jour en jour plus pesante. Partout où elle peut nous susciter des difficultés, elle s'empresse d'en saisir l'occasion ; en toutes circonstances

elle se fait l'amie de nos ennemis, l'adversaire de notre politique.

Nous évacuons la Syrie en lui laissant la responsabilité des malheurs dont notre retraite peut devenir la cause; aussitôt elle nous accuse d'avoir provoqué les massacres qui l'année dernière ont épouvanté le monde chrétien. Nous envoyons six vaisseaux croiser devant le littoral syrien, elle fait partir douze vaisseaux pour nous surveiller.

Elle proclame par tous ses organes que 45,000 Maronites massacrés ou morts de misère ont été les agresseurs des Druses, et que les Druses et les Metrualis sont opprimés.

Elle met son véto aux jugements qui frappent les assassins Druses reconnus, et elle confie de nouveau la sûreté des chrétiens du Liban à ces mêmes troupes Turques qui l'année dernière les livraient aux Druses et aidaient même ceux-ci à les massacrer.

La vertueuse et puritaine Angleterre, cette grande vendeuse de bibles, cette sincère amie de l'humanité, pourvu qu'elle soit noire, n'a pas usé de son influence pour faire relâcher onze cents jeunes filles Maronites qui ont été conduites dans les harems des Turcs!

Monsieur de Lesseps ouvre le canal de Suez, l'Angleterre poursuit cette œuvre de toutes ses colères.

En Italie, elle cherche à nous évincer et à se faire reconnaître comme protectrice, elle qui n'a rien fait pour l'Italie.

Partout où elle rencontre un révolutionnaire, elle le choye, elle l'encourage, elle le fournit d'armes et d'argent pour troubler les pays qui sont en rapport avec la France.

Telle est l'œuvre de l'Angleterre, et notre nouvelle école économiste du libre échange froisse notre commerce et notre industrie pour lui complaire, et un misérable prince comme le prince Napoléon renforcé par M. Rouher et par M. de Persigny, travaille malgré nos amiraux à livrer à l'Angleterre la pêche du poisson, et à abolir comme inutile notre inscription maritime.

Ce prince Napoléon, dans son passage au Ministére des Colonies, a désorganisé l'Algérie; c'est un esprit faux, tourmenté du désir de faire quelque chose et qui ne sait et ne peut faire que le mal.

Après beaucoup d'hésitation il s'est décidé à garder le soufflet que lui a donné le duc d'Aumale. M. Dupin a dû l'embrasser pour cet acte de bravoure.

Dans tous nos ports, sur toutes nos côtes, nos marins attendent dans une fiévreuse impatience le signal d'une guerre contre l'Angleterre. Je sais qu'une telle guerre troublera pour un siècle peut-être le repos du monde, mais elle doit éclater ou nous devons perdre notre rang de puissance de premier ordre.

Prévoyant que l'Espagne devra entrer dans notre alliance; l'Angleterre l'insulte, veut l'intimider; l'Espagne qui est enfin sortie de sa longue léthargie, n'a pas supporté l'insulte, n'a pas subi l'intimidation.

Au milieu de toutes ces menaces qui assombrissent notre avenir, le gouvernement Français, qui a mal à propos entamé la guerre contre l'Eglise, est miné par le socialisme plus ardent que jamais à soulever les ouvriers et les paysans.

La force de l'Empire avait pour principal levier l'Eglise, il se l'est fait hostile et l'Empire a les mêmes ennemis acharnés qu'en 1852.

Les hommes que l'Empire emploie ne sont la plupart ni dévoués, ni même sûrs, et quelques-uns de ses ministres sont des rêveurs qui ne connaissent ni les hommes, ni les choses.

Le parti de l'ordre est désorganisé pour complaire au Piémont et à l'Angleterre, et la révolution à laquelle l'Italie sert de quartier général est organisée sur une grande échelle.

Nous vivons au jour le jour et nous ne dansons pas même comme en 1830 sur un volcan, nous *tremblons* sur un volcan.

Nieuwerkerke est parti dimanche soir pour Rome où il va chercher le Musée Campana.

LUNDI 24 JUIN.

Le comte de Cavour est mort, et sa mort a servi de prétexte à la reconnaissance du royaume Italien par la France.

L'Empereur a consenti à biffer les traités de Villafranca et de Zurich ; le comte Vimercati est parti, il y a dix jours, pour Turin porteur de cette grande nouvelle, il est de retour depuis avant-hier, et le *Moniteur* publiera ces jours-ci la reconnaissance du royaume Italien.

L'unité Italienne en sera-t-elle consolidée? je ne le pense pas ; le Mazzinisme se trouve posé actuellement très nettement d'une part contre l'unité royale, de l'autre part reste la question Romaine et enfin l'opposition de l'Italie du Midi et la question Vénitienne.

Toutes les royautés, tous les pouvoirs sont ébranlés en Europe; la Russie est aux prises contre l'insurrection imminente de la Pologne et contre les émeutes de ses paysans émancipés.

L'Autriche se débat contre la désagrégation des nationalités diverses qui composent son empire.

La Prusse contre ses sociétés *libérales*.

Le Pape contre l'œuvre révolutionnaire anti-catholique.

Toute l'Allemagne est soulevée par l'appréhension d'une invasion Française.

L'Angleterre s'épuise en préparatifs de défense.

La France s'interroge et s'inquiète, ne sachant où elle va, ni où on veut la conduire.

La révolution sociale seule marche droit et vite dans sa voie favorisée par les antagonismes et les ambitions des souverains.

En France, les sociétés secrètes reprennent de l'activité, *la franc-maçonnerie* elle-même s'agite et révèle son agitation par une manifestation anti-catholique à propos de la réélection du prince Murat comme grand-maître.

Le prince Murat avait parlé devant le Sénat en faveur du maintien du pouvoir temporel du Pape, que le prince Napoléon a insulté et diffamé. Une cabale maçonnique a tenté de remplacer le prince Murat par le prince Napoléon.

L'élection du grand-maître a été différée par ordre du gouvernement, et sans les instances de l'Empereur, le prince Murat ne retirait pas une provocation en duel qu'il avait adressée au prince Napoléon, coupable selon lui, d'avoir manqué à sa parole en se portant candidat à la grande-maîtrise.

Le prince Napoléon voyage avec sa femme, il est à Tunis fuyant les soufflets que lui promettent le duc d'Aumale et le prince Murat.

L'Empereur disait dernièrement à la Princesse Mathilde que le jour où le prince Napoléon obtint de quitter la Crimée, le prince Jérôme vint solliciter avec instances de le remplacer à la tête de son corps d'armée ! . . .

Vainement Monsieur About a osé imprimer que « *ce « César déclassé qui languit sur les marches du trône a « abandonné l'armée Française en haussant les épaules, « parce que le maréchal Canrobert ne voulait pas lui per- « mettre d'emporter Sébastopol en s'élançant à la tête des « colonnes d'assaut.* »

Monsieur About insulte l'armée, et le prince demeure avec une réputation de lâcheté qui jointe à sa ladrerie en fait l'homme le plus méprisé de France.

Malheureusement pour l'Empereur, le prince Napoléon n'est pas le seul chagrin de famille qu'il éprouve d'une manière bien pénible.

L'Impératrice n'a compris ni sa position, ni la France, ni le rôle qu'elle pourrait jouer ; elle forme toutes sortes de petites coalitions avec Walewski, compromet autant qu'elle le peut la politique Impériale à propos de la Pologne, qu'elle voudrait faire appuyer dans son insurrection quoiqu'il dût en coûter.

Elle ne se prononce pas avec moins de ténacité en faveur des gouvernements Italiens dépossédés, et elle ne perd pas une occasion de dénigrer la France. Les étrangers sont ses favoris, elle en compose sa société intime, elle les fait inviter à Fontainebleau ou à Compiègne de préférence *aux Français.* Comme le prince Napoléon, elle

est avare et ne songe qu'à se créer des valeurs réalisables. Lorsque l'Empereur reçoit quelqu'offrande ou la demande d'accepter la dédicace d'une œuvre d'art, elle l'engage à refuser, allégant qu'il faudrait donner quelque cadeau pour reconnaître cette offrande ou cette dédicace. Si c'était une petite bourgeoise, elle ferait danser l'anse du panier.

Il y a un mois, l'Empereur déjeûnait avec l'Impératrice, la Princesse Mathilde et le docteur Conneau. La conversation soutenue par l'Impératrice se maintint exclusivement sur la politique extérieure. L'Impératrice parla avec une telle acreté et un parti pris si décidé d'hostilité à la politique de la France que l'Empereur se leva impatienté et s'écria :

« *En vérité, Eugénie, vous oubliez deux choses, c'est* « *que vous êtes Française et que vous avez épousé un* « *Bonaparte !* »

Il y a quelques jours, elle fit envoyer de concert avec Walewski un article Polonais et anti-Russe au *Constitutionnel* qui l'inséra. La diplomatie et les ministres s'en émurent, des renseignements furent pris, et l'on apprit que Mocquard avait fait directement remettre cet article à la direction du journal en en réclamant l'insertion !

J'ai peine à analyser le caractère de cette femme et je découvre encore moins où elle en veut venir ; son affection pour l'Empereur est affaire d'ambition, son amour maternel me paraît très problématique et elle n'agit dans aucune circonstance de manière à se concilier l'affection des Français.

Près de l'Empereur elle se plait à remplir le rôle que M^me^ Du Barry remplissait près de Louis XV, elle se fait l'amie des femmes que *distingue* l'Empereur, elle

favorise leur commerce avec son époux, elle les pousse jusque dans ses bras pour obtenir par elles un peu plus d'influence.

Madame la comtesse Walewska, la sultane Validé la plus persistante, est sans cesse auprès d'elle, Madame la comtesse de Labédoyère est très bien accueillie, enfin comme la fille du peintre Pomeyrac a eu *l'honneur* de coucher avec l'Empereur et de recevoir, dit-on, vingt mille francs, la petite Pomeyrac est recherchée.

Quant à la Princesse Mathilde, bonne, obligeante et gracieuse par nature, elle se laisse, je le déplore, circonvenir par un tas d'intrigants et de flatteurs qui corrompent peu à peu l'esprit élevé, fin et judicieux qu'elle possédait.

Arago, passé à l'état de bouffon, règne dans la petite cour de St-Gratien, il ne permet jamais une conversation, rompt tous les entretiens intéressants par des pasquinades, et il affecte des manières d'une vulgarité et d'un familier qui révoltent et qu'imitent les parasites dont il peuple les salons de la Princesse. Il baise sans cesse les bras et les mains de la Princesse, et laisse à ses lieutenants le soin de baiser les bras et les épaules des femmes qui forment le cercle intime de la Princesse.

Avec les parasites il y a des athées: Penguilly, conservateur du Musée d'artillerie, lourd intrigant plat et faux. Violet le Duc, architecte athé parce qu'il est cocu. Ces deux hommes sont en général chargés de traiter la religion et les prêtres *comme ils le méritent*, à table devant les domestiques.

Giraud le peintre a donné à la Princesse comme professeur de Belles-lettres un *crétin lettré* qui ne jure que

par Voltaire, ne voit rien au-dessus de Voltaire et qui est resté en se croyant progressiste à la philosophie de l'Encyclopédie!

Le clergé est représenté à S^t^-Gratien par l'abbé Coquereau, Monseigneur Coquereau, aumônier de la flotte, chanoine de S^t^-Denis, etc. etc. Cet abbé fait chorus contre Rome et contre les évêques pour peu qu'on l'y convie; furieux ultramontain s'il était pape ou seulement cardinal, il demande sans cesse à *sœur Anne* si elle ne voit pas venir un schisme qu'il attend, qu'il espère pour accaparer les fonctions de grand prêtre du schisme Français.

La Princesse Mathilde, facile à influencer malgré tout son esprit, n'a plus que la religion des petites prières et de la messe, on est parvenu à lui cacher le besoin qu'a l'Etat du clergé et à la ranger parmi les clergéophobes.

La calinerie de quelques pieds plats l'amène à méconnaître ses vrais amis, ses serviteurs dévoués, elle ne voit que par les yeux des Judas qui doivent la trahir et la livrer peut-être à Pilate en lui baisant une dernière fois les mains.

Nieuwerkerke qui devrait l'éclairer est plus aveugle qu'elle, ses ennemis intimes lui font cortège, composent autour de lui une franc-maçonnerie exclusive, où n'entrent que les gens que je peux nommer les *guides* des ennemis de Nieuwerkerke. Dessiller les yeux de Nieuwerkerke est impossible, il est comme les Orientaux gris d'opium, il n'entend, ne juge et ne voit que par les Arago, les Penguilly et tous ceux qui veulent le tromper. Il est facile de reconnaître les membres de cette franc-maçonnerie; ils se tutoyent tous; lorsque l'un d'eux parle de l'autre, il le nomme: le *brave* un tel, l'*excellent*, le *parfait*, le

loyal, et toutes ces épithètes, soyez-en certain, sont appliquées à un gredin.

La Princesse se croit libérale et prétend aimer la discussion, mais elle prend en aversion ceux qui ne sont pas de son avis.

Dans sa domesticité elle est conduite par Julie, sa femme de chambre dont le mari, maître d'hôtel, est en train de s'enrichir en nous donnant les plus détestables dîners et en nous abreuvant des plus mauvais vins.

La Princesse a des préjugés en peinture et en art en général, mais elle n'apprécie pas les arts quoiqu'elle les pratique avec succès, elle ignore les harmonies de l'art, et tout en soutenant que le seul art est l'art Italien, elle s'extasie devant les œuvres de la famille Giraud et devant les dessins et tableaux du brave commandant Penguilly L'haridon qui dessine comme V. Adam et peint comme . . . personne heureusement n'a jamais peint.

La Princesse se persuade que nos ouvriers actuels ont plus de goût et travaillent mieux que les ouvriers de tous les siècles passés et de tous les peuples de la terre ; elle ne trouve pas qu'un meuble ou qu'un vase du XVI^e^ ou du XVII^e^, voire même du XVIII^e^ siècle soit supérieur à ceux qu'elle achète dans la boutique de son marchand de bronzes ou de son ébéniste.

Je dois avouer cependant que si elle demeure privée pendant quelque temps de son entourage de gredins jurés, elle revient à sa nature propre, c'est à dire bonne, charmante et spirituelle.

SAMEDI 5 OCTOBRE.

Je suis toujours à S^t^-Gratien, la Princesse Mathilde est depuis un mois en Italie sur les bords du lac Majeur où les Vimercati lui ont fait acheter à Belgirata une villa qui ne semble pas lui plaire; elle revient et sera mardi à Paris.

Nieuwerkerke, Giraud, M^me^ de Fly, le général Bougenel ont été ses compagnons de voyage. Benoît Champy, Arago, Violet le Duc sont allés passer quelques jours avec elle.

Elle m'a écrit une longue lettre après son arrivée à Belgirata et par cette lettre j'ai compris que sa nouvelle acquisition n'avait aucun charme pour elle.

Depuis le mois de juin que de choses j'aurais à raconter!

La Guéronnière nommé sénateur et remplacé comme directeur de la *Presse* par un intrigant délégué de l'île de la Réunion nommé Imhans, fils naturel de je ne sais qui, ancien contre-maître de fabrique, peu estimé, dont s'est engoué Persigny.

Imhans manque d'instruction et de sens politique; depuis qu'avec Persigny, aidé de Paul de Richemond, sénateur assez mal fâmé et fort méprisé des colons de la Réunion, il a saisi la direction de la *Presse,* les plus lourdes fautes s'accumulent dans cette direction; un dernier et récent article de Véron inséré dans le *Constitutionnel* par ordre exprès de Persigny attire enfin, je crois, l'attention

de l'Empereur et je crois qu'il va ouvrir les yeux sur les actes stupides de son ministre de l'Intérieur.

Fleury m'a demandé beaucoup de renseignements sur l'état de la presse et sur la direction qui lui est donnée. Je lui ai fait un rapport dans lequel je n'ai rien célé, et comme je savais que ce rapport serait montré à l'Empereur, je l'ai rédigé sur les hommes et sur leurs actes avec une brutale franchise.

Peu de jours avant son départ, la Princesse Mathilde m'a pris à part et m'a raconté que l'ambassadeur de Russie sortait de chez elle où il était venu se plaindre du mauvais vouloir de la presse officieuse envers la Russie à propos de la question Polonaise.

« *L'Empereur,* » a dit Kisseleff, « *est toujours parfait* « *dans les entretiens que j'ai avec lui et il comprend l'im-* « *portance d'établir de bons rapports entre son gouverne-* « *ment et le nôtre. Il n'approuve pas les attaques de la* « *presse officieuse, et cependant elles continuent. A Saint-* « *Pétersbourg on est souvent fort irrité malgré le soin* « *que je prends d'adoucir, de calmer les irritations ; n'y* « *aurait-il pas moyen dans l'intérêt des deux nations d'ar-* « *rêter les déclamations hostiles des journaux qui reçoivent* « *leurs inspirations du gouvernement Français ?* »

La Princesse m'a demandé de me charger de cette mission, et elle m'a remis une lettre pour Kisseleff chez lequel je me suis immédiatement rendu.

Notre conversation a été longue et j'ai appris par lui le rôle lâche et ignoble du prince Napoléon dans toutes ces excitations Polonaises ; c'est lui qui protège le comité Polonais, auteur de toutes les correspondances datées de Varsovie que reçoit la presse Française. Il n'est entouré

que des Polonais les plus révolutionnaires, et il a eu l'audace de venir trouver Kisseleff et de lui dire ceci:

« *Croyez bien, mon cher général, que je suis étranger* « *à toutes les intrigues Polonaises, je n'ai point oublié les* « *liens de parenté qui m'unissent à votre empereur, et je* « *n'ai point oublié que mon père et moi avons vécu dans* « *notre exil des bontés de l'empereur Nicolas!...* »

Enfin le prince comme de coutume s'est montré lâche et faux à soulever le cœur.

J'ai promis à l'ambassadeur d'employer mon influence dans l'intérêt de la conciliation et je lui ai dit que je ne désespérais pas d'arrêter la polémique irritante dont il se plaignait avec raison.

J'y avais en effet réussi en partie, mais l'ambassadeur me seconde mal et d'un autre côté, Walewski, Persigny et l'Impératrice poussent la presse Française dans une voie hostile. Je ne sais ce qu'il adviendra de tout cela,

La situation de l'Europe est grave, toutes les nations sont sur le qui vive, et la révolution s'agite des bords de la mer Noire jusqu'au fond de l'Espagne.

La question Romaine est toujours en suspens.

L'Italie n'est pas pacifiée.

La Russie voit s'agiter ses paysans.

L'empire d'Autriche est en décomposition.

L'Allemagne rêve l'unité et l'Angleterre jalouse plus que jamais de notre position, cherche à nous isoler de toute alliance.

Nous avons des troupes à Rome, en Chine et en Cochinchine. Une expédition contre le Mexique est probable. L'Amérique, déchirée par la guerre civile, nous obligera peut-être dans l'intérêt de notre commerce à quelque dé-

monstration, et quant à la Turquie, nous sommes forcés d'être prêts à tous événements, car sa maladie devient de plus en plus mortelle.

C'est dans une telle situation que le gouvernement de l'Empereur a abandonné la direction de la presse à l'inintelligence d'un Imhans et l'administration de la France à un Persigny !

La Guéronnière arrive après une absence d'un mois et il me prie de venir dîner après-demain avec lui, car il a beaucoup à causer avec moi, dit-il, j'ajourne donc ma causerie.

L'Empereur est à Compiègne où arrivera demain dimanche le roi de Prusse.

Le roi des Pays-Bas viendra vers la fin du mois.

Le voyage du roi de Prusse échauffe la bile du *Times* qui déclare que la Prusse ne saurait se rapprocher de la France et qui menace cette ancienne alliée de l'Angleterre du courroux des fidèles protestants.

Nos journaux officieux adressent depuis quelques jours les compliments les plus flatteurs au roi Guillaume, mais en revanche ils maltraitent fort l'Autriche.

VENDREDI 22 NOVEMBRE.

Monsieur Fould est rentré aux affaires comme ministre des Finances à la suite d'un rapport qu'il a adressé à l'Empereur sur la situation financière de l'Empire. Son rapport et la lettre que lui a écrite l'Empereur pour lui demander de prendre le Ministère des Finances, sont peu

agréables pour ses prédécesseurs dont le rapport semble accuser la loyauté. Fould est démésurément grandi, mais l'Empereur et toute l'administration sont amoindris. Il est révélé au public que la vraie situation financière lui a toujours été dissimulée et que ce n'est enfin qu'à la dernière extrémité qu'on lui a fait connaître la vérité.

Ce que Fould révèle, la *Revue des Deux Mondes* l'a imprimé, il y a six semaines, mais Fould est nommé ministre pour son rapport, tandis que la *Revue des Deux Mondes* est poursuivie pour son article!

L'Empereur, à la demande de Fould, renonce à son droit d'ouvrir des crédits par décrets; la mesure peut-être bonne, ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle est mal introduite.

L'Empereur s'est laissé circonvenir, il se laisse discuter et amoindrir pour grandir Fould.

Walewski est fort ébranlé; le crédit de sa femme est anéanti, elle a passé au rang des sultanes réformées.

Il y a six semaines, elle admirait à Pierrefonds un lézard gargouille qui venait d'être placé dans la partie du château restaurée.

« *C'est très bien exécuté,* » dit-elle, « *mais voilà une « conduite d'eau qui doit coûter cher . . .* »

« *Moins que la vôtre, Madame,* » lui répondit le maréchal Vaillant.

Une personne présente à cette escarmouche reprocha au maréchal sa *vivacité.*

« *Vous ignorez* », répliqua le rude ministre de la maison, « *que ce traînage nous coûte quatre millions de « francs!* »

Enfin Madame Walewska est disgrâciée.

La politique étrangère est dans une voie curieuse; nous ne concédons pas aux Italiens la faculté d'aller s'établir à Rome; notre armée continuera à protéger Rome et le Saint-Père, malgré les réclamations et les intimations de M. Ricasoli; malgré notre *grand parti libéral* qui ne veut point voir qu'il s'agit non-seulement dans l'occupation de la ville éternelle d'une question religieuse, mais encore d'une grave question d'influence politique pour la France.

MERCREDI 18 DÉCEMBRE.

L'année touche à sa fin et nous sommes toujours dans la même situation. L'opinion publique est tenue en émoi par des bruits persistants de changements ministériels. M. Thouvenel est devenu, dit-on, impossible; d'autres affirment que M. de Persigny est plus impossible encore.

Le Sénat commencera vendredi prochain la discussion du rapport de M. Troplong sur le Senatus consulte soumis aux délibérations du Sénat. Les projets de M. Fould seront à ce que l'on assure, vivement attaqués, mais en définitive ils recevront l'approbation de l'assemblée que demande sauf quelques rectifications de rédaction, le rapport de M. Troplong.

Nous sommes menacés d'un discours du prince Napoléon, Altesse aussi révolutionnaire que par le passé.

Le prince Albert, époux de la reine d'Angleterre, est mort samedi dernier à l'âge de quarante-deux ans, c'est

un triste événement pour l'Angleterre qui se trouve en ce moment dans une situation assez grave.

A la veille d'une guerre contre les Etats-Unis causée par l'arrestation à bord d'un bâtiment portant pavillon Britannique de Messieurs Masson et Slidell, envoyés du Sud, Lord Palmerston a immédiatement fait demander une réparation et la mise en liberté des deux envoyés; mais les nouvelles qui nous arrivent des Etats-Unis et le message du président Lincoln qui nous est parvenu hier, laissent peu espérer un arrangement pacifique.

D'un autre côté, l'Irlande s'agite et si l'on en croit les dernières nouvelles apportées de l'Inde, l'insurrection recommencerait dans d'inquiétantes proportions.

Nous resterons neutres dans le conflit Anglo-Américain, mais nous reconnaîtrons la Confédération du Sud.

L'Empereur n'a nullement l'intention de livrer Rome au Piémont. La Guéronnière me disait, il y a trois jours, qu'un ministre lui en avait donné l'assurance.

Notre situation intérieure est délicate, notre industrie et notre commerce souffrent. Après le rapport de M. Fould il n'est plus permis de s'aveugler sur l'état de nos finances qui n'est pas sans gravité, et Persigny a légèrement, je crois, entrepris une campagne contre *la société Saint-Vincent de Paul;* le clergé est mécontent et nous approchons de nouvelles élections.

M. Persigny et la plupart des hauts fonctionnaires ne connaissent ni les hommes, ni les choses de la France.

Lundi, l'Empereur est venu ouvrir les deux nouvelles salles du Louvre.

La gallerie d'Apollon où ont été réunis dans de magnifiques vitrines les bijoux, émaux, laques et fayences de nos collections.

L'ancienne chapelle transformée en Musée des bronzes antiques.

L'Empereur a paru satisfait des nouveaux arrangements et il nous a conduit aux Tuileries pour nous faire examiner le présent d'armes antiques que lui a envoyé le roi de Danemark.

Le public approuve fort l'arrangement de nos deux nouvelles salles.

Un académicien, fort médiocre poëte, vient d'être révoqué par décret impérial des fonctions de professeur qu'il remplissait à Lyon, pour avoir commis dans le journal *Le Correspondant* le délit d'attaques grossières contre l'état de choses actuel.

Cet académicien se nomme Laprade, ne pouvant aller à l'immortalité par le génie, il veut y aller par le scandale.

Le gouvernement de Victor-Emmanuel fait énormément fusiller dans le royaume de Naples, et la presse prétendue libérale applaudit *aux actes de vigueur* du roi *galant homme*.

Cette presse oublie qu'au début de l'expédition de Garibaldi en Sicile, elle invoquait les lois de l'humanité pour interdire au roi de Naples l'exécution des condottieri qui pourraient tomber en son pouvoir, et cependant parmi les héros partis de Gênes il se trouvait des Hongrois, des Allemands, des Français, des Polonais et des Anglais!

Quelle affreuse comédie, le Piémont qui accueillait si bien les réfugiés Français et Napolitains et qui accueille

si bien les réfugiés Romains, se plaint amèrement que Rome serve d'asile à François II.

La politique actuelle est démoralisante; la révolution marche, si cela continue, nous en verrons de belles.

Victor-Emmanuel demande l'éloignement de François II dont il regarde la présence à Rome comme un danger, mais il ne comprend pas que l'Autriche considère comme une quasi déclaration de guerre l'organisation de légions Hongroises, l'intention d'attaquer Venise prochainement, et que le Saint-Père ne soit pas touché de la délicatesse avec laquelle on déclare en plein Parlement Italien, Rome capitale du royaume d'Italie, et le Pape *pensionnaire* dans un palais surveillé et gardé par les Bersaglieri.

(Fin de l'année 1861.)

ANNÉE
1862

VENDREDI 10 JANVIER.

J'ai dîné hier à l'ambassade de Russie, avec S. A. I. la Princesse Mathilde, le comte et la comtesse Vimercati, le général Fleury, Saulcy et sa femme. le duc et la duchesse de Cambacérès, le comte de Nieuwerkerke, le prince et la princesse Troubetskoï, Mme Reiset qui se trouvait de service auprès de la Princesse, et quelques Russes de distinction.

C'était un dîner de gala.

Il a d'abord été fort question de la nouvelle officielle de la remise faite par le gouvernement du président Lincoln, de Messieurs Masson et Slidell, envoyés du Sud à l'Angleterre comme réparation de la violation du droit des gens commise à bord du paquebot Anglais *Le Trent*.

Quelques personnes inclinaient à penser que toute cause d'irritation et par conséquent toute chance de guerre se trouvait détruite par cette soumission des Etats-Unis.

Telle n'est pas mon opinion, selon moi la guerre ou si l'on veut une rupture entre l'Amérique et l'Angleterre est ajournée, mais avant peu de nouveaux incidents ramèneront *de nouvelles* difficultés; la reconnaissance de

la Confédération du Sud, par exemple, et la guerre adviendra.

L'Amérique se sent humiliée par la nécessité où elle se trouve de céder, et tous les journaux, toutes les correspondances qui arrivent de Washington sont pleins de récriminations contre la Grande-Bretagne. La vengeance est ajournée, disent-ils, mais elle viendra en temps opportun.

Le *New-York Times* ne le dissimule par aucun artifice de langage; voici ce qu'il imprime.

Il existe un sentiment d'irritation très amer contre l'Angleterre et l'affaire du Trent ne sera ni oubliée, ni pardonnée par les Américains.

Le *Times* de Londres donne les extraits de quelques correspondances Américaines qui ne sont pas moins violentes:

Il faut se plier aux circonstances et faire taire tout sentiment d'orgueil. Mais si cela doit arriver, jurons-nous à nous-mêmes et à nos enfants, de payer un jour cette puissance avide, insolente et lâche comme elle le mérite. Si l'Angleterre au moment de notre détresse se fait notre ennemie et veut être notre assassin, nous la traiterons en ennemie aussitôt que nous le pourrons.

L'orgueil Américain est blessé au vif, cette plaie saignera aussi longtemps que M. Lincoln n'y aura pas appliqué le beaume d'une éclatante revanche. De son côté l'Angleterre est prévenue, jamais elle n'a été mieux préparée à une guerre maritime, et puisqu'elle est menacée de représailles laissera-t-elle aux Américains le loisir d'attendre un moment opportun?

Les prisonniers sont-il rendus à l'Angleterre comme *belligérants indûment* capturés, ou comme rebelles relaxés?

Seconde et importante question sur la solution de laquelle les prochains arrivages nous édifieront.

Vimercati déplorait dans l'intérêt de l'Italie, l'appaisement momentané de la *difficulté Américaine.*

Vers 9 heures $^1/_2$, les convives du comte Kisseleff sont partis; je m'acheminais vers le salon d'attente pour m'envelopper de ma houppelande, le comte Kisseleff s'est approché de moi et m'a témoigné le désir de m'entretenir des affaires Polonaises et des moyens de combattre dans la presse Française l'influence prépondérante des comités Polonais.

Nous sommes restés seuls à causer jusqu'à minuit; je lui ai dit qu'à mon avis, la Russie ne se préoccupait pas assez du mal que lui fait le silence qu'elle garde sur les événements dont la Russie et la Pologne sont le théâtre, que nous sommes à une époque où tout doit être exposé au grand jour et qu'il n'y a si misérable calomnie qu'il faille négliger.

Faites publier, ici à Paris, ai-je ajouté, tous les documents que vous possédez sur les manœuvres de vos ennemis, démontrez que l'agitation n'existe en Pologne que dans les villes moins Polonaises que les campagnes, que le clergé n'est pas tout entier dans le mouvement, et que sa partie la plus respectable évite avec soin de se laisser entraîner aux *émeutes pacifiques.* Surtout, Monsieur le comte, publiez les motifs des condamnations prononcées par les tribunaux en matière politique, établissez la réalité de la conspiration, ne vous laissez pas juger par l'Europe sur le dire seul de vos ennemis.

Le comte Kisseleff m'a dit alors:

On ne lit plus les brochures!

— Ce que vous me faites l'honneur de me dire est vrai, lui ai-je répondu, aussi n'est-ce pas une brochure qu'il faut faire publier, mais un livre bourré de faits et vigoureux de discussion.

Le comte Kisseleff m'a de nouveau exprimé son opinion sur le misérable rôle que joue dans ces affaires Polonaises le prince Napoléon. — L'Empereur fait preuve pour lui d'une grande faiblesse, a-t-il dit avec chagrin, et lorsque je lui ai parlé de l'hypocrisie de sa conduite, l'Empereur m'a répondu : Napoléon est faible, et il a toujours été mal entouré.

Votre excellence me permet-elle de lui dire franchement le plus grand malheur de notre époque ? ai-je repris ; ce qui fait la faiblesse des gouvernements vis-à-vis des révolutionnaires et ce qui fait chaque jour perdre du terrain à la cause de l'ordre ?

L'ambassadeur fit un signe d'assentiment.

Eh bien, Monsieur le comte, la force de l'esprit révolutionnaire vient de son unité ; de Pétersbourg à Lisbonne, il a un but commun ; les révolutionnaires marchent du même pas, ils n'ont pas de distinctions de nationalités, partout où il y a chance de révolution, ils se trouvent chez eux, ils rencontrent des amis, des partisans, des appuis, et leurs chefs s'entendent et mettent leurs moyens d'action en commun.

Tandis que les souverains, les gouvernements sont divisés par leur ambition ou des convoitises secrètes, chacun d'eux se réjouit presque d'un malheur qui affaiblit son voisin, et applaudit à la révolution qui le détrône sans réfléchir à ceci : qu'une bataille gagnée par la révo-

lution contre le plus infime des souverains est un échec subi par les plus hautes puissances.

Le comte Kisseleff a trouvé que je n'avais que trop raison, et enfin il est convenu qu'il doit écrire à Pétersbourg pour obtenir les documents et renseignements authentiques qui permettront la publication du livre que je lui ai conseillé de faire paraître.

Marchez vite, lui ai-je dit en le quittant, car vous avez déjà perdu beaucoup de temps.

Le Danemark a répondu par un refus net aux exigences de la Diète Germanique, et l'armée Danoise se tient prête à marcher vers les frontières dont toutes les places sont armées et approvisionnées.

Joseph Karam, le chef chrétien des Maronites a éte arrêté et transporté à Constantinople, mais les éclaircissements manquent sur ce fait, ils nous seront sans doute donnés dans le discours de l'Empereur à l'ouverture du corps législatif le 27 de ce mois.

LUNDI 13 JANVIER.

J'ai vu hier soir La Guéronnière et voici ce qu'il m'a raconté :

Il a eu une entrevue avec l'Empereur ces jours derniers, laquelle entrevue a duré plus d'une heure.

« Eh bien ! a dit l'Empereur, Persigny se plaint de « vous et de la politique que vous faites dans la *Patrie ;* « il paraît qu'il y a décidément deux politiques, celle de « Persigny et celle de La Guéronnière. »

— Oui, Sire, a répondu La Guéronnière, il y a deux politiques : celle de Monsieur de Persigny, et une autre politique qui n'est pas la mienne, mais celle de Votre Majesté, car je n'ai d'autre prétention que de soutenir la politique impériale. Il est même heureux, permettez-moi de le dire, que cette seconde politique ait un représentant pour prouver à la France et au monde que la politique suivie par Monsieur de Persigny n'est pas celle de l'Empereur.

Votre Majesté n'a pas oublié tout ce que j'ai fait pour l'intérêt de l'Italie. Jusqu'à la question de Rome j'ai marché avec les Italiens ; j'étais pour la fédération, et je crois encore que la fédération aurait assuré le repos de l'Italie.

Quant à Rome, où l'armée de Votre Majesté se trouve heureusement encore, je croyais et je crois plus que jamais que l'intérêt de la France et la politique de l'Empereur sont d'accord et doivent toujours être d'accord pour la conserver à la Papauté.

C'est là ma conviction et rien ne peut l'ébranler.

Je professe une profonde estime pour le caractère de Monsieur de Persigny ; j'ai de l'affection pour sa personne, mais sa politique et celle que je défends ne peuvent marcher d'accord ; la sienne est dangereuse. Telle est, Sire, ma profession de foi. —

La conversation a longtemps continué entre l'Empereur et La Guéronnière d'une façon très affectueuse de la part de l'Empereur et, après le départ de La Guéronnière, l'Empereur a dit à Mocquard :

« Je suis très satisfait de La Guéronnière, je ne lui « supposais pas tant de fermeté ! »

Persigny vint le lendemain chez l'Empereur, et dès en entrant dans son cabinet, il lui dit :

« Il est impossible de gouverner comme cela avec deux « directions. Je sais maintenant que l'article de la *Patrie* : « *L'Empire constitutionnel,* émanait du cabinet de Votre « Majesté ; cet article était mauvais, j'ai voulu lui faire « donner un avertissement. »

L'Empereur a appelé Mocquard qui se trouvait dans le cabinet voisin :

« Mocquard, venez vous défendre contre Persigny. »

Le ministre de l'Intérieur a répété son dire, et alors Mocquard avec assez d'animation a répondu :

« Cet article n'est pas de moi ; le ministre le sait bien, « il n'a pas été inspiré par moi, mais je le signerais des « deux mains, je le trouve excellent, je le soutiens comme « j'ai soutenu qu'il serait impolitique de donner à son « occasion un avertissement à la *Patrie.* Je suis donc pour « *l'Empire constitutionnel,* et il serait à désirer que la « presse insérât souvent des articles semblables. Mais « nous ne pouvons pas nous entendre, vous, Monsieur le « ministre, qui vouliez donner un avertissement à la *Patrie,* « et moi qui ne lui donne que des éloges. »

L'Empereur paraissait se divertir beaucoup de la colère de Persigny.

La politique de l'Empereur est pour la conservation de la Papauté à Rome et je crois qu'il commence à être très ennuyé de la gourmandise Piémontaise, et de tous les prétendus grands hommes Piémontais qui s'étaient promis de le conduire à la lisière dans les affaires Italiennes.

La Guéronnière a eu une longue conversation avec l'ambassadeur de Russie qui lui a fait part de l'entretien que j'ai rapporté à la date du 10 de ce mois.

La Guéronnière a dit à l'ambassadeur que les conseils donnés par moi étaient ceux qu'il aurait donné lui-même que j'étais le meilleur intermédiaire qu'il pût prendre et que quand à lui il travaillait chaque jour à ramener la *Patrie* dans une voie plus favorable à la Russie; que M. Delamare était encore dominé par les Czartorisky, mais qu'il faisait son affaire de l'enlever à cette influence.

L'ambassadeur a demandé si La Guéronnière l'autorisait à écrire cette conversation à Pétersbourg.

La Guéronnière a répondu qu'il l'y autorisait.

J'avais envoyé hier à d'Oubril, conseiller à l'ambassade Russe, un mémoire destiné à l'ambassadeur sur le parti que la Russie doit prendre envers la presse Française.

MARDI 4 FÉVRIER.

Hier fut un jour qui restera marqué dans ma vie comme un des plus tristes qu'il m'avait été donné de connaître. Madame de Viel Castel est morte à trois heures du matin dans la nuit de dimanche à lundi.

Elle avait longtemps et cruellement souffert; paralysée depuis six ans, dévorée par la gangrène, son malheureux corps n'était plus qu'une horrible plaie; les chairs se détachaient par lambeaux, les os cariés tombaient en putréfaction. Elle a été admirable de résignation et de patience,

elle a jusqu'à la fin puisé des forces dans les sentiments inspirés par une foi sincère.

Quoique nous fussions amiablement séparés depuis des années, nous n'avions pas cessé de nous voir et sa mort laisse comme une lacune dans ma mémoire, vient réveiller tout un passé de jeunesse heureuse et d'âge mûr douloureux. Paix à sa tombe! paix à son souvenir! paix à mon cœur lui-même!

La veille de sa mort, vers onze heures du soir, Edouard et Cécile, nos deux enfants, me dirent: Les sœurs qui veillent notre mère, la trouvent plus forte, le pouls est meilleur, la voix a plus de fermeté, il n'y a donc aucune inquiétude à avoir pour cette nuit; nous allons nous coucher et prendre des forces pour la nuit de demain, faites comme nous pour nous préparer à la nuit suprême, notre mère s'endort et jusqu'à demain matin elle sera calme.

Ils en dirent autant à ma sœur et à mon frère aîné qui voulaient veiller toute cette nuit.

Nous partîmes à 11 heures $^1/_2$ avec mon autre frère Victor.

Inquiet malgré toutes les assurances qui m'avaient été données, je me levai avec le jour et j'arrivai vers sept heures rue d'Astorg N° 9.

Comme je franchissais les derniers degrés de l'escalier, je fus surpris de rencontrer un *étranger* familier habituel du salon de Madame de Viel Castel et son ami depuis longtemps, qui me dit en passant vivement: c'est fini! J'entrai et je vis dans le salon Edouard et Cécile qui avaient en mon absence ouvert les meubles et le secré-

taire. ainsi que toutes les cassettes d'où les papiers étaient enlevés.

La pauvre morte replacée dans son lit après une dernière toilette y reposait dans le calme de la mort. Ses traits la veille contractés et vieillis par la souffrance étaient redevenus jeunes et beaux, l'âge avait même disparu. Elle dormait dans cette suprême quiétude qu'aucune passion du monde ne peut plus venir troubler.

Je demeurai longtemps à la contempler seul avec la sœur qui la gardait, car ses enfants étaient occupés ailleurs!

Je repassai pendant cette amère contemplation toutes mes années depuis près de quarante ans et je fis une prière comme un dernier adieu pour celle qui avait été ma femme, avec laquelle j'avais traversé des jours de paix et des jours plus nombreux d'orage et qui ne pouvait plus entendre mon adieu.

Enfin je revins dans le salon; Edouard s'était retiré dans sa chambre, Cécile vaquait aux occupations de la maison.

Je demandai à mon frère Victor à quelle heure il était arrivé.

Il me répondit: j'ai passé la nuit ici.

Sa sortie la veille avait été une fausse sortie; on l'avait prié de revenir; il avait assisté à la mort et à l'ouverture des meubles.

Je voulus lui faire comprendre la gravité de cette ouverture et de l'enlèvement des papiers qui en était la conséquence.

Il traita cela légèrement et sans faire attention à la gravité de ses paroles, il me dit:

Edouard et Cécile ont exécuté les ordres de leur mère qui leur avait recommandé d'enlever des papiers.

Je pris alors Cécile à part et je lui fis un reproche d'avoir touché aux papiers de sa mère, d'avoir ouvert les meubles de sa propre autorité avec son frère et un étranger.

Cécile rougit, mais reprenant presque aussitôt une contenance assurée et d'un ton aigre, elle me répondit:

Le bail est en mon nom, tout est à moi ici.

Cécile qui depuis cinq ou six ans s'est adonnée à une dévotion de petites pratiques, mentait avec aplomb; elle se prêtait dans son intérêt à une comédie. Elle n'a à elle ni fortune ni revenus, je lui faisais même une petite pension et tous les mois, elle se trouvait gênée, elle ne pouvait donc louer un appartement de trois mille francs, posséder le mobilier qui le garnit, payer les domestiques, etc. etc.

D'ailleurs, ce mobilier composé en grande partie d'objets d'art ou de curiosité a été acheté par moi.

Je répliquai simplement: tu as fait une chose plus grave que tu ne le penses, et tu le comprendras plus tard

Cela dit, je pris le bras de ma sœur et je fus trouver ma mère et mon frère aîné.

A eux trois, j'ai fait la déclaration suivante:

Edouard et Cécile se conduisent envers moi d'une façon que je ne veux pas tolérer, ils ont manqué à tous leurs devoirs, ils ont manqué de cœur, ils ont commis un crime à côté du corps encore chaud de leur pauvre mère, je ne leur disputerai pas le fruit de leur crime, qu'ils vivent en paix s'ils le peuvent; mais dites leur qu'avec leur mère *ils ont* aussi perdu leur père, je ne les

reverrai plus, je ne peux pas me retrouver en présence d'enfants qui m'ont méconnu et qui m'ont traité comme ils m'ont traité.

Ma résolution est prise avec calme, avec réflexion, elle est inébranlable.

Le 3 février, j'étais veuf, Edouard et Cécile doivent être satisfaits, ils sont orphelins.

LUNDI 3 MARS.

La discussion de l'adresse est très vive au Sénat. Le prince Napoléon a déjà parlé deux fois avec talent, mais avec peu de convenance; il s'est fait une fois rappeler à l'ordre; la seconde fois, il a demandé la cessation immédiate de notre occupation de Rome.

La Guéronnière a fait son début et il a bien parlé, il a été fort goûté par le Sénat. Il veut le maintien de notre protectorat, la continuation du pouvoir temporel indispensable à l'indépendance de la Papauté.

La lutte sur ces graves questions doit recommencer aujourd'hui. Monsieur Billault fera connaître quelle est la politique qu'entend suivre l'Empereur, mais il a déjà déclaré samedi, qu'elle ne concluait pas comme le prince Napoléon.

Le prince Napoléon est révolutionnaire par jalousie: les idées religieuses lui manquent complètement; il est catholique comme Garibaldi et Pietri; un prêtre lui fait horreur, il préférerait à la religion chrétienne le culte de l'Etre Suprême de Robespierre.

M. Renan, l'incrédule, l'ennemi du Christ avait été nommé à la chaire de langue Syriaque et Hébraïque au Collége de France ; dès la première leçon il a nié la divinité du Christ, son cours a été fermé.

Il y avait eu force tapage à l'ouverture de ce cours comme à la pièce d'About que le ministre de l'Intérieur laisse jouer par toute la France et produire partout du trouble.

Les étudiants se réveillent, dit-on, ils font tapage, et les ouvriers cherchent à faire des démonstrations ; cela semble joli à quelques niais.

On parle pour ces jours-ci d'une manifestation républicaine, Persigny nous a mené là.

LUNDI 10 MARS.

Il y a eu ces jours derniers quelques arrestations, entre autres celle de Ganesco, rédacteur en chef du *Courrier du Dimanche,* de Miot, ancien représentant républicain de 1848, et de Greppo, autre démagogue connu. On cite encore parmi les arrêtés le beau-frère du colonel Charras, compromis par les lettres de ce militaire révolutionnaire.

La politique de Persigny produit ses fruits, sa tendance à satisfaire la démagogie énivre les démagogues qui comptant trop sur le succès se dévoilent avant l'heure.

Samedi, au Corps législatif, Messieurs Biard et Jules Favre se sont *montrés* très hostiles et très mauvais.

Les amis du prince Napoléon nous font connaître très imprudemment leurs vues, ils veulent nous ramener à 1848, il est à espérer que l'Empereur avisera.

Quant à Persigny, il est plus aveuglé que jamais par la faconde jacobine du prince Napoléon; il fait recommander à la presse de bien traiter les deux discours de cette Altesse Impériale. Persigny a fini par se persuader que les deux ennemis à craindre pour l'empire sont la Papauté et les conservateurs Français, il se prodigue à lui-même de grandes louanges à propos de sa victoire sur la société Saint-Vincent de Paul.

Pauvre niais qu'inspirent Paul de Richemont, filou taré à l'île de la Réunion, sénateur écouté place Bauveau, et l'intrigant Imhans, autre rebut de la Réunion, sans intelligence politique, sans éducation, sans moralité.

Persigny épuise les flèches de son carquois de ministre contre les partis frondeurs et chansonniers, mais qui ne conspireront jamais par impuissance d'action, et il cherche appui chez les partis dangereux.

Jamais peut-être depuis dix ans, la France ne s'est trouvée dans une situation plus inquiétante.

Le grand parti de l'ordre est désorganisé, l'inquiétude est partout, et une sorte d'agitation sourde parcourt le pays. La misère des centres industriels aggrave le mal, l'approche des élections est un danger et c'est en présence de tant de misère et d'une crise politique, car des élections générales sont toujours une crise, que Persigny a froissé et froisse chaque jour le parti conservateur.

Persigny, circonvenu par le prince Napoléon, ne rêve que l'unité Italienne et la destruction de la puissance temporelle du Pape; avec son étroit jugement il ne com-

prend pas qu'il fait doublement les affaires de l'Angleterre.

Le Pape hors de Rome, c'est nous qui sommes amoindris, c'est l'influence catholique qui s'efface dans tout l'Orient, c'est l'Angleterre qui règne sans partage par ses sociétés bibliques.

L'unité du royaume d'Italie avec Rome pour capitale, c'est le premier acte d'un refroidissement entre la France et Victor-Emmanuel, il n'aura plus rien à attendre de nous, l'Italie deviendra l'alliée de l'Angleterre.

Personne ne dit la vérité à l'Empereur sur la situation intérieure. J'ai eu une conversation à ce sujet avec La Guéronnière. L'Empereur et l'Impératrice l'avaient chaudement félicité, il y a huit jours, de son succès au Sénat et l'Empereur en l'invitant à dîner pour hier avait ajouté :

« Je vous remercie d'avoir si bien expliqué et défendu « ma politique. »

Hier, après dîner, l'Empereur a causé avec La Guéronnière qui ne lui a rien caché de la situation et qui a surtout appuyé sur le danger des alliances démagogiques et sur l'inquiétude qui règne en France.

L'Empereur a écouté avec calme et attention et il a engagé La Guéronnière à revenir cette semaine pour causer plus longuement avec lui.

La Guéronnière veut faire un journal parce que la presse a été livrée par Persigny au prince Napoléon et aux Italiens ; cette affaire sera présentée cette semaine à l'Empereur.

Le moment est critique, il n'est pas possible de se le dissimuler. Persigny, comme disait La Rochejaquelein.

est vraiment le Polignac de l'Empire; il est de ces ours qui prennent un pavé pour tuer une mouche sur le front de leur maître. Il n'y a chez Persigny aucune étoffe, il ne sait pas juger la portée des choses et il ne connaît pas les hommes. Il est le pire des ministres de l'Intérieur que nous ayons eu. Il s'est cru savant parce qu'il a imprimé que les pyramides d'Egypte avaient été construites pour opposer une digue aux envahissements des sables, et il ne s'est pas aperçu des sourires moqueurs des vrais savants.

Il s'est cru noble parce que du Hamel lui a dit qu'il descendait des Dauphins de Viennois et il n'a pas vu que tout le monde haussait les épaules.

Enfin il se croit un grand politique parce que pour affermir le principe d'autorité il sape l'Eglise et ses institutions, et qu'au moment où l'Europe traverse une crise dangereuse, il juge utile de rendre aux partis hostiles les armes avec lesquelles deux révolutions ont été faites.

Persigny s'est enivré au cabaret de la puissance, il est temps que l'Empereur l'envoie cuver son mauvais vin au violon de la retraite.

La Guéronnière me disait ce matin qu'il était convaincu que l'Empereur ruminait quelque acte important. Il faut l'espérer pour ne pas désespérer. Depuis un mois, il a fait deux ou trois fautes, c'est trop.

Sa lettre à propos de la dotation du comte de Palikao, première faute: sa lettre à Renan pour l'assurer de son estime au moment où le professeur venait de nier publiquement la divinité de Jésus-Christ. seconde faute; le fils Palikao pris, dit-on, comme officier d'ordonnance, troisième faute.

Le jeune Palikao a été le pillard le plus effronté de l'armée de Chine; il est revenu précédé de deux cents grandes caisses contenant les produits de sa razzia et il a déjà fait faire deux ventes.

VENDREDI 4 AVRIL.

Morny me disait hier à propos de la publication des *Misérables* par Victor Hugo que cet écrivain lui inspirait un mépris profond.

Vers les derniers temps de la Présidence, l'auteur de *Napoléon le Petit* vint trouver Morny et lui dit:

Ceci ne peut pas durer, le pouvoir sera bientôt aux mains du prince Louis Napoléon, vous savez mon dévouement à cette famille si éminemment populaire; dites, je vous prie, au président que je crois pouvoir lui être utile en acceptant le Ministère de l'Instruction publique, et que je suis à ses ordres. J'ai malgré moi sous le dernier règne accepté la pairie, mais j'étais poussé au Luxembourg par toute la littérature qui trouvait utile d'y avoir un représentant, mon dévouement n'était pas aux d'Orléans.

Morny savait tout ce qu'avait remué Hugo pour revêtir l'habit de Pair, en conséquence il dit au président:

Hugo fait un pas vers vous, ménagez-le, mais ne l'employez pas.

Le président répondit: Oh! je le connais trop pour l'employer, c'est l'orgueil féroce.

Le Ministère n'arrivant pas, Hugo prononça quelque temps après à l'Assemblée un abominable discours démagogique. Morny placé immédiatement derrière lui, criait à ses oreilles: Le misérable! le drôle!... mais on ne fera donc pas taire ce coquin?

Victor Hugo fit semblant de ne rien entendre.

LUNDI 14 AVRIL.

La question Romaine préoccupe toujours le public.

Le marquis de La Valette est venu à Paris avec l'espoir de faire rappeler le général de Goyon qu'il accuse de trop de condescendance envers le gouvernement Pontifical et qu'il aurait voulu réduire à n'être qu'un commandant de l'armée Française recevant ses instructions de l'ambassadeur et ne communiquant soit avec le Pape, soit avec son gouvernement que par l'intermédiaire du représentant de la France.

Je ne pense pas que La Valette ait réussi.

Je crois l'Empereur très décidé à ne pas abandonner Rome au roi Victor-Emmanuel et à la révolution Italienne; je le crois aussi très édifié sur la valeur de la reconnaissance des Italiens et sur la valeur dont serait leur alliance.

La Guéronnière se montre de plus en plus opposé à la cession de Rome et je sais que La Guéronnière est en communication journalière avec Mocquard.

Je sais aussi que l'Empereur a été vivement impressionné par la lecture d'un mémoire que lui a remis un

personnage important et dans lequel se trouvait exposée la situation actuelle.

Le danger, disait-on dans ce mémoire, est faussement attribué aux manœuvres des partis royalistes et *cléricaux* (pour parler le langage du *Siècle*), les conspirateurs dangereux sont les démagogues.

Un ministre plus zélé qu'éclairé poursuit la société de Saint-Vincent de Paul, et il ne voit pas la *poutre* socialiste ou Mazzinienne qui nous envahit.

Chez la Princesse Mathilde, grâce à Vimercati, on tourne à la démagogie. La Princesse disait samedi soir à Baroche : *si cela continue, je deviens rouge !*

Pauvre Princesse qui ne comprend pas qu'elle n'est qu'une marionette aux mains de Vimercati, doublé des Giraud. Cependant sa nature honnête se révolte parfois, et quelque environnée qu'elle soit des amis de V. Hugo, elle déclare que *les Misérables* de ce grand vaniteux sont l'œuvre d'un misérable.

Nieuwerkerke a laissé circonvenir la Princesse par un tas de médiocrités démagogiques qui sont ses inspirateurs et qui après avoir fait leur chemin comme des taupes, marchent au grand jour et tête levée.

Giraud et sa famille occupent toutes les faveurs et les dispensent sur leurs corréligionnaires. Ils ont persuadé à la Princesse qu'elle avait besoin d'un professeur d'histoire et ils lui ont installé dans cette fonction un niais démagogique qu'ils ont fait faire en même temps secrétaire de Nieuwerkerke.

Vimercati a donné à la Princesse un secrétaire, et je ne sais qui a introduit près d'elle Violet le Duc, architecte archéologue, qui disait hier soir à Vimercati :

« *Coupez la tête aux ratichons* (lisez prêtres), *vous « n'arriverez à rien sans cela.* »

Vimercati a répondu en souriant d'un air bonhomme: « *Je ne vais pas jusque là!* »

Vimercati a enlacé la Princesse et Nieuwerkerke qui maintenant blâment l'Empereur de ne pas condescendre aux volontés de la politique Italienne.

Vimercati est devenu arrogant et parle haut; il se fâche si on lui dit que l'Italie doit quelque reconnaissance à la France et il déclare ineptes en politique tous ceux qui n'adoptent pas ses idées.

Selon lui, la France devrait tout sacrifier aux velléités de l'Italie. Il a beau se remuer, s'agiter, crier sur les toits et sous tous les toits qu'il est satisfait, je crois son moment passé; l'Empereur le connaît et en fait peu de cas quoiqu'il l'ai nommé commandeur de la légion d'honneur, et ce qui prouve qu'il se sent déclassé près de l'Empereur, c'est qu'il s'est rattaché au prince Napoléon.

Chez la Princesse Mathilde, on ne peut parler des affaires de l'Italie, on n'y peut être Français sans être traité suivant l'élégant langage de Violet le Duc, de *ratichon*.

Il faut se donner de garde de dire quelques mots sur Walewski ou sur l'Impératrice qui ne soient pas presque injurieux, devant les domestiques même on ne se gène pas pour raconter des anecdotes pareilles à celle que j'ai entendu hier à dîner que disait la Princesse elle-même, la voici:

« Ces jours derniers, l'Empereur et l'Impératrice ont « eu devant le Prince Impérial en déjeûnant une vive dis- « cussion. Après le déjeûner, l'Empereur a conduit son

« fils dans son cabinet et là cet enfant a dit à son père : « *Je crois que maman vient de dire bien des bêtises !* »

Nieuwerkerke est en Italie depuis deux jours avec ce *pauvre* Giraud dont il paie le voyage.

Tout le monde chez la Princesse dit : *ce pauvre Giraud !* et il possède à Paris une maison qui vaut deux cent mille francs et à S^t^-Gratien une campagne qui vaut soixante-dix mille francs. Mais il crie toujours misère et chacun lui donne quelque chose. Il porte des habits rapés, va à pied quelque temps qu'il fasse et prend en chemin de fer des places de 3^e^ classe.

La Princesse lui donne des appointements fixes comme professeur de peinture, elle lui fait faire des tableaux et Nieuwerkerke prélève tous les ans sur son budget quelques milliers de francs pour des commandes à la famille Giraud, car il y a Charles le peintre d'intérieurs, Eugène le peintre de la Princesse et Victor, fils d'Eugène, qui peint je ne sais trop quoi.

Toute cette famille mange sa part du budget des beaux-arts et du budget de la Princesse ; si quelque retard est apporté aux commandes, la famille Giraud devient morose, elle murmure, et alors après force excuses on la satisfait amplement.

Nieuwerkerke trouve très simple que Giraud, défrayé de tout, comblé de travaux, accablé de présents, soit pauvre avec une maison de campagne.

Peu à peu le salon de la Princesse n'aura plus comme intimité que ceux qui consentiront à n'être Français qu'à la façon des Italiens, qui riront à gorge déployée lorsqu'ils entendront que *les conspirateurs* dangereux sont les petits

messieurs du faubourg St-Germain et que les amis ou soutiens du gouvernement sont les populaces des faubourgs.

On s'attend vendredi à quelque tapage à propos de la pièce que donnera ce jour là le théâtre de la Porte St-Martin. Le bruit s'est répandu que dans cette pièce qui a pour titre: *Les volontaires de 1814,* les royalistes sont fort mal traités.

La jeunesse du faubourg St-Germain veut se rendre à la première représentation et siffler la pièce. Les faubourgs et les écoles s'y rendront aussi et des rixes, des batailles auront sans doute lieu dans le parterre.

Boitelle le préfet de police disait hier soir que si la bataille avait lieu dans la salle, non-seulement il ne l'empêcherait pas, mais qu'il cernerait la salle et forcerait à rentrer dans la mêlée ceux qui en voudraient sortir.

J'avoue que jusqu'à ce jour je n'avais rien entendu d'aussi atrocement bête sortir de la bouche d'un préfet de police!

La Princesse applaudissait et témoignait le désir d'assister à cette représentation.

« *Je jetterai,* » disait-elle, « *des banquettes sur la tête « de tous ces petits messieurs.* »

L'Allemagne est agitée, toute l'Europe est agitée.

L'Amérique est dévorée par la guerre civile.

Nos soldats sont en Chine, en Cochinchine, au Mexique où nos alliés paraissent nous abandonner. Nos soldats sont à Rome d'où voudraient les éloigner l'Angleterre, Victor-Emmanuel, Garibaldi, Mazzini et la démagogie; et nous entendons des Français faire chorus avec tous nos ennemis pour nous engager à livrer par la destruction de la Papauté *ou sa sujétion* au roi d'Italie, l'influence catholique

à la maison de Savoie. Vimercati s'indigne en 1862 presqu'au lendemain de Solferino que La Guéronnière lui parle de la reconnaissance que l'Italie doit à la France. Livrez la Papauté aux hommes de Turin, ils nous mettront avant vingt ans et d'accord avec l'Angleterre, le couteau sur la gorge.

Le Ministère Français est désuni sur la question Romaine; Walewski ne veut pas livrer la Papauté; Rouher et Persigny se persuadent que la question religieuse n'est rien, et ils ne se doutent pas de la question politique. Thouvenel ne tient pas à la Papauté, il n'y a que l'Empereur qui y tienne, c'est pourquoi Walewski peut faire tête au reste du Ministère. Tous les moyens sont bons aux Vimercati pour chasser de chez la Princesse tous ceux qui ne sont pas Italianissimes. Ils ont inventé que le sénateur de Heeckeren avait derriére le dos de la Princesse tiré la langue comme moquerie de ce qu'elle disait. La Princesse est furieuse et raconte le fait à tout le monde.

Quant à Nieuwerkerke, ses deux yeux se nomment en art Giraud et Reiset et son entendement politique se nomme Vimercati. Il était jadis légitimiste ardent, il ne sait plus aujourd'hui ce qu'il est.

VENDREDI 9 MAI.

Nous arrivons, comme le disent les *Italianissimes*, à une solution de la question Romaine!...

Le général de Goyon revient, il sera nommé sénateur, et le marquis *de La Valette* retourne à Rome.

La politique du prince Napoléon triomphe; aussi part-il ce soir en mission pour Naples où il annoncera à son beau-père que la France déserte la cause de la Papauté!

Que nous sommes loin de la proclamation de l'Empereur au moment de la campagne d'Italie! L'Empereur disait alors:

« *Je ne vais pas ébranler le pouvoir temporel, mais* « *le raffermir.* »

Aujourd'hui, il le livre pieds et poings liés à Victor-Emmanuel.

Il se trouve des troupeaux de niais qui vont bêlant à tout propos:

« Que l'Eglise revienne à ses glorieux temps primi-« tifs . . . »

La société humaine reviendra-t-elle, elle aussi à ses temps primitifs?

La guerre du gouvernement contre l'Eglise est déclarée, la persécution est organisée ici contre la société Saint-Vincent de Paul, là, contre l'enseignement religieux et avant tout contre la Papauté; et les organes sans portefeuille du gouvernement viennent jeter du haut de leur place au Sénat les paroles suivantes:

Depuis quinze ans, il s'est fait dans le sens religieux un mouvement énorme que l'Etat a le devoir de surveiller.

Des républicains de 1848, brodés et dorés par l'Empire, sont chargés de cette surveillance. Des Baroche et des Billault encore incertains aux approches de 1852 entre la république et le prince Louis Napoléon, sont chargés *de surveiller et de* dénoncer le mouvement de cet esprit

religieux qui guidait les populations lorsqu'elles se rendaient, leurs curés en tête, au scrutin de l'Empire.

Le Pape quittera Rome, il ira à Venise, il passera sous le protectorat de l'Autriche et voilà à quoi aboutira la politique suivie en ce moment.

L'Empereur est tout occupé de ses travaux sur les *commentaires de César;* il fait fabriquer des trirèmes impossibles, des balistes qui lancent des pierres impuissantes à entamer un mur de vingt centimètres d'épaisseur, des armes Gauloises ou Romaines, et à transformer le château de St-Germain en musée Gallo-Romain! Mais vous chercheriez vainement près de lui un Racine quelconque pour oser lui répéter ce que tout le monde murmure sur la perte du temps qu'il consacre à César et à tous ces enfantillages de trirèmes et de balistes, pour oser lui dire enfin:

Ah! ne voulez-vous pas les forcer à se taire?

Plus nous allons, plus je vois planer vers les horizons d'un avenir fort rapproché le nuage qui porte la foudre, autrement dit, la guerre générale.

Victor-Emmanuel a annoncé qu'après lui avoir livré Rome, nous l'aiderons à conquérir la Vénitie.

Ce jour venu, la guerre sera sur les bords du Rhin comme en Italie.

Un homme dévoué à l'Empereur, un des fonctionnaires intimes de sa maison me disait avant-hier:

« *Les Bonapartes veulent donc retourner en exil?* »

L'Empereur voit la France comme il voit Naples en ce moment, d'après des rapports mensongers.

La comédie qui se joue à Naples tend à prouver que l'enthousiasme pour Victor-Emmanuel y est universel. Nos

officiers de marine attestent dans des lettres que je viens de lire, que cette assertion est fausse.

Il en est de même de l'assertion qui représente la France comme une nation heureuse et calme.

L'habitude du pouvoir énivre, on ne voit plus, on n'entend plus que ce qui est en soi, on ne vit que d'une existence de rêveries jusqu'au moment où la vue et l'ouie vous sont rendues par les choses extérieures.

Enfin, le prince Napoléon et Pietri, ces deux champions bien accouplés triomphent.

La Princesse Mathilde illuminera sans doute pour célébrer la défaite des *ratichons*.

Au Mexique, nos bons alliés, les Anglais et les Espagnols nous abandonnent, ils nous laissent le soin de conquérir Mexico, ils retournent à Vera-Cruz !

Il entre pour beaucoup dans l'abandon du pouvoir temporel de faire une gracieuseté à l'Angleterre protestante, nos hommes d'Etat en sont là.

Un chambellan de l'Empereur, le marquis de Chaumont Quitry, a un procès scandaleux contre Mirès. Encore de sales affaires d'argent, c'est honteux !

Le roi des Pays-Bas est ici avec sa femme, on les adule, on leur donne des fêtes, ce sont des têtes couronnées incomparables.

Le roi des Pays-Bas est au civil ce que Victor-Emmanuel est au militaire.

Le Néerlandais est un commis-voyageur, le Piémontais un sous-officier ribotteur.

MARDI 13 MAI.

Le prince Napoléon est à Naples, le *Moniteur* prétend officiellement qu'il n'a reçu de l'Empereur aucune mission.

Cette allégation ne signifie rien.

La question Romaine préoccupe toujours beaucoup; La Valette qui doit partir lundi prochain, porte, dit-on, un ultimatum et suivant les *Italianissimes,* l'abandon de Rome serait arrêté en principe.

La Princesse Mathilde à qui l'on parlait de la grossesse de la Princesse Clotilde, disait, il y a quelques jours, au comte Kisseleff lequel sait quel mauvais démon est caché dans la peau du prince Napoléon:

« *L'enfant de Clotilde! . . . mais c'est un diable dans* « *un bénitier!*

Aujourd'hui, grande revue de 40,000 hommes au Champ de Mars en l'honneur du roi des Pays-Bas qui déjeûne en ce moment au-dessus de chez moi chez Nieuwerkerke.

L'Impératrice a inventé pour remplacer la société Saint-Vincent de Paul que Persigny a détruite parce que la charité chrétienne doit être gouvernementale et porter cocarde, *la société du Prince Impérial* qui sera régie par son impériale autocratie.

La princesse Clotilde et la Princesse Mathilde sont nécessairement vice-présidentes de l'œuvre.

Les dames patronesses sont:

La comtesse Walewska, ex-favorite de l'Empereur.

Madame Baroche, *oie* sans capitole.

Madame Troplong, importante.

La comtesse de Morny.

La trésorière est Madame Haussmann qui n'a que le tort d'être un peu folle, tort amplement racheté par les qualités financières de l'honorable préfet de la Seine, son mari.

Je regrette l'absence de la comtesse Castiglione, de la comtesse de Labédoyère sur la liste des patronesses. J'aurais voulu tout le harem impérial dans ce conseil des *prêts au travail,* j'aurais voulu Bacciochi pour aumônier !

VENDREDI 16 MAI.

J'ai enfin décidé La Guéronnière à demander l'autorisation de publier un journal, je lui ai démontré l'urgente nécessité d'appuyer la politique de l'Empereur sur des idées conservatrices sages, et de ne pas laisser porter toutes les forces de la presse vers le libéralisme ou plutôt la démagogie révolutionnaire. Je lui ai mis sous les yeux le tableau de la France et de l'Europe lancées dans le courant des cataclysmes, la religion poursuivie, traquée, honnie, l'inquiétude partout, l'incertitude remplaçant le dévouement, les consciences ébranlées, et je lui ai dit : le moment est venu, l'Empire traverse une crise très grave, il n'a plus à lui un journal, faisons en un dévoué, mais indépendant.

La Guéronnière a approuvé tout ce que je lui ai dit; *il a vu Persigny* qui s'est montré favorable à la création

de ce journal et qui lui a promis d'en parler à l'Empereur, ce qu'il a fait hier.

La Guéronnière a reproché à Persigny de naviguer trop imprudemment dans les eaux du prince Napoléon, Persigny s'est récrié et a répondu :

« Vous ignorez donc que je suis brouillé avec lui ! »

Mocquard a écrit ce matin à La Guéronnière qui lui avait fait connaître son intention de créer un journal dévoué à la défense de l'Empire et des idées gouvernementales et religieuses comprenant la défense de la Papauté comme pouvoir temporel.

Mocquard s'exprime ainsi :

« L'Empereur a fort approuvé votre idée, mon cher « ami, et il s'est écrié : *La Guéronnière veut se mettre en « avant, tant mieux, j'en suis enchanté.* »

Le journal va donc marcher, et la Rome catholique va avoir un défenseur qui ne sera pas un ennemi de l'Empire. Il y aura donc en France un organe de la publicité qui ne sera pas corrompu par les intrigues Piémontaises, qui ne travaillera pas en faveur de Garibaldi et de Mazzini.

Je commence à espérer que l'abandon de Rome n'est pas résolu et le « *j'en suis enchanté* » de l'Empereur exprime peut-être la satisfaction qu'il éprouve de voir à la fin surgir un journal qui entre dans sa vraie politique et qui soit l'écho d'une opinion publique qui réponde à sa véritable opinion.

Il est grandement temps d'enrayer sur la pente démagogique où nous avons été conduits. Les imprudents conseillers de l'Empire ont tout ébranlé, ont tout inquiété pour complaire aux Havin, Guéroult, prince Napoléon !

MERCREDI 21 MAI.

Pendant le séjour qu'a fait dernièrement ici la reine des Pays-Bas, un déjeûner fut arrangé par une Madame Molh qui a toute la confiance de Sa Majesté, pour réunir Messieurs Thiers, Cousin, Villemain et Prévost-Paradol.

Il fut grandement question pendant ce déjeûner des affaires de l'Europe, cela va sans dire.

La reine demanda enfin à M. Thiers son opinion sur la situation Romaine; M. Thiers s'inclina sans répondre la reine reprit avec insistance:

« Vous ne pouvez pas nier que dans l'état actuel de « la civilisation, avec la diffusion des lumières, l'immense « liberté d'examen et la tendance démocratique du siècle « entier, la Papauté ne soit une très mauvaise chose. »

M. Thiers s'inclina de nouveau et répondit:

« La Papauté est une si mauvaise chose, que tous « ceux qui en ont mangé en sont morts! »

Les pauvres souverains ne voient pas qu'on démolit aujourd'hui la Papauté pour brûler demain les sceptres et les trônes!

L'Angleterre et l'Espagne se séparent de nous dans l'expédition du Mexique.

L'Espagne se replace dans l'alliance de l'Angleterre, elle commence à se défier de l'Empereur et de son *Italianerie.*

Le mariage du roi de Portugal avec une fille de Victor-*Emmanuel lui* donne à penser qu'un jour la politique

annexionniste pourrait bien convoiter l'annexion de l'Espagne au Portugal et réaliser ainsi l'expulsion des Bourbons de tous les trônes qu'ils ont occupés.

L'Italie nous aura coûté cher, lorsqu'un jour à venir on fera la carte.

La Guéronnière est allé ce matin chez le bailleur de fonds de notre nouveau journal pour prendre les derniers arrangements, nous paraîtrons sous peu.

JEUDI 29 MAI.

Le général de Montebello est nommé au commandement des troupes qui forment la garnison de Rome; ce n'est pas une forte tête ni un chaud partisan du pouvoir temporel, mais il est le mari d'une jeune et jolie femme dont il est très amoureux et très jaloux, et qui le mène comme c'est justice un peu par le bout du nez.

Madame de Montebello exècre le roi *galant homme,* elle n'a pas voulu lui être présentée, lorsque dernièrement elle passait à Turin, et dernièrement aussi le prince Napoléon n'a pas invité Madame de Montebello au dîner qu'il donnait à la reine des Pays-Bas, quoique Madame de Montebello comme *dame* de l'Impératrice eût été attachée au service de la reine.

On m'affirme que La Valette et Montebello ne peuvent dès à présent s'entendre et qu'ils sont en froid.

Je commence à m'effrayer des perpétuelles fluctuations de l'Empereur et de la paresse politique dans laquelle il sommeille.

Personne ne lui dit que le prince Napoléon gagne du terrain que beaucoup de gens croient en lui, et que la majorité même du Ministère est du Palais Royal.

L'Empereur est circonvenu, obsédé par la plupart des ministres qui le pressent d'en finir avec le pouvoir temporel. C'est vers le Palais Royal que se tournent tous ces hommes que les tergiversations de l'Empereur effraient et qui veulent voir l'avenir aux mains de l'Altesse Impériale démocrate.

Cela est profondément triste, il voudrait mieux laisser dormir en paix César et les Gaulois et s'occuper un peu plus des affaires présentes.

Hier, je causais avec le général Mellinet du récit fait par Victor Hugo de la bataille de Waterloo dans son roman des *Misérables*, et il s'indignait que l'auteur ravalât ce magnifique deuil aux proportions d'une action héroïque individuelle résumée dans un mot que je suis forcé d'écrire puisque Victor Hugo déclare que c'est un mot *eschylien*. *Colville selon les uns, Maitland selon les autres, cria aux grenadiers de la garde : braves Français, rendez-vous ! Cambronne répondit : merde !*

Et Victor Hugo ajoute :

Le lecteur Français voulant être respecté, le plus beau mot peut-être qu'un Français ait jamais dit ne peut lui être répété.

Défense de déposer du sublime dans l'histoire.

Puis, Victor Hugo nomme Cambronne un titan pour avoir *déposé* ce mot *merde* dans l'histoire.

Dire ce mot et mourir ensuite, quoi de plus grand ! L'homme qui a gagné la bataille de Waterloo, ce n'est pas Napoléon en déroute, ce n'est pas Wellington pliant à

quatre heures, désespéré à cinq, ce n'est point Blücher qui ne s'est point battu, l'homme qui a gagné la bataille de Waterloo, c'est Cambronne.

Foudroyer d'un tel mot le tonnerre qui vous tue, c'est vaincre.

Enthousiasmé, grisé par l'introduction du mot *merde,* dans l'histoire, Victor Hugo se laisse aller à un lyrisme effréné, il divinise Cambronne parce que:

Il trouve à l'âme une expression, l'excrément. Nous le répétons, dire cela, faire cela, trouver cela, c'est être le vainqueur.

Victor Hugo est heureux de pouvoir imprimer que *Cambronne offrit aux rois ces latrines.*

« Ce faux enthousiasme me semble d'autant plus ridi-« cule », me disait le général Mellinet, « que ce fameux « mot qui suivant Victor Hugo immortalise Cambronne, « n'a pas été prononcé, je peux vous l'affirmer, car j'ai « interrogé à ce sujet le brave général Cambronne. Sa « famille et la mienne étaient très liées, elles habitaient « Nantes toutes deux et mon père et Cambronne partirent « ensemble pour l'armée.

« De retour dans ses foyers après Waterloo, Cam-« bronne, en l'absence de mon père qui était exilé, se fit « mon tuteur, il avait pour moi une grande affection, et « ce fut lui qui à quinze ans me décida à prendre du ser-« vice dans l'armée. Cambronne n'était nullement un gros-« sier soldat, il avait fait de fortes études et passait pour « un latiniste très distingué.

« Un jour, lui et moi, nous nous baignions dans la « Loire et je dois dire que je n'ai jamais vu un corps « humain plus couturé de blessures; coups de mitraille,

« coups de feu, coups de lance, coups de sabre et coups « de bayonnette.

« Je lui demandai tout en nageant près de lui :

« Est-il vrai, mon général, que vous ayez répondu « *merde!* au général Anglais qui vous pressait de déposer « les armes ?

« Cambronne me répondit en me tutoyant comme il « en avait l'habitude :

« Tu me connais, ce mot là me ressemble-t-il, peux-tu « t'imaginer qu'il soit sorti de ma bouche dans un moment « aussi solennel ? . . . Non, je ne l'ai point dit. Ce qui est « vrai, c'est que chaque fois que la proposition de mettre « bas les armes nous fut faite, je levai mon sabre en « criant de ma voix la plus forte : *grenadiers en avant!* « mais bientôt je fus blessé, je perdis connaissance et au « bout d'une demi-heure, les grenadiers ne pouvaient plus « se porter en avant : ils étaient morts ! »

MERCREDI 18 JUIN.

Je suis établi depuis quelques jours à S^{t}-Gratien pour tout l'été comme l'année dernière ; j'y vois souvent la Princesse Mathilde et je remarque avec tristesse que sa société devient par les intrigues de son entourage plus mauvaise chaque jour.

Charles Blanc, frère de Louis Blanc, y est admis depuis quelque temps, peu à peu l'élément républicain y *dominera.*

Le journal de La Guéronnière paraîtra très incessamment, j'ai eu hier une grande conversation à ce sujet avec lui, et je prends une part de rédaction.

L'Empereur approuve et encourage cette publication destinée cependant à défendre la cause du pouvoir temporel.

Nos troupes ont éprouvé un petit échec au Mexique. Le gouvernement y envoie des renforts.

MERCREDI 2 JUILLET.

Ce que je disais le 18 juin de la société de la Princesse est plus évident chaque jour.

Il y a peu de temps à un dîner où nous étions vingt personnes, la Princesse poussée par tout son entourage républicain a fini par oser dire qu'elle comprenait, qu'elle excusait la Terreur et qui si Nieuwerkerke qui avec moi s'indignait de tels propos la blâmait, c'est qu'il avait eu des parents guillotinés; la Princesse a dit encore qu'elle devenait socialiste, etc. etc., son *gandin* la fait divaguer.

Dimanche dernier, le maire de St-Gratien, M. Percy, a conduit chez la Princesse M. Havin, directeur du journal *Le Siècle*.

Charles Blanc dîne souvent chez la Princesse, Gavarni y fait fureur.

Vimercati est le grand dominateur et il est parvenu à dégoûter la Princesse de sa résidence de St-Gratien, *elle partira le 15* août pour Belgirata.

Dans le salon de la Princesse, on blâme l'Empereur et on décrie l'Impératrice.

La Princesse veut connaître M. Renan, on le lui présente samedi.

MERCREDI 20 AOUT.

Notre journal *La France* a paru et déjà son succès dépasse nos espérances, nous tirons à 12,000 et il y a dix jours que nous sommes nés.

L'exaspération contre nous est très grande chez la Princesse, j'ai été fraîchement reçu dimanche dernier et la Princesse m'a fort reproché d'avoir écrit contre les Ultras de 1862. J'ai eu le tort, m'a-t-elle dit, de prendre mes modèles dans son salon. Quoiqu'il en soit, nous marchons, et notre drapeau franchement arboré porte pour légende: *Conservation du pouvoir temporel.*

En Italie, Garibaldi a levé le masque, il est en Sicile à la tête de trois à quatre mille volontaires; il annonce la volonté de chasser les Français de Rome, malgré Victor-Emmanuel et ses ministres. Les troupes royales sont, prétend-on, à sa poursuite: ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles ne mettent aucun obstacle à ses marches et contre-marches et les journaux de Turin disent depuis quelques jours que s'il veut traverser le détroit et insurger les Calabres, il sera très difficile d'y mettre obstacle.

Je regarde l'insurrection de Garibaldi comme le pendant de sa fameuse expédition sur Naples; il est désavoué

par Turin, la marine et les troupes le surveillent, mais on est de connivence avec lui.

L'Italie espère produire par cette comédie usée une pression sur l'esprit de l'Empereur. Je crois jusqu'à présent qu'elle est dans l'erreur, l'Empereur ne semble pas décidé à lui abandonner Rome.

Au Mexique, la situation est la même; le général Lorencez garde ses positions en attendant les renforts que le gouvernement lui envoie.

Juarez solde la presse qui en général est fort hostile à l'expédition, les vendus ou les niais disent que c'est la partie de l'avenir qui va se jouer dans le golfe du Mexique. La solution de la grande question américaine est là.

Le Sud Américain a remporté de grands avantages; on pense toujours que la reconnaissance du Sud, par la France, est imminente.

La Princesse Mathilde est reconciliée avec son frère, il n'en pouvait être autrement, car peu à peu les amis du Palais Royal sont devenus les intimes de la rue de Courcelles et de S^{t}-Gratien.

Chaix d'Est-Ange, procureur général, a été brusquement destitué; Delangle a exigé son remplacement qu'il ne lui a fait connaître qu'en lui envoyant le décret qui *l'appelle* à d'autres fonctions.

Chaix est très blessé du manque d'égards dont on a usé envers lui et il le fera sentir tôt ou tard.

La fête de S^{t}-Napoléon a été, cette année, l'occasion d'un déluge de croix de la légion d'honneur, qui a révolté le bon sens public. Chaque ministre a, sans retenue, inondé ses protégés.

Ed. Delessert qui n'a d'autre titre que d'avoir été nommé chevalier, il y a deux ans, comme ami de l'Empereur, est fait officier.

Jules Lecomte a été proposé par Imhans!... il a été refusé.

Monsieur A. Demidoff, dégoûtant imbécile, usé par la débauche, interdit parce qu'il est en *enfance*, pourvu d'un conseil judiciaire pour empêcher le gaspillage de sa fortune par les escrocs et les fripons, est nommé commandeur, mais le *Moniteur* ne doit pas annoncer cette nomination dont l'Empereur est embarrassé et que l'empereur de Russie trouve si extraordinaire qu'il a refusé de la transmettre, comme il l'aurait dû, au comte Demidoff.

Malgré les manifestations anti-Françaises qui éclatent en Italie, la Princesse Mathilde part le 2 septembre pour Belgirata; elle peut s'y trouver compromise, mais Vimercati lui a persuadé qu'elle devait avant tout être Italienne. Ce n'est pas chez elle affaire de principe, car si elle sacrifierait tout à l'indépendance de l'Italie, elle ne comprend que l'on pas puisse s'intéresser à l'indépendance de la Pologne.

La Princesse a toutes les inconséquences des femmes; elle veut l'unité de l'Italie sous le sceptre de Victor-Emmanuel et la destruction de la Papauté parce que ses amis Piémontais encore dans la période de la gourmandise s'annexeraient l'Univers.

Mais elle est furieuse contre les Polonais qui veulent secouer le joug de la Russie parce que ses amis sont Russes et que Ratomski lui a fait prendre les Polonais *en dégoût*.

L'Empereur ne se communique à personne sur la politique extérieure, pas même à des ministres qui sont divisés sur la question Romaine. L'Empereur a encouragé notre journal et il veut laisser ignorer l'intérêt qu'il lui porte.

Il a passé cette année la revue de la garde nationale, et tout le monde était persuadé que cette revue serait précédée d'un manifeste impérial significatif, mais le manifeste impérial n'a pas paru.

Dans la diplomatie, Benedetti et La Valette encouragent le Piémont à forcer la main à la France et Thouvenel cède à l'ascendant de ces deux hommes.

Walewski est mal disposé pour Victor-Emmanuel; l'Impératrice est pour la conservation du pouvoir temporel, l'Empereur ne se prononce pas.

Tout cela rend la situation difficile et inquiète le public.

Toute la coterie des intrigants a les yeux sur Madagascar où il y a bien de l'argent à gagner en trahissant un peu les intérêts de la France: Paul de Richemont, Bonjour, Barbaroux, Delisle, Imhans, etc., sont à la tête de cette coterie.

SAMEDI 27 SEPTEMBRE.

La Princesse Mathilde est à Belgirata depuis le commencement de ce mois. Elle est partie furieuse contre moi à cause de ma participation à la rédaction du journal *La France*, principalement à cause d'un article sur les

ultras de 1862. Elle prétend que j'ai voulu peindre son salon, et que j'ai surtout désigné Benedetti. Cependant la veille de son départ, elle paraissait revenue de ses exagérations Piémontaises, car dans son salon elle a dit à Nigra :

« *Vous avez l'appétit trop grand, vous voulez avaler « Rome, vous ne pourriez digérer cette ville. Rien ne peut « vous contenter, vous avez Naples depuis plus d'un an, « qu'y avez-vous fait? vous avez beaucoup fusillé, mais « vous n'y avez rien conquis.* »

La Princesse avait vu l'Empereur l'avant-veille, commence-t-elle à comprendre que *ses amis* l'ont entraînée dans une politique anti-Française et qu'elle est entourée de traîtres ou d'agents du Palais Royal. Dieu le veuille, mais aussi longtemps que Nieuwerkerke n'y verra pas plus clair, que les Giraud, les Arago, les Penguilly et *tutti quanti* composeront la cour de la Princesse, il n'y a guère à espérer que la lumière se fasse dans son esprit.

Notre journal *La France,* malgré Persigny, Thouvenel, les Piémontais et les Piémontistes, marche à merveille. Imhans a été tué sous nous, il dirigeait mal la presse officieuse qui se laissait battre par nous. Persigny a remplacé Imhans par le comte Treillard, conseiller à la cour impériale de Paris qui n'a pas donné plus de force ni plus d'intelligence à ses journalistes officiels ou officieux. Persigny, usé dans sa lutte contre nous, passe la plume au trio Thouvenel, Benedetti, La Valette qui s'useront aussi, car il est avéré aujourd'hui que l'Empereur ne veut pas livrer Rome à Victor-Emmanuel et qu'il considère l'unité Italienne comme contraire aux intérêts de la *France.*

La Guéronnière a publié dans la *France* une sorte de manifeste sur la solution de la question Romaine qui a fait sensation et a fort coléré les Piémontistes. Lorsque ce manifeste est arrivé à Biarritz où se trouve en ce moment la cour, l'Impératrice est accourue chez l'Empereur et le lui a lu, puis elle lui a dit avec une vive animation:

« *Ce journal est le seul qui soutienne notre politique,*
« *nous avons là nos seuls vrais amis, les seuls sur lesquels*
« *mon fils puisse peut-être compter, et ce sont eux que vos*
« *ministres poursuivent et que Persigny avait résolu de*
« *déférer à la justice, parce qu'ils ne sont ni du Palais*
« *Royal, ni de Turin.* »

L'Empereur qui avait écouté la lecture du manifeste avec attention, répondit à l'Impératrice:

« *Persigny est plus qu'à moitié fou, vous le savez bien,*
« *ma chère amie.* »

La veille du départ de la cour pour Biarritz, les ministres vinrent le matin en petit conseil chez l'Empereur. Thouvenel le premier prit la parole et s'efforça de démontrer qu'il serait temps pour la France d'abandonner Rome, il fit beaucoup valoir le grand argument de Benedetti à savoir, qu'après avoir étouffé l'insurrection Garibaldienne, le Piémont devait attendre de l'Empereur la cession de Rome. Qu'il avait été utile de combattre Garibaldi, mais à la condition de continuer son œuvre. Enfin le ministre Français fit valoir la politique d'intimidation que le cabinet de Turin met en œuvre et que le cabinet Anglais patronne.

Après lui, Monsieur Rouher, endoctriné par Vimercati, chanta la même gamme; puis vint le tour de Per-

signy qui s'emporta comme un vrai fou qu'il est et fut d'une violence extrême.

L'Empereur écouta les discours des trois ministres d'un air très froid, et lorsque Persigny eut fini sa harangue, il se leva et leur dit :

« *Moi aussi, Messieurs, je tâte deux fois par jour le* « *pouls de la France, je connais son tempérament et je* « *n'abandonnerai pas le Pape.* »

Les ministres sortirent, et l'Impératrice qui s'était contenue avec peine rejoignit Persigny et lui fit une scène d'une violence extrême sur la politique dangereuse qu'il suivait et sur ce qu'elle avait d'hostile aux intérêts de la France et de l'Empereur.

Avec Thouvenel, l'Impératrice se montra non-moins irritée et elle lui dit des choses si poignantes que Thouvenel s'écria :

« *Madame, si l'Empereur m'avait dit la moitié de ce* « *que Votre Majesté m'a fait entendre, ma démission serait* « *déjà envoyée.* »

A Biarritz, l'Empereur n'a pas permis à Fould d'aborder avec lui la question Romaine ; il est dans un de ses moments de silence complet.

Persigny s'occupe de préparer les élections, c'est son dada, mais il s'y porte avec les mêmes idées insensées qu'il a sur toutes choses. Son candidat dans le département de Seine et Oise serait Ernest Baroche qui fut contraint, il y a un an, de donner sa démission de conseiller d'Etat et de directeur du commerce, parce qu'il se trouvait salement compromis dans des affaires d'argent avec *Mirès.*

A Limoges, il porte M. Callet Saint-Paul, beau-père du général Fleury, et qui, il y a un an, a été condamné pour défaut d'honnêteté.

Granguillot et Paulin Limayrac sont, dit-on, des candidats patronnés par Persigny.

Havin du *Siècle* et Guéroult de *l'Opinion* seraient également recommandés aux électeurs.

Persigny passe à l'état de fou dangereux.

MERCREDI 1er OCTOBRE.

Le gouvernement de Turin a renoncé à promettre *l'Eglise libre dans l'Etat libre ;* il fait déclarer par ses journaux que cela est impossible et qu'il n'y a pas à y compter.

Empressez-vous donc, nations catholiques, de confier la Papauté à ce gouvernement, vous savez du moins aujourd'hui que vous l'asserviriez ainsi avec toute l'Eglise à la royauté révolutionnaire de Victor-Emmanuel.

Les *meetings* se multiplient en Angleterre en faveur de Mazzini et ils se prononcent contre la France avec une grande animation.

Les *zélés protestants* demandent la retraite de l'armée Française qui occupe Rome, afin qu'il soit loisible aux Piémontais de s'emparer de cette ville. Ils ne cachent pas que le jour où ils obtiendraient ce triomphe, ils se croient certains de porter un coup mortel à tout le catholicisme,

Mazzini a lancé une proclamation contre la royauté de Victor-Emmanuel qu'il traite avec le plus souverain mépris ; il l'abandonne à son sort et il revient à cette république qu'il avait mariée un moment à la royauté Italienne. C'est un divorce pour incompatibilité d'humeur.

La Valette est revenu de Rome hier, Benedetti doit revenir ces jours-ci de Turin où il n'était retourné que pour le mariage de la Princesse Pie avec le roi de Portugal. La Valette et Benedetti sont deux ministres comme j'en ai rarement rencontré.

La Valette a avoué à un de ses amis que chaque fois qu'il avait été chargé de transmettre quelque communication au cardinal Antonelli, il l'avait fait de telle façon que le cardinal dût en demeurer plus aigri et moins disposé à écouter les conseils de la France.

Quant au signor Benedetti, je l'ai entendu chez la Princesse Mathilde conseillant à Vimercati de dire à Victor-Emmanuel que s'il voulait avoir Rome, il n'avait qu'à marcher sur cette ville à la tête de trois cent mille Italiens désarmés et que nos troupes se rembarqueraient devant cette manifestation.

L'Empereur et la France sont bien servis par deux faquins gagnés à leurs ennemis et qui font chorus avec le prince Napoléon.

Au mariage de la princesse Pie, la Princesse Mathilde qui n'a jamais aucune de ses dames pour l'accompagner en voyage traînait à sa suite Mme Vimercati que le roi Victor-Emmanuel avait désignée.

La Princesse Mathilde est entourée à Belgirata de Nieuwerkerke, Giraud, etc., mais elle n'a aucune femme *de son service* d'honneur.

Le Ministère est toujours divisé, il se décompose en Français et en Italiens : Thouvenel, Persigny, Fould, Rouher et, dit-on, Billault sont contre la Papauté.

Ces gens là sont fous, Louis XIV aurait dit traîtres, car ils sont hostiles à l'intérêt Français.

Si l'Empereur ne résiste pas à leur pression, nous en verrons de belles !

Thouvenel est un de ces bourgeois sans convictions, Persigny est un fou, Rouher est un avocat qui a fait fortune, gagné par Vimercati au Piémont. Fould est un failli non-réhabilité prêt à passer du côté de la fortuue quelconque qui montera un peu à l'horizon. Billault est un incertain qui a toujours un peu de penchant pour l'opposition.

Parmi toutes ces Excellences, ni l'Empereur, ni la France n'ont un ami.

JEUDI 16 OCTOBRE.

Enfin nous l'emportons, le Ministère est en dissolution ; Thouvenel est déjà remplacé par Drouyn de Lhuis, La Valette et Benedetti quittent leurs postes, nous voilà, je l'espère, *désitalianisés* pour longtemps.

Persigny résiste encore, mais il partira avec les autres ; Rouher ira gémir dans les bras de Vimercati ; Rouland disparaîtra, Fould est plus incertain.

La France commence à recevoir des félicitations, tous les gens qui nous jetaient de la boue vont nous envoyer des bouquets, c'est dans l'ordre des choses humaines.

A S^{t}-Gratien, *on* est furieux contre l'Impératrice, car *on* ne voit que sa politique dans la question. *On* me disait ce matin : ***Marie-Antoinette a succombé sous l'impopularité de son surnom d'Autrichienne ! . . . que l'Espagnole prenne garde à elle !***

Pour quelques jours, cette malheureuse Impératrice est capable de tout ! . . . *on* dit qu'elle désire la mort de son mari pour être régente ! . . . Nous remontons plus haut que Marie-Antoinette, nous voici à Marie de Medicis !

Quoi qu'il en soit, la politique Italienne disparaît et avec elle l'insolence et les roueries Italiennes. Les Italiens cesseront d'occuper le monde et nous verrons que leur jactance était immodeste. Ces criards ingrats ne valent pas les soucis qu'ils ont causés.

Il se dit assez généralement que Nigra ne restera pas à Paris et que Ratazzi abandonne la direction des affaires à Turin.

Tous les journaux engagés envers l'Italie sont désappointés. La Valette et le *Constitutionnel,* journal officieux sont attérés, les autres sont bêtes aujourd'hui, ils seront traîtres et mauvais autant qu'ils l'oseront demain.

Les *Débats* sont très Italiens parce que les d'Orléans voyant l'Empereur disposé à soutenir le Pape se font *Unitaristes !*

C'est un grand bonheur pour l'Empire que Persigny ne fasse point les prochaines élections, si toutefois il part, et je ne pense pas qu'il puisse rester. Persigny est un de ces fous que vous étranglent en croyant vous embrasser. Pour faire l'Empire démocratique il le livrait à la démagogie !

Morny fait semblant de vouloir se retirer, il prétend qu'il ne peut abandonner ses amis. Les amis de Morny! Rouher et Fould, voire même Persigny.

Vous me la baillez belle, Monsieur le duc, vous n'abandonnerez la partie que lorsque vous la croirez perdue.

Je connais de ces dévouements là, le Sénat en est peuplé!

Ce bon Limerel de Roubaix n'a-t-il pas fait insérer cette clause dans le bail de l'hôtel qu'il loue; que lui Limerel, sénateur du titre de Roubaix serait libre de résilier son bail le jour où une révolution renversera le gouvernement impérial!

Magne ne se plaint-il pas qu'il n'y ait encore qu'un premier à compte d'un tiers qui soit payé sur le prix de l'hôtel que l'Empereur lui a donné; l'Empereur devrait songer que s'il perdait sa couronne, Monsieur Magne serait dans l'embarras!

Il était question ces jours-ci d'une entente entre la France, la Russie et la Prusse. J'ignore ce que ce bruit a de fondé, mais Drouyn de Lhuis est en rapport avec le premier ministre Prussien, M. de Bismarck, et je sais que depuis quelque temps déjà des négociations se poursuivent entre la France et la Prusse.

Vimercati reviendra-t-il à Paris? cela me semble difficile, cependant rien ne m'étonnerait de ce Figaro diplomatique quoiqu'il se soit étrangement compromis par son outrecuidance archi-Italienne. La veille de son départ, il y a trois mois, il me disait: « Vous avez tort de faire état « de La Guéronnière, c'est un niais en politique, il ne sait « même pas les éléments de cette science, *avant un mois « nous serons à Rome.* »

Benedetti paraissait non-moins affirmatif et se découvrait aussi étrangement lorsqu'il disait à la table de la Princesse Mathilde à Vimercati :

« *Que votre roi marche sur Rome à la tête d'une dé-*
« *monstration pacifique de trois cent mille Italiens, nos*
« *troupes se retiront.* »

Benedetti était alors ministre de France à Turin!

(Fin de l'année 1862.)

ANNÉE
1863

DIMANCHE 5 AVRIL.

Je reprends après une longue interruption mon livre noir et j'y viens inscrire ma disgrâce qui depuis un mois est le sujet de toutes les conversations.

Depuis la création du journal *La France,* le salon de la Princesse Mathilde m'avait dans une sorte de répulsion, et Nieuwerkerke, circonvenu, s'était plus que refroidi à mon égard.

Chez la Princesse la société était changée, La Valette et Vimercati étaient devenus les grands oracles et les salons brillaient de la présence des ennemis de l'Empire. Tout ce monde me considérait comme un inconvénient, et la Princesse et Nieuwerkerke avec leur *fermeté accoutumée* s'étaient peu à peu rangés à l'avis de tout ce monde.

Il fallait une occasion pour agir contre moi, ils ont cru l'avoir trouvée et ils ont agi.

L'Exposition des œuvres des artistes vivants a lieu cette année. Nieuwerkerke conseillé par Chennevières a fait comme les autres années un règlement qui a froissé bon nombre d'artistes. Deux pétitions contre ce règlement furent signées d'un grand nombre d'artistes et remises à S. E. le ministre d'Etat qui répondit qu'il prendrait en considération les réclamations des artistes.

La presse s'occupa de ces pétitions et du règlement, et je fis dans le journal *La France*, le 11 mars dernier un article dans lequel j'apprécie les deux pétitions dans ce qu'elles pouvaient avoir de pratique et je dis que puisque le règlement était remis en question, c'était peut-être le moment de chercher les modifications qui pouvaient y être introduites, les améliorations dont il était susceptible et je me permis d'en indiquer quelques-unes, m'en rapportant toutefois à l'équité et à l'intelligence amie des arts, qui distinguent le ministre et le directeur général des Musées, pour apprécier ce qui peut être juste et utile.

Le lendemain, 12 mars, j'ai reçu à 5 heures du soir la lettre suivante de Nieuwerkerke :

« Monsieur,

« J'ai lu dans le journal *La France* du 11 mars un « article intitulé *L'Exposition de 1863*.

« Vous comprendrez que je ne puisse tolérer qu'une « personne faisant partie de mon administration se per- « mette d'en critiquer les actes. Vous avez attaqué les « points les plus importants du règlement que j'ai proposé « et qui a été approuvé. Vous saviez parfaitement que « l'initiative de toutes ces mesures m'appartenait et que « je venais de faire à S. E. le ministre d'Etat un rapport « tout à fait favorable à l'annualité des expositions.

« Il eût été de bon goût, je crois de choisir entre « l'indépendance de votre plume et les égards que vous « deviez à votre chef.

« J'aurais peut-être le droit d'invoquer d'autres motifs « de m'étonner d'un tel procédé.

« Je viens donc vous annoncer qu'après avoir pris « *les ordres* de l'Empereur et ceux de S. E. le maréchal

« ministre de la maison de l'Empereur, vous ne faites plus « partie du personnel de la direction générale des Musées « Impériaux.

« Je regrette que nos bons rapports se rompent si « brusquement et je vous prie d'agréer l'assurance de ma « considération.

« Comte de Nieuwerkerke. »

A cette lettre stupide de gonflement, de vanité et de grossièreté je répondis sur le champ :

« Mon cher Nieuwerkerke,

« Je ne comprends ni votre lettre, ni la mesure que « vous prenez contre moi : je souhaite que vous ne vous « la reprochiez pas plus que je ne vous la reproche, mais « ce que je comprends encore moins, c'est que la cessation « de mes fonctions apporte aucun changement à nos re- « lations. »

Notre correspondance en est restée là ; la vanité de ce pauvre diable était blessée. Il a fini par se prouver qu'il est grand seigneur et le meilleur côté de sa famille est celui qui le fait mon cousin par alliance. Ses bons amis lui ont persuadé que je voulais l'accaparer, il l'a dit à La Guéronnière et il a été fier dans sa petite intelligence de se priver d'un ami qui souvent lui a été utile. pour n'avoir plus que des flatteurs.

Il n'a point remarqué que je ne fais pas partie de l'administration des expositions qui ressortent du Ministère d'Etat, que je n'ai pas attaqué (d'abord parce que je n'ai attaqué personne) l'administration dont je fais partie, et que Martinet, inspecteur du Ministère d'Etat, qui est encore en place l'a attaquée dans un journal dont il est le propriétaire avec une grande vigueur.

Le pauvre Nieuwerkerke veut absolument se persuader que je suis ingrat envers lui et qu'il est mon bienfaiteur ! vraiment les honneurs lui tournent la tête, il oublie que dans l'affaire des *petites voitures* où j'avais eu 4000 actions. sur sa phrase, *il n'y a rien pour moi !* . . . je lui ai remis 2000 actions autrement dit 55,000 francs que j'ai placés un matin en or sur son lit car je fus obligé de me charger de lui négocier ces actions, cela lui aurait donné trop de peine.

J'ai donc payé 55,000 francs le droit d'avoir un bienfaiteur ! . . . qui finit par vous destituer, c'est cher.

Le comte Léon de Laborde, directeur général des archives de l'Empire, aujourd'hui réintégré chez la Princesse et chez Nieuwerkerke, a été déclaré un voleur et un faussaire par le ministre Fortoul ; la Princesse a cette déclaration de la main de ce ministre, elle me l'a remise et je l'ai copiée dans ces *livres noirs.*

Le comte Léon de Laborde étant conservateur des Musées attaqua et même protesta dans une revue contre une mesure prise par Nieuwerkerke comme directeur des Musées, il ne fut pas destitué.

Nieuwerkerke et la Princesse, depuis la publication du journal *La France* cherchaient un prétexte. Nieuwerkerke a dit lui-même : l'article sur l'Exposition n'est qu'un prétexte.

Près de l'Empereur j'ai été accusé de ne vouloir rien faire au Louvre et cette allégation est si stupide qu'elle ne mériterait même pas d'être refutée.

Je dois dire cependant que depuis douze ans je n'ai pas pris un mois de congé ; que j'étais le seul fonctionnaire *du Musée que* les artistes fussent toujours certains

de trouver au Louvre; que j'ai pris part à tous les travaux et que secrétaire de notre conservatoire j'en ai rédigé les procès verbaux aussi longtemps qu'il a plu à Nieuwerkerke de laisser subsister le conservatoire.

Il est vrai que depuis trois ou quatre ans ce conservatoire n'a pas été assemblé parce que Nieuwerkerke n'a plus voulu être éclairé.

Mais il est curieux de savoir ce que fait le directeur qui me reproche de ne rien faire.

Tous les jours à dix heures du matin il quitte le Louvre et les trois quarts du temps il n'y revient que pour se coucher.

Il part pour la campagne au mois de juin, pour l'Italie au mois de septembre et ne revient qu'à la fin d'octobre.

Je ne fais rien et mon catalogue imprimé allait paraître, mais il est mis au pilon!

Je sais plus d'un de mes anciens collègues dont le catalogue n'est pas encore chez l'imprimeur.

Mais toutes ces récriminations ne signifient rien, on voulait noyer le rédacteur du journal *La France*, on a pris un prétexte.

La Princesse Mathilde m'a écrit deux lettres, voici la première:

« *Vendredi 13 mars 1863.*

« Mon cher Viel Castel,

« Je suis désolée de la mesure qui vous frappe, mais « je vous avoue qu'en lisant votre article sur l'Exposition, « je croyais que vous aviez pris un prétexte pour quitter « l'administration des Musées.

« Vous faites vos critiques dans des termes personnels « qui ne laissent rien à désirer, mais vous blâmez toutes « les mesures prises par le ministre et par le directeur « général.

« Je déplore tout cela, croyez-le bien, dans l'intérêt « de tous, d'autant plus que je vous croyais tout à fait « des nôtres.

« Quoiqu'il en soit, je serai toujours charmée de vous « être utile et de vous renouveler l'expression de tous mes « sentiments.

« Mathilde. »

Je répondis à cette lettre que la Princesse ne s'était point trompée en me croyant des siens; que je n'avais point attaqué les mesures prises par l'administration, mais que j'avais présenté des observations sur un règlement qui allait être revisé et que j'avais critiqué les pétitions des artistes. Que j'ignorais d'ailleurs le changement d'opinions de Nieuwerkerke favorable aujourd'hui à l'annualité des Expositions, car il ne m'avait nullement annoncé qu'il eût fait dans ce sens un rapport au ministre.

La Princesse me répondit sous la date du 14 mars :

« Mon cher Viel Castel,

« Ou je ne sais pas lire, ou vous vous abusez étrange- « ment sur la non-valeur de vos paroles.

« En commençant votre article, vous dites que le règle- « ment de l'Exposition de 1863 est arrêté. Il a en effet « paru au *Moniteur* ce qui lui donne une authenticité com- « plète, pour celui-là au moins il n'y avait plus à le dis- « cuter.

« Que faites-vous ? vous le blâmez pour le nombre « *trois, pour les* exemptions qu'il accorde, et vous proposez

« que les récompenses accordées jusqu'ici par l'Empereur « sur la proposition du ministre soient désignées par le « jury.

« Vous ne pouviez alléguer l'ignorance où vous étiez « de l'opinion de l'administration, puisqu'elle était pu- « blique.

« Dans ce cas ci, cela s'appelle faire de l'opposition « et non de la discussion.

« Quant au nouveau projet, ne pensez-vous pas qu'a- « vant de le discuter vous eussiez dû dans votre position « de conservateur et sans aliéner votre indépendance, en « causer avec votre directeur et ami. Cela eût été de la « plus simple application des convenances; il vous eût « éclairé et peut-être arrêté en si beau chemin.

« Quant à ce que vous me dites des appréciations des « deux ministres que vous nommez dans votre lettre; je « crains que vous ne soyez dans une erreur grave sur « leur opinion. Vous avez sans doute pris pour argent « comptant ce qui n'est qu'une délicatesse de leur part.

« Croyez-moi, ne cherchez pas de motif d'aigreur dans « la mesure qui vous a frappé; mais une nécessité que « vous avez provoquée vous-même et ne rendez pas im- « possible à ceux qui vous portent de l'intérêt de vous « ménager une compensation utile.

« Mais laissons-là toutes ces récriminations, elles me « sont aussi pénibles qu'à vous; mais plus que les autres, « j'ai le courage de vous dire que vous avez tort et grande- « ment tort, tandis que j'aurais pu me taire.

« Cela ne m'empêche pas de vous renouveler encore « l'expression de tous mes sentiments.

« Mathilde. »

La Princesse évidemment placée sous l'influence de Nieuwerkerke s'abuse plus que je n'ai pu le faire sur la non-valeur de ses paroles, elle n'en calcule pas la portée.

Encore une fois, je n'ai point attaqué le règlement inséré au *Moniteur* et qui suivant elle par cette publication officielle aurait dû être mis hors de toute discussion.

C'est ce règlement contre lequel pétitionnaient les artistes; c'est ce règlement que le ministre avait déclaré qu'il l'examinerait attentivement. C'est ce règlement que Nieuwerkerke a démoli en présentant depuis les pétitions des artistes un rapport favorable à l'annualité des expositions.

Je l'ai déjà dit, j'ignorais ce revirement dans l'opinion de Nieuwerkerke, j'ignorais même qu'il eût fait un rapport à propos des pétitions.

Nieuwerkerke a établi que chaque artiste ne pourrait exposer que trois de ses œuvres; ai-je combattu cette mesure? Non, j'ai demandé seulement qu'il fut permis à chaque artiste d'envoyer un plus grand nombre de ses œuvres au jury d'admission, afin que le choix pût être utile à l'artiste en lui donnant plus souvent la possibilité d'atteindre le nombre trois pour ses œuvres exposées.

J'ai dit:

« Puisque tout le monde pétitionne par le temps qui « court, je veux moi aussi présenter un amendement au « règlement dont la révision est sollicitée de S. E. le « ministre d'Etat. »

Et j'ai demandé que les exempts de la juridiction du jury d'admission fussent désormais les artistes décorés seulement.

J'ai demandé qu'un artiste ne pût être décoré à la suite d'une exposition qu'après avoir été présenté au choix de l'Empereur par le jury des récompenses, puisque la croix est la plus haute récompense et qu'un jury composé de l'Académie des Beaux-Arts est chargé de prononcer sur le mérite des concurrents.

J'ai demandé qu'un artiste décoré pour services militaires ou administratifs ne fût pas admis à faire valoir sa décoration pour échapper à la juridiction du jury.

Enfin je me suis vivement prononcé contre l'annualité des expositions, comme une mesure également funeste à l'art et aux artistes et je terminais mes observations et mes réflexions par ces deux paragraphes qui feront mieux que toute apologie connaître l'esprit qui avait présidé à la rédaction de mon article du 11 mars.

« Je me permets ces réflexions parce que l'attention « de S. E. le ministre d'Etat et celle de Monsieur le comte « de Nieuwerkerke a été appelée sur la nécessité de ré- « viser le règlement des expositions et que leur esprit d'é- « quité appréciera, j'en suis convaincu, les raisons qui « militent en faveur de ma proposition . . . »

Et plus loin :

« Je soumets ces observations à la haute sagacité de « S. E. le ministre d'Etat, ainsi qu'à l'intelligente expé- « rience de M. le directeur général des Musées Impériaux.

« Je les recommande aux sentiments d'impartiale équité « qui ont été le mobile de tous leurs actes dans la direction « de l'administration des Beaux-Arts, objet constant de leur « sollicitude éclairée. »

J'avoue qu'il n'y a pas mal d'enflure dans les éloges que j'accordais à ces deux messieurs, mais un long exer-

cice du pouvoir change tellement les hommes, qu'il ne peut leur être présenté d'observations qu'au préalable l'encensoir n'ait abondamment fumé devant eux.

Nieuwerkerke est devenu Pacha absolu, et il se croit une volonté parce que les Eunuques de son sérail cachent les ficelles avec lesquelles ils le font mouvoir.

Un article de son règlement inséré au *Moniteur* dit :

« Les artistes décorés pour leurs travaux sont exempts « de la juridiction du jury. »

Cela est clair ! . . . cependant le Pacha Nieuwerkerke a établi deux catégories ; la première composée de ses familiers : Penguilly l'Haridon décoré comme officier ; Charles Giraud décoré pour fait de guerre à Taïti et quelques autres décorés, soit militairement, soit administrativement, sont exemptés du jury de par sa volonté souveraine et malgré les prescriptions du règlement.

La deuxième catégorie comprend une certaine quantité d'artistes, décorés administrativement ou militairement, mais qui n'ayant pas l'insigne honneur d'être familiers du Pacha, restent soumis au jury.

Or donc, j'ai demandé que l'article du règlement fût observé, j'ai donc attaqué le règlement.

Voilà la logique du Pacha.

Quant à la compensation dont la Princesse me parle dans sa seconde lettre, je n'en ai pas de nouvelles, quoique les journaux prétendent que je suis nommé inspecteur général des Beaux-Arts.

Cet événement m'a fait connaître une fois de plus, l'ingratitude et la platitude de certains hommes ; on ap*prend à tout âge.*

Nieuwerkerke déteste l'Académie des Beaux-Arts et il la craint parce qu'elle a blâmé et dénoncé à l'Empereur la funeste restauration des tableaux du Louvre et parce qu'elle a demandé l'exposition dans le Musée de la collection Campana tout entière.

J'ai dit en leur temps dans mes volumes les efforts que j'avais fait auprès de Nieuwerkerke pour arrêter la fureur restauratrice du conservateur des tableaux et pour lui prédire que l'opinion publique se soulèverait contre cette restauration; je l'ai dit aussi à la Princesse; Nieuwerkerke a été furieux et après trois jours de bouderie, il est venu un matin dans mon cabinet et il m'a reproché d'avoir blâmé une mesure d'utile conservation faite dans d'excellentes conditions et dont il revendiquait l'initiative; il a fait plus, il a conduit la Princesse dans les galeries du Louvre, il y a conduit un grand nombre de personnes et il leur a fait l'éloge le plus complet des restaurations.

Cependant, quelques mois après, il remplaçait Villot, conservateur de la peinture, par le myope Reiset, conservateur des dessins et il faisait approuver par le ministre le règlement par lequel l'Académie des Beaux-Arts serait désormais appelée à se prononcer sur la nécessité des restaurations.

Les membres de l'Académie des Beaux-Arts sont actuellement ses ennemis, surtout M. Ingres qui a écrit contre la dislocation du Musée Campana.

Tout dernièrement, pour jouer un tour de Pacha à cet artiste, Nieuwerkerke et le fameux Chennevières ont retiré de la galerie du Luxembourg tous les tableaux du *maestro* et les ont placés dans un salon peu éclairé.

M. Ingres a porté plainte à l'Empereur, j'ignore où en est cette affaire.

Nieuwerkerke a beaucoup d'ennemis, non-seulement parmi les artistes, mais au Ministère d'Etat qui voudrait lui retirer les expositions, et à la cour où sa vanité et son ingérence en toutes choses le font détester.

L'année dernière, il vint un jour à St-Cloud et il demanda à voir l'Impératrice qui fit répondre qu'il lui était impossible de le recevoir. Nieuwerkerke insista; l'Impératrice persista dans son refus, en s'écriant: *Notre cousin devient trop insupportable!*

Je l'ai encore averti vingt fois, mais il ne peut pas se persuader qu'il ne soit pas très agréable à l'Empereur et à l'Impératrice, que LL. MM. ne le voient pas avec infiniment de satisfaction!... Son erreur est grande!!

Cette année, il a demandé à l'Empereur une place de sénateur, l'Empereur s'est excusé sur des promesses antérieures de ne pouvoir la lui donner.

Comme intendant des Beaux-Arts de la maison de l'Empereur, il dispose annuellement d'une somme de 200,000 francs, pris sur la cassette; s'il lui était demandé compte de l'emploi de cette somme, depuis cinq ans, c'est-à-dire du million qu'il a dépensé, il ne pourrait représenter que quelques gravures exécutées pour la galerie du Louvre et deux ou trois médiocres tableaux achetés à M. Ch. Giraud, l'un représentant le cabinet de M. le directeur général des Musées Impériaux, l'autre sa chambre à coucher ornée de sa personne, et les statuettes coloriées des militaires des divers régiments de l'armée, par le sculpteur Frémiet!

Nieuwerkerke a 15,000 francs de rente, 20,000 francs de traitement, ses jetons de présence à l'Académie et dans les diverses commissions dont il fait partie; il est logé, chauffé, éclairé, le linge de maison, la porcelaine, les cristaux lui sont fournis; il dîne et déjeûne chez la Princesse, il y est à demeure tout l'été, ses domestiques sont les gardiens du Louvre et à la mort de son père il héritera de 25,000 francs de rente.

Chaque jour un gardien du Louvre porte ses habits du soir chez la Princesse où il a un cabinet de toilette et où il s'habille, tout Paris connaît ce porteur à livrée impériale qui promène la toilette du Pacha et tout Paris en fait des gorges chaudes.

MARDI 21 AVRIL.

Je n'ai revu ni Nieuwerkerke, ni la Princesse Mathilde, et je n'ai point entendu parler d'eux, il n'est plus question de la *compensation* utile dont voulait me leurrer la Princesse. Nieuwerkerke, depuis un mois, n'est pas venu au Cercle Impérial dans la crainte de me rencontrer.

L'abbé Coquereau disait avant-hier à La Guéronnière, chez le ministre de la marine:

« Le salon de la Princesse Mathilde est devenu im-
« possible, je commence à y être mal vu; la société qui
« s'y rassemble est des plus étranges; c'est une société de
« petits socialistes, bas flatteurs et d'athées plus bas et
« plus flatteurs, Sainte-Beuve, Littré, Renan, qu'environ-

« nent les Penguilly, les Violet le Duc et tant d'autres « sans compter Havin du *Siècle* et quelques histrions ré- « publicains protégés par les Giraud ! . . . »

On devient prétrophobe dans ce salon, on y fait de la fausse grandeur, au milieu de gens qui en rient, qui se moquent des puissants qui se galvaudent et qui les pendraient au besoin.

La Princesse est Russe et Italienne, elle marmotte le matin des prières dans sa chapelle, et le soir, elle sourit aux calomnies que débite Penguilly, contre les *ratichons* et elle trouve magnifiques les impiétés socialistes de Littré, ou les haines sacerdotales de l'ex-séminariste Renan. Sainte-Beuve, ce gros et rond feuilletoniste, qui ressemble à un ortolan plumé, est l'enfant de cœur porte-encensoir de ce salon, il brûle devant la Princesse tous les parfums alambiqués de sa boutique, dans l'espoir d'arriver au Sénat en donnant le bras à Nieuwerkerke, dont les pas se sont déjà tournés bien souvent et bien inutilement vers le Luxembourg.

L'Empereur n'a aucune sympathie pour Nieuwerkerke et l'Impératrice le supporte à peine ; Mocquard et Lepic m'ont édifié de ce côté.

La pauvre Princesse Mathilde croit avoir un salon, elle n'a qu'un bazar *où tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute !*

La fréquentation de gens aux manières vulgaires, la vulgarise ; elle en est arrivée à prendre pour de *l'aisance majestueuse,* la familiarité la plus commune, elle grossit sa voix, elle tape sur l'épaule de Giraud et elle le nomme *devant tout le* monde :

« Ma vieille Gisaille !

« C'est mon homme à moi, » ajoute-t-elle, « c'est mon « vieux, je ne le prête à personne, etc. etc. »

Tout cela est trouvé charmant par les mascarilles qu'elle reçoit, mais les gens honnêtes, les gens polis s'éloignent, l'urbanité et la grâce disparaissent des salons de la rue de Courcelles qui n'ont plus qu'un *progrès* à accomplir pour ressembler à des antichambres.

La rue de Courcelles n'est que ridicule et vulgaire, mais que dire des Tuileries, non pas comme salon, mais comme caverne politique.

Les hommes sensés commencent à s'effrayer de ce régime de surprises et d'incertitudes, sous lequel nous vivons. Depuis quelques jours, il devient de plus en plus certain que l'Empereur pousse la Suède contre la Russie; Napoléon III veut restaurer la Pologne !... Le chauvinisme Polonais est encouragé, l'hymne national est chanté avec enthousiasme dans les cafés; le Charivari a carte blanche pour caricaturer la Russie.

Trois notes de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche ont été remises, il y a deux jours, au prince Gortschakoff, toutes trois demandent, avec des nuances différentes, la constitution d'une sorte d'indépendance pour la Pologne.

La Russie a répondu, il y a quelques jours, à une note à peu près identique de l'Espagne :

Que la reine devrait savoir mieux que personne que le premier devoir d'un souverain est de comprimer les séditions, d'écraser les révolutions et de garantir la sécurité de ses peuples.

D'autre part, les journaux Russes réimpriment avec affectation la réponse faite, en 1831, à une députation Polonaise par l'empereur Nicolas :

Je ne crois pas à vos protestations et je sais par cœur vos éternelles condoléances, si je vous accordais ce que vous demandez, vous vous en serviriez contre moi, mais faites y attention, si vous recommencez vos révoltes, je n'ai pas bâti pour rien la citadelle Alexandre qui domine Varsovie, ses canons écraseront cette ville, je la raserai et elle ne sera point réédifiée !

Tout cela ne présage point une réponse conciliante de l'empereur Alexandre ; les Russes qui sont à Paris et les Prussiens disent qu'ils sont prêts, qu'ils nous attendent et qu'ils voient bien que la guerre est résolue.

Beaucoup de sous-officiers retraités prennent chaque jour le chemin de fer de Strasbourg, ils reçoivent avant de partir une petite somme d'argent, leur voyage est payé ; ils trouvent des armes en Allemagne et trouvent le moyen de pénétrer en Pologne.

LUNDI 10 MAI.

Tout est encore apaisé pour le moment, la Russie a répondu aux trois notes sur un ton conciliant, et l'Impératrice, m'assure-t-on, abandonne l'idée de venir en aide à la Pologne. Il lui a été démontré que c'est la révolution Européenne qui s'agite dans ce coin de l'Europe, *qu'entreprendre* une guerre contre la Russie pour la cause

Polonaise, c'est jouer le jeu des révolutionnaires, et que l'Empereur Napoléon jouerait une partie dangereuse.

La Russie ne demande pas mieux à ce qu'on affirme que de se réunir en conférence avec les autres puissances, mais elle veut que ce soit à Pétersbourg. Nous sommes d'ailleurs toujours très mal informés de ce qui se passe sur le théâtre de l'insurrection, car les correspondances et les journaux sont acquis aux Czartoriski.

J'ai eu ce matin une longue conversation avec M. de Budberg, l'ambassadeur Russe, et il m'a fourni la preuve que les insurgés qui font reprocher aux soldats Russes des actes inouis de cruauté, commettent les plus horribles assassinats sur les blessés Russes, on a trouvé de ces malheureux pendus après avoir eu les pieds brûlés.

Boitelle, le préfet de police, m'a confirmé ce soir ce fait.

Le baron de Budberg m'a dit encore qu'une dame Polonaise qui habite Paris et qu'il m'a nommée, venait de recevoir la nouvelle de l'assassinat commis par les insurgés sur son frère riche propriétaire vivant en Pologne dans son château. Le comité insurrectionnel l'avait taxé à une forte contribution qu'une bande armée était venue se faire livrer, il y a moins de deux mois; une seconde bande est arrivée, il y a peu de jours, et elle a réclamé une nouvelle contribution; le gentilhomme Polonais s'y est refusé et comme cette bande menaçait d'employer la violence, il s'est armé et s'est défendu. Accablé par le nombre il a bientôt été désarmé, puis on l'a pendu et son château a été pillé et brûlé.

L'Empereur est moins porté pour la guerre, il a réfléchi, dit-on, et ne voyant pas à la France d'alliés sûrs,

il diffère l'exécution des vastes projets qu'il roule dans sa pensée.

L'Italie se pose en capitan Fracasse; elle dit par l'organe de ses journaux que si la France veut son appui, elle le lui donnera, qu'elle enverra trois cent mille hommes à notre aide, mais qu'il faut lui livrer Rome que sans cela elle ne bougera pas! . . .

Le baron de Budberg est d'avis que l'Italie doit être divisée en deux grands Etats et qu'alors la France pourra abandonner Rome qui sera garantie par l'intérêt qu'auront ces deux Etats à conserver entre eux l'intégralité de l'Etat Pontifical.

Il me disait que dans une toute récente conversation, il avait amené Nigra le ministre d'Italie à convenir que la possession de Venise serait un malheur pour l'Italie, que les gens sensés le comprenaient à Turin, et que d'ailleurs pour l'unité Italienne ce serait le *commencement de la fin.*

Puis a ajouté le baron de Budberg, l'Autriche ne saurait céder Venise, demain on lui demanderait l'Illyrie, la Dalmatie, Trieste et le Tyrol Italien.

Quant à la guerre dont on nous menace, nous ne la désirons pas, mais nous sommes prêts à la soutenir.

La Suède n'est pas autant notre ennemie qu'on veut nous le persuader, elle ne comprend pas l'intérêt qu'elle aurait à la guerre, elle a perdu, il est vrai, la Finlande en 1815, mais elle a acquis la Norvège.

Nous approchons des élections et Persigny ne se fait faute de circulaires, d'avertissements et de menaces pour avoir un Corps législatif à sa dévotion. Les députés catholiques sont tous répudiés par lui, et il a interdit aux can-

didats non-patronnés par le Ministère de prendre la qualification d'*indépendants*.

Le gouvernement triomphera trop, je le crains, le prochain Corps législatif n'aura plus que des *satisfaits*.

Les comités de l'opposition sont divisés, la démagogie y triomphe, elle présentera aux scrutins les hommes de 1848!

Les candidats pour Paris sont tous journalistes ou avocats, pas un négociant, pas un industriel, pas un banquier, pas un magistrat, pas un propriétaire, pas un militaire; jamais ni sous la Restauration, ni sous Louis Philippe, l'opposition n'a tenu en tel mépris le vrai Paris.

L'Empereur ne laisse rien deviner de ses pensées, il laisse faire à ses lieutenants; il se prétend fort occupé de César.

VENDREDI 22 MAI.

Notre journal *La France* a reçu un avertissement pour un article qui ne le motivait nullement, mais Persigny voulait à toute force nous en faire recevoir un; en conséquence ne pouvant le motiver sur l'article, il l'a motivé sur notre tendance générale à vouloir nous faire passer dans le public pour les représentants de la politique réelle du *gouvernement!*

Nous avons répondu vertement à cet avertissement, nous avons dit: *non, il n'est pas vrai,* etc. etc. . . . ce qui aurait dû nous faire tomber sous le coup d'un second avertissement.

La Guéronnière a écrit, à l'Empereur et s'est plaint de l'acharnement et des mauvais procédés de Persigny contre un journal qui sert mieux l'Empereur que les journaux officieux et qui lui est plus dévoué.

L'Empereur a interdit à Persigny d'aller plus loin et il a fait dire à La Guéronnière que le premier avertissement avait été donné sans qu'il en fut informé.

Madame de Lamartine est morte hier, c'était une très bonne personne, d'un esprit juste et distingué fort utile à son mari, elle avait 76 ans.

E. Baroche, après avoir été le candidat de l'administration pour les élections prochaines, s'est vu abandonné par elle, et le général Mellinet lui a été préféré.

E. Baroche, malgré cet abandon, a maintenu sa candidature, alors Persigny furieux a fait afficher dans le département de Seine et Oise des lettres bientôt reproduites par les journaux et dans lesquelles il explique les motifs qui ont forcé le gouvernement à cesser d'appuyer la candidature de M. Baroche.

Il lui reproche étant fonctionnaire, son immixtion dans les affaires de Mirès et de n'avoir pas expliqué ainsi qu'il en était convenu, ce que cette situation avait de louche, etc. etc.

Baroche fils a répondu qu'il avait expliqué sa situation à ses électeurs et que d'ailleurs il n'était pas vrai qu'on lui eût fait une condition de donner de nouvelles explications, et il a maintenu de nouveau sa candidature.

Le père Baroche est très malade d'un érésypèle à la face.

Persigny, si chatouilleux à l'endroit de l'honorabilité *de ses candidats* appuie dans la Dordogne M. Callet Saint-

Paul, beau-père du général Fleury, banquier condamné pour affaires peu honorables vis-à-vis des actionnaires d'un crédit quelconque qu'il avait établi; il appuie Calvet Rogniat, impliqué dans les tripotages Mirès, etc. etc.

Madame Persigny se galvaude avec Gramont Caderousse, elle est allée, il y a quatre jours, le chercher au *Château des fleurs;* elle est entrée seule dans ce bastringue et elle a fait une scène à son amant. Elle se montre publiquement avec lui, enfin le scandale ne saurait être plus grand. Persigny et son auguste moitié sont fous.

L'Empereur laisse faire ce fou, il laisse peser sur lui la compression qui irrite le corps électoral, les iniquités employées pour obtenir des députés dévoués; il lui donne plein pouvoir. Gagner le but, voilà ce qu'il faut, qu'importent les moyens. Mais cette compression a réveillé en France des idées libérales, jamais depuis dix ans les élections n'ont autant agité le pays, les chefs des anciens partis se remettent sur les rangs et je ne serais nullement étonné que Thiers, Berryer et Odillon Barrot fussent nommés.

L'obéissance presque passive du dernier Corps législatif ne paraissait point assez servile, que veut-on donc?

Que prépare-t-on en éliminant surtout les catholiques qui ont voté le paragraphe de l'adresse en faveur de la Papauté.

L'Empereur incline parfois vers la démocratie révolutionnaire, alors son cousin et Persigny sont ses âmes damnées. L'Empereur voudrait de nouvelles expéditions, de grands remaniements en Europe et s'il lui faut, pour arriver à cette fin, remuer la boue révolutionnaire, il la remuera! . . . l'Europe entière est inquiète et la France

est tenue en défiance parce que personne ne croit plus aux assurances de son souverain dont la finesse met en juste défiance.

DIMANCHE 24 MAI.

Il n'y a pas à en douter, l'Empereur veut que les élections soient faites comme Persigny les conduit; il est fort mécontent de voir les candidatures opposantes appuyées par la presse, et très irrité contre M. Thiers de son attitude.

C'est l'Empereur qui au dernier moment n'a plus voulu du jeune Baroche et c'est Messieurs Fould et Rouher qui ont été chargés d'aller en prévenir le père Baroche qui s'est d'abord montré récalcitrant et a dit qu'il ne pouvait pas conseiller à son fils de se retirer devant l'intrigue ourdie par la candidature Delâge (lieutenant de vénerie), alors on lui a répondu qu'il ne s'agissait point de M. Delâge, mais du général Mellinet, que devant cette nouvelle candidature M. Delâge s'était retiré honorablement.

Le père Baroche a d'abord paru comprendre ces raisons, mais le lendemain son fils est revenu d'une tournée électorale et il lui a respectueusement dit qu'il n'était qu'une « vieille bête, sans énergie, qu'on s'était moqué de « lui et qu'il fallait qu'il fît connaître qu'il continuerait « la lutte parce que lui, E. Baroche, ne comptait pas la « déserter. »

Le père toujours très faible envers cet intéressant *Ernest* a obéi, et alors sont survenues les lettres de Per-

signy, etc. Il n'est pas vrai comme on l'avait dit que le père Baroche ait donné sa démission.

Thiers est très irrité d'une lettre de M. de Persigny rendue publique et dans laquelle le grand historien est fort maltraité; il va répondre, m'assure-t-on, la lutte entre Thiers et le gouvernement sera curieuse.

Dans l'affaire Baroche, le tort de l'administration est de ne s'être prononcée qu'après la clôture de la session. Aussi longtemps qu'on a eu besoin de Baroche on a laissé son fils travailler son élection et se présenter aux électeurs comme candidat gouvernemental, puis tout à coup on le renie, et Persigny vient afficher que c'est parce qu'il ne peut expliquer sa participation aux affaires Mirès!

E. Baroche sera peut-être malgré tout élu, le général Mellinet n'est pas connu dans le département de Seine et Oise et puis le gouvernement a pour candidats dans d'autres départements Callet St-Paul et Calvet Rogniat.

Quelle comédie que tout cela!

L'Impératrice disait dernièrement à Nigra, chargé d'affaires du royaume d'Italie:

« Je ne vois qu'un moyen d'arranger la question Ita-
« lienne de façon à me faire aimer votre souverain, c'est
« qu'il devienne Pape, ce jour-là, je baiserai sa mule, non
« sans dégoût, mais enfin je la baiserai. »

L'Exposition des tableaux des artistes vivants est ouverte depuis le 1er de ce mois.

Je suis en lutte contre Nieuwerkerke pour les sottes mesures que lui font prendre ses conseillers.

J'attaque carrément dans le journal *La France;* voilà déjà deux fois que l'Empereur a donné tort à Nieuwerkerke, en ordonnant l'Exposition des œuvres d'art refusées

et secondement en autorisant la vente dans le palais de l'Exposition, du catalogue des *refusés* que Nieuwerkerke avait sévèrement interdite. Le Pacha Nieuwerkerke est vivement froissé, cependant il continue ses manœuvres d'équité ; le jeune Giraud qui expose pour la première fois a son tableau acheté 2500 francs ; le père Giraud a un tableau acheté, l'oncle Giraud a aussi un tableau acheté, il est malheureux que la mère ne peigne pas.

J'ai voulu vingt fois ne pas penser du mal de Nieuwerkerke, mon journal en fait foi, mais je suis forcé, indépendamment de ce qu'il m'a fait de me rendre à l'évidence. Il est infatué de son autorité et il croit plus encore que le Pape, à son infaillibilité, il commet chaque jour des actes arbitraires et le sens moral est tellement oblitéré chez lui qu'il ne s'aperçoit pas qu'il est de mauvaise foi.

Il ne sait, ne voit, n'entend rien, il ignore qu'il passe dans le peuple pour être entretenu par la Princesse Mathilde et que dans les cérémonies publiques lorsque la Princesse se montre, le peuple murmure contre elle et contre lui les plus sales propos. Nieuwerkerke jette à ses créatures, aux petites peinturlureuses qui ont les honneurs de sa couche, une partie des fonds d'encouragement, dont il dispose ; il a même fait donner des secours à la petite Poisson par la Princesse, et tout le monde sait que la mère Poisson lui avait vendu sa fille.

Tout ce qu'il se fait payer sur le budget du Louvre n'est pas croyable et moins croyable encore combien peu il dépense en réprésentation. Ses soirées dont il diminue *le nombre* chaque année, ne lui coûtent que trois bou-

teilles de sirop, une brioche, deux livres de petits gâteaux et du thé.

Il donne à ses amis ou amies particuliers trois ou quatre dîners par an, que vient faire le cuisinier de la Princesse, car il n'a pas de maison, ni cuisinier, ni domestiques, ce sont les gardiens du Louvre qui sont ses domestiques, un d'entre eux remplit l'office de valet de chambre.

Nieuwerkerke dîne et déjeûne chaque jour chez la Princesse et depuis le mois de juin, jusqu'au mois d'octobre, il y loge à la campagne. Il me disait cette année au mois de janvier :

« Les gens de la Princesse me coûtent 700 francs « d'étrennes, c'est cher ! »

C'est donc 700 francs que coûte à Nieuwerkerke sa nourriture et sa villégiature. Il a 20,000 francs de sa place, 12,000 francs de revenus à lui, et quoique sans maison, sans train, Nieuwerkerke dépense plus de 50,000 francs par an, beaucoup plus.

Concluez ! . . .

Il prétend que je suis son obligé, mais il oublie que le jour où pour ma part j'ai eu 4000 actions des *petites voitures,* il m'a demandé, lui qui me savait sans fortune et sans espoir d'en avoir :

« *s'il n'y avait rien pour lui.* »

Il oublie que je lui ai *donné,* oui donné et qu'il a accepté 2000 actions, que j'ai vendues avec bénéfice pour lui, sans bourse délier, de 55,000 francs ! . . . voilà ce qu'il me doit.

Cette année, il a fait rompre la quasi promesse d'acheter ses tableaux, faite à Protais, il a indignement aban-

donné le cousin de sa femme, qu'il a endetté en lui faisant exécuter le mobilier de la galerie d'Apollon, il est entre les mains des Giraud, Arago, l'Haridon, il n'y a plus qu'eux et les leurs.

MARDI 26 MAI.

L'Empereur approuve la façon dont Persigny conduit les élections, cependant quelques personnes parlent d'un manifeste libéral sous forme de lettre à Persigny, qu'il publierait avant le 31. Je crois peu à ce libéralisme:

L'Empereur veut un Corps législatif, plus que dévoué, parce que dans ses prévisions ou plutôt dans son intention, est ancrée l'idée d'une guerre dont la Pologne serait le prétexte et les bords du Rhin le but.

Le réveil du sentiment libéral mécontente, et Persigny *est décidé à tout,* pour avoir de *bonnes élections.* Nous savons comment il est facile de les obtenir, et nous nous souvenons de petites communes ayant 30 électeurs qui ont fourni 56 voix à des candidats officiels.

Persigny a de l'empire par la brutalité sur Napoléon III, nature obstinée, mais douce. Dans une discussion, comme l'Empereur affirmait une chose que Persigny n'admettait pas, l'Empereur dit: *Je vous donne ma parole . . .* Persigny haussa les épaules en l'interrompant et dit: *Est-ce que vous avez une parole?*

JEUDI 28 MAI.

Le prince Gortschakoff a dit à une des personnes politiques les plus hautes de Pétersbourg que la guerre entre la France et la Russie devenait de plus en plus imminente, dans un avenir très rapproché.

Il y a quelques jours, Morny et Persigny ont eu chez l'Empereur une altercation fort vive, à propos des élections; Morny reprochait à Persigny la maladresse avec laquelle il a conduit les élections et surtout contre M. Thiers; il était d'avis que la candidature de cet homme éminent n'aurait pas dû être combattue par le gouvernement.

Persigny s'est mis en colère, comme c'est assez son habitude et il a terminé la discussion par ces mots:

« Vous connaissez mal ce pays-ci, il a besoin d'être « régi par la force! . . . »

Chacun s'est regardé et tout a été dit, mais tout le monde aussi pense que Persigny devient de plus en plus impossible.

Le mouvement libéral réveillé par les élections est vif à Paris et dans les provinces, les populations reprennent part aux agitations de la vie politique. Les ouvriers produisent leurs candidatures ouvrières, dans beaucoup d'endroits, assure-t-on, la lutte sera vive.

Le commerce commence à s'inquiéter des incertitudes de la politique extérieure, depuis six mois, les affaires se restreignent, il y a un malaise encore muet, mais il fau-

drait peu de choses pour qu'il se manifeste. L'expédition du Mexique qui nous coûte énormément d'argent et un grand nombre de soldats est impopulaire; celle de la Cochinchine ne l'est guère moins, parce que les résultats n'en sont nettement perçus par personne.

Puis, dans toute la France, on est fort en garde contre l'Angleterre, on lui suppose l'intention de nous engager dans quelque périlleuse entreprise pour profiter à nos dépens de l'occasion.

Le parti religieux a de nouveau des inquiétudes à propos de Rome, il lui semble, soit par la manifestation des candidats patronnés, soit par le langage de Victor-Emmanuel et par les articles du *Moniteur*, que l'Empereur incline vers la politique Italienne et que l'abandon de Rome pourrait bien encore une fois être un acte prévu dans l'avenir de sa politique.

SAMEDI 30 MAI.

Dans les provinces, le mouvement politique se dessine, les partis se réveillent et mettent une animation extrême à la lutte électorale.

Nous recevons des lettres de Toulouse qui nous apprennent que Rémusat a de grandes chances d'y être élu.

Jouvenel, combattu par le gouvernement parce qu'il a été rapporteur à la commission qui a conclu contre la dotation de Palikao, préoccupe beaucoup les électeurs: « *Que veut le gouvernement,* » disent-ils, « *puisqu'un député*

« *dévoué d'ailleurs est disgrâcié pour n'avoir pas tout ap-*
« *prouvé.* »

Les gens sensés commencent à regretter de n'avoir pas représenté aux électeurs la dernière chambre toute entière.

Le parti libéral, le libéralisme, la liberté, on n'entend plus parler que de cela, Persigny avec ses stupidités nous a ramenés aux jours parlementaires où tout le monde prétendait se mêler du gouvernement. On *conspirait fort constitutionnellement* contre la dynastie et les institutions.

Les députés que nous allons avoir seront poussés malgré eux par cet esprit de faux libéralisme, ils ne croiront pas pouvoir rester trop au-dessous de l'esprit général des populations et ne voudront pas être considérés comme des arriérés ou des ennemis des lumières et de la civilisation. Le gouvernement ne retrouvera plus le corps législatif dévoué et obéissant qui a terminé sa mission cette année.

On peut juger aujourd'hui si la question Polonaise intéresse la France. Il n'en a pas été question d'un bout de la France à l'autre bout dans ce déluge de publications et de discours auxquels les élections ont donné naissance.

Ce que veut le pays, c'est la paix, il réprouverait une guerre contre la Russie.

Les affaires semblent se pacifier de ce côté, il y aura des conférences et la voie diplomatique sera seule employée pour régler le sort de la Pologne.

L'Empereur aura, je crois, plus à compter avec son nouveau Corps législatif à propos de la politique étrangère qu'il ne le pense.

La France résume sa volonté en peu de mots : *pas de guerre . . . économie ;* cela est net, elle trouve que la gloire lui coûte trop cher et elle ne voit pas trop le profit qu'elle tire de sa tutelle des nations, ni des protectorats qui lui rapportent peu en lui coûtant beaucoup.

Une seule guerre serait populaire, ce serait une guerre contre l'Angleterre qui en 1815 nous a dépouillés de nos plus belles colonies, qui nous a réduits dans l'Inde à un rôle humiliant, et qui est notre ennemie partout.

DIMANCHE 31 MAI.

Les élections commencent aujourd'hui, mais demain seulement la foule se portera au scrutin, car en France, pour toutes choses, nous attendons au dernier moment.

M. Baroche fils s'est enfin désisté de sa candidature assez platement ; il y a dû y avoir quelque promesse faite par le gouvernement, mais je n'ai rien pu savoir quoique Treilhard et moi ayons dîné hier ensemble au Cercle Impérial. Après dîner, le général Mellinet est venu fumer un cigare avec nous.

On parle de quelques changements dans le Ministère. Chasseloup Laubat quitterait la Marine pour l'Intérieur et serait remplacé par Jurieu-Lagravière ; Baroche deviendrait ministre sans portefeuille ; ces changements ne fortifieraient pas le Ministère et l'Intérieur serait assez mal traité si on le confiait à un homme aussi peu administrateur *que politique*.

Le maréchal Randon perdrait aussi le Ministère de la Guerre, l'armée est fort mécontente de lui et lui reproche avec raison sa lésinerie et son imprévoyance dans la campagne du Mexique.

Notre armée manque de munitions à Puebla, nous n'avons plus que 93 coups à tirer par pièce de canon, nous n'avons pas de mortiers, les boulets sont presque épuisés.

Pendant les derniers jours du siége de Sébastopol, chaque pièce des batteries de brèche tirait 200 coups par jour. Qu'on juge donc qu'elle dût être la situation de notre armée qui même après la prise de Puebla aura à s'occuper de celle de Mexico.

Les demandes du général Forey parvenues par le dernier paquebot sont :

Un approvisionnement de 50,000 coups à tirer pour l'artillerie.

Une batterie de 16 mortiers.

Cinq mille hommes de renfort.

Le jeune marquis de Gallifet, ordonnance de l'Empereur, a été blessé au ventre et au bras dans les dernières affaires par des éclats d'obus.

Aujourd'hui, tout Paris se rendra au champ de course du Bois de Boulogne pour assister à la course du grand prix continental de cent mille francs qui est une nouvelle création. Des chevaux Anglais et Italiens sont arrivés pour entrer en lice.

Les élections auront à souffrir de la concurrence de cette course, aussi ne sera-ce que demain qu'aura lieu la véritable bataille.

Il paraît qu'un accord se serait enfin établi entre l'Angleterre, la France et l'Autriche sur la marche à suivre vis-à-vis de la Russie dans la question Polonaise; la diplomatie va donc de nouveau tailler ses plumes ce qui ne veut pas dire que l'affaire Polonaise approche de sa solution.

Les agences de correspondance et les journaux s'entendent pour enfler l'insurrection Polonaise, les nouvelles qu'ils donnent sont fausses la plupart du temps. C'est une tactique de l'hôtel Lambert pour entretenir le monde de l'insurrection.

Les journaux enrégistrent avec soin les cruautés commises par les Russes sur des Polonais, mais ils ont grand soin aussi de se taire sur celles commises par les Polonais.

Or j'ai vu des rapports incontestables qui établissent que les Polonais coupent le nez, pendent et brûlent les pieds des soldats Russes qu'ils surprennent.

Il est bon qu'on sache que c'est toute l'Europe révolutionnaire qui a pris la Pologne pour champ de bataille. L'Empereur voudrait bien aller guerroyer par là, les guerres révolutionnaires lui plaisent, mais la France est lasse de guerre elle veut le repos, la diminution des dépenses et elle est fort peu enthousiaste de la Pologne.

LUNDI 1er JUIN.

Les candidats des oppositions coalisées l'emportent dans les élections à une grande majorité sur les candidats

du gouvernement. Thiers, Picard, Darimont, Emile Olivier, Pelletan, Havin, etc., enfin toute la liste des journaux opposants a passé. C'est un échec pour le gouvernement, mais c'en est un plus vif encore pour le comte de Persigny qui s'est abusé et a abusé l'Empereur jusqu'au dernier moment. Hier trompé par les rapports de Boitelle il répondait de tout.

Berryer est nommé à Marseille, je ne sais jusqu'à présent aucune autre nomination.

Il y avait ce soir de l'animation dans tous les quartiers et dans les clubs on discutait avec vivacité. La seconde édition des journaux du soir qui a paru à 8 h. ½ était arrachée des mains des porteurs.

Monsieur de Morny a eu ce soir une entrevue d'une heure et demie avec M. Drouyn de Lhuis et demain matin il y aura conseil des ministres.

M. Drouyn de Lhuis, comme du reste tous les ministres, est exaspéré contre le comte de Persigny. M. Drouyn de Lhuis faisait la plus vive opposition dans Seine et Marne à la candidature de M. de Jaucourt, et il ne cachait pas que c'était en haine du comte de Persigny.

On me raconte qu'à la soirée qui a eu lieu chez la Princesse Mathilde le dimanche de la Pentecôte, le comte de Persigny ayant dit assez haut dans un groupe que si le Corps législatif montrait quelques velléités d'opposition, l'Empereur le casserait, et se passerait de lui comme son oncle s'était passé du tribunat, l'Impératrice s'était approchée et d'une voix animée lui avait répondu :

« *Non, Monsieur, on peut la lui conseiller*, mais l'Empereur *ne fera pas une sottise pareille.* »

Le gendre de Mocquard m'a confirmé ce soir la scène violente qui avait eu lieu chez l'Empereur entre son beau-père et Persigny. Comme l'Empereur avait affecté de ne pas dire un mot, Mocquard voulait donner sa démission, mais l'Empereur n'a pas voulu la recevoir et il a dit à Mocquard :

« *Ne faites pas attention aux boutades de Persigny,* « *vous savez bien comme il est peu raisonnable quand il* « *est en colère.* »

On s'attend à une dislocation du Ministère, le maréchal Randon a donné sa démission ; il tombe devant la réprobation universelle de l'armée et précipité par les lettres des généraux du Mexique qui lui reprochent son imprévoyance et le dénuement où il les a laissé, de munition et de matériel de guerre.

Le comte de Persigny, c'est l'opinion générale, ne peut conserver son poste.

JEUDI 4 JUIN.

« Monsieur Emile, » disait avant-hier à son frère, le conseiller d'Etat, le *grand* Villemain, l'ancien ministre académicien peu partisan de l'Empire et de l'Empereur. « Une chose singulière me frappe, les courtisans sont res-« suscités, et ne croyez pas que les courtisans soient chose « commune, non, Monsieur Emile, je n'ai connu de cour-« tisans, ni à Louis Philippe, ni à Charles X, ni à Louis XVIII.

« L'homme a une propension naturelle à se faire cour-« *tisan, mais* il ne consent à le devenir que d'une supé-

« riorité incontestable; c'est lorsque les souverains sont « forts et puissants, c'est lorsqu'ils dominent hommes et « choses par la supériorité de leur intelligence que les « courtisans s'empressent à leur cour et leur font cortége.

« Louis XIV et Napoléon Ier ont eu des courtisans, « dans deux ans vous verrez Thiers et Rémusat dans le « cabinet de l'Empereur. »

En attendant, la cour est à Fontainebleau et l'Empereur paraît assez mécontent de sa bonne ville de Paris. Il y aura, je crois, un remaniement du Ministère, mais pas avant un mois. L'Empereur ne veut pas avoir l'air contraint par les événements.

Mon fils Edouard rentrant, il y a quatre jours, le soir assez tard avec un de ses amis, acheva d'enlever par un coup de sa canne une affiche dont un lambeau flottait au vent. Il se trouva que cette affiche était un manifeste de M. Devinck. Deux agents de police en blouse apostés près de là s'élancèrent sur Edouard, le saisirent au collet et l'entraînèrent à un poste voisin où procès verbal fut dressé après quoi on le relâcha. Persigny, instruit du fait, exigea sa destitution et le lendemain Edouard fut prévenu qu'il ne faisait plus partie des attachés au cabinet du ministre des Affaires étrangères. Les directeurs voulurent vainement s'interposer, Drouyn de Lhuis répondit que l'Empereur pouvait seul réformer la décision prise contre mon fils. L'affaire en est là, les amis qu'Edouard a à la cour s'emploient pour lui.

Persigny est un méchant fou; c'était, il y a vingt-cinq ans, un mauvais drôle très fort soupçonné d'être grec au jeu.

VENDREDI 5 JUIN.

Le journal *La France* a porté plainte en diffamation contre le *Constitutionnel* et le *Pays*, journaux dirigés par M. A. Chevalier sous la suprême inspiration de M. de Persigny, pour deux articles où ces *domestiques* du ministre de l'Intérieur nous accusent d'avoir trahi la cause du gouvernement comme M. de Bourmont a trahi l'Empereur la veille de la bataille de Waterloo.

Persigny avait préparé un rapport à l'Empereur pour lui demander la suppression par décret de notre journal par motif de sûreté publique. Ils sont très désappointés au Ministère de notre résolution.

Persigny m'en veut à mort, et son stupide Boitelle m'a en exécration; ils prétendent que je suis le grand conseil et l'inspirateur de La Guéronnière et que je dissimule ma personnalité politique sous l'hypocrisie d'un rédacteur des Beaux-Arts.

On dit dans Paris que Persigny mourra sur la paille parce qu'il a déjà sali Thiers (sa litière).

JEUDI 11 JUIN.

Le *Moniteur* annonce ce matin la prise de Puebla, Ortéga s'est rendu sans conditions avec 18,000 hommes; c'est un fait important et glorieux, mais tout est-il terminé?

Reste Mexico que les Américains ont eu de la peine à réduire. La saison des pluies commence en juin au Mexique, de sorte qu'il est possible que nous soyons forcés de rester à Puebla jusqu'en septembre.

Traitera-t-on avec Juarez sans aller à Mexico, j'ai de la peine à le croire. L'Empereur avait de grandes vues sur ce continent Mexicain, je ne pense pas qu'il y ait renoncé.

Il est toujours fort question des changements ministériels. On dit que Persigny serait remplacé à l'Intérieur par Baroche et que Haussmann prendrait les Travaux publics.

Persigny se sépare de sa femme ; tel est le racontar de ce matin ; il est vrai que sa femme en a fait assez pour motiver dix séparations.

L'Empereur espérait recevoir la nouvelle de la prise de Puebla avant les élections du 31 mai, il a été fort désappointé qu'elle ne lui arrivât pas ; jamais il ne s'était montré de si méchante humeur. Cette reddition de Puebla n'a eu lieu que le 7 mai.

On doit être en joie à Fontainebleau, mais je doute qu'elle produise un grand effet sur les ballotages de dimanche prochain.

Comme la Bourse était en baisse depuis deux jours les frondeurs prétendent que le gouvernement a voulu faire remonter les cours en faisant arriver cette nouvelle ; mais sa date de New-York du 1er juin dément ce mauvais bruit.

VENDREDI 12 JUIN.

Ce qui peut jeter quelque lumière sur l'esprit qui préside à la réduction de quelques journaux est bon à noter.

Mme Sand écrit aujourd'hui dans la *Presse* à propos d'un livre plus que médiocre de M. Vacquerie les lignes suivantes:

« *Le sang de l'humanité est une source de renouvelle-*
« *ment; les hommes forts renaissent de leurs cendres et*
« *guérissent de leurs plaies. Et cette loi est si absolue et*
« *si fatale que les faibles eux-mêmes trouvent une force*
« *et une vertu dans le martyre. Tout comme Robespierre*
« *et Danton, Louis XVI, sa femme et son fils sont des vic-*
« *times qui en passant sous le niveau fatal de l'échafaud*
« *ont acquis le droit de revivre dans les partis avec les-*
« *quels l'histoire aura peut-être encore à compter.* »

La liste des invités au château de Fontainebleau est ainsi composée:

La princesse Anna Murat et sa dame de compagnie (j'ignore quelle peut être cette dame qui n'est inscrite sur aucun almanach), le prince et la princesse de Metternich, le prince de Reuss, le duc et la duchesse de Valençay, le prince et la princesse Poniatowski (Mlle Lehon), le marquis et la marquise de Dalmas? le comte et la comtesse Walewska, le comte de Païva, le ministre des Pays-Bas, le comte et la comtesse de Pourtalès, le baron et baronne de Beyens, le duc de Mouchy, le comte de

Périgord, le comte de Komar, Messieurs Thomas y Caro, Alvarez de Toledo, le comte de La Rochefoucauld, le comte de Mosbourg, le vicomte et la vicomtesse Aguado, M. et Mme Arcos, le baron et la baronne de Rothschild, baron Heeckeren (on lui devait cela après la triste campagne qu'on lui a fait faire par deux fois en Alsace contre M. Keller!), le docteur Conneau, le lieutenant-colonel Merle.

C'est toujours à peu près le même personnel, l'Impératrice veut en majorité une cour jeune, car il faut s'amuser et surtout danser. Les diplomates étrangers qui ont passé l'âge de la danse ne sont pas en grande faveur dans les résidences impériales; ainsi l'ambassadeur Prussien n'a pas été invité, mais le secrétaire de l'ambassade, le prince de Reuss qui se trouvait en congé à Berlin, a été appelé par dépêche, et après avoir remis à son ambassadeur les instructions que lui envoyait M. de Bismarck il est immédiatement parti pour Fontainebleau!

SAMEDI 13 JUIN.

Le comte de Persigny disait avant-hier à Charles de La Guéronnière (le préfet): « *On croit que j'ai fini, je « commence . . .* ». Quoiqu'il ait dit, les hommes politiques pensent qu'il ne restera pas ministre plus de deux mois.

MARDI 16 JUIN.

La Guéronnière est parti ce matin pour Fontainebleau, pressé par Mocquard d'aller trouver l'Empereur pour conjurer l'orage qui gronde sur le journal *La France.*

Persigny veut absolument supprimer ce journal et il paraît que tout était prêt pour nous ranger parmi les morts.

La Guéronnière ne sera de retour que ce soir et je ne saurai que demain si nous avons l'espoir de vivre encore.

Mon fils a éte réintégré aux Affaires étrangères sur une lettre de l'Impératrice. Drouyn de Lhuis l'a reçu avec ses plus gracieux sourires et lui a dit: « *Il fallait « vous adresser à moi, je suis le père de mes jeunes « attachés ?* . . . »

C'était touchant, mais il ne faut pas s'y fier.

Les scrutins de ballottage ont eu lieu hier; l'opposition y gagne 4 ou 5 membres avec de belles majorités.

Guéroult a eu à Paris 6000 voix de plus que son concurrent. M. Curé, le candidat appuyé par l'administration, n'a eu que 40 voix de plus à Bordeaux que son concurrent Lavertujeon.

Ancel a eu au Hâvre une grande majorité, etc. etc.

Persigny en devient de plus en plus irrité. Il vient d'envoyer une circulaire à tous les préfets pour avoir de nouveaux renseignements sur le personnel de la presse *politique dans* les départements.

Dans le combat livré au Mexique par le général Bazaine au général Mexicain Cumonfort 200 zouaves ont été entourés par 5000 Mexicains dans un défilé, ces 200 zouaves ont été tués, puis les Mexicains ont défilé devant leurs cadavres en poussant des exclamations de victoire et d'insulte.

Le général Mellinet que le gouvernement avait substitué au jeune Baroche dans Seine et Oise a échoué. Le pauvre général avait accepté la candidature par dévouement pour l'Empereur qui l'en avait prié; on parlait de le mettre au Sénat où une place est vacante par la mort du général Marey-Monge, mais on dit d'autre part que cette place est réservée pour le général Bazaine.

Mirès a eu hier une scène violente au *Constitutionnel* avec Chevalier, le commissaire est intervenu avec les sergents de ville et il a fallu emporter Mirès dont les vêtements étaient en lambeaux par suite de la lutte.

VENDREDI 19 JUIN.

Après le conseil des ministres qui a été tenu hier aux Tuileries par l'Empereur et dans lequel au grand ébahissement de la plupart des ministres il n'a point été question de la crise ministérielle, l'Empereur s'est entretenu avec le comte Walewski et ne lui a point dissimulé qu'il entendait prochainement remplacer le comte de Persigny dans le conseil.

Ainsi la crise est commencée.

Le journal *La Patrie* avait avant-hier un article fort belliqueux à propos de la Pologne. Cet article avait été inspiré par le château.

On affirme que la guerre contre la Russie est dans la pensée de l'Empereur plus que jamais; les gens sensés ou qui se croient tels, s'en affligent et s'en effrayent. C'est la question des bords du Rhin remise sur le tapis; c'est une guerre générale dont la France supportera presque à elle seule le fardeau.

M. Thiers est parti pour Vienne, il disait la veille de son départ:

« *Avant les inconcevables manœuvres de M. de Per-*
« *signy contre moi, j'étais décidé à me faire faire un uni-*
« *forme de membre du Corps législatif pour le porter*
« *comme mes collègues chez l'Empereur, lorsque j'y serais*
« *invité, mais depuis les diffamations du ministre j'ai*
« *changé d'avis, je ne me suis pas fait faire d'uniforme*
« *et je n'irai point chez l'Empereur.* »

M. Thiers a choisi sa place au Corps législatif près de M. Jules Favre.

La Guéronnière que le gouvernement cherche à séparer du journal *La France*, opère une conversion, il devient très Polonais; il est tout près de se laisser gagner si les offres en valent la peine, si on lui donne un portefeuille quelconque.

VENDREDI 3 JUILLET.

Le Ministère a été bouleversé, il y a déjà plusieurs jours, Persigny, Walewski et Delangle sont démissionaires.

Les ministres sans portefeuille sont supprimés.

Baroche est au Ministère de la Justice.

Billault ministre d'Etat. Les divisions qui composaient le Ministère d'Etat sont reparties entre les autres Ministères.

Bacciochi est intendant général des Théâtres (ministère maison de l'Empereur).

Nieuwerkerke sera, dit-on, intendant général des Beaux-Arts.

Boudet, chef de section au Conseil d'Etat, est ministre de l'Intérieur.

Duruy, ancien professeur d'histoire, auteur de quelques médiocres histoires Grecque, Romaine et Française, introduit près de l'Empereur pour l'histoire de César, est ministre de l'Instruction publique, c'est un élève de Michelet.

Rouher devient ministre-président du Conseil d'Etat.

Ce matin, le *Moniteur* annonce que Thuillier, ex-secrétaire général de Persigny, est nommé chef de section au Conseil d'Etat! et Gricourt chambellan est nommé sénateur!

Ces deux nominations stupéfient. Thuillier est un rouge de 1848 qui a fait faire à Persigny la néfaste campagne électorale de 1863.

Gricourt est un sauteur, et pour faire ce monsieur sénateur, l'Empereur manque de parole aux généraux Mellinet et Bazaine.

Vraiment c'est trop fort, ou l'Empereur ne se doute pas de la non-valeur de ces deux messieurs, ou l'Empereur méprise bien le Sénat et la France!

L'Angleterre a fait étrangler par le vieux parti des Howas, Radamah, roi de Madagascar, ainsi que ses officiers et ses ministres. La reine a pris le gouvernement et elle a mis à néant les traités faits par le malheureux défunt. Le traité avec la France est rompu, il n'est pas à présumer que la France supporte tranquillement cet échec. De graves intérêts sont engagés dans la question de Madagascar; c'est peut-être une plus grosse question que celle du Mexique et certes il serait plus important pour nous de nous en occuper que de nous lancer dans l'affaire de Pologne.

On cherche vainement à nous surexciter contre la Russie, nous ne voulons pas compromettre un milliard et trois ou quatre cent mille hommes dans cette équipée.

Tous les journaux sont enrégimentés par les comités Polonais ou sont retenus comme le journal *La France* par la crainte de contrarier la politique de l'Empereur.

Ils se refusent à insérer les documents favorables aux Russes, tant authentiques soient-ils, et ils impriment sans examen tout ce que les comités leur transmettent.

Ainsi on ignore que les Polonais commettent les plus abominables cruautés, hommes pendus, torturés, femmes violées, enfants ensevelis dans des puits, villages incendiés, et que les Polonais pendus par ordre de l'autorité Russe *sont les instiguateurs* ou les exécuteurs de ces crimes.

Les journaux catholiques se laissent persuader que le parti démagogique Polonais qui conduit l'insurrection, travaille au rétablissement du culte catholique!...

Je vois un grand danger à la résurrection de la Pologne comme royaume; je ne suis pas Polonais, je l'avoue, et comme je ne me fie pas à l'alliance Anglaise, je veux que nous nous ménagions la Russie.

Les affaires marchent singulièrement.

JEUDI 16 JUILLET.

L'Empereur est à Vichy, l'Impératrice est à St-Cloud.

La réponse de la Russie n'est pas encore arrivée, elle est cependant partie de Pétersbourg et parviendra à Paris samedi. On affirmait avant-hier que l'empereur Alexandre n'accédait pas à l'armistice que demandent les trois puissances; je le crois sans peine, car la Russie ne peut donner à l'insurrection Polonaise la sanction d'un traité qui la reconnaîtrait comme une puissance; elle ne peut non plus vouloir lui donner le temps de se constituer dans un repos garanti, de recevoir des armes, de se compter, de réunir ses forces et d'acquérir l'influence que lui prêterait ce premier traité fait pour ainsi dire avec elle.

L'Empereur se dissimule toujours derrière ses deux politiques, l'une belliqueuse, l'autre aux apparences pacifiques, mais en réalité personne ne sait ce qu'il pense et ce qu'il veut définitivement.

On est inquiet de l'incertitude dans laquelle on vit, des protestations démocratiques qui se lisent dans les

journaux officieux, des airs de triomphe du *Siècle* et de *l'Opinion Nationale* des lâchetés du *Journal des Débats* et de la politique embarrassée et flottante de notre journal *La France.*

Les choses à l'intérieur ne vont pas mieux, l'Empereur ne sait pas la vérité qui lui est murée par une petite coterie au milieu de laquelle il vit.

La confiance en lui s'ébranle. L'administration confiée à des hommes inconnus ou trop connus est sans valeur. L'armée est affaiblie par la loi de recrutement et par la loi sur la réserve. Le corps des officiers est froissé par le favoritisme, seule règle qui soit pour ainsi dire observée dans l'avancement.

Il est aussi question de recommencer une campagne contre ce que l'on nomme le parti clérical, autrement dit l'Eglise. Il y a cinq évêques déférés au Conseil d'Etat pour avoir adhéré à une lettre de Monseigneur de Tours au ministre des Cultes. Les livres anti-catholiques se multiplient, M. Duruy fait renaître l'espérance au cœur des incrédules. *L'Opinion Nationale* l'appuie et demandait ces jours-ci que Renan et Littré fussent chargés de professer la philosophie à la jeunesse.

Pas de culte, pas de prêtres, pas de catholicisme, et les niais trouvent cela superbe ; ils s'attendrissent et ils écoutent les mêmes écrivains qui parlent des misères de l'Eglise catholique de Pologne.

En Pologne un évêque a pour épithète *vertueux.*

En France *clérical hypocrite.*

En Italie *scélérat.*

La démagogie attaque le catholicisme qui enseigne *l'autorité,* et elle tonne contre les paysans qui partout en

France soutiennent l'Empereur, pour exalter les ouvriers qui rèvent la république sociale.

C'est un thème développé en ce moment par *l'Opinion Nationale.*

SAMEDI 18 JUILLET.

Nous sommes très noirs aujourd'hui; j'ai vu ce matin pendant une heure l'ambassadeur de Russie. Il n'a pu me montrer la réponse aux notes des trois puissances parce qu'elle n'était pas encore officiellement revenue de Vichy, mais il m'a assuré qu'elle était conciliante; cependant, a-t-il ajouté, la Russie refuse d'accéder à l'armistice.

Le comte de Budberg était assez vif, et une certaine irritation perçait dans toutes ses paroles. Il s'est plaint de l'hostilité de la presse française excitée par le gouvernement et il m'a dit qu'il avait reproché à M. Drouyn de Lhuis ces encouragements :

« Votre Empereur est absolument comme notre em-
« pereur Nicolas était au moment de la guerre de Crimée,
« il n'entend et il n'écoute favorablement que les partisans
« de la guerre. On vous trompe ici non-seulement sur
« l'état de la Pologne, mais encore sur celui de la Russie.
« On vous persuade que les provinces de la Baltique sont
« impatientes du joug de la Russie, eh bien, les grands
« propriétaires viennent de verser au trésor le montant
« des contributions en retard, ils ont fait cette avance
« patriotique non seulement dans le but de venir en aide

« aux petits propriétaires et aux paysans, mais encore « comme témoignage d'affection au gouvernement de leur « pays. »

Au Ministère ils se disent très mécontents de la réponse de la Russie peu satisfaisante quoique conçue en termes conciliateurs; ils pensent qu'elle sera considérée comme non-avenue, et quant au refus d'accéder à l'armistice, les trois cours le regarderont comme un *casus belli.*

Le républicain Duruy, ministre de l'Instruction publique qui déjà a su se rendre ridicule par ses circulaires, a donné pour sujet de composition aux élèves de la classe historique du grand concours des lycées.

Le partage de la Pologne!

M. Billault commence à se plaindre de l'insignifiance de son Ministère qui est sans attributions et il prépare un grand rapport à l'Empereur, pour demander que les travaux de ses collègues lui soient en quelque sorte soumis.

L'Empereur fait toujours répandre dans le public qu'il est très occupé de la vie de Jules César.

L'Empereur Napoléon Ier signait à Moscou un décret règlant l'organisation du Théâtre Français.

Ceci fait partie des idées Napoléoniennes.

On a su aujourd'hui que les Polonais ont surpris un petit village Russe dont ils ont enterré vivants tous les habitants, hommes, femmes et enfants.

Les journaux ne parlent pas de ce fait

Le gouvernement Français exige une réparation du gouvernement Italien pour l'arrestation illégale opérée dans le port de Gênes à bord d'un paquebot poste Français de quatre chefs, de bandes Napolitaines expulsés de Rome à l'instigation de la France et qui, munis de passe-

ports en règle légalisés par l'ambassade Française, se dirigeaient sur l'Espagne en passant par Marseille.

La restitution de ces quatre chefs est exigée et devra précéder toute réparation.

La Russie a essayé de détacher l'Autriche de l'alliance Anglo-Française, mais elle n'a pas réussi et le gouvernement Français lui fait un grief de cette tentative.

Enfin tout est à la guerre, la Bourse inquiète baisse chaque jour, et dans le public on commence à avoir des craintes. Je voyais hier le maire de Strasbourg qui est député et riche propriétaire en Alsace; il me disait que dans toute sa province le sentiment public se montrait peu favorable à la guerre, que les Polonais étaient trop connus et trop peu appréciés des Alsaciens, et que d'ailleurs les chances de guerre soulevaient une réprobation générale.

La populace des villes, criarde et révolutionnaire voudrait un conflit général parce qu'elle en espérerait un bouleversement d'où sortirait une nouvelle république! Les malheureux ne se souviennent ni des misères qu'ont essuyé leurs pères en 1793, ni des ateliers nationaux par lesquels eux-mêmes ont passé en 1848, mais le paysan ne veut pas la guerre, aussi depuis quinze jours, le paysan est-il très cavalièrement traité par le *Siècle* et *l'Opinion Nationale*.

L'Empereur veut la guerre, je le crains, par cette raison que son oncle après sa campagne d'Italie a fait la guerre du Nord.

Le moment de crise est très grave; si la guerre éclate elle se réveillera en Italie, en Hongrie, en Bohème, enfin partout.

Quel siècle troublé traversons-nous ? les hommes de ma génération n'ont jamais connu le repos, nos sommeils mêmes sont inquiets et agités et depuis soixante et dix ans pas un seul jour un Français ne s'est confié au lendemain.

C'est très bien d'étudier la vie de César, mais pour Dieu, Sire, étudiez là dans les loisirs que vous ferait une paix profonde et assurée.

Le traité de commerce avec l'Angleterre a produit des souffrances pour notre industrie. Les guerres de l'Amérique ont amené la misère de nos cités ouvrières. Une guerre dans le Nord causerait la misère de tous, réveillerait les passions révolutionnaires et compromettrait la dynastie.

LUNDI 20 JUILLET.

Non seulement le sujet donné à traiter aux élèves du grand concours pour le prix d'histoire est: *le partage de la Pologne*, mais le sujet de vers latins est: *la Pologne en 1863*. C'est M. Drouyn de Lhuis qui a demandé cela !

Nous sommes décidément à la guerre, l'Empereur le veut et la Russie l'accepte parce qu'elle comprend que la Pologne est un prétexte, mais que l'Empereur, poussé par l'Angleterre veut la guerre du Nord.

Pas d'armistice ; le congrès différé après que les puissances co-partageantes de la Pologne se seront entendues.

La Prusse sait que la guerre aura surtout pour but *de la dépouiller* des provinces du Rhin, elle se prépare.

La vraie France ne veut pas la guerre, elle veut le repos, elle veut la réalisation des paroles de l'Empereur: *l'Empire c'est la paix!*

Le besoin de repos est général; je crois que le Corps législatif prendra difficilement son parti de la guerre.

M. Thiers peut rentrer dans la politique avec un grand éclat et rallier bien des gens à son opinion.

Autour de l'Empereur on se frotte les mains; au Ministère des Affaires étrangères on aiguise les sabres des soldats.

Hier, le préfet de police a eu une grande conférence avec M. de Budberg à propos de quoi? je l'ignore.

M. Fould, arrivé hier matin de Vichy, s'est immédiatement rendu à St-Cloud.

Je crains fort que nous ne soyons au début d'une crise qui se produit volontiers en France tous les quinze ans, et quinze ans sont écoulés depuis 1848!

L'Empereur jette de gaité de cœur et pour faire de la popularité démagogique le sort de la France, son repos, sa fortune, aux chances d'une guerre Européenne; il ne sait pas que les partis reformés en France, l'armée affaiblie, les populations désillusionnées sont près d'être lassés.

La fortune commerciale, industrielle et particulière est tellement engagée dans les grandes affaires, qu'elle ne saurait supporter comme sous le premier Empire les perturbations de la guerre. Le paysan calcule ce que la guerre lui enleverait de bras, tout le monde s'effraye de ce qu'elle coûterait d'argent.

Si la guerre éclate, nous aurons avant la fin de l'année un emprunt d'un milliard et je ne pense pas qu'il s'obtienne dans de bonnes conditions.

Nous avons la guerre au Mexique, en Cochinchine et nous pourrions bien l'avoir avant peu à Madagascar où il faudrait envoyer 30,000 hommes.

Au Mexique, la fièvre décime nos régiments, à Madagascar elle ferait encore pis.

En Pologne, nous irions enterrer 150,000 hommes au moins pour fabriquer un royaume de Pologne qui serait bientôt un grave embarras.

L'Angleterre ne souhaite que cette guerre pour nous occuper entièrement, alors elle aurait le champ libre par le reste du monde.

L'Autriche, avant trois mois, aurait assez à faire avec la révolution qui se réveillerait en Hongrie, en Bohème, en Italie, et elle se retirerait pour veiller à ses intérêts.

Quant aux Italiens, leur *reconnaissance* les engagerait à profiter de nos premiers embarras pour nous quitter et pour chercher à voler Rome.

Les républicains et les Orléanistes poussent à la guerre, les légitimistes font chorus, et l'Empereur tout préoccupé de César dans les Gaules rève de laisser aux historiens futurs de raconter les campagnes d'un César du XIX^e^ siècle en Allemagne.

César joue un grand rôle, c'est un personnage bien puissant; Julius César a une énorme influence. Il a fait Duruy ministre, il a fait cinq ou six sénateurs, entre autres Saulcy, savant un peu gascon, à l'imagination duquel il ne faut pas toujours se fier.

Les peuples ne demandent point aux rois d'être savants et d'écrire des livres, ils leur demandent de savoir *gouverner et d'écouter* la voix de leurs intérêts, de leurs

craintes ou de leur misère. Je n'approuve pas plus un souverain d'être serrurier comme Louis XVI, éleveur d'oiseaux comme Louis XIII, que d'être historien archéologue ... règnez, cela doit être là, votre seul métier, souverains!

DIMANCHE 9 AOUT.

Les notes s'échangent entre la Russie et les trois puissances, et plus les notes s'accumulent moins, l'entente se fait. Le prince Gortschakoff, dans sa dernière communication, maintient qu'il n'y a pas un état de guerre en Pologne, mais une insurrection et que la Russie ne saurait reconnaître le titre de belligérants à des révoltés. Il nie que la concession des six points indiqués par les puissances puisse ramener l'ordre en Pologne, puisque c'est à la faveur des libertés accordées par la Russie, que la Pologne a trouvé plus de facilités pour une révolte. Il accuse de nouveau et avec plus de force les comités révolutionnaires de l'Europe de tout le mal qui s'accomplit, et il prie le gouvernement Français de considérer que le gouvernement Russe est moralement responsable devant l'opinion publique de son pays et qu'il doit ménager l'amour-propre national des Russes.

Cette note est très bien faite, conciliante dans la forme, ferme dans le fond.

La guerre me semble de plus en plus impossible, malgré les velléités de l'Empereur. La France n'en veut

pas, l'Autriche cherche à l'éviter et quant à l'Angleterre, le *Times* déclarait avant-hier *que la France et l'Autriche pourraient y être entraînées, mais que l'Angleterre garderait une neutralité sympathique.*

J'arrive de l'Anjou, personne n'y veut la guerre, personne ne s'y soucie des Polonais si ce n'est la tourbe révolutionnaire.

Le journal *La France* suit une polémique incertaine et déplorable, il n'ose se prononcer comme la *Presse.*

La Guéronnière est toujours retenu par la crainte de déplaire à l'Empereur qui laisse miroiter à ses yeux un futur Ministère, et d'un autre côté on m'affirmait à l'ambassade de Prusse que depuis quelques jours il touche un fort subside de la Russie.

Le Mexique, par la voix de ses notables, a proclamé empereur l'archiduc Maximilien. Les députés qui lui apportent la couronne sont attendus à Marseille et dans le cas où cet archiduc n'accepterait pas la couronne, les Mexicains s'en remettent à l'Empereur Napoléon du soin de leur nommer un souverain.

Je ne crois pas à la guerre, mais la finance, l'industrie et le commerce sont inquiets. On attend le 15 août avec impatience, parce que, dit-on, l'Empereur répondra par un discours aux félicitations du corps diplomatique.

L'Italie de Victor-Emmanuel se livre à des jactances risibles à propos de la question Polonaise. Ce capitaine Fracasse *se retient* avec peine, il n'agit pas, que par considération pour la France ! . . . s'il agissait, la Pologne et la Hongrie seraient bientôt libres ; Rome serait débarrassée des Français et Venise des Autrichiens ! Ces gens là sont *de plus en plus* bouffons.

L'Empereur s'enveloppe toujours de silence, mais il use cette force d'inertie et le peuple Français commence à se fatiguer des incertitudes politiques qui ne lui laissent pas un moment de repos.

L'Empereur est parti hier pour assister aux courses du *Pin*, il sera de retour demain lundi.

SAMEDI 15 AOUT.

Les illuminations de la ville pour la fête de l'Empereur s'éteignent lentement, la foule qui encombrait les rues s'écoule peu à peu; quelques fusées éclairent encore par moments les masses noirâtres des maisons, le silence gagne de quartier en quartier, dans une heure il sera profond. Il n'y a eu ni revue de l'armée, ni revue de la garde nationale, ni réception du Corps diplomatique, ni discours. Nous sommes ce soir aussi incertains de notre situation politique que nous l'étions hier, ignorant si nous marchons vers la guerre ou si nous conservons la paix.

Eugène Delacroix est mort avant-hier à 64 ans, nous perdons en lui un grand peintre, il laisse une lacune dans notre école. Jamais artiste ne s'est montré plus original, ni plus puissant que lui; jamais avec autant d'incorrections, de rudesse et de mépris des traditions aucun peintre n'a déployé tant de génie; moi je perds en lui un bon et affectueux ami, un compagnon de ma jeunesse et je ne saurais exprimer la tristesse que sa mort me cause.

JEUDI 17 SEPTEMBRE.

Je suis allé en Belgique, mais la maladie qui me mine depuis cinq mois ne m'y a pas laissé un seul jour en repos. J'y ai plus fréquenté les médecins que les hommes politiques et les artistes. Cependant j'ai pu me rendre à Malines où se tenait le congrès catholique.

Cette manifestation était vraiment imposante, quatre mille prêtres, cardinaux, archevêques, évêques et simples prêtres y assistaient; plusieurs étaient venus de l'Orient, d'autres de l'Espagne. de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre. Les intérêts de la cause catholique y ont été discutés avec un certain éclat.

M. de Montalembert et le prince de Broglie étaient au nombre des assistants.

La ville de Malines où se tenait le congrès est une ville éminemment catholique: la population sympathisait avec ses visiteurs. Il a été beaucoup question de la fondation d'un grand journal des intérêts catholiques dans le format de *l'Indépendance Belge*. Chaque curé voulait d'abord faire adopter le journal de sa localité, mais la majorité de l'assemblée a compris qu'il fallait comme défenseur aux intérêts de la catholicité autre chose qu'un journal de province. Le comité permanent est chargé d'aviser.

L'association catholique est pourvue d'une forte organisation, d'une sorte de gouvernement dont le Ministère

Belge ne cherche point à entraver l'action par des mesures administratives, la liberté est grande en Belgique et la tolérance y est extrême. Les Belges n'ont aucune envie de devenir Français; ils tiennent à leurs libertés et à leur existence à bon marché; d'ailleurs leur neutralité leur semble préférable à l'honneur de former trois départements d'un grand empire.

La politique offre peu de nouvelles, on en attend toujours et il n'en vient jamais de décisives de nulle part. L'affaire de Pologne est comme enterrée, la France, l'Angleterre et l'Autriche s'en tiendront à leurs notes et à l'assurance qui leur est donnée par la Russie que l'insurrection Polonaise sera définitivement écrasée au mois de janvier et qu'alors l'empereur Alexandre donnera un armistice et une constitution.

On ignore encore si l'archiduc acceptera la couronne du Mexique; l'Angleterre l'y engage beaucoup, tant elle craint de voir le Mexique demeurer entre les mains de la France.

La situation de la Prusse est des plus tendues, de nouvelles élections vont avoir lieu et l'opposition compte y recruter une majorité compacte. M. de Bismarck est, dit-on, décidé le cas échéant à gouverner sans chambres.

Le fameux congrès de Francfort sur les décisions duquel l'empereur d'Autriche comptait pour rétablir sa puissance impériale n'a produit qu'une scission plus marquée entre la Prusse et l'Autriche.

Ici en France rien de bien saillant; les ambassadeurs de l'empire Annamite sont arrivés.

Cinq passagers que la presse Italienne nomme des *brigands avaient* été embarqués à Civita Vecchia munis

de passeports délivrés par l'ambassadeur de France et par celui d'Espagne. Ces cinq brigands étaient cinq chefs de bandes Napolitaines des plus redoutés ils se rendaient en Espagne en touchant à Marseille où un bâtiment Espagnol devait les prendre. Malheureusement pour eux le bâtiment Français s'arrêta à Gênes quelques heures; la police Italienne, prévenue de leur présence sur un brick des Messageries Impériales commandé par un lieutenant de vaisseau de la marine impériale les fit enlever de vive force.

Le gouvernement Français les réclama et ils lui furent rendus, mais le gouvernement Français les fit emprisonner et sur la demande d'extradition à lui expédiée de Turin il vient de les livrer à l'autorité Italienne.

Ces cinq hommes ont, dit-on, commis des crimes non-politiques, je n'en sais rien, mais je veux bien l'accorder. Ce n'est pas le crime civil que le gouvernement de Victor-Emmanuel poursuit, il veut tenir en ses geôles, traduire devant ses tribunaux des ennemis politiques.

Les journaux Italiens ne le cachent pas et ils félicitent l'Empereur de cette preuve de cordiale entente d'ou ils voient sortir dans un temps très rapproché l'abandon de Rome par la France.

Cette extradition me semble odieuse et je ne veux pas croire que l'Empereur l'ait ordonnée contre l'avis de ses ministres.

Lorsque notre ambassadeur à Rome délivra des passeports à ces malheureux, il n'ignorait pas qui ils étaient et cependant il invitait les agents de son gouvernement *à leur donner* aide et protection.

Il y a plus, sur les instances du gouvernement de Turin, le gouvernement Français sollicitait depuis longtemps de la cour de Rome l'éloignement des chefs de *brigands ;* il l'obtient, les cinq *brigands* ont ordre du Pape de quitter les Etats Romains, ils s'embarquent pour l'Espagne sur un vapeur Français avec des passeports Français et ils sont livrés à leurs ennemis.

Ceci ressemble à un guet apens!

Un détail de la vie de S. E. Monsieur Duruy, ministre de l'Instruction publique.

Ce détail m'a été donné par un de mes voisins, Jourdain marchand de curiosités, rue Basse du Rempart.

Jourdain a été comme ouvrier de la manufacture des Gobelins, le camarade et l'ami du père de S. E. Duruy ; ce brave homme de père tenait rue de l'Oursine, au coin de la rue Censier, un petit café borgne, où le futur ministre, très jeune encore, servait, le tablier blanc sur le ventre, des tasses de café et des petits verres aux consommateurs.

Le frère aîné de S. E. Duruy succéda comme cafetier à son père, mais il n'exerça que deux ans et se brûla la cervelle. Duruy n'a plus rien du garçon de café, mais il est coulé dans le moule des cuistres.

Je suis nommé par les délégués de l'Industrie Parisienne, membre du comité des récompenses de l'exposition des Beaux-Arts appliqués à l'industrie.

VENDREDI 18 SEPTEMBRE.

J'ai appris que M. Sapia, l'un des directeurs du Ministère des Finances, s'occupe d'un grand travail, fort secret et qui ne doit pas être rendu public, sur les finances de l'Empire.

Les conclusions de ce travail sont fort peu rassurantes, car elles abordent la question de la mort de l'Empereur et elles établissent ceci : que l'Empire alors serait renversé au milieu d'une crise effroyable par la question financière.

Les nombreuses compagnies qui se sont formées depuis 1848 pèseraient énormément sur le gouvernement, en cas de crise; cette énorme dette flottante écraserait le crédit, mènerait à la banqueroute et emporterait l'Empire et ses institutions.

Nous reviendrions probablement aux rêveries socialistes qui achèveraient l'œuvre de dissolution, tout s'abimerait dans ce cataclysme et la France descendrait avec rapidité les échelons de sa décadence.

Nous nous endormons sur le volcan des finances et nous sommes toujours disposés à nous lancer dans des guerres ou des entreprises qui augmenteraient nos découverts.

J'ai, je crois, oublié de mentionner que Persigny vient d'être créé duc, pour son dévouement et les services qu'il *a rendus*, dit le décret impérial.

Belge ne cherche point à entraver l'action par des mesures administratives, la liberté est grande en Belgique et la tolérance y est extrême. Les Belges n'ont aucune envie de devenir Français; ils tiennent à leurs libertés et à leur existence à bon marché; d'ailleurs leur neutralité leur semble préférable à l'honneur de former trois départements d'un grand empire.

La politique offre peu de nouvelles, on en attend toujours et il n'en vient jamais de décisives de nulle part. L'affaire de Pologne est comme enterrée, la France, l'Angleterre et l'Autriche s'en tiendront à leurs notes et à l'assurance qui leur est donnée par la Russie que l'insurrection Polonaise sera définitivement écrasée au mois de janvier et qu'alors l'empereur Alexandre donnera un armistice et une constitution.

On ignore encore si l'archiduc acceptera la couronne du Mexique; l'Angleterre l'y engage beaucoup, tant elle craint de voir le Mexique demeurer entre les mains de la France.

La situation de la Prusse est des plus tendues, de nouvelles élections vont avoir lieu et l'opposition compte y recruter une majorité compacte. M. de Bismarck est, dit-on, décidé le cas échéant à gouverner sans chambres.

Le fameux congrès de Francfort sur les décisions duquel l'empereur d'Autriche comptait pour rétablir sa puissance impériale n'a produit qu'une scission plus marquée entre la Prusse et l'Autriche.

Ici en France rien de bien saillant; les ambassadeurs de l'empire Annamite sont arrivés.

Cinq passagers que la presse Italienne nomme des *brigands* avaient été embarqués à Civita Vecchia munis

avant de s'unir au grand homme était *l'épouse* de je ne sais qui.

L'assemblée nationale n'a-t-elle pas promulgué une loi qui déclare incapable des fonctions de député tout adultère, reconnu tel par jugement.

La loi se tait sur les fonctions de ministre.

Le chef de l'Université, le ministre chargé de l'éducation de la jeunesse a subi comme adultère condamné, trois mois de prison, cela ne manque pas de piquant.

M. Ducos avait à la dernière sommation épousé une femme entretenue, fille d'un gendarme.

Persigny laisse sa femme se galvauder dans la débauche.

L'Empereur est heureux en femme de ministre, il couche avec les plus agréables et en vérité il ne saurait trouver mauvais que les autres aient couché ou couchent avec le tiers ou le quart.

MERCREDI 30 SEPTEMBRE.

J'ai longtemps différé de porter un jugement définitif sur le vicomte de La Guéronnière; je l'ai beaucoup aimé, je lui ai été sincèrement et fidèlement dévoué, j'ai cru en lui, malgré tous les avertissements et lorsque les premiers doutes sur lui sont venus m'assaillir, je me les suis presque reprochés comme un crime.

J'ai peut-être contribué à le faire parvenir à la situation qu'il occupe, je me suis effacé dans son rayonnement, pour le servir en toute occasion, avec abnégation

et de tout cœur ; je l'ai défendu contre tous avec témérité ; lorsqu'il a fondé le journal *La France,* je me suis compromis pour soutenir son œuvre et si j'ai été destitué c'est par ce que je suis rédacteur du journal *La France.*

A partir de ma destitution, La Guéronnière qui a vu mon crédit ébranlé, ne m'a plus trouvé bon à servir ses intérêts, il a commencé une campagne de froideur et d'hypocrisie qui a abouti à me vendre pieds et poings liés aux deux juifs auxquels moyennant grosse finance, il a livré le journal.

Je devais être soutenu par ce journal qui était la cause de ma disgrâce, je devais être indemnisé par une meilleure position de rédacteur de la perte de mes fonctions de conservateur des Musées, il n'en a rien été ; MM. Polonnois et Cohen, les deux juifs de la *France* m'en ont déjà évincé à moitié et ils cherchent à m'évincer tout à fait.

La Guéronnière n'y met aucun obstacle, il me proteste de son amitié, mais je sais aujourd'hui qu'il ment effrontément. Je le connais parce que je l'ai suivi avec attention, que j'ai fouillé sa vie, que je le suis pas à pas depuis trois mois, comme son ombre, et désillusionné, le cœur froissé, je me retire de cet homme, non parce qu'il a trahi mon amitié, mais parce que j'ai acquis la conviction qu'il est capable de toutes les turpitudes et de toutes les lâchetés.

Le vicomte de La Guéronnière est tombé, il y a quelques années, entre les mains d'une fieffée coquine, une sorte de p..... qu'un imbécile, le comte de La Châtre, avait épousé. Ce La Châtre, fort bon gentilhomme, n'était qu'un sot stupide, elle en a fait un coquin emprisonné

aujourd'hui pour escroquerie. Le vicomte de La Guéronnière s'est chargé de la femme coquine sans fortune, elle s'est liée à lui et a su lui persuader qu'elle est une vertu, quoiqu'il ait trouvé le petit Rouville caché derrière ses rideaux. La Guéronnière ne croit que ce qu'elle veut qu'il croye et elle ne se gène pas pour lui donner des aides. Cette femme mange La Guéronnière, elle lui prend tout son argent, le jette dans les plus sales affaires pour participer aux bénéfices, elle le fait contracter des dettes, puis elle le fait se vendre à Pereire pour payer ces dettes.

Il y a quelques mois, elles ont été acquittées jusqu'au dernier sou par le célèbre banquier par l'intermédiaire de Rouville le père.

Polonnais et Cohen lui ont à prix d'argent enlevé l'autorité dans le journal *La France* et ont seuls maintenant le droit de disposer de la rédaction. La Guéronnière dissimule à sa femme ce qu'il retire de la *France* pour le porter à M^me^ de La Châtre.

Les rédacteurs amenés par La Guéronnière ou ont été remerciés, ou ont été contraints de se retirer, La Ponterie, Esparbié et trois ou quatre rédacteurs de second ordre.

Cohen, l'homme du juif Millaud, banquier banqueroutier, filou, remplit le journal d'articles financiers qui lui sont grassement payés. Polonnais et Jourdier, cuistres de l'association, ont part au gâteau. La Guéronnière a pour maquereau Rouville qui le vend politiquement et financièrement lorsque l'occasion s'en présente. Aujourd'hui, le pauvre Arthur est à qui le paie, capable de toutes les trahisons, de toutes les infâmies, de toutes les saletés. *Il vient encore* de trahir Jouvenel pour Pereire, Jouvenel

qui lui a mis le pied dans l'étrier de la presse en le faisant accueillir par Girardin.

Il trahit tout le monde, il dissipe sa fortune sans remords en présence de sa femme et de ses enfants pour une gaupe comme Mme de La Châtre à laquelle il a donné une petite terre en Limousin et il lui fait bâtir un hôtel à Paris !

Rouville est son intendant.

Il ne s'aperçoit pas qu'enfin connu, démasqué, méprisé, il est tombé si bas qu'il n'a plus de valeur morale. Il y a un an, son prestige lui restait encore, son journal était une force, il n'a plus en ce moment ni prestige, ni force. Cocufié et dépouillé par Mme de La Châtre, mis en vente par Rouville à la solde de deux juifs qui l'ont fait leur mercenaire de maître qu'il était, sans conviction, sans pudeur changeant à tout vent, Russe, il y a trois mois, Polonais actuellement, rampant parce qu'il ne se sait plus honorable ni honoré, tel est le vicomte de La Guéronnière sénateur. Il tombera si bas que personne ne voudra plus l'acheter.

Aussi longtemps qu'il a espéré coucher avec la petite princesse Troubetskoï, nul n'a été plus Russe que lui, il recevait par elle les inspirations du prince Gortschakoff, depuis qu'il a perdu cet espoir, il est Polonais comme Delamare, si on lui offre 200,000 francs pour demander la tête du Pape, il la demandera. Si Mme de La Châtre voulait qu'il soit protestant, il le serait, il marcherait sur le Christ comme les Hollandais marchaient jadis au Japon pour trafiquer de ce qui lui reste de semblant d'honorabilité. Son parasite Delâge le connaît bien et le méprise il sait toutes les infâmies qui se passent dans la maison

La Châtre et il en fait des gorges chaudes; il nomme tous les amants de La Châtre et conte toutes les geronteries du sénateur, c'est hideux.

L'Empereur le connaît et en fait le cas qu'il doit en faire, ses collègues le toisent et malgré sa grande taille ils le trouvent bien petit. Ses anciens admirateurs, irrités d'avoir été trompés par lui, traîneront sous peu ses photographies dans la boue.

M^me^ de La Châtre dit: « *Arthur est si bête qu'il me « croit une femme supérieure.* »

Toutes les jeunes femmes auxquelles il fait la cour bernent pendant six mois ce filandreux *cocodès* dont pour rien au monde elles ne voudraient faire un amant. Son ami La Rochejaquelein le méprise, son ami Jouvenel le regarde en pitié et tous ses anciens amis s'en détournent pour n'avoir pas à rougir de lui.

Tel est mon ancien ami le vicomte de La Guéronnière. Je n'ai point chargé ce portrait, je ne l'ai tracé qu'après avoir étudié mon modèle avec tristesse. Il en coûte de briser les statues devant lesquelles on brûlait l'huile des lampes sacrées, il en coûte de changer son dévouement en mépris, l'affection profonde dont on avait le cœur rempli en *désaffection*.

J'ai souffert et je souffre de tous les liens qui se sont rompus, mais je le dis encore: La Guéronnière a commis tous les crimes flétrissants que le code ne punit pas, il a glissé dans la fange en voulant s'élever, le sale jupon d'une sale femme sert de linceul à son honneur.

JEUDI 1er OCTOBRE.

Mon successeur à la conservation des objets d'art du moyen-âge et de la renaissance, M. Barbet de Jouy a exposé dans une vitrine de la céramique un prétendu plat de Bernard de Palissy qui est tout simplement une maladroite imitation des fayences de ce maître fabriquée par quelque Barbiset de notre époque au moyen d'un mélange de plâtre et d'argile. Ce plat est décoré d'une langouste; l'émail qui le recouvre n'est qu'une espèce de vernis, car le mélange de plâtre et d'argile ne peut supporter le grand feu.

La malheureuse imitation est facile à reconnaître, et il est extraordinaire que M. Barbet de Jouy qui collectionne pour son compte personnel la céramique Chinoise, ait accepté pour authentique une pièce d'une fausseté aussi évidente.

Les pattes de la langouste sont détachées du fond du plat, jamais Bernard de Palissy n'a tenté de tels tours de force. Mon successeur n'est pas fort quoiqu'il ait écrit sur les fayences des *della Robbia,* le pauvre garçon n'a jamais songé qu'il fût utile de connaître les procédés des céramistes pour juger leurs œuvres.

Pauvre Louvre! un myope nommé Reiset est conservateur des tableaux, il prend son lorgnon et frotte son nez sur les toiles pour apprécier les maîtres, mais il a fait décider par deux ou trois amateurs de ses amis

et il proclame avec audace qu'il est le seul grand connaisseur. Nieuwerkerke qui ne se connaît pas plus en tableaux qu'en céramiques croit en Reiset comme en Barbet. Longpérier est un charlatan savant; celui-là sait beaucoup, cependant il se trompe aussi et il vient d'acquérir un fausse pièce d'armure antique. Le vrai savant du Musée c'est de Rouget, mais il n'est plus que conservateur honoraire, il s'est retiré d'une boutique où l'intrigue seule est puissante et il est conseiller d'Etat.

Nieuwerkerke, pour se reposer de ses travaux, voyage en ce moment en Italie avec E. Giraud.

Nous avons au Palais de l'Industrie une belle exposition des Beaux-Arts appliqués à l'industrie. Cette exposition due à l'initiative individuelle est très appréciée. Le ministre du Commerce est venu la visiter hier et il en a été si satisfait qu'il a promis de donner quelques médailles pour augmenter la valeur des prix.

Les écoles de dessin ont exposé et l'Impératrice a fait remettre pour être accordées aux meilleures élèves six médailles en or au nom du Prince Impérial.

Les Chambres de Commerce ont voté une médaille de 1500 francs, d'autres médailles de 300 et de 200 francs, ainsi que des médailles d'argent et de bronze sont mises avec un certain nombre de livrets de la caisse d'épargne à la disposition du jury des récompenses.

La commission d'organisation de ces expositions m'a fait l'honneur de me choisir comme membre du jury des récompenses; ceci ne satisfait point ces messieurs du Louvre qui voudraient faire croire aujourd'hui que je ne *connais* rien aux objets d'art.

La commission d'organisation est composée d'architectes, de grands industriels; le suffrage de ces messieurs me dédommage de la mauvaise opinion du myope Reiset et du *jeune de céramique* Barbet de Jouy.

SAMEDI 3 OCTOBRE.

J'ai longtemps causé ce matin avec un Français qui commandait un corps Français dans les Amériques Espagnoles, alors que le fameux Garibaldi s'y trouvait à la tête d'un corps d'aventuriers Italiens.

« Garibaldi », m'a-t-il dit, « n'est ni un héros, ni un « honnête homme; en fait d'exploits guerriers, je n'en « connais aucun de lui, il ne brillait pas à la bataille, « mais il lui est arrivé plus de vingt fois d'embarquer « ses hommes sur des barques dont les rames étaient « garnies de drap pour ne produire aucun bruit en na- « geant, d'aller surprendre de malheureux bâtiments qu'il « pillait et qu'il coulait après avoir enchaîné l'équipage « sur le pont. Garibaldi n'est qu'un bandit. Je n'ai pas « caché mon opinion sur cet homme et les faits que je « cite puisque je les ai fait insérer dans un journal. Gari- « baldi n'a pas réclamé, il sait que j'ai les preuves de ce « que j'avance. »

L'homme qui m'a dit ce que je viens de rapporter est Gustave Aimard.

Ce n'est pas Pereire qui a donné 200,000 francs pour payer les dettes de La Guéronnière, c'est Fould. Depuis

cette époque, La Guéronnière ne s'avance en politique que sous le bon plaisir des ministres. Il va prendre lui-même le mot d'ordre aux Affaires étrangères et il correspond avec Fould; ils se sont écrit quatre lettres depuis trois semaines.

LUNDI 5 OCTOBRE.

Aurons-nous la guerre avec la Russie à propos de la Pologne? telle est la question qui met fort en émoi en ce moment le monde des affaires.

Il n'y a que deux jours, tout le public croyait la guerre probable; le vent a tourné, on affirme qu'elle est impossible parce que l'Angleterre et l'Autriche voudraient que la France en prit à elle seule toute la charge ou du moins de la part de l'Autriche, il y aurait prétention de faire prendre parti à la France dans ses intérêts Allemands et de faire ainsi pencher la balance en sa faveur.

L'Angleterre de son côté ne serait nullement fâchée de nous voir engagés dans une querelle avec la Russie, mais elle ne voudrait point s'en mêler; elle nous laisserait comme elle a fait pour l'Italie toute la grosse besogne, et lorsque tout serait terminé, elle arriverait avec la prétention de peser sur les résultats.

L'Angleterre parle beaucoup, elle met volontiers le feu aux étouppes, mais une fois l'incendie allumée, elle se croise les bras et elle attend le moment où elle pourra retirer des cendres quelque bonne épave.

Puis, l'Angleterre voudrait nous occuper de telle sorte, nous accabler vers le Nord de si grosses affaires que nous prissions un peu moins de souci des affaires de l'extrême Orient et de l'Amérique.

L'Empereur me semble avoir ouvert les yeux sur toutes ces menées Anglaises et il a déclaré, dit-on, qu'il refuserait de passer outre dans l'affaire Polonaise jusqu'à ce que l'Angleterre et l'Autriche se soient déclarées d'une manière si nette, se soient portées en avant d'une façon si décisive qu'il n'y ait plus moyen pour elles de rétrograder.

C'est une mauvaise affaire et très mal conduite que cette affaire Polonaise; le terrain sur lequel on l'a placée est détestable.

La Russie n'occupe plus la Pologne de par les traités de 1815, mais depuis la révolte de 1830, de par le droit de la conquête.

En 1830, la Pologne a rompu les traités de 1815; elle a fait la guerre, elle a été vaincue; elle ne peut invoquer des stipulations qu'elle-même a mises à néant.

Les traités de 1815! . . . ont été violés par tout le monde.

La séparation de la Hollande et de la Belgique est un attentat aux traités de 1815. La prise de possession de la principauté de Neuchâtel par la Confédération Suisse est un attentat aux traités de 1815. La position prise par l'Autriche à Cracovie est un attentat aux traités de 1815. La dépossession des princes Italiens, l'annexion du royaume de Naples, l'envahissement d'une partie des Etats du Pape et la menace de confisquer Rome sont des attentats aux traités de 1815.

Qu'on ne vienne donc plus exciper de ces malheureux traités. La Russie a parfaitement le droit de ne plus se croire engagée par eux; et elle est dans le vrai lorsqu'elle prétend que la question qui se débat en Pologne est la question révolutionnaire. Les gouvernements d'Europe semblent aveugles, ils ne songent pas à ce qu'il font en reconnaissant en quelque sorte la solidarité des peuples; ils travaillent pour la république universelle.

La France a besoin de paix et de repos, il lui serait fatal de se lancer dans de nouvelles guerres; ce qui lui importe d'assurer c'est sa sécurité intérieure, son avenir, c'est de dégager sa situation financière qui est telle en ce moment, que si l'Empereur venait à mourir, tout ce qu'il a institué mourrait avec lui.

L'Opinion Nationale imprimait avant-hier que si la France ne fait pas la guerre, *elle se couchera dans la boue!*

Mierosawski le démagogue est nommé général en chef des Polonais. Et le prétendu gouvernement national avoue publiquement et fait insérer dans les journaux que la tentative d'assassinat commise sur le général Russe de Berg à Varsovie, l'a été par ses ordres et pour pousser ce général aux mesures de rigueur. J'espère encore qu'il ne sera point passé outre à nos velléités Polonaises.

Barbet de Jouy a consulté Pull le céramiste imitateur des fayences de Palissy sur l'authenticité du plat *à la langouste.* Pull lui a dit que ce plat n'était qu'une contrefaçon de Barbiset, une mauvaise terre mal cuite ou peu cuite parce qu'elle est mélangée de plâtre et que l'émail *qui la* recouvre n'est qu'un vernis.

Barbet de Jouy, assez décontenancé, s'est excusé de l'avoir exposé en prétendant que cette exhibition est du fait de Nieuwerkerke.

Duruy, nommé ministre de l'Instruction publique, vient d'autoriser dans l'enseignement l'étude de l'histoire contemporaine jusqu'à l'heure présente; il trace le programme de cet enseignement dans lequel il ne ménage ni la Restauration, ni le gouvernement de Louis Philippe; mais il a élagué de l'histoire de Napoléon Ier, la catastrophe du duc d'Enghien, et les longs démélés du Pape Pie VII avec l'Empereur.

La politique va envahir les colléges, *l'Opinion Nationale* applaudit et Duruy, l'adultère condamné, placé à la tête de la jeunesse, se croit un grand homme.

Au congrès des sciences sociales qui s'est tenu à Gand et où M. Pelletan a dit de bien *belles choses* contre la religion et contre les royautés, une jeune fille, Mlle Clémence Royer, a pris la parole pour poser la question suivante:

« *Y a-t-il des lois morales sur lesquelles tout le monde* « *soit d'accord?* »

Que les parents de cette jeune fille doivent être heureux et recommandables! quel bonheur est réservé à son futur époux.

M. Darimon se plaint dans le journal *La Presse* de la timidité des discussions du congrès.

« *Le rôle du congrès* », dit-il, « *était de dépasser les* « *questions pendantes, de s'emparer des idées neuves à peine* « *écloses et de les féconder par la discussion.* »

Le *grand* Robespierre a été fort loué dans ce congrès de Gand, on l'a réhabilité au nom des sciences sociales.

MARDI 6 OCTOBRE.

Quelques personnes prétendent que l'idée d'une guerre pour la Pologne est toujours ancrée dans le cerveau de l'Empereur; alors les inquiétudes sont loin de s'apaiser. Jamais la nation Française ne s'est laissé tenir dans l'incertitude des résolutions qui peuvent le plus l'engager, aussi longtemps qu'elle le permet aujourd'hui et avec une si grande apparence de mépris pour l'opinion.

Le gouvernement sera, dit-on, à propos de la discussion de l'adresse mis en demeure de s'expliquer, de dessiner nettement sa politique. M. Thiers prendrait la parole et presserait le *ministre orateur* de dire au pays quelle politique il compte suivre en Pologne et quelle en Italie.

A Naples, la pacification loin de s'opérer, s'éloigne; les bandes insurgées augmentent, leur audace devient extrême. Victor-Emmanuel fait emprisonner, fusiller, déporter; ses généraux ont droit de vie et de mort sur les populations; une loi des suspects a été proclamée, et pour être placé sur cette liste, il n'est pas nécessaire d'être désigné judiciairement, c'est par cent, deux cents ou trois cents que les suspects désignés dans chaque localité sont enlevés, emprisonnés ou déportés. Le soldat est vraiment le maître de la vie des citoyens dans les campagnes. La guerre civile est au royaume de Naples ou plutôt la guerre Napolitaine contre l'étranger. Les cruautés que l'on reproche à Mourawieff en Pologne sont dépassées par les *généraux Italiens* de Victor-Emmanuel, mais la *presse*

libérale ne réclame pas comme pour ses chers Polonais. Les bandes Napolitaines se sont levées pour soutenir leur nationalité sous un roi qu'elles n'ont pas chassé, mais qui a été vendu par ses généraux. Les bandes Polonaises sont conduites et armées par l'esprit révolutionnaire.

Le clergé se laisse abuser, la démagogie se sert de lui, elle l'a amené à tonner du haut de la chaire contre le Moscovite. Pauvre clergé, le jour où la révolution serait triomphante en Pologne, ce serait contre lui que les premiers coups seraient portés.

Notre époque est bien triste, tout se dissout, tout se décompose, tout est attaqué et je ne vois rien poindre, je ne vois rien renaître.

La révolution n'en veut tant à l'Eglise que parce qu'elle est le soutien, la base du principe d'autorité. L'entourage de soldats galonnés qu'a l'Empereur ne voit point cela; ses ministres, la plupart anciens révolutionnaires, s'en soucient peu pourvu qu'ils montent aux honneurs et à la fortune.

L'argent est le Dieu fort aujourd'hui: Rothschild et Péreire!... tel est le dernier mot de la situation.

MERCREDI 7 OCTOBRE.

Je viens de causer avec le consul de Prusse qui m'a donné des renseignements curieux sur les projets de notre Empereur.

Il est toujours dans l'intention de se mêler aux embarras de la question Polonaise et de jeter la France dans

les dangers d'une guerre contre la Russie. Il sait maintenant qu'il aurait tort de compter sur l'Angleterre et sur l'Autriche; il secoue donc cette alliance et pendant son séjour à Biarritz il a songé à une fédération toute différente.

La nouvelle alliance serait formée entre la France, l'Italie, la Turquie et les Provinces Danubiennes, l'attaque contre la Russie aurait lieu par la Bessarabie.

Notre ambassadeur à Constantinople a déjà reçu des instructions pour préparer la Turquie et les Provinces Danubiennes à ce grave événement.

Il a été réellement question de Walewski comme ambassadeur à Londres. L'Empereur lui avait fait des ouvertures, il avait même vu Drouyn de Lhuis, mais Walewski exigeait que ses instructions fussent conformes à la politique qu'il a toujours soutenue dans la question Polonaise; alors tout a été rompu, et puis il faut ajouter que l'Empereur a été froissé du retentissement que Walewski donnait aux ouvertures qui lui ont été faites.

J'apprends de source certaine un fait très grave.

L'Empereur a eu à Biarritz une nouvelle maîtresse; c'est une femme jeune, élégante et très excellente écuyère qui vit maritalement, m'a-t-on dit, avec un Belge qui prête les mains à ce commerce.

Or en revenant de chez M. Fould, l'Empereur a couché avec la dite dame et il y a pris tant de plaisir que le lendemain à déjeûner, soit fatigue, soit toute autre cause, il s'est trouvé mal et qu'il a eu même quelques heures plus tard une seconde faiblesse.

Aujourd'hui, il est entièrement remis, mais cela est *inquiétant.*

VENDREDI 9 OCTOBRE.

Hier, l'Empereur est venu à l'Exposition des Beaux-Arts appliqués à l'Industrie ; il a exprimé toute sa satisfaction de l'ensemble et de cette première action de l'initiative individuelle. Guichard le président du conseil d'administration a fort insisté pour que ces expositions de l'industrie demeurent en dehors de la régie administrative, et il a fait valoir auprès de l'Empereur qu'elles ne s'étaient instituées que pour répondre à l'appel qu'il avait fait à *l'initiative individuelle.*

L'Empereur a dit qu'une seule visite ne lui suffisait pas, et qu'il reviendrait. Il est en fort bonne santé et il a, je crois, un peu engraissé.

Les hommes qui pratiquent le plus l'Empereur sont persuadés que la guerre en faveur de la Pologne ou à laquelle la Pologne servirait de prétexte est toujours une idée fixe de l'Empereur, il éprouve le besoin de remuer le Nord comme il a remué le midi et ce qu'il a une fois chaussé dans sa cervelle ne s'en retire pas facilement.

On a fort remarqué un article du *Moniteur* qui fait un assez triste tableau du royaume de Naples si traîtreusement cousu au Piémont contre le gré de l'Empereur. On veut en inférer qu'il se produira quelque changement dans cette partie de l'Italie qui ne veut décidément pas de la domination Piémontaise et de ses *bienfaits.*

Il serait alors question de refaire le royaume de Naples au profit du second fils de Victor-Emmanuel, cette

combinaison ne ramènerait pas la tranquillité dans ce malheureux pays; jamais les Napolitains ne pardonneront aux bourreaux de Turin d'avoir fait fusiller plus de 10,000 insurgés, d'avoir brûlé des villages, d'avoir exilé, déporté, incarcéré tant de gens dont les maisons sont vides aujourd'hui; d'avoir pillé les caisses publiques et les palais royaux, chassé ou emprisonné les évêques, fermé les couvents, etc. etc.

Le royaume de Naples est si heureux d'être sous la domination Turinoise qu'il faut cent mille hommes de troupes pour maintenir le gouvernement de Victor-Emmanuel.

Les journaux Piémontais en Italie sont furieux de voir le prince Czartoryski suivre à Rome la procession papale, et la Pologne envoyer des adresses de remerciement au Saint-Père pour l'intérêt qu'il témoigne officiellement à cette nation. *La Stampa* écrit ceci:

Lorsque le Pape que l'Italie maudit, fait à Rome des processions auxquelles le prince Czartoryski et quelques autres Polonais considèrent comme un insigne honneur d'assister; il est évident que les peuples chez lesquels agissent le plus les idées modernes, doivent sentir se glacer leur affection pour le peuple Polonais quelque généreux et opprimé qu'il soit.

L'Indépendance Belge croit savoir que l'article auquel j'emprunte ce paragraphe a été écrit par le ministre des Affaires étrangères de Turin qui le termine ainsi:

Il ne faut pas croire que cette couleur catholique et conservatrice donnée au mouvement Polonais, ne lui fasse pas du tort dans l'esprit des Anglais eux-mêmes.

Ceci est fort instructif et peut servir de réponse à ceux qui prétendent que la garde du souverain Pontife ne saurait être remise en de meilleures mains qu'entre celles des Piémontais. Il ne m'étonnerait nullement que Renan fût de cet avis, mais qu'un catholique ou simplement un homme politique Français puisse penser ainsi, je dirai qu'il est fou.

Rome enlevée à la Papauté, ce serait, je le répète, l'amoindrissement de la France. L'Empereur, s'il abandonnait Rome, s'aliénerait une grande partie de la population Française.

LUNDI 19 OCTOBRE.

M. Billault, ministre d'Etat, et le maréchal d'Ornano, gouverneur des Invalides, sont morts ces jours derniers. La mort de Billault à la veille de l'ouverture de la session est un grave événement; il s'agit de le remplacer, d'improviser un orateur du gouvernement en trois semaines, et cela n'est pas chose facile. L'Empereur a été fort mécontent de l'article de La Guéronnière qui parlait de la perte irréparable que venaient de faire l'Empereur et la France. L'Empereur ne veut pas que la perte d'un rouage de sa politique soit considérée comme irréparable; il s'est montré froissé de ce concert de lamentations parti de la presse officieuse, de ces cris d'alarme qui semblaient remettre en question les destinées de l'Empire. Il avait pleuré en apprenant la mort de M. Billault, il a séché ses larmes dont il a voulu soigneusement cacher la trace.

et le jour de l'enterrement de ce ministre il est allé chasser à St-Germain avec le roi des Hellènes.

L'Empereur ne veut pas paraître affecté; il ne veut pas qu'aux yeux de ses peuples sa sérénité subisse aucun orage. L'Empereur marche sur les flots mieux que Saint-Pierre, il ne doute pas.

On parle de M. Rouher pour remplacer M. Billault. Je ne crois pas que le talent de M. Rouher et son intelligence politique soient à la hauteur d'une telle mission. M. Rouher peut parler finances ou travaux publics devant le Sénat ou le Corps législatif, il ne sera ni emprunté, ni trop mal accueilli, mais son importance bouffie, sa pâteuse jactance auvergnate, et la portée très bornée de son intelligence politique le rendent peu propre aux fonctions de ministre d'Etat. C'est un parleur, mais ce n'est pas un orateur. Il y a en lui de l'avoué et de l'avoué de province. M. Rouher est Italianissime et peu bien disposé pour l'Eglise.

Il faut dire que M. Billault était loin d'être *catholique,* ni même religieux; lorsque son père mourut, il ne voulut jamais consentir à le laisser inhumer en terre sainte, à permettre que les prières de l'Eglise fussent récitées sur sa tombe.

Un mouvement a eu lieu dans notre corps diplomatique, le prince de La Tour d'Auvergne remplace à Londres le baron Gros et Sartiges remplace le prince de La Tour d'Auvergne à Rome.

Notre nouvel ambassadeur à Londres n'a pas une signification très belliqueuse; le parti Polonais ne le trouvera *pas de* son goût.

Quant à l'envoi de Sartiges à Rome, précédé d'un *congé* accordé au général de Montebello, je le crois favorable aux intérêts du Saint-Siége; Sartiges est peu disposé à favoriser les empiétements, les ambitions et les gourmandises Italiennes; il a peu de sympathie pour ce royaume et surtout pour la révolution Européenne qui s'y est cantonnée. Avant son départ pour Turin, nous avons très longuement causé des vanteries, des roueries, des ingratitudes et des turpitudes Piémontaises et il pense de Victor-Emmanuel et de son gouvernement tout juste ce que j'en pense.

L'opinion publique est malade, le commerce est malade, le gouvernement est malade et la société toute entière aurait besoin d'être mise à un régime sévère. Nous commençons à être effrayés de cette politique de conspirateur qu'affectionne l'Empereur, il remue tout à l'extérieur, il inquiète s'il n'indispose les nations étrangères, il leur apprend à ne se fier ni à ses traités, ni à ses semblants d'amitié, et il ne fait rien pour affermir l'état de la France, ou du moins pour assurer le repos de l'avenir; si l'Empereur mourait demain, nous nous trouverions plongés de nouveau dans l'abîme des révolutions.

Si forte et si puissante que soit une individualité, elle ne peut rien à elle seule et lorsqu'elle demeure isolée, elle devient un danger. L'Empereur n'a personne autour de lui, personne dans sa famille, que le prince Napoléon qui ne lui veut pas d'héritier direct. Il comble de ses faveurs des niais ou des voleurs, il ne croit ni à la moralité des hommes, ni à celle des événements il se persuade qu'il est possible d'en imposer à la postérité en faussant l'histoire vivante. Un coquin qui ose tout est

pour lui préférable à un honnête homme qui a des scrupules.

Il a trompé l'Autriche à Villafranca, l'Eglise en partant pour la campagne d'Italie, la Russie depuis la guerre de Crimée, et il cherche à *amuser* la révolution. Il a trompé la France en faisant luire à ses yeux la fantasmagorie de libertés qu'il n'a jamais eu l'intention de lui accorder, et il a même si peu de respect pour les institutions de son régime impérial qu'il les soumet dans les moments de crise à l'action follement despotique d'un homme comme Persigny.

Les dernières élections qui pourraient être imputées de crime politique à ce favori sans valeur, sans talent et sans bon sens, les dernières élections qui ont soulevé contre cet homme une réprobation universelle, ont motivé de la part de l'Empereur un décret qui élève à la dignité de duc celui qui n'avait été jusque là qu'un comte de mauvais aloi ; et ce décret se base sur le dévouement et les importants services rendus par Fialin, *dit de Persigny* à la chose publique.

Nieuwerkerke, l'amant scandaleusement avoué de la Princesse Mathilde, et l'incapacité la plus notoire, est promu à la surintendance des Beaux-Arts, et ce pauvre diable de Bacciochi pour avoir longtemps alimenté le lit de son maître de toutes les femmes ou filles que convoitait la luxure Impériale, est nommé surintendant des théâtres.

Deux places de sénateur sont vacantes, à qui seront-elles octroyées ? Nieuwerkerke se mettra-t-il encore sur les rangs ? Madame de Nieuwerkerke est fort mal d'une *troisième attaque* de paralysie qui lui a laissé la bouche

contournée ; le docteur de Helloco, son médecin, me disait avant-hier qu'elle était perdue.

Nieuwerkerke se rend de temps en temps près de Compiègne à la campagne de son cousin de Gouy où se trouve Mme de Nieuwerkerke, pour savoir si la mort la murit convenablement, si décidément, elle est disposée à en finir avec la vie ; le jour où elle quittera ce monde, il n'y aura plus, entre Nieuwerkerke et le titre d'époux de la Princesse Mathilde, que cet apoplectique de Demidoff déjà tombé en enfance et interdit.

Nieuwerkerke est persuadé que moyennant la mort de Mme de Nieuwerkerke et celle de Demidoff, l'Empereur consentirait à l'admettre dans sa famille ; il me le disait, il y a quelques années ; si cela arrivait, il ne lui resterait plus qu'à se faire titrer d'*Altesse*, puis sa mission en ce *bas* monde étant accomplie, la *chétive pecore* étant si bien enflée, nous la verrions éclater.

Le maréchal Malakoff prendra, dit-on, le gouvernement des Invalides ; Randon s'en irait en Algérie et Niel deviendrait ministre de la Guerre.

Le président Troplong est sérieusement malade par suite de l'opération de la pierre.

Mon pauvre ami, le maréchal Canrobert, que j'avais connu jusqu'à présent fort bon garçon, très brave officier, mais très piètre général, et n'ayant lui qui est laid et commun de tournure, que la vanité de sa beauté, à ce point qu'il croyait facilement toutes les femmes amoureuses de lui, est devenu, m'assure-t-on, fou de vanité, timbré de hauteur, idiot de sottise, fanatique de sa propre importance.

Il n'y a plus en France que l'Empereur et les maréchaux; le reste ne vaut pas l'honneur d'un regard.

Il en veut toujours au sénateur préfet de Lyon qui a eu l'insolence d'offrir son bras à Madame la maréchale; et il exige dans toutes les fêtes à orchestre que son entrée et celle de son illustre moitié soient accompagnées de l'air de la reine Hortense *partant pour la Syrie.*

Canrobert est encore une de ces grenouilles qui présument trop de l'élasticité de leur peau.

LUNDI 9 NOVEMBRE.

Le discours que l'Empereur a prononcé à l'ouverture du Corps législatif préoccupe toute l'Europe, et chacun le commente à sa façon. Le prince Napoléon est satisfait pour le quart d'heure, l'Empereur n'a pas parlé de Rome! Les socialistes peuvent donc espérer que Rome sera livrée dans un temps rapproché. Il y a déploré les barbaries qui se commettent des deux côtés dans la guerre de Pologne, il a peint l'Europe, nécessitant la réunion d'un congrès et enfin il a déclaré les traités de 1815 annulés! Les pacifiques croient ce discours pacifique, les belliqueux prétendent qu'il mène à la guerre.

Les lettres pour la convocation des souverains à se réunir à Paris, sont déjà parties. Le roi d'Italie a déjà accepté le congrès et la Prusse l'acceptera; mais la Russie, l'Autriche et l'Angleterre ne peuvent en vouloir et n'en *voudront pas.* Ces puissances ne reconnaissent pas comme

abolis les traités de 1815; l'Empereur sait que son idée du congrès ne sera pas acceptée; il y comptait et j'ai tout lieu de penser que dans son idée, il prend le meilleur chemin d'arriver à une guerre.

Il disait un jour: « Il n'y a plus de grandes puis-« sances! » Il sous-entendait qu'il n'y en aurait plus le jour où il les combattrait, ayant pour allié l'élément révolutionnaire et l'Empereur en est arrivé à ceci qu'il a placé dans le camp révolutionnaire ses idées Napoléoniennes. Nous en verrons de belles et nous en arriverons, je le prédis, aux Duruy politiques.

Rouland disait avant-hier à un homme de mes amis, écrivain politique distingué: « Le gouvernement est fou! « depuis douze ans, il n'a pas créé un homme, il n'a pas « fait éclore un talent et il arrive désarmé de défenseurs « devant le Corps législatif; il s'adresse à des vétérans « pour les placer en barricades; je sais bien que pour ma « part, je n'ai pas envie de me faire casser le cou et j'ai « dit à Rouher: mon cher ami, j'ai bien assez du Conseil « d'Etat, tâchez de vous en tirer avec le Corps législatif. »

L'Empereur a été froissé que la reine d'Espagne n'ait point parlé du voyage de l'Impératrice dans son discours du trône aux Cortès; aussi a-t-il retranché de son discours un mot qu'il y avait placé pour l'Espagne et sa souveraine.

L'Empereur est furieux contre l'Autriche et Victor-Emmanuel en profite pour faire dire: « Sire, l'Italie vous « est toute dévouée, elle vous suivra où vous voudrez la « conduire, mais payez d'avance... Rome et Venise, s'il « vous plait! »

L'appui de l'Italie qui ne peut se pacifier elle-même, que voilà un bel appui. Victor-Emmanuel ne peut se persuader qu'il ne soit jamais entré dans la pensée de l'Empereur de lui laisser Naples !

JEUDI 26 NOVEMBRE.

Je laisse de côté toute cette misérable politique apparente ; tout le bruit qui se fait autour des élections contestées et je viens droit à ce que j'apprends sur la politique secrète de l'Empereur. Je viens d'avoir communication d'une note secrète remise par lui à un des grands et importants personnages de son intimité diplomatique.

« Je n'ai jamais pensé que le congrès put aboutir, je « crois qu'il peut me servir à renouer des alliances, avec « la Russie et par contre avec la Prusse et à me tirer de « l'impasse Polonaise. La France alliée à la Russie et à « la Prusse est maîtresse de la situation. Quoiqu'il arrive, « nous aurons la guerre au printemps de 1865 si nous « ne l'avons pas en 1864, car la situation de l'Europe est « bien plus critique que je n'ai osé la dire. Personne n'est « prêt et je le suis. »

Le rapport de M. Fould, dont je viens d'avoir connaissance, dit que l'emprunt mexicain ne peut pas se réaliser en ce moment et que par conséquent la France ne peut compter sur une prompte rentrée de l'indemnité de guerre et il demande un emprunt de trois cents millions. *Or, je sais* que la conclusion de l'emprunt Mexicain est en

bonne voie et que la rentrée de l'indemnité de guerre n'est pas éloignée.

Or, 240 millions du Mexique et 300 millions de l'emprunt Français font 540 millions, qui aideront l'Empereur à être prêt.

A Compiègne, le jour de la Ste-Eugénie, l'Empereur a dit, pendant le dîner, au prince Napoléon :

« Napoléon ! porte la santé de l'Impératrice. »

Le prince s'y est refusé en répondant :

« Je n'ai pas l'habitude de parler en public !

Le lendemain, l'Empereur s'est promené seul avec le prince pendant une heure et le prince, à la suite de cette promenade, a fait des excuses à l'Impératrice.

Elle est édifiée sur ce que son *bon* cousin lui réserve, si elle survit à l'Empereur.

SAMEDI 5 DÉCEMBRE.

M. de Budberg, la dernière fois qu'il a vu l'Empereur, a dit en le quittant à un de ses amis : « L'Empereur est « aujourd'hui plus révolutionnaire que son cousin ! » et en effet l'Empereur ne trouvant pas les alliances qu'il espérait pour la réalisation de ses projets, voyant repousser le congrès qu'il a proposé, rêve je ne sais quel appel aux nationalités.

Il est fort question d'Emile de Girardin pour préfet de police ; je sais qu'il accepterait.

Il a été fait pendant ces derniers temps quelques efforts pour un rapprochement entre la France, la Russie

et la Prusse; l'Empereur s'en était ouvert à Compiègne à M. de Goltz et il en avait écrit à l'Empereur Alexandre, mais ses avances ont été poliment repoussées: il mettait toujours sur le tapis sa toquade des bords du Rhin!

Au Mexique, les affaires vont mal; le général Bazaine s'est laissé amuser par Comonfort et Rublado, Juarez a réorganisé son armée avec les hommes et l'argent que l'Amérique du Nord lui a envoyés, malgré les assurances du contraire qu'elle a publiquement données. Nous sommes forcés de faire une nouvelle campagne contre Juarez et à mesure que nous dégarnissons de troupes un canton pour marcher en avant, ce canton retourne à Juarez, les impôts ne rentrent plus, le commerce est suspendu, etc.

L'Empereur avait promis à l'évêque de Mexico qui n'a quitté Paris que sur cette promesse que les biens seraient rendus au clergé au moyen de l'annulation des ventes qui avaient été faites par Juarez; mais lorsqu'il donnait cette assurance à l'évêque de Mexico, l'Empereur donnait des instructions contraires au général Bazaine. L'évêque s'est vu joué, il a protesté dans un journal de Mexico et il est au plus mal avec notre commandant en chef.

Toujours des roueries! personne ne veut plus croire en nous.

Je voyais hier M. Coulcau, maire de Strasbourg, député très dévoué à l'Empereur, mais toutefois avec intelligence et honnêteté et que révolte profondément le système de compression politique, de corruption électorale suivi par le gouvernement avec tant d'audace.

Nous recommençons l'élection de M. de Bulach, *chambellan* de l'Empereur dont l'arrondissement ne veut pas

les destitutions de fonctionnaires pleuvent, l'intimidation est à l'ordre du jour et malgré tout ce qui s'est dit au Corps législatif, le préfet ne reculera devant aucune irrégularité; jugez s'il doit faire feu des quatre pieds, un chambellan de l'Empereur!... ce n'est pas de la petite bière comme disent les bons bourgeois!...

En attendant, la cour s'amuse à Compiègne, Mme la duchesse de la Pagerie y représente comme tous les ans des tableaux vivants, le frétin joue des charades et ce remuant petit monstre de princesse de Metternich y danse des ballets.

Le commerce va mal à Paris et se plaint; la vie y est fort chère et menace de le devenir encore davantage. On nous avait promis de couronner l'édifice de l'œuvre politique impériale par l'octroi de grandes libertés. Les boulangers et les bouchers ont obtenu la liberté de nous taxer à leur gré; nos domestiques nous volent; notre situation n'est pas brillante.

VENDREDI 11 DÉCEMBRE.

La cour est toujours à Compiègne où elle s'amuse à jouer des charades et autres balivernes, et les affaires vont leur mauvais train; les élections contestées ont fait au gouvernement un mal énorme, et parmi ces élections celle de Boitelle, le frère du préfet de police, a produit les révélations les plus honteuses. Le préfet a usé de son influence pour faire nommer son frère, il a inondé le dé-

partement de ses agents; le sous-préfet a été remplacé pendant les opérations; dons, promesses, intimidations, rien n'a été épargné; toutefois et malgré Morny qui tripote un tas d'affaires avec le préfet de police, l'élection de M. Boitelle a été cassée par la Chambre. Le gouvernement cependant conserve le dit Boitelle comme candidat officiel. Il sait que la Chambre est hostile à cette élection, peu lui importe, Morny avait corrigé dans le procès-verbal des séances ce qui pouvait être désagréable à M. Boitelle, cela lui a fait une mauvaise affaire.

Qu'est-ce que les Boitelle ? . . . le préfet était un officier de cavalerie assez mal vu qui un peu malgré la famille a épousé une jeune personne de la famille Haussmann dont toute la dot s'élevait à 80,000 francs, Boitelle était sans un sou. Il a quitté la carrière militaire et il est devenu préfet. Partout il avait des dettes et le jour où il est entré à la préfecture de police, son avoir se composait de zéro ! Aujourd'hui, Boitelle se fait construire un hôtel à Paris, il a maison de campagne; avec Morny il édifie à Trouville tout un nouveau quartier et il vient, m'assure-t-on, d'acquérir une terre considérable.

Boitelle a deux frères : l'un a été condamné pour faux, l'autre est un banquier dont l'élection vient d'être annulée. Or, ce banquier aussi gueux naguère que son frère, possède aujourd'hui quatre millions.

Boitelle est allié à Haussmann, les deux hommes et les deux familles se valent. Paris doit être fière de ses administrateurs !

Cambrai a fait dire au ministre : désignez-nous un candidat, nous le nommerons, mais pas Boitelle qui est *ici généralement* méprisé.

Le gouvernement maintient Boitelle ! . . . je tiens tous ces faits de députés gouvernementaux tels que le baron de Reinach qui commencent à se révolter contre la tyrannie qui pèse sur toutes choses.

L'Angleterre a donc définitivement refusé le congrès, et elle l'a refusé d'une façon blessante. Ces jours derniers, Lord Cowley a dit à Drouyn de Lhuis :

« *Notre réponse était délibérée depuis que nous avons* « *eu connaissance du discours de l'Empereur. Toute l'Angle-* « *terre est avec Lord Russel et sa popularité a encore grandi* « *depuis le refus qu'il a fait d'accéder au congrès. En* « *Angleterre, Monsieur le ministre, nous avions toujours* « *considéré l'Empereur comme un monarque puissant et* « *aventureux, mais nous ne pensions pas qu'il concevrait* « *la folle idée de déclarer abrogés les traités de 1815* « *Maintenant nous nous tenons sur nos gardes.* »

Lord Cowley a vu le chevalier Nigra et il lui a dit :

« Votre gouvernement approuve les idées de congrès « de l'Empereur Napoléon. Vous vous joignez à sa poli- « tique, prenez garde et dites au roi de prendre garde. Il « n'est pas encore si complètement reconnu par les grandes « puissances qu'il ait la certitude si congrès il y avait eu « d'être admis parmi les souverains qui y auraient siégés. « Qu'il prenne garde, son royaume n'est pas encore assez « bien cousu pour lui permettre de se lancer dans de « telles aventures. »

Le Nigra a été très abasourdi du compliment.

Le rapprochement tenté avec la Russie et la Prusse a tout à fait échoué.

Les troupes de la Confédération sont au moment d'entrer dans le Holstein. Un conflit d'une grand

commence. C'est peut être le préliminaire d'une guerre générale.

Nous cherchons à nous tirer honorablement du Mexique où nous avons dépensé deux cent dix millions et perdu bon nombre d'hommes, et pourquoi ?

Nous vivons sous un régime de tripoteurs, de tripotailleurs et de coulissiers politiques, c'est plus que triste !

(Fin de l'année 1863.)

ANNÉE
1864

JANVIER.

Ce qui me frappe le plus depuis deux ans, c'est la question Romaine rejetée sur le second plan, puis certaines questions révolutionnaires qui ont été mises en avant.

Il y a eu la question Hongroise arrêtée par la mort mystérieuse du comte Téléki. Tout le monde a vu clairement sans pouvoir le préciser les tentatives de l'Empereur pour arriver à des alliances d'ambition, caressant tantôt la Prusse, tantôt la Russie et ces tentatives ont avorté, mais ce qui en est résulté d'incontestable c'est qu'après la guerre d'Italie, après la question de Rome, la politique d'annexion n'était pas finie aux yeux de l'Empereur.

La question Italienne au lieu d'apparaître comme une œuvre isolée, n'a plus été qu'un des points d'un programme que l'Empereur a fait rédiger deux fois et qui comprenait tous les éléments révolutionnaires de l'Europe.

Tel est le point de départ pour juger la situation actuelle, les intentions secrètes de l'Empereur. Il y a quelque chose de plus grave encore, tous les esprits prévenus ou impatients déclaraient, il y a un an, que la guerre allait éclater; on ne savait ni à quelle occasion, ni sur quel

point, mais on sentait une situation qui ne pouvait se dénouer que par la force.

A ne pas remonter plus haut, quelles ont été depuis cette époque les directions de la politique Française? Cette politique a-t-elle été rassurante, pacifique?

Pour bien comprendre l'appel au congrès, il faut voir ce qui l'a précédé, les efforts de la France l'entraîner dans un autre sens, la guerre devient le dérivatif de la liberté.

Dans cette situation d'expectative qui est celle de la France, pour essayer de calculer les chances d'avenir il faut faire le calcul des forces révolutionnaires et des forces conservatrices: D'un côté l'Italie, la Pologne, la Hongrie, les provinces chrétiennes de la Turquie en y joignant les Principautés Danubiennes; de l'autre: l'Angleterre, la Prusse et la Russie.

Au-dessus de ces conditions générales de l'Europe, se place la question des Duchés évidemment très peu de chose en elle-même, mais qui est venue ajouter à la politique Allemande de redoutables complications et qui peut être l'occasion du conflit Européen.

En Italie d'abord, la situation est éminemment révolutionnaire; le mécontentement qui se produit à Naples, dans les Abruzzes, dans les Calabres, n'est rien à côté de l'agitation qui règne en Sicile et qui menace chaque jour le gouvernement de Victor-Emmanuel. Où ce gouvernement peut-il avoir une force? Ce n'est pas évidemment dans le parti conservateur; lorsqu'un pays a été bouleversé comme celui-là, le parti conservateur se rejette dans la réaction. L'établissement actuel n'a pas assez duré, il *s'est développé* dans des conditions trop anormales pour

rallier autour de lui ces convictions modérées vraiment politiques qui sont le point d'appui des pouvoirs durables. Entre l'irritation des catholiques et les impatiences du parti de l'action, le gouvernement ne se maintient que par les engagements qu'il prend, par les espérances qu'il autorise, engagements dont il peut ajourner les espérances, mais qu'il sera un jour ou l'autre forcé de remplir.

Il n'est pas douteux qu'aujourd'hui le parti de l'action se prépare à de nouveaux événements. Garibaldi et ses lieutenants se sont retirés de la Chambre; or Garibaldi n'est pas le soldat intraitable dont on nous parle; il invoque l'annexion de Nice et de la Savoie, mais cette annexion ne l'a pas empêché de siéger à la Chambre en face de Monsieur de Cavour qui y avait consenti, et il est difficile de croire qu'elle l'en éloigne actuellement; il est bien plutôt présumable que l'Italie, ne voulant pas avoir devant l'Europe diplomatique la responsabilité de certains préparatifs ou même de certaines aventures n'a pas été fâchée de se dégager du parti de l'action et a laissé Garibaldi reprendre une liberté dont on connaissait parfaitement l'usage.

Voilà pour les choses apparentes; si l'on y ajoute l'empressement de l'Italie d'adhérer au congrès, les démarches réitérées du comte Paolini, les injonctions que l'Angleterre a cru prudent d'adresser à Turin, et pardessus tout l'impossibilité pour Victor-Emmanuel de rien refuser à un allié qui lui offrirait l'occasion de conquérir Venise, on voit qu'une entreprise qui est le but avoué du parti de l'action, qui est en définitif une des promesses du gouvernement, peut entrer dans les calculs de la poli-

tique Italienne ou devenir pour elle dans de certaines circonstances une nécessité.

Je passe à la Pologne :

Tout a été dit et aucun esprit clairvoyant ne pouvait se tromper sur les intentions secrètes qui ont dirigé la diplomatie Française dans sa fameuse campagne des *six points*.

Erreur ou calcul, il devient évident lorsqu'on rapproche des propositions faites à l'Autriche par la dépêche du 20 juin la mauvaise humeur visible du gouvernement Français à l'issue des négociations, que la France cherchait là un prétexte pour nouer des alliances actives et pour réaliser certaines combinaisons territoriales.

Ce qui est le plus grave à mes yeux, c'est que l'insurrection Polonaise est purement factice; il n'y a pas là cet élan national qui réunirait les débris d'un peuple pour en former la dernière armée de la Pologne. Tout est calculé, prémédité, depuis les prières dans les églises jusqu'aux efforts successifs de l'insurrection. On entretient la pitié de l'Europe et le gouvernement Français qui est l'agent direct de cette popularité, malgré la réaction visible du sentiment général, le gouvernement qui ne peut pas se faire d'illusion sur l'efficacité d'une intervention pacifique commettrait à son propre point de vue en agissant ainsi, une erreur inadmissible s'il ne comptait pas trouver là un levier puissant pour soulever l'opinion publique. Je le répète, après l'échec des négociations des trois cours, si la Pologne n'avait pas été soutenue par une main cachée, elle aurait cessé la lutte ou elle se serait abandonnée à un acte suprême de désespoir, de façon ou d'autre tout eût été fini; on a vu au contraire les choses se soutenir sans

exagération et sans défaillance et c'est là suivant moi la preuve incontestable de l'appui secret dont je parle.

En Hongrie pourquoi Kossuth est-il intervenu? Pourquoi après son manifeste est-il rentré dans sa retraite? sinon parce qu'il fallait à la fois ne pas trop alarmer l'Autriche, ne pas la jeter trop tôt dans les bras de la Russie et cependant ne pas laisser prescrire les prétentions révolutionnaires en Hongrie, empêcher le rapprochement des deux races au sein d'institutions libérales et préparer les esprits sans rien compromettre à un appel soudain. Ce qui est remarquable c'est que malgré la persévérance de l'Empereur François-Joseph et son incontestable loyauté comme souverain constitutionnel, rien n'a été gagné pour la réconciliation de la Hongrie et de l'Autriche et que l'abstention des Madgyars en face du diplôme de février est aussi obstinée qu'autrefois.

Enfin il est impossible de ne pas voir la sourde irritation qui règne dans toutes les provinces chrétiennes de la Turquie.

Le prince Couza paraît abandonné de la France; il est évident que l'on voulait constituer là une monarchie militaire relativement forte. Le projet est ajourné et jusqu'à ce qu'il soit repris, le prince doit paraître abandonné de la France. Mais l'état de ces pays s'aggrave chaque jour, la lutte qui vient d'éclater entre le gouvernement de Bucharest et la Porte Ottomane à propos des couvents n'est évidemment qu'un prétexte, elle n'en est que plus grave parce qu'elle se complique de sentiments que l'on retrouve en Serbie, au Monténégro, en Albanie, partout où peut se développer le vieil antagonisme des chrétiens et des Turcs. Il y a là des éléments tous prêts pour une

politique d'action et que la France surtout aurait dans sa main si d'accord avec la Russie, elle était résolue dans un jour prochain à aborder la question d'Orient.

Ainsi l'Italie impatiente ou débordée, la Pologne soulevée, la Hongrie tenue en éveil, les provinces chrétiennes sourdement agitées et prêtes à la révolte, voilà le bilan des forces révolutionnaires. Ces forces même mises en mouvement par la puissante impulsion de la France auraient été insuffisantes pour créer à l'Europe une situation vraiment dangereuse si elles avaient trouvé devant elles pour leur résister la coalition des forces conservatrices représentée par les grands gouvernements.

Que l'on se rappelle en effet la situation qui a existé un moment entre les négociations interrompues des trois cours et le renouvellement de la question des Duchés. On voyait bien alors que certains desseins venaient de subir une déception, mais devant les résolutions éminemment pacifiques de la Russie, de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Prusse on était rassuré parce qu'on ne voyait pas par où la révolution passerait.

Ces intentions sont évidemment les mêmes aujourd'hui, seulement la question des Duchés est venue modifier la situation ; les fautes, les irritations, les aveuglements se sont accumulés de telle sorte que certains gouvernements ne sont peut-être plus maîtres de leurs résolutions et que cette entente pacifique des grandes cours s'est brisée ou est devenue peut-être impuissante.

Je ne crois pas qu'il soit possible de déterminer dès aujourd'hui quelle pourrait être dans certaines circonstances l'attitude des divers Etats, mais ce qu'il est facile *de démontrer* c'est que les chances de paix se sont dimi-

nuées à mesure que les forces révolutionnaires s'accroissaient, et qu'il existe aujourd'hui un état de choses violent, tendu, dont une politique audacieuse et habile peut facilement profiter.

L'Angleterre avait, il y a trois mois, une situation parfaitement caractérisée et c'était sur ses déterminations incontestables que reposait la plus solide espérance de la paix du monde. Cette attitude s'est profondément modifiée sur deux points, vis-à-vis de la France d'abord, vis-à-vis de l'Allemagne ensuite.

A l'égard de la France, il y a eu depuis douze ans en Angleterre deux courants politiques tout à fait distincts; l'un de défiance absolue qui a emporté en 1859 le cabinet de Lord Derby, l'autre de réserve sans doute, mais cependant d'une bienveillance presque sympathique et en apparence sincère.

Depuis le mois de mai 1859 jusqu'au mois d'août 1863, c'est la politique de l'alliance Anglo-Française qui a prévalu; alors a éclaté la lutte entre Lord Palmerston et Lord John Russel, et il n'est pas douteux que dans cette querelle ce soient les défiances de Lord John Russel qui l'aient emporté.

Une froideur marquée a succédé à la cordialité dans les rapports des deux gouvernements qu'il s'agisse de la Pologne ou du congrès, la politique Anglaise s'est écartée à ce point de celle de la France qu'elle ne peut plus exercer d'influence sur elle et que n'étant plus liée à ses efforts, elle ne peut plus ni les contenir ni les règler.

C'était évidemment l'occasion pour l'Angleterre de resserrer ses liens avec le continent et si elle était parvenue à faire partager au reste de l'Europe l'impression

que lui avait causé le discours du 5 novembre une coalition pouvait sortir de la combinaison de toutes ces craintes. Tel a été sans aucun doute à un point de vue au moins défensif le projet de l'Angleterre. De là son irritation lorsque l'affaire des Duchés est venue déplacer les situations en Europe et opérer dans la politique une diversion puissante. L'Angleterre alors cédant à un sentiment trop vif n'a su ni ménager ses alliés, ni se ménager elle-même. Il y avait une telle folie à compromettre la paix du monde pour l'autonomie du Holstein qu'emportée par la raison et obéissant d'ailleurs à des mobiles plus intimes, elle s'est posée avec une hauteur de langage que l'Autriche et la Prusse ne pouvaient pas accepter parce que le sentiment national Allemand surexcité ne pouvait pas la subir; et la France gardant une apparence calculée de neutralité, les Etats secondaires s'engageant à la suite du *Nationalverein*, l'Autriche et la Prusse étant débordées, il en résulte que la fermeté de l'Angleterre compromet la paix au lieu de l'assurer parce qu'elle inspire et justifie la confiance et l'audace du Danemark.

L'immobilité de la France pousse en avant l'Allemagne, les déclarations de l'Angleterre fortifient les résistances des Danois. Il en est tellement ainsi que c'est une prévision commune que le premier coup de feu tiré sur l'Eïder déterminera l'Angleterre à une intervention effective qui sera suivie le lendemain par un mouvement en avant de la France.

Sans doute la Prusse et l'Autriche n'ont que des intérêts pacifiques; la Prusse prévoit avec inquiétude le jour où elle aura à se mesurer avec le voisin redoutable que lui ont légué les traités de Vienne. La lutte de son roi

et de son Parlement la désarme non-seulement vis-à-vis de l'étranger, mais encore vis-à-vis de l'opinion publique dont elle ne peut plus modérer les entraînements. Elle est condamnée à suivre ce mouvement Germanique dont elle a ambitionné si longtemps la direction et dont sa situation topographique l'oblige à se faire aujourd'hui le premier soldat. Les sentiments pacifiques de l'Autriche sont à mes yeux encore plus incontestables que ceux de la Prusse. L'Empereur qui a eu le courage de proclamer dans ses Etats la liberté politique, ne peut pas voir sans douleur compromettre ou ajourner son œuvre. Les hommes d'Etat Autrichiens savent bien aussi qu'avec la Vénitie, la Hongrie, la Galicie, une guerre est pour l'Empire une extrémité pleine de périls, mais cependant l'Empereur cherchant à profiter des embarras intérieurs de la Prusse a voulu ressaisir le sceptre de l'Allemagne ; il s'est placé à la tête du parti de la réforme, et lorsqu'une question Allemande par les intérêts qu'elle engage et les préjugés qu'elle soulève vient se poser pour la première fois après la réunion de Francfort, il hésiterait, il reculerait, il laisserait au grand-duché de Baden, à la Saxe, à la Bavière, au Wurtemberg la conduite de l'Allemagne dans la campagne qui va s'ouvrir ? Cela n'est pas possible, c'est la grandeur et la fatalité de sa situation qu'il soit condamné à se poser comme le chef de la race Germanique, à la guider même dans les aventures, et à s'exposer malgré les périls prévus à toutes les éventualités d'un avenir dont la témérité dispose.

Il est donc possible que toutes ces belles résolutions pacifiques de l'Angleterre, de la Prusse et de l'Autriche échouent devant un concours de circonstances déplorables, et j'ajoute qu'il semble être dans les intérêts et les inten-

tions du Danemark confiant dans l'appui de l'Angleterre, de faire éclater le conflit.

Il resterait alors à savoir quelle serait l'attitude de la Russie ; cette cour s'est repliée sur elle-même depuis six mois poursuivant ses préparatifs de guerre avec une activité sans relâche et cherchant à résoudre des embarras financiers qui pèsent sur son commerce et sur son crédit.

Ce que l'on sait de la politique de la France permet de croire que l'Empereur ne sera ni avec l'Angleterre contre laquelle il provoque même en Espagne des manifestations, ni avec l'Autriche dont le sépare la politique des nationalités, ni avec la Prusse à laquelle il veut arracher le Rhin, ses points d'appui sont ailleurs à Turin, à Pesth, à Varsovie, à Bucharest, partout où il y a un ferment révolutionnaire. Dans de pareilles circonstances on comprend que l'alliance Russe serait décisive et il n'est pas étonnant qu'elle ait été recherchée au milieu des dernières complications. A quelles conditions peut se réaliser cette alliance ? Quel prix le Czar exigerait-il ? Quel prix l'Empereur y attacherait-il ?

Ce sont là des questions incertaines qui vont peut-être au-delà même des secrets de la diplomatie. Ce qui paraît incontestable et c'est par là que je résume ce travail déjà trop long, c'est que les éléments révolutionnaires ont été tenus en haleine depuis un an ; c'est que le comité d'action entre en scène après le comité national.

FÉVRIER.

La lutte est aujourd'hui définitivement engagée : les drapeaux unis de la Prusse et de l'Autriche ont subi le feu des Danois à Missunde ; l'alliance des deux grandes puissances Germaniques paraît donc cimentée.

Il peut être utile de se demander quel est le caractère de cette alliance, quelle peut en être la durée ? quelle conséquence peut avoir le conflit actuel lorsqu'on le rapproche de la situation générale de l'Europe, c'est-à-dire en un mot, quelles sont les complications qui peuvent sortir de la lutte engagée entre le Danemark et l'Allemagne.

Pour moi, la guerre des Duchés n'est que le premier acte d'un drame immense qui doit avoir pour acteurs tous les Etats Européens et dans lequel se développeront les plans de reconstitution territoriale de l'Europe que j'ai essayé d'exposer dans une note précédente.

L'Allemagne représentée par l'armée Austro-Prussienne du Schleswig-Holstein se trouve donc en présence du Danemark.

Ici deux hypothèses se présentent :

Ou l'Angleterre entrera dès le premier jour résolument dans le conflit et alors les choses doivent prendre le cours que j'ai indiqué plus haut ; ou elle se tiendra à l'écart et laissera passer les événements.

J'accepte la seconde de ces suppositions que je discuterai tout à l'heure, mais qui est sans aucun doute

plus favorable aux intérêts de la paix. Qu'arrivera-t-il alors ?

L'armée Austro-Prussienne victorieuse après des combats plus ou moins sanglants occupera le Schleswig comme l'armée fédérale occupe le Holstein. Il est vrai qu'en se présentant devant l'Eïder, elle déclare qu'elle veut seulement contraindre le Danemark à exécuter le traité de 1852. En principe elle n'engage pas la question de succession dans les Duchés, en fait, elle la pose et la résout.

Dès les premiers pas de l'armée destinée en apparence à faire rentrer l'entreprise dans les limites du droit international, après la paix d'Eckenfœrde, le duc d'Augustembourg a été proclamé souverain en face du maréchal Wrangel comme il le sera à Schleswig après le triomphe des armées Allemandes et j'ajoute qu'il ne peut en être autrement. La Prusse et l'Autriche s'engageant dans les mêmes voies apportent en effet dans cette entreprise des dispositions tout à fait différentes et qu'il faut étudier séparément.

Au milieu d'autres préoccupations, l'Autriche a cherché avec persévérance depuis quatre ans à solidariser l'Allemagne avec ses propres destinées. Elle a voulu obtenir la garantie de la Confédération pour des possessions extra-Germaniques, et c'était là un des objets principaux de la convention des souverains à Francfort.

Lorsque le conflit Dano-Allemand a éclaté, je ne serais pas étonné qu'il y ait eu là une surprise pénible pour les hommes d'état de Vienne, mais était-il possible de laisser la Prusse relever seule les intérêts ou les prétentions de l'Allemagne et se porter seule le champion d'une cause *éminemment* nationale ?

Laisser à la Prusse la direction du grand mouvement qui entraînait les esprits au-delà du Rhin, c'était perdre le fruit de quatre années d'efforts; c'était s'isoler et renoncer à l'appui tant cherché de l'Allemagne en face des éventualités que présentent toutes les questions révolutionnaires.

L'Autriche a donc fait alliance avec la Prusse. Qu'elle apporte dans cette alliance des sentiments pacifiques, qu'elle entre dans le mouvement pour l'enrayer et non pour le précipiter, que ses assurances soient sincères lorsqu'elle déclare qu'elle veut exiger seulement l'exécution du traité de 1852, c'est ce dont je ne doute pas. Mais il s'agit de savoir qu'elle est la force de résistance qu'elle apporte, quels sont les secrets desseins qu'elle aura à déjouer et c'est ce que démontrera clairement peut-être un examen rapide de la situation de la Prusse.

Si la politique portée au pouvoir par Monsieur de Bismark pouvait être douteuse pour quelqu'un, je comprendrais qu'il pût y avoir des hésitations sur le rôle du cabinet de Berlin au milieu des difficultés actuelles. Il n'en est pas ainsi. Monsieur de Bismark est le représentant d'un système très net qui a pour but la constitution d'une union Allemande restreinte, et pour moyen l'appui des alliances étrangères. Il n'appartient ni au parti de la croix qui le défend, ni au parti libéral dont il est l'adversaire opiniâtre, ni au parti du *Nationalverein* qui voudrait porter à Francfort la souveraineté de l'Allemagne. C'est un révolutionnaire monarchique et Prussien, il ne croit plus à la Confédération et il ne rêve pas l'unité; cette position est parfaitement connue de ceux qui s'occupent des affaires Allemandes.

Où en est son œuvre aujourd'hui ? Il y a eu dans sa conduite plus d'une maladresse et l'une des plus fortes à mes yeux, est de n'avoir pas su créer autour de lui, de ces courants d'opinion qui permettent suivant les circonstances soit d'ajourner, soit d'accomplir des projets. Monsieur de Bismarck en est à ce point qu'il ne peut plus recommencer la comédie parlementaire de ces dernières années. Il proroge la Chambre et ne la dissout pas. A quoi serviraient en effet de nouvelles élections ? Il est au bout des atermoiements possibles, il faut qu'il laisse la politique dévoyée, le roi dépopularisé, la dynastie presque compromise, ou qu'il s'engage dans la politique d'action qui est le véritable mobile de ses réformes militaires et de sa lutte avec le Parlement ; ce qui prouve que ce dernier parti est le sien, c'est que le roi vient encore de refuser la démission de son Ministère et que la politique intérieure semble maintenant sans issue.

J'insiste sur ces ambitions secrètes du cabinet de Berlin, sur leur caractère particulier, à la fois militaire à l'égard de la Confédération, et diplomatique vis-à-vis des puissances étrangères, parce que c'est le nœud de toutes les questions Européennes.

Dans ces conditions, l'armée Prussienne victorieuse, le Schleswig occupé, à qui fera-t-on croire que M. de Bismarck se retirera pour laisser retomber tout ce mouvement dont il a voulu prendre la tête, dans les combinaisons usées de la diplomatie, et que l'Allemagne encore plus exaltée par son triomphe qu'elle ne l'est aujourd'hui par les approches de la lutte, consentira à remettre les Duchés sous le sceptre du roi Christian pour voir se renouveler les *mêmes griefs* et se retrouver après quelques années au

milieu des mêmes embarras et en présence des mêmes périls. Cela est impossible, c'est une supposition qu'aucun esprit politique n'acceptera.

La lutte soutenue par le roi et par Monsieur de Bismarck devient insensée, l'effort de l'Allemagne est ridicule, et il n'est pas sérieux d'assigner un pareil but à la politique d'un grand pays.

A quoi semble-t-il donc que l'on doive s'attendre? Monsieur de Bismarck se retournera vers l'Europe et lui dira:

« Nous sommes entrés dans le Schleswig avec l'inten-
« tion loyale de maintenir le traité de Londres; aujourd'hui
« l'opinion publique de l'Allemagne nous pousse en avant,
« exaltée par la guerre, son impulsion est irrésistible; les
« populations elles-mêmes repoussent le joug Danois, c'est
« un terrain deux fois Allemand que le sang de nos sol-
« dats vient de payer et qu'il ne nous appartient plus de
« séparer de l'Allemagne. »

Alors que fera l'Autriche? que fera l'Europe?

C'est là que s'ouvre la seconde phase de la question. Si l'Europe laisse s'accomplir ces événements, l'affaire est résolue, les Duchés sont séparés de la monarchie Danoise, la Baltique est ouverte à la longue attente de l'Allemagne, la puissance du Danemark est frappée au cœur. Le roi Christian vaincu ne rentre dans sa capitale que pour en être chassé par le désespoir indigné de ses propres sujets; la révolution lui enlève ce que la guerre lui a laissé, et les lambeaux misérables de cette royauté tombent fatalement dans une union Scandinave que la dynastie Suédoise s'est donné la mission de réaliser. Les mouvements populaires qui se sont produits depuis trois mois à Copenhague

justifient toutes ces prévisions. L'Europe et en particulier l'Angleterre en supposant même qu'elle s'abstienne jusque là, peuvent-elles rester spectatrices impassibles de ces grands changements?

VENDREDI 19 FÉVRIER.

Des renseignements positifs permettent d'affirmer que l'alliance Anglo-Française est un fait accompli.

Cette alliance se combine avec le concours de l'Italie et elle a pour formule la défense de l'intégrité du Danemark.

Il semble inutile de s'arrêter ici sur des points secondaires de rechercher par exemple quelle peut être la pensée des deux puissances occidentales sur le traité de 1852. Il vaut mieux étudier la situation actuelle dans ses origines, dans son caractère et dans ses conséquences probables.

Depuis que la question Danoise est ouverte, deux politiques sont naturellement en présence: l'une qui conclut à la séparation des Duchés et à leur constitution en souveraineté indépendante, l'autre qui se renferme dans les limites du droit international et voudrait rétablir après la guerre un état légal semblable à celui qui précédait les hostilités.

Cette dernière politique était celle de l'Angleterre, la première a été incontestablement dans les vœux et dans les efforts de la France.

Comment ces volontés divergentes se sont-elles réunies? Comment a pu s'opérer le rapprochement après les épreuves que vient de subir l'alliance des deux peuples? Quelles concessions réciproques ont dû se faire les deux cabinets? C'est là ce qu'il convient d'examiner en premier lieu. Dans ma conviction on s'expose à toujours mal comprendre la politique de la France, lorsqu'on ne veut l'expliquer que par des principes, au lieu de l'interpréter par des intérêts. Sans doute une reconstitution territoriale de l'Europe est toujours entrée dans les desseins de l'Empereur; mais elle est la conséquence de ses projets beaucoup plus qu'elle n'en est le mobile, la pensée de l'Empereur est à mes yeux beaucoup plus étroite, plus nationale et plus Française; elle recule, on l'a bien vu à Villafranca, devant ces vastes perspectives qui séduiraient les véritables conquérants, ou tenterait les grands révolutionnaires, elle se précise dans des points fixes que les audaces si naturelles au succès ne lui feraient pas dépasser. Après la frontière des Alpes enlevée, il s'agit de reconquérir la frontière du Rhin. C'est là, personne ne saurait aujourd'hui en douter la seconde étape de sa politique qui a pour troisième et dernier terme l'annexion de la Belgique.

L'Empereur est un survivant de Waterloo, c'est à ce point de vue et pas à un autre qu'il faut se placer pour juger le rôle qu'il remplit dans le monde. C'est à la fois son excuse, sa faiblesse et sa grandeur.

Ainsi le but est bien défini, c'est la frontière du Rhin à reconquérir. Pour l'atteindre quels sont les moyens? Il y en avait un qui répondrait mieux que tout autre aux tendances de la politique Française, il consistait à agir

comme en Italie, à trouver dans une ambition dynastique et populaire un point d'appui solide et à soulever par là une certaine force nationale, capable de dissimuler les sacrifices quelle s'imposerait derrière les triomphes qu'elle remporterait.

Monsieur de Bismarck, dans les prévisions de la France, dans ses propres intentions, n'avait pas une autre mission; lors de son avènement au pouvoir, il était le Cavour de ce nouveau Piémont. Il est inutile de dire ici comment il a trompé cette attente et comment après de longs et stériles conflits il a entraîné son pays et son roi dans une alliance Autrichienne diamétralement opposée à son but primitif. La France ne désespérait pas cependant de faire remonter ce courant à la politique Prussienne et elle s'est tenue à l'écart des événements pour permettre aux attitudes de se rectifier sans rien compromettre de ses propres aspirations.

Au milieu de cette réserve de l'Empereur et de cette sorte de silence obstiné, que se passait-il en Danemark, en Allemagne et en Angleterre?

En Danemark d'abord, une certaine résignation héroïque succédait au découragement et aux agitations de la première heure; le roi Christian a eu cette fortune de ne pas recevoir l'appui du seul souverain de qui il dût attendre le secours, mais qui ne serait venu à lui que pour le trahir.

L'abstention de la Suède, abstention mêlée de ruse et de crainte, a probablement sauvé la dynastie de Glücksbourg, intimidée sans doute par la Russie qui ne pouvant pas accepter l'union Scandinave, comptait sur un mouvement *populaire* qui jetterait en ses mains un lambeau de

cette monarchie aux abois. La Suède a reculé devant la responsabilité des événements et devant cet abandon le sentiment public du Danemark s'est replié sur lui-même, tout son patriotisme s'est concentré dans l'armée qui défend l'île d'Alsen et les fortifications de Duppel. La politique de rénovation territoriale perdait ainsi un de ses éléments nécessaires.

En Allemagne, des choses plus graves encore se passaient; l'alliance Austro-Prussienne était cimentée sur les champs de bataille, sans être peut-être ratifiée par l'opinion, elle laissait en dehors d'elle des forces importantes, redoutables qui joueront un rôle dans un avenir peut-être prochain, mais qui n'offraient à l'heure présente ni la cohésion, ni la consistance indispensables à une entente diplomatique et militaire avec l'étranger.

S'il manquait à la Suède un Gustave Adolphe, il manquait donc à la Prusse et au parti monarchique révolutionnaire de l'Allemagne un Frédéric II.

Malheureusement pour la paix de l'Europe peut-être, l'élan national qui n'était pas assez fort pour se diriger, était irrésistible pour tout compromettre; il créait au centre de l'Europe un état violent, transitoire, ouvert à toutes les éventualités qui faisait entrer la guerre dans la solution des questions pendantes. Il n'y avait pas une puissance organisée capable de réaliser les alliances possibles en dehors du terrain des traités, et en même temps il résultait des divergences mêmes de langage entre Vienne et Berlin que ce mouvement s'emporterait forcément au-delà du droit diplomatique.

Pour bien résumer cette impression, l'Allemagne devait se trouver dans la situation suivante: elle allait être

livrée à des dissensions intestines qui aggraveraient toutes les fautes en s'en rejetant mutuellement la responsabilité, et en même temps elle n'aurait ni l'appui extérieur qui lui permettrait de sortir des traités, ni la force de résistance à l'intérieur qui lui permettrait de s'y maintenir; c'est-a-dire qu'au milieu de déchirements déjà visibles elle devait être à la fois chassée du terrain diplomatique par une impulsion nationale irrésistible, et refoulée sur ce terrain par une pression étrangère également redoutable.

Pendant que ces complications se produisaient et que les points d'appui manquaient à la politique Française à Berlin comme à Stockholm, que se passait-il en Angleterre ?

Je n'ai pas l'intention d'insister sur ces détails intimes qui exercent une action puissante même dans les gouvernements constitutionnels les mieux réglés. Ce qui a dû paraître certain, c'est que le jour où le prince de Galles a osé dans le palais de Windsor, boire à la défaite des Allemands, la décision de l'Angleterre était prise; l'intégrité du Danemark était nettement placée sous la protection de la Grande-Bretagne. Or c'est la destinée de l'Angleterre qu'elle ne peut pas avoir de politique continentale isolée, elle a besoin d'un allié, d'un agent.

Les conseils dédaignés à Berlin étaient désormais sans autorité à Vienne. L'Autriche et la Prusse adossées s'étaient écartées en effet, l'une de la France, l'autre de l'Angleterre.

Il ne restait donc à Lord John Russel qu'une seule alliance possible, une alliance qu'il devait rechercher sans *doute, mais* dont tout lui rendait l'accès facile, celle de la

France jetée par les événements hors de ces combinaisons primitives.

C'est ainsi que s'est conclue l'entente des deux pays par un rapprochement d'intérêts et d'ambition, auquel devait souscrire avec empressement le roi Victor-Emmanuel. Que le caractère de cette alliance soit essentiellement belliqueux, c'est là un point tellement évident pour moi que j'essayerai à peine de le démontrer.

Une intervention étrangère pouvait avoir un résultat pacifique avant les hostilités, lorsque les choses se tenaient encore dans les régions plus calmes de diplomatie.

Mais aujourd'hui, après les combats, après la conquête, après les sacrifices d'hommes et d'argent, au milieu de ces surexcitations du patriotisme que de dernières et formidables résistances ont encore exalté, comment serait-il possible aux deux grandes puissances de reculer en deça des événements et d'enlever à leurs actes la portée que leur donnent leurs propres victoires ?

La situation reste à cet égard ce qu'elle a toujours été, la reconnaissance par la Prusse et par l'Autriche du traité de 1852. C'est la guerre civile au-delà du Rhin.

Un fait surtout me frappe : le concours de l'Italie dans une alliance Anglo-Française ne peut avoir qu'un sens ; l'affranchissement ou la conquête de Venise, c'est-à-dire une triple flotte dans la mer Adriatique reprenant l'œuvre interrompue de Villafranca.

Si ce point pouvait être douteux, je crois qu'il serait facile de le mettre en pleine lumière en étudiant l'attitude de l'Angleterre et de la France depuis trois mois ; il en résulterait cette preuve manifeste que les deux cours n'ont pu se rapprocher que pour agir.

Si l'on me permet de ne pas tenir compte des formalités diplomatiques qui vont s'accomplir et dont la France abrégera les lenteurs habituelles, je me demande quelles seront les conséquences de la guerre.

Je suppose une victoire de la triple alliance sur le Mincio et sur le Rhin, Venise redevenue Italienne, notre frontière reportée à Cologne, la Sicile même livrée à l'Angleterre; il y aura un fait plus considérable encore, ce sera la dissolution fatale de la Confédération.

Les choses ainsi engagées, le parti de la guerre s'appuyera sur Vienne et le parti de la paix sur Berlin et sur Dresde; après la première union du patriotisme contre l'étranger, les dissidences actuelles se reproduiront avec plus de force. On s'apercevra bien vite à Vienne que l'on doit tout risquer parce que l'on a tout à perdre; à Berlin, que l'on doit tout réserver parce que l'on a tout à gagner, l'édifice Germanique s'écroulera au premier choc du premier coup de canon, l'unité militaire détruira la fédération politique.

Les divisions territoriales consacrées en 1815 s'effaceront et il y aura un peuple parce qu'il y aura eu une armée. Seulement ce peuple se dégagera de certains éléments trop pesants ou trop vastes; il laissera retomber l'Autriche dans l'indépendance et la faiblesse d'une situation isolée.

Je n'hésite pas à affirmer qu'après le premier choc, le parti national trouvant une occasion de réaliser ses espérances politiques, consentira aisément à traiter avec l'étranger et que si Monsieur de Bismarck et le roi Guillaume lui-même sont entraînés dans la défaite de leur *politique* ce qui sortira des événements qui se préparent,

ce sera une Prusse agrandie, formant sur les frontières de la France agrandie, une monarchie militaire de premier ordre.

JEUDI 3 MARS.

La situation actuelle de l'Europe, paraissant surtout vous intéresser, j'ai cherché particulièrement à me renseigner sur les éventualités qu'un avenir de plus en plus prochain nous réserve et je crois être en mesure de vous faire entrevoir mieux qu'hier encore les événements qui vont avoir lieu.

Le ministre des Affaires étrangères disait ceci hier à deux heures:

« Nous sommes à la veille de graves, de très graves « éventualités qu'il faut avoir le courage de regarder en « face . . . puis nous aurons cinquante ans de repos . . . »

Quelles sont ces éventualités que le ministre veut que l'on regarde courageusement en face? Quelle est leur gravité? Comment nous assureront-elles cinquante ans de repos?

Il n'est plus possible de se le dissimuler, nous sommes à la veille de la guerre.

Cette guerre ne pourra être que révolutionnaire, car à l'exception de l'Angleterre que le cabinet Français semble certain d'entraîner dans son alliance, tous les gouvernements du Nord nous sont hostiles et l'armée du roi Victor-Emmanuel ne peut être employée utilement hors de sa sphère restreinte d'agitation révolutionnaire Italienne.

L'Angleterre entrera dans notre alliance après la chute du Ministère Palmerston qu'au Ministère des Affaires Etrangères on regarde comme imminente et lorsqu'un cabinet formé par Lord Derby et ses amis sera arrivé au pouvoir.

Monsieur Drouyn de Lhuis laisse même entendre assez clairement que Lord Derby pressenti sur la politique qu'il adoptera, aurait donné les garanties les plus rassurantes d'une entente très cordiale entre la France et l'Angleterre pour l'accomplissement du programme d'un remaniement de la carte de l'Europe qui est le but que veut atteindre l'Empereur Napoléon.

Ainsi, en adoptant ces espérances comme des certitudes, voici quelle serait la situation de l'Europe au commencement de la guerre :

D'un côté : la France, l'Angleterre, l'Italie et le Danemark.

De l'autre : la Russie, l'Autriche, la Prusse et toute l'Allemagne.

Dans ces conditions, la guerre ne serait encore qu'une guerre Européenne, comment revêtira-t-elle un caractère révolutionnaire ?

C'est pour l'expliquer qu'il convient de développer le plan Français depuis longtemps arrêté dans la pensée de l'Empereur, patiemment muri et dont l'état actuel de la Galicie démontre que l'exécution est commencée.

La cause des nationalités est comme on ne l'a que trop vu depuis quelques années, le manteau sous lequel s'abrite la grande conspiration démagogique Européenne. Cette cause partout protégée par la France, plus largement même protégée depuis un an, surexcitée depuis *trois mois*, est le grand auxiliaire sur lequel compte l'Em-

pereur, pour conduire à bonne fin sa dangereuse entreprise.

A la Russie, à la Prusse, à l'Autriche, à l'Allemagne, il opposera les forces combinées de la France, de l'Angleterre et du Danemark appuyées sur les insurrections de la Pologne, de la Galicie, de la Hongrie, de la Serbie, de la Valachie et de la Moldavie.

L'Autriche sera en même temps tenue en échec en Italie par une attaque de toutes les forces Italiennes contre la Vénitie et par les mouvements révolutionnaires de l'Albanie, de la Dalmatie et de la Bosnie qui reliés aux agitations de la Grèce soulèveront à propos la question Ottomane et placeront l'Empire Autrichien dans la nécessité d'éparpiller ses forces et de n'être réellement puissant nulle part.

Telles sont les graves éventualités que suivant Monsieur Drouyn de Lhuis, il faut avoir le courage de regarder en face, et qui toujours suivant lui, auront pour résultat de nous assurer cinquante ans de repos.

Vous verrez se développer peu à peu les événements indiqués dans ce programme. Tout est préparé pour son exécution en Hongrie comme dans les Principautés Danubiennes et comme en Italie. Le jour où l'ordre en sera donné, tous les peuples préparés à la révolution s'ébranleront à la fois. Dieu veuille que ce jour là ne commence pas pour l'Europe une ère de cinquante ans de déchirements au lieu des cinquante ans de repos et de quiétude qu'envisage dans l'avenir le ministre des Affaires Etrangères.

Les *étrangers* rassurés par l'alliance Austro-Prusso-Russe et croyant impossible l'alliance [illegible]

montrent comme vous me le disiez parfaitement calmes et tout leur apparaît sous des couleurs riantes.

Les hommes qui approchent l'Empereur, qui sont tant soit peu initiés à ses projets, ne peuvent dissimuler leurs inquiétudes parce qu'ils connaissent le programme que je viens d'exposer.

P. S. Une lettre que je reçois de Londres d'un homme politique, m'apprend que l'arrivée des torys au pouvoir est chose certaine et que la distribution des situations politiques et de cour est déjà arrêtée.

Le correspondant du journal Anglais *The Press,* journal de M. Disraëli, fort hostile jusqu'à ce jour à la France, a reçu de ses directeurs l'invitation de se montrer plus conciliant et d'adoucir considérablement le ton de sa polémique, parce que M. Disraëli désire que rien ne fasse obstacle aux arrangements que le parti tory négocie en ce moment avec le gouvernement Français. La lettre m'a été communiquée.

LUNDI 14 MARS.

Les notes diplomatiques communiquées par le gouvernement Anglais et reproduites par la *France* sont-elles venues modifier la situation telle que la caractérisent les notes précédentes, et révèlent-elles dans les directions de la politique impériale des tendances nouvelles? Je ne le pense pas; ce sont des documents rétrospectifs qui s'ap-

pliquent à certains points de la question pour l'éclairer, mais qui ne contiennent aucune indication pour l'avenir. Leur attribuer une autre pensée, c'est en fausser le sens et en dénaturer le caractère.

Quelle est en effet la date de ces communications; elles remontent au 19 et au 30 janvier dernier, c'est-à-dire qu'elles sont antérieures à des événements militaires considérables, à l'investissement de Duppel et à l'entrée des troupes Austro-Prussiennes dans le Jutland. Or ces événements ont sans aucun doute donné lieu entre les cabinets de Londres et de Paris à des échanges de vues, d'idées que nous ne connaissons pas et qui tirent de leur date plus récente une importance extrême autrement décisive.

Mais il y a plus, il est incontestable que depuis cette époque des ouvertures ont été faites par M. Drouyn de Lhuis à M. de Goltz et que ces ouvertures impliquaient un remaniement territorial de l'Europe, au double profit de la Prusse et de la France. Si les déclarations de M. Drouyn de Lhuis avaient eu le caractère pacifique qu'on veut leur attribuer, ces offres que je vous ai fait connaître en leur temps auraient été sans application, elles n'auraient pas eu de but. La politique de la France se serait arrêtée au lieu d'aller à la recherche de nouvelles combinaisons diplomatiques et militaires.

Lorsqu'on lit au contraire les dépêches communiquées au Parlement, on y trouve la pensée de la France très nettement exposée, et cette pensée loin d'être la paix, c'est la guerre, et en effet deux points s'en détachent avec précision :

1° La France regarde le maintien du traité de 1852 comme nécessaire à l'équilibre Européen, mais elle

n'est pas disposée à recourir aux armes pour imposer à l'Autriche et à la Prusse le respect de leurs engagements.

2° La France réserve expressement sa liberté d'action dans le cas où l'équilibre de l'Europe se trouverait rompu par l'abrogation violente de ce traité.

Qu'est-ce à dire? sinon que la France ne veut pas s'opposer à la violation du traité, pour faire de cette violation même la base de ses prétentions futures. Le traité de 1852 maintenu même par l'intimidation, c'est la paix, et cependant c'est ce que la France repousse. Ce traité violé, même sans provoquer de protestations de la part des puissances étrangères, ce sont les combinaisons territoriales ouvertes, c'est la guerre, et tel est cependant l'état de choses que la diplomatie Française veut laisser se développer librement.

J'ai lu avec une scrupuleuse attention les documents publiés et il me paraît impossible de ne pas y reconnaître un désir prémédité de vastes complications Européennes.

Il faut donc examiner en dehors de ces dépêches la situation actuelle, et voilà comment elle se caractérise suivant moi.

La situation politique reste en suspens depuis quelques jours, et le monde des affaires semble disposé à se rassurer. Je voudrais rechercher si quelque chose dans les événements peut justifier cette tendance optimiste et si les éventualités que nous réserve l'avenir présentent un caractère aussi favorable.

Depuis ma dernière note, il me semble que l'état de choses s'est accusé dans un double sens, d'abord du côté de la France, ensuite du côté de l'Europe continentale.

En Europe, l'élément conservateur ou si l'on veut, la force de résistance tend à se dégager plus nettement chaque jour de l'élément révolutionnaire. L'entente et on peut le dire, l'alliance des trois cours du Nord n'a pas une autre signification.

On a beau répéter que la coalition n'est plus possible, il n'en est pas moins vrai que les cours de Vienne, de Berlin et de St-Pétersbourg se réunissent autour de certains principes généraux et que si elles ne veulent plus combattre la révolution dans son acception libérale, elles veulent l'étouffer dans ses prétentions de droit national. Lorsqu'on prend les choses à ce point de vue, on s'aperçoit que l'Europe n'est pas vis-à-vis de la France dans une situation bien différente de celle qui existait il y a soixante-dix ans, car si la Convention était alors le foyer des insurrections de *sujets*, l'Empereur est maintenant le chef avoué des révoltes de peuples.

Ce second mouvement n'est pas moins redoutable que le premier aux yeux de certaines cours.

Voilà donc un des faits acquis à la politique depuis quinze jours : l'entente de l'empereur Alexandre avec l'empereur François-Joseph et le roi Guillaume ; et ce fait a des conséquences considérables ; il ouvre en partie du moins la question d'Orient, car il autorise les agitations préparées à Buckarest, à Belgrade et dans le Monténégro. Il encourage l'Autriche en lui donnant une armée pour contenir ou dompter la Hongrie. Il rassure l'Allemagne toute entière qui sans cette alliance aurait craint d'être étouffée entre la France et la Russie.

Pour ma part, je ne crois pas que malgré toutes les considérations stratégiques, la politique Austro-Prussienne

se fût aventurée dans le Jutland en poussant en avant son armée, si elle ne s'était pas cru en état de dénouer avec ce secours toutes les complications.

Il est difficile sans doute de se rendre un compte exact des dispositions de l'Allemagne, il y a là des sentiments trop complexes et des intérêts trop divers pour qu'on puisse les analyser sûrement. Je persiste à croire que la Prusse et l'Autriche apportent dans leurs résolutions communes des vues tout à fait divergentes.

La Prusse poussée par un instinct d'aventures et l'Autriche obéissant surtout à des nécessités de défense. Je crois encore que cet antagonisme éclatera tôt ou tard, non pas avant la guerre, mais pendant la guerre elle-même et peut être à une de ses phases décisives. C'est-à-dire que dans mon opinion l'alliance Austro-Prussienne qui pourra réunir les deux armées sur un même champ de bataille, ne pourra pas résister à un premier échec et que la Prusse se retirera sans hésiter d'une alliance où elle ne trouverait que des défaites.

Mais les choses sont loin d'en être encore à ce point, et on peut considérer aujourd'hui l'entente des deux cours comme relativement solide. Elle me paraît destinée à subir l'épreuve de certains événements militaires.

Si l'on regarde maintenant du côté de la France que trouve-t-on ? Une attitude aussi réservée qu'auparavant, et suivant moi tout aussi menaçante. Des détails dont on ne peut pas mettre en doute l'exactitude générale prouvent que l'Empereur ne veut pas s'engager sur un point particulier, mais qu'il pose à Londres, comme il posait, *il y a* deux mois, à Berlin la question Européenne. Or

la question Européenne ouverte, je n'hésite pas à l'affirmer, c'est la guerre inévitable.

Que contient en effet la question Européenne?

D'abord la Pologne et les Principautés Danubiennes, c'est-à-dire l'hostilité de la Russie; ensuite la Hongrie et l'Italie, c'est-à-dire l'hostilité de l'Autriche; enfin l'anéantissement de la Confédération Germanique et la reconstitution territoriale de l'Allemagne, c'est-à-dire encore l'hostilité de la Prusse puisqu'elle n'est pas entrée dans notre alliance.

Eh bien! il n'y a pas une de ces difficultés dont la solution même modérée soit acceptable par les gouvernements Européens. Poser ainsi la question avec cette étendue, cette inflexibilité, c'est la faire aboutir fatalement à la guerre.

Si ces considérations présentaient quelque intérêt, je démontrerais que les motifs si déterminants qui ont empêché la réunion du congrès, sont autant de raisons qui établissent la fatalité de la guerre. L'Empereur lui-même avait prévu que la médaille qu'il a frappée à la pacification générale portait sur son autre côté la révolution générale.

Que fait la France en ce moment?

Pourquoi les journaux du gouvernement, après avoir cherché à entraîner l'opinion, cherchent-ils à la retenir?

Comment la presse Anglaise notoirement inspirée de Paris est-elle si belliqueuse? tandis que celles de nos feuilles qui reçoivent les mêmes inspirations se font jusqu'à un certain point modératrices?

L'explication de ce fait me semble facile.

Les embarras de la situation Européenne sont trop graves, le but poursuivi est trop considérable; certaines

défiances de l'opinion parmi nous sont trop éveillées pour que l'Empereur veuille assumer sur lui la responsabilité des événements. Voici, je crois, le point auquel il veut conduire ou voir arriver les choses.

L'Allemagne s'engage chaque jour davantage. Plus elle sort par la guerre des traités de 1852, plus il lui sera difficile d'y rentrer par la diplomatie. Le jour où des explications catégoriques lui seront demandées, elle se trouvera elle-même en face de faits accomplis dont elle ne pourra récuser ni les bénéfices, ni les périls.

La Prusse et l'Autriche qui ont accepté deux fois des conférences, adhéreraient-elles une troisième fois à ces propositions ? Serait-il seulement possible de les leur renouveler ?

Quant au Danemark, plus il persistera dans sa résistance, plus il s'obstinera dans sa défaite et plus il sera vaincu, plus il semblera près de sa ruine, plus il sera près d'être secouru ; et puisqu'il a refusé les premières concessions, il n'a pas de plus grand intérêt que d'être écrasé jusqu'au point où ses destinées intéressent d'une manière incontestable l'équilibre Européen.

Cet état de choses finira par dominer la politique de l'Angleterre, c'est la confiance de notre gouvernement, et sous ce rapport je la crois justifiée.

En ouvrant la question Européenne, l'Empereur a rendu insoluble par les voies de la paix la question des Duchés, et chacun des échecs que la politique Anglaise subit à Francfort et à Copenhague la ramène vers nous.

Dans ces circonstances, comment est-il possible de se livrer aux illusions que le monde des affaires semble dis*posé à p*artager ?

Peut-être aucun effort décisif ne sera-t-il tenté jusqu'au départ de l'archiduc Maximilien, mais j'ai la conviction qu'aucune des directions générales de la politique ne s'est modifiée, et toutes ces directions aboutissent à une guerre prochaine.

SAMEDI 19 MARS.

J'ai exposé dans plusieurs notes les périls que présente à mes yeux la situation Européenne. Ces périls étaient de deux sortes : Il résultaient des passions révolutionnaires surexcitées en Pologne, en Italie, en Hongrie, partout où le principe des nationalités pouvait provoquer un ébranlement politique, et ils étaient aggravés par une sorte de conspiration permanente, méditant d'employer les forces régulières d'un grand pays, sa diplomatie, son armée, au service de quelqu'une de ces aventures qui tentent de bouleverser l'ordre public Européen.

La situation se dessinait ainsi, il y avait, il y a encore des foyers d'insurrection à Pesth, à Turin, à Varsovie et il y avait une main qui les alimentait.

Cette politique avait pour prétexte l'affranchissement des peuples, pour but, la conquête du Rhin pour la France.

Il fallait que l'état territorial de l'Europe fût modifié ailleurs pour justifier un changement sur nos frontières de l'Est, comme il avait fallu la conquête de la Lombardie pour l'annexion de la Savoie.

Je suis convaincu que ces projets ont été à la veille de se manifester par la force, et je pense qu'aujourd'

personne ne conteste les tentatives qui ont été faites dans ce sens. Où en est maintenant cette politique ? quelle phase traverse-t-elle ? quels obstacles rencontre-t-elle ? quelles chances de succès conserve-t-elle encore ?

Toute la question est là, car cette politique n'a pas abdiqué et elle ne le peut pas.

L'affaire des Duchés a semblé s'ouvrir à point pour les ambitions de la France.

Il était également possible en effet, ou de soutenir l'Allemagne dans ses revendications qui venaient consacrer le principe invoqué au début de la guerre d'Italie, ou de s'appuyer sur les sympathies traditionnelles de la France en faveur du Danemark.

Il fallait pour cela que les faits vinssent réaliser l'une ou l'autre de ces deux hypothèses, ou que la Confédération conduite par la Prusse adhérât à des transactions internationales et consentît sur le Rhin à des sacrifices dont elle aurait trouvé la compensation sur l'Eïder, ou que l'Allemagne, ayant l'audace de sortir seule des traités de 1852, mît en question l'équilibre même de l'Europe et provoquât ainsi une alliance de la France et de l'Angleterre.

Des renseignements incontestables prouvent que la politique de la France s'est longtemps réservée pour l'une ou pour l'autre de ces combinaisons.

Après avoir cherché à éveiller les ambitions de la Prusse, elle a encouragé les résistances des Etats secondaires, pensant que le sentiment national débordant la politique des cabinets de Vienne et de Berlin la dominerait et l'entraînerait. Et en même temps elle s'est rapproché de l'Angleterre, elle lui a offert son concours actif

pour rétablir dans le Nord un état de choses au maintien duquel les ministres de la reine semblaient attacher une importance de premier ordre.

On a donc pu croire un moment, et la cour de France a été suivant moi la première à partager cette conviction, que les difficultés actuelles n'avaient d'autre issue que la guerre.

Je n'hésite pas à attribuer à l'influence de l'Autriche, à sa modération et à sa hardiesse l'échec au moins momentané de ces combinaisons.

Je disais, il y a trois mois, qu'en entrant dans l'alliance de la Prusse, l'Autriche avait pour but d'arrêter le mouvement de l'Allemagne et non de le précipiter.

Sous ce rapport elle est parvenue à un résultat qui a égalé sans aucun doute ses meilleures espérances.

Elle a empêché deux choses:

Elle n'a pas laissé la Prusse s'engager dans les transactions internationales et développer par une entente avec notre pays ses propres desseins d'agrandissement, et elle a paralysé ainsi une des conceptions de notre politique.

Ensuite elle a retenu la Prusse dans les limites du droit des traités; elle ne lui a pas permis de se mettre à la tête de l'Allemagne révolutionnaire, et dès lors elle n'a pas fourni un prétexte suffisant à un rapprochement de la France et de l'Angleterre.

A elle seule, en présence des excitations de l'esprit public en Allemagne et des indécisions de la Prusse, l'Autriche n'aurait pas suffi à dominer cette situation.

C'est alors que s'est révélée l'entente de la Ru avec les deux cours de Vienne et de Berlin, qui

intérêts faisait nécessairement prévaloir dans cette alliance la politique conservatrice de l'Autriche et dont l'influence devait à la fois éloigner la Prusse de notre pays et retenir du droit international les résolutions de son gouvernement.

L'attitude de la Russie a donc eu cette conséquence essentielle de rendre définitive l'union de la Prusse et de l'Autriche et d'assigner à leurs efforts communs un but qui ne s'éloignait pas sensiblement des stipulations convenues dans les traités de 1852.

Et ce n'est pas seulement en Allemagne que cet événement a joué un rôle considérable, il a encore influé sur la politique de l'Angleterre.

Lorsque la Prusse semblait à la tête du mouvement qu'elle entraînait les armées alliées du Holstein dans le Schleswig et de là dans le Jutland, et que l'on pouvait croire à la réalisation prochaine de certains projets ambitieux, la politique Anglaise a été prompte à s'alarmer; à ce moment sont intervenues les conversations de Lord Cowley et de Monsieur Drouyn de Lhuis, et tout faisait pressentir une alliance des deux puissances occidentales.

Les torys sûrs d'une victoire parlementaire montèrent à l'assaut du pouvoir ; c'en était fait du cabinet de Palmerston-Russel, et la guerre semblait inévitable.

Mais si l'influence de l'Autriche venait au contraire à prévaloir, si l'autorité de la Russie apportait un gage nouveau au maintien de la paix, que devenait l'alliance Anglo-Française, elle était au point de vue des intérêts de l'Angleterre un acte d'inconséquence et la politique de Lord John Russel si vivement attaquée, il y a trois semaines, regagnait tout le terrain que reprenaient elles-*mêmes* les espérances de paix.

C'est là ce qui est arrivé; c'est à cette phase de la question que se rattache le voyage du roi Léopold à Londres, c'est elle que caractérisent les nouvelles propositions de conférence. Enfin c'est dans ces liens que se trouve prise aujourd'hui la politique Française.

Au milieu de ces déplacements d'influence que fait notre pays? rien!... rien de net, rien de décisif, rien de sincère.

Il a à Turin un appui certain, à Pesth un appui douteux. Il est à Copenhague avec le parti de l'union Scandinave et il essaie par là de forcer Christian IX à une résistance désespérée, mais il sait que s'il osait s'avancer sur l'Europe avec un drapeau quelconque, toutes les questions secondaires s'éffaceraient devant cette entreprise et que la triple entente se changerait le lendemain en une quadruple alliance.

L'Angleterre est aujourd'hui convaincue que la paix est possible en Europe; elle se croit sûre d'amener la Prusse et l'Autriche dans les conférences à des propositions acceptables pour le Danemark; elle ne redoute plus la conquête des ports de la Baltique par l'Allemagne; c'est là ce qui fait que la politique anti-Française de Lord John Russel finit par avoir raison dans le pays et que la France retombe dans un isolement où elle est en but à tous les soupçons de l'Europe.

Jamais la situation de l'Empire et de l'Empereur ne m'a paru plus grave, plus enveloppée de périls, jamais elle n'a été plus fatalement placée entre des aventures qui peuvent tout compromettre et des faiblesses qui ruineraient son crédit en Europe et son autorité en France.

On l'a dit depuis longtemps et avec juste raison, il n'y a que deux politiques possibles : la politique de la guerre ou la politique de la liberté.

Or lorsqu'on examine les dispositions des puissances au-dehors et l'état des esprits à l'intérieur, on en vient à se demander quelle est celle de ces deux politiques qui est désormais la plus impossible.

La politique de la liberté si elle était radicale, sincère, si elle nous ramenait aux pratiques du gouvernement représentatif serait encore réalisable.

Mais est-ce que l'Empereur l'acceptera, est-ce qu'il n'y a pas dans son gouvernement et dans son propre esprit des préjugés, des résistances, qui l'en détourneront toujours ?

Et la politique de transition, celle qui procède par des réformes progressives et qui a été inaugurée en théorie le 24 novembre 1860. Cette politique là n'inspire plus de confiance à personne, elle n'a plus de gages à donner, le gouvernement l'a détruite lui-même par l'étrange application qu'il en fait depuis trois ans.

Toutes les avenues de la liberté sont gardées par les ennemis de l'Empire.

Quant aux avenues de la guerre, elles sont occupées par l'Angleterre, par l'Autriche, par la Prusse, par la Russie, par toutes les grandes puissances Européennes.

L'Empire me semble bloqué dans ses résistances à l'intérieur et dans ses desseins au-dehors; il est contraint d'agir dans un sens ou dans l'autre, et il rencontre partout de telles entraves, qu'il est difficile de dire où sont pour lui les plus grands périls.

C'est là ce qui me paraît le plus redoutable, car ce *serait méconnaître* la nature même de l'Empereur que de

ne pas le croire plus disposé à tenter les aventures qu'à chercher une force nouvelle dans le développement d'un régime légal.

SAMEDI 26 MARS.

Vous pensez que je vois trop en noir les éventualités de l'avenir, et que les événements loin de confirmer mes prévisions donneront raison aux optimistes qui ne veulent jamais que la sérénité de leur ciel soit troublée par un nuage. Je souhaite que vous ayez raison, mais j'ai peur de n'avoir pas tort.

Depuis quelques jours surtout, les faits qui arrivent à ma connaissance ne font que me raffermir dans mes tristes prévisions. Pas un de ces faits n'a une signification pacifique et si vous vous souvenez du contenu de mes notes précédentes, les événements semblent prendre la direction que j'avais cru devoir vous indiquer.

L'Autriche est plus menacée que jamais sur tous les points que je signalais à votre attention ; l'Italie surtout est plus entraînée par le parti de l'action qu'elle ne l'était au commencement de ce mois, et quoique la France adhère aux conférences sans bases et sans armistice qui lui ont été proposées par l'Angleterre d'accord avec l'Autriche et la Prusse, l'affaire Danoise passant par des conférences rend peut-être la guerre plus inévitable.

Lord Palmerston veut à tout prix ces conférences pour donner à sa diplomatie aux yeux du Parlement Britannique l'apparence d'un succès, et pour s'assurer quelques

mois d'existence, car d'ailleurs il ne s'aveugle pas sur leur résultat.

M. Drouyn de Lhuis répondant à Lord Palmerston lui a dit ceci :

« L'Empereur accepte la proposition qui lui est faite « de prendre part aux conférences relatives au conflit « Dano-Allemand, parce qu'il tient à ce que le gouverne- « ment Britannique, ainsi que tous les gouvernements « Européens demeurent persuadés de son profond désir « d'éviter une guerre générale, et que quelle que soit sui- « vant lui l'inutilité des tentatives faites en ce moment, il « ne veut pas par son abstention donner lieu à l'accusa- « tion de les avoir fait échouer.

« Toutefois, Mylord, je ne crois pas devoir vous dissi- « muler que l'Empereur ne fonde aucun espoir sur ces « conférences et qu'elles lui semblent plus propres à ame- « ner la guerre qu'à concilier les intérêts si divers et si « fatalement froissés des parties belligérantes. »

Ainsi la France accepte les conférences sans base, sans armistice, mais elle les croit dangereuses pour la paix de l'Europe.

L'Autriche et la Prusse ne tiennent plus compte des traités de 1851/1852.

La Diète Germanique ne s'est pas encore prononcée.

Le Danemark poussé à la résistance par les conseils de la France ne me paraît pas disposé à se prêter à un égorgement diplomatique à subir le rôle de victime.

La situation devient donc plus grave et les conférences, soit qu'elles aient lieu, soit qu'elles échouent, n'exerceront *aucune influence* pour le maintien de la paix.

L'arrivée de Garibaldi en Angleterre ressemble à une tentative in extremis du Ministère Palmerston pour détourner l'attention du peuple Anglais des débats qui se renouvelleront à propos de Mazzini et de l'honorable membre du Parlement qui l'avoue pour ami.

Ici au Ministère des Affaires étrangères on est persuadé que Garibaldi n'a quitté Caprera que pour se mettre très prochainement en Italie à la tête du parti de l'action et qu'il n'est venu en Angleterre que pour surexciter l'opinion publique en sa faveur, obtenir des armes, recueillir des souscriptions à un emprunt révolutionnaire.

M. Drouyn de Lhuis croit être certain d'une prochaine levée en masse des enrolés de la jeune Italie.

L'attaque des Autrichiens dans la Vénitie est résolue, Garibaldi entraînera l'armée elle-même à la suite de ses bandes, et le roi Victor-Emmanuel pour conserver quelque popularité sera contraint de se joindre à cette folle entreprise, de suivre Garibaldi et de n'occuper dans son armée que le second rang.

Telles sont les craintes ou les espérances qui préoccupent en ce moment le gouvernement Français. Je voudrais bien croire au maintien de la paix, mais il faut convenir que jusqu'à présent nous paraissons faire les premières étappes du chemin de la guerre.

SAMEDI 27 AOUT.

Depuis dix-huit mois, je suis fort malade et mes travaux littéraires, ainsi que mes correspondances politiques

me laissent peu de moments libres pour causer avec mes chers livres de notes.

Sans doute j'ai su bien des choses concernant le conflit Dano-Allemand; j'ai eu la confidence de bien des roueries; j'ai vu de près la sale cuisine de la politique, mais je ne reviendrai pas sur les événements des derniers mois.

La France, je dois seulement l'avouer, est un peu déchue de sa suprématie, depuis qu'à force de vouloir ruser elle a mis en défiance les autres nations et qu'elle a vu se conclure la triple alliance des cours du Nord. Suspecte à la Russie, à la Prusse, à l'Autriche, elle l'est encore à l'Angleterre qui hésite à s'engager avec elle dans les liens d'une alliance intime.

Aujourd'hui la France est suspecte et isolée, elle a laissé périr le Danemark, elle a encouragé les ambitions de la Prusse dans l'espoir d'obtenir la ligne du Rhin, vain espoir! elle a été jouée par Monsieur de Bismarck et la France, pour cacher sa déconvenue, se déclare aujourd'hui sans intérêt dans tout ce qui se passe en Allemagne.

L'Empereur a toujours sa même politique de conspirateur, il ne connaît que celle-là, son gouvernement est un atelier de conspirations contre tous les autres gouvernements.

Il est arrivé à ce point que sa parole et ses traités ne sont plus considérés comme des engagements.

Nous sommes déchus, et ce qui était jeune autour de l'Empereur se fait vieux, et ce qui n'était pas encore corrompu, il y a quatre ans, l'est tout à fait actuellement.

(Fin des Mémoires du comte Horace de Viel Castel.)

NOTE DE L'ÉDITEUR.

Les Mémoires du comte Horace de Viel Castel, commencés en l'année 1851, sont brusquement interrompus au mois d'août 1864 par les dernières atteintes de la cruelle maladie sous laquelle trois mois plus tard (novembre 1864) succombait l'auteur.

L'apparition de ces Mémoires causa grand scandale, cela se conçoit, car le public ignorant encore de la juste valeur de cette œuvre non-seulement intéressante, utile, mais *essentiellement patriotique,* ainsi que le proclame dans sa Préface l'éminent écrivain qui n'a pas hésité à placer notre publication sous l'égide de son nom autorisé, le public, disons-nous, s'émut outre mesure du déshabillage infligé par le comte Horace de Viel Castel à nombre de personnalités sinon historiques, du moins notoirement connues.

Devant les réclamations de toutes sortes, les blâmes, les colères, les menaces mêmes suscitées par ce fait secondaire des amour-propres blessés, notre devoir a été l'inflexibilité absolue.

En effet, supprimer l'œuvre que le hasard avait fait tomber entre nos mains eût été un acte de vandalisme, et ceux qui prétendent que ces mémoires n'étaient pas destinés à la publication, n'ont qu'à se reporter à l'Intro-

duction dans laquelle l'intention du comte Horace de Viel Castel se manifeste assez clairement pour ne laisser subsister aucun doute à cet égard.

Nous reconnaîtrons cependant que certaines anecdotes *Brantomesques* eussent peut-être gagnées à être sinon élaguées, du moins présentées au public moins court vêtues. Les intéressés ne l'ont point voulu ou plutôt l'ont voulu si maladroitement qu'ils nous ont pour ainsi dire *imposé* l'interdiction de toute suppression ou atténuation; car à peine notre publication était-elle annoncée, que le nom de l'auteur suffisant pour éveiller parmi les survivants de l'ère Napoléonienne les plus légitimes appréhensions, ce fut un débordement de calomnies, un tolle général non-seulement contre l'auteur, mais encore contre l'éditeur de cette exhumation posthume.

Néanmoins le livre se vendit, et ceux-là mêmes qui s'étaient si vivement employés à sa suppression violente, furent les principaux agents promoteurs de la circulation quasi clandestine de l'ouvrage en France.

Alors il se passa ce fait singulier, mais si véritablement *humain* que nous ne pouvons résister à la tentation de le signaler; c'est que pour le plus grand nombre des *blessés,* le dépit de ne pas voir figurer son voisin dans le terrible annuaire, excéda de beaucoup celui de s'y reconnaître soi-même, et que devant l'injure qui les atteignait. une poignée de gens effarés ne trouvèrent d'autre palliatif que de dénoncer à haute voix les membres de leur caste que le comte Horace de Viel Castel avait dédaignés, méconnus ou volontairement épargnés; ceux-ci furent accusés d'avoir à prix d'or conquis l'éditeur à leur radiation de *la honteuse* nomenclature. Cette attitude eut logiquement

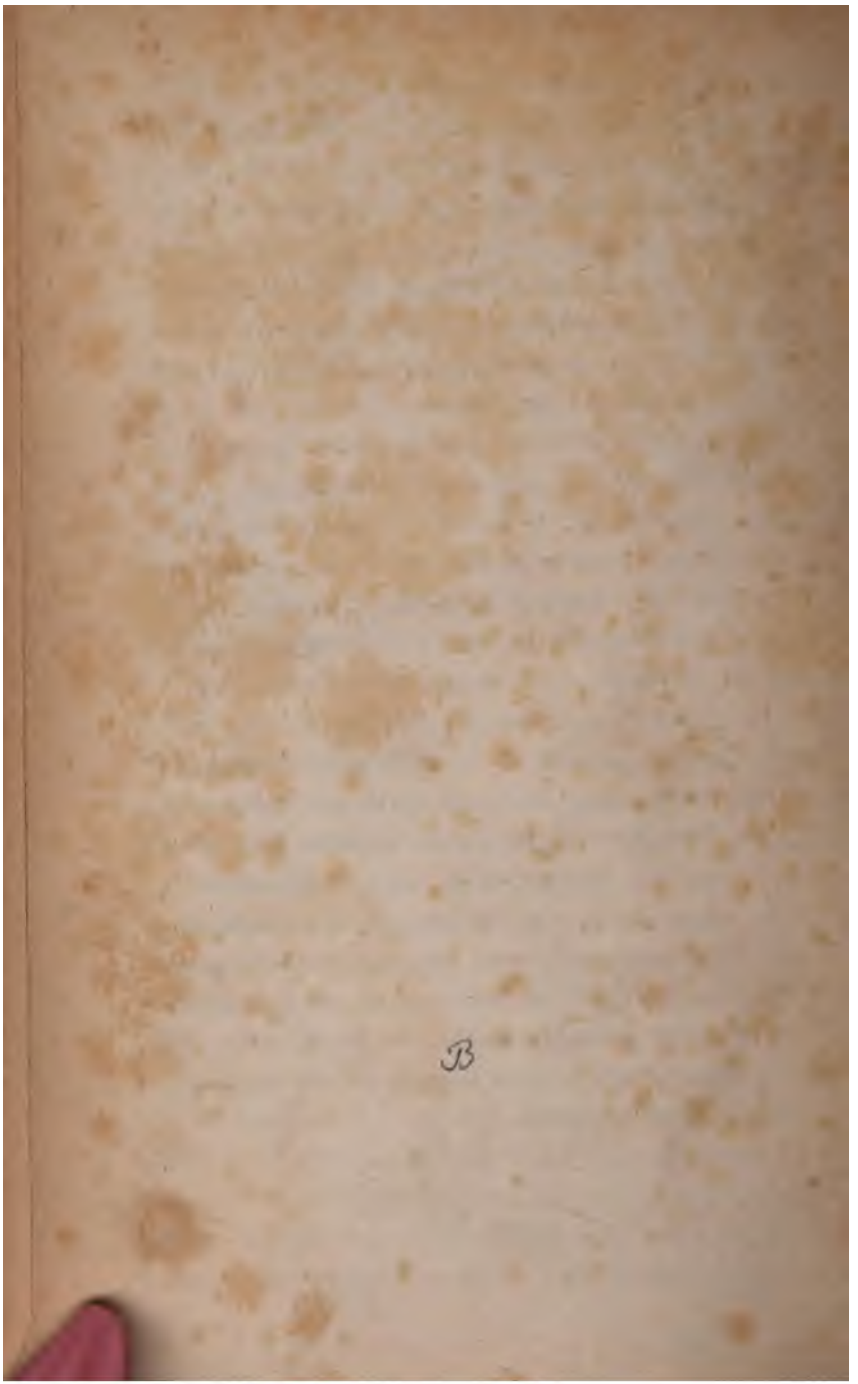
le résultat qu'elle devait avoir, celui de nous interdire non-seulement toute suppression, mais la moindre des atténuations fût-ce en face de certains écarts de plume dûs à l'impétuosité de l'auteur, mais contraires à notre sentiment personnel.

Les Mémoires du comte Horace de Viel Castel ont donc été publiés *textuellement* d'après les *petits livres noirs* dont chacun porte la signature de l'auteur sur son premier et sur son dernier feuillet.

Le manuscrit original ne présente qu'une lacune, celle de l'année 1861 qui ne commence qu'au 28 janvier, les premières pages en ont été enlevées, ce dont témoigne à n'en pas douter, l'état de la reliure; mais enlevées par qui? peut-être par l'auteur lui-même, peut-être dans le cours des nombreuses et infructueuses pérégrinations de l'œuvre sur le chemin de l'impression.

Chi lo sa?

Quant à nous, arrivés au terme de cette publication, nous avons suffisamment la conscience de son intérêt réel, indéniable, pour nous applaudir de ne nous être laissé entraver dans cette entreprise, ni par les perfidies de la calomnie, ni par les manœuvres occultes de certains *stigmatisés,* manœuvres qu'il nous répugne de qualifier ici, mais qui nous le regrettons pour ceux là qui les ont employées, donnent désormais à l'auteur des Mémoires du règne de Napoléon III la plus importante des sanctions: celle de son absolue véracité.

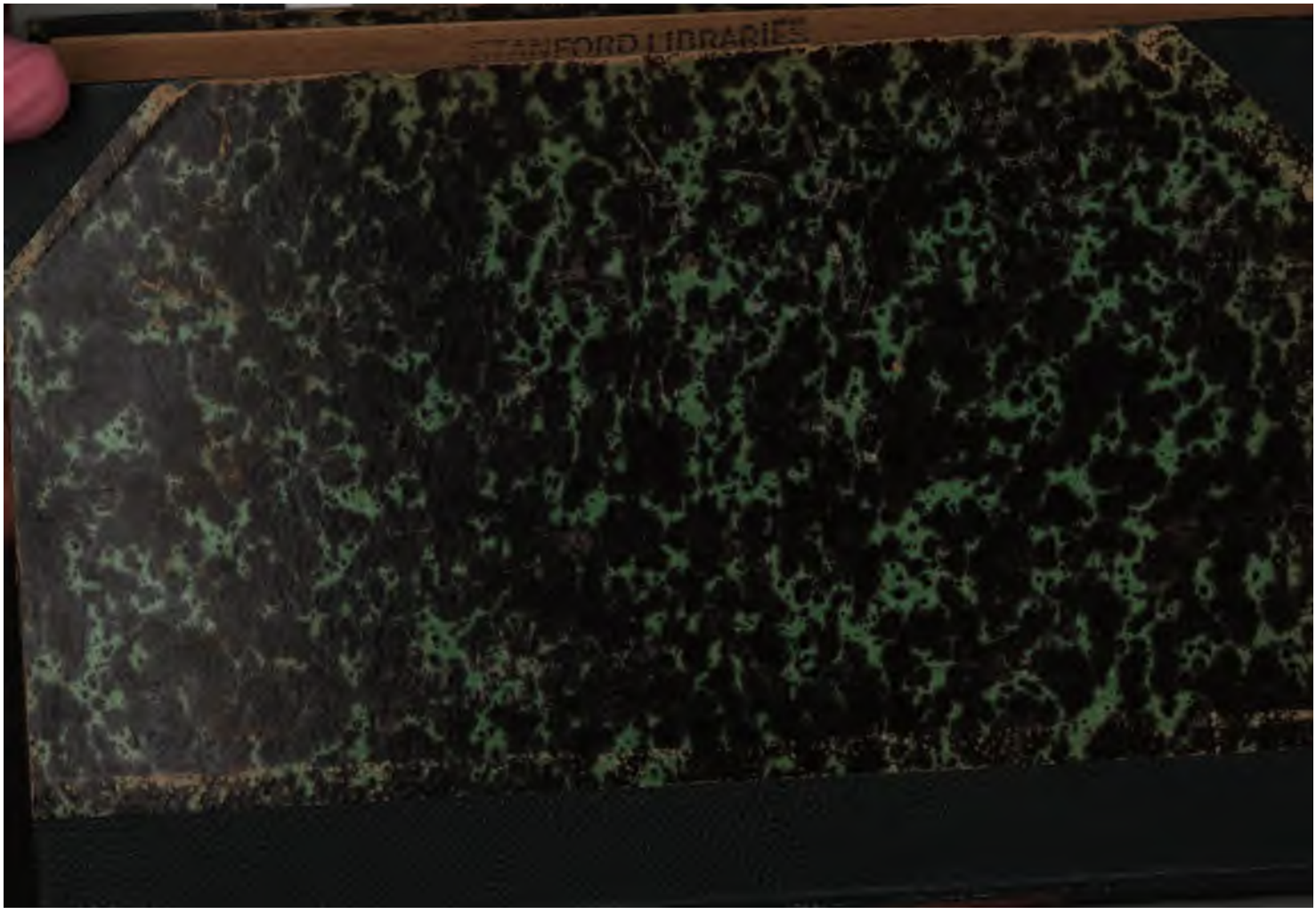


3 6105 013 532 275

276
.V65
188
v.6

DATE DUE

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA
94305


STANFORD LIBRARIES